

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 33/3

2006

DOI: 10.11588/fr.2006.3.45401

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Rezensionen

Geschichte der Universität in Europa, hg. von Walter RUEGG, unter Mitarbeit von Asa BRIGGS, Aleksander GIEYSZTOR (†), Notker HAMMERSTEIN et al., vol. III: Vom 19. Jahrhundert zum Zweiten Weltkrieg. 1800–1945, Munich (C. H. Beck) 2003, 607 p., ISBN 3-406-36954-5, EUR 88,00.

Ce tome III, recouvrant la période 1800–1945, cruciale entre toutes, devait paraître en 1995–1996: il sort donc avec cinq ans de retard sur le programme initial. La mort a certes exercé ses ravages avec le départ des regrettés SHILS, PEDERSEN et GIEYSZTOR. La vraie difficulté réside cependant ailleurs. L'extension explosive des systèmes universitaires sur l'ensemble du globe, le nationalisme exaspéré, qui est, à la fois, une condition majeure et une raison essentielle de leur irrémédiable «décentralisation», rendent la tâche des auteurs quasi impossible. L'immense majorité des universitaires ne semble d'ailleurs pas se soucier outre mesure de l'histoire de l'institution à laquelle ils appartiennent: aussi de larges pans de cette histoire, pourtant essentielle, demeurent terres mal connues. Il s'est cependant trouvé 19 auteurs pour avoir tenté l'aventure et à avoir réussi à donner un tableau pertinent. L'équipe est formée respectivement de 4 Belges, 3 Anglais, 3 Français, 3 Allemands et enfin 2 Finlandais. La Hollande, la Suisse, l'Italie et les États-Unis sont représentés par un seul auteur (mais 2 des auteurs se trouvent à cheval avec les États-Unis). Sur un total de 607 pages, le tableau d'ensemble de ces 220 universités et assimilées couvre 59 pages (10% du livre: p. 547–606) qui, à elles seules, forment un extraordinaire instrument de travail, chaque entrée étant accompagnée d'une courte notice chronologique. Le registre des personnes est, en réalité, un survol de la liste des grands universitaires c'est-à-dire de l'élite des scientifiques mondiaux.

Le livre est construit sur l'opposition de deux concepts de base: le français sur le modèle napoléonien des grandes écoles spécialisées surplombant les vieilles universités longtemps squelettiques; et le système universitaire prussien inauguré par Guillaume de Humboldt et par la fondation de l'université de Berlin sous l'égide du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III. En schématisant, nous dirons qu'il y a fusion du métier de chercheur avec celui d'enseignant, les séminaires initiant les étudiants aussi à la recherche avancée. Si la science française a fait ses preuves de la fin du XVIII^e siècle aux années 1830–1840 – Napoléon ne faisant qu'avaliser les pratiques de l'Ancien régime comme du Directoire –, le modèle allemand domine jusqu'à la première guerre mondiale. Il compte pour beaucoup dans la montée de la puissance allemande au XIX^e siècle. Von Humboldt a été inspiré par le philosophe (et théologien) Schleiermacher: nous sommes en présence de l'aile libérale de l'*Aufklärung* s'appuyant sur l'expérience de quelques universités nouvelles de l'Allemagne du Nord de la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

L'histoire très heurtée des universités du XIX^e siècle se lit dans l'analyse du tableau n° 3 (p. 17). Il existe en 1789 143 universités européennes; elles se réduisent en 1815 à 83, avec un taux de survie de 58%. En 1840, 98 universités regroupent 80 000 étudiants et 5 000 professeurs; en 1914, on compte 160 universités avec 600 000 étudiants et 32 000 professeurs. Ce qui signifie qu'en 1840 chaque université compte en moyenne 816 étudiants pour un rapport de 1 professeur pour 16 étudiants. En 1914, ce taux d'encadrement est resté quasiment

le même. Les choses sont évidemment à nuancer au gré des matières, de la célébrité des enseignants-chercheurs, des possibilités de carrière etc. Il n'en demeure pas moins que jusqu'à la première guerre mondiale, les États ont fourni aux universités l'encadrement humain et matériel nécessaire. C'est au cours de l'Entre-deux-guerres du XX^e siècle que les équilibres se sont détériorés.

Les deux idéaux antagonistes se sont d'ailleurs contaminés. Les réformes partielles du Second Empire (V. DURUY) et de la III^e République (L. LIARD) ont revalorisé les universités maigrichonnes de la première moitié du XIX^e siècle. En Allemagne, le système »humboldtien« n'a pas empêché la montée des écoles parallèles scientifiques et techniques très spécialisées. Il n'est guère besoin de souligner l'efficacité de ces universités, surtout allemandes (p. 570–587). Ce qui n'a pas été sans évolutions parfois discutables: PAULSEN notait qu'en 1895 on était passé de »l'âge de la philosophie absolue« à un nouvel âge de »non-philosophie non moins absolue« (p. 301). Ce qui, selon RUEGG, s'est répercuté de façon très négative en 1933. Ainsi s'égrènent, au fil des pages, des constats passablement »hétérodoxes« qu'il reste à analyser. Le tableau de la page 101 des bibliothèques universitaires donne des résultats très inattendus. En 1938, le classement par importance numérique s'établit comme suit: 1) Saint-Petersbourg avec 11 040 000 livres, 2) Paris et ses 5 520 000 livres, 3) Londres 4 760 000, 4) Berlin 4 695 000 etc. À vérifier ...

Ce livre fourmille au total de pistes de recherche majeures qu'il reste, de pays à pays, à exploiter, à approfondir. Il n'est évidemment pas possible, en ces quelques pages qui me sont allouées, de rendre compte de l'extraordinaire richesse, mais aussi des invraisemblables lacunes d'une recherche européenne très inégale.

On se bornera donc, in fine, à évoquer l'ultime chapitre de N. HAMMERSTEIN sur les répercussions des deux guerres mondiales. Les universités allemandes y ont perdu leur suprématie linguistique. Ainsi s'est amorcée la montée en puissance extraordinaire des universités anglo-saxonnes, surtout avec la fuite des cerveaux allemands (juifs) à partir de 1933 (le tiers des effectifs de professeurs de 1932). C'était, de la part de l'invraisemblable aveuglement criminel des dirigeants nazis, bien mal récompenser l'apport de ces professeurs. Signalons simplement que la guerre de 1914 n'a pu être continuée en 1915 que grâce de la découverte par Fritz Haber du procédé de synthèse à partir de l'air qui a permis d'anéantir l'effet du blocus maritime anglais sur les nitrates du Chili. Quant à la deuxième guerre mondiale, elle a été l'occasion d'une focalisation jamais vue des efforts scientifiques. En 1945 il y a bien une rupture décisive avec les cadres du passé. Cette évolution-révolution ouvrit de larges portes à un afflux massif de nouveaux étudiants issus de quasi toutes les couches de la société. Les universités purent ainsi, à des degrés très divers, »repartir« sur des bases largement renouvelées.

Ainsi ce tome III de l'histoire des universités constitue une base de données dont on ne pourra plus se passer.

Jean MEYER, Paris

Kurt NOWAK, Schleiermacher. Leben, Werk und Wirkung, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2002, 632 p., ISBN 3-525-55448-6, EUR 49,00.

Nowak a achevé ce livre juste avant sa mort en 2001. On connaît l'œuvre considérable de cet historien des religions, spécialiste de l'histoire du christianisme en Allemagne. La biographie de Schleiermacher en est le point d'orgue qui montre tout le savoir et le savoir faire de l'historien: un ouvrage sérieux mais non prétentieux, ambitieux mais accessible. Sans doute la personnalité de Friedrich Daniel Ernst Schleiermacher (1768–1834) a-t-elle fasciné Nowak par ses nombreuses facettes, et, sans doute aussi, par son engagement pour sa foi et son Église. La biographie de Schleiermacher se détache sur l'arrière-plan politique,

social, religieux et intellectuel de l'histoire de la Prusse à un moment dramatique et décisif de son devenir. Nowak nous fait revivre cette époque en nous retraçant la vie d'un intellectuel engagé.

Depuis Dilthey, qui a écrit une « Vie de Schleiermacher », on avait tendance à voir surtout dans ce théologien-philosophe le précurseur de l'herméneutique, un art de comprendre les textes écrits ou parlés qui, chez lui, restait une technique philologique et n'était pas encore l'organon de la philosophie qu'elle est devenue au XX^e siècle, après la faillite de la métaphysique et du scientisme et pour pallier les impasses gnoséologiques de l'historisme.

L'ouvrage de Nowak nous montre l'étendue de ses préoccupations et de ses sphères d'activité. Il a été pasteur de l'église de la Sainte Trinité à Berlin, engagé dans le travail pastoral et caritatif, théologien, prédicateur, conseiller et adjoint de Wilhelm von Humboldt pour les réformes éducatives prussiennes, conseiller d'État, professeur de théologie à la toute jeune université Frédéric-Guillaume de Berlin, à la fondation de laquelle il a pris part, membre de l'Académie royale de Prusse. Il sera aussi un grand réformateur de l'Église prussienne, un théologien qui en précisera la dogmatique et l'un des artisans de l'union des Églises luthérienne et réformée en une Église évangélique. Pour être complet, il faudrait encore ajouter ses activités d'écrivain, de traducteur (des œuvres de Platon essentiellement) et de critique littéraire au sein de cette période de bouillonnement culturel qu'a été le Romantisme.

Il a écrit pratiquement sur tout, de façon certes moins systématique et achevée que son contemporain Hegel, qui le trouvait un peu trop sentimental et confus. En vérité, il se veut dans tous les domaines artisan de la synthèse ou de la médiation. Le théologien essaie de définir le statut d'une théologie philosophique essayant de concilier foi et savoir. Il écrit une « Vie de Jésus » qui tend à montrer l'étroite union entre l'historicité et la divinité du Christ. Sa théologie se veut à la fois théorique et pratique, accompagnée d'une dogmatique et d'une éthique qui montre comment les normes éternelles voulues par Dieu ont à s'inscrire dans l'histoire. Chez Schleiermacher, la philosophie ne peut être dissociée de la théologie et la théologie de la philosophie. Cette dernière, telle que Schleiermacher l'expose dans des cours ou dans ses conférences à l'Académie, a parfois été qualifiée « de réalisme idéal », plus proche de l'idéalisme objectif d'un Schelling que de l'idéalisme subjectif d'un Fichte. Si la raison peut être efficace dans l'histoire et conduire l'humanité vers un bien suprême, c'est qu'elle s'enracine dans une totalité d'origine divine. Schleiermacher ne partage pas l'opinion de ses contemporains romantiques sur l'art. Il ne peut devenir une religion de substitution, il n'est que l'expression de l'humain en l'homme et a donc partie liée avec l'éthique et la psychologie.

Il serait vain, dans un compte rendu, d'essayer de reproduire toute la richesse de cette pensée. Elle est accompagnée d'une théorie de l'État dans laquelle transparaissent rapidement le patriotisme prussien et l'idée d'une monarchie populaire proche de celle des Réformateurs prussiens, théorie elle-même complétée par des vues sur l'éducation des citoyens en vue de leur intégration dans la communauté nationale. Schleiermacher prendra part comme publiciste au combat de libération contre Napoléon.

Alors même qu'il atteint l'aisance et peut s'adonner aux joies de la vie en société, Schleiermacher tombe dans un certain discrédit public à l'époque où sévit la « persécution des démagogues » sous la restauration metternichienne. Il n'en poursuit qu'avec plus d'ardeur son activité de prédicateur. Si l'influence de Schleiermacher a été importante avant tout dans le domaine théologique et ecclésial, le dernier chapitre consacré à sa réception montre que tous les autres aspects de son œuvre continuent, avec des fortunes diverses, à être pris en considération jusqu'à nos jours. La biographie de Nowak allie avec bonheur le récit de la vie familiale et sociale au commentaire érudit, mais sans lourdeur, de l'œuvre immense de son personnage. On ne peut qu'admirer la grande maîtrise de Nowak dans le traitement de la masse d'informations qu'il a accumulées. L'aisance qu'il manifeste dans les domaines les plus divers, histoire, philosophie, théologie, pédagogie, sciences humaines en général etc., le

place à la hauteur de l'auteur dont il retrace la biographie intellectuelle tout à la fois avec empathie, profondeur et clarté.

Gilbert MERLIO, Paris

Les sociétés rurales en Allemagne et en France (XVIII^e–XIX^e siècles). Actes du colloque de Göttingen (23–25 novembre 2000), publ. par Gérard BÉAUR, Christophe DUHAMELLE, Reiner PRASS et Jürgen SCHLUMBOHM, Rennes (Presses universitaires de Rennes) 2004, 302 S. (Bibliothèque d'Histoire rurale, 8), ISBN 2-911369-07-6, EUR 32,00.

Eine auf empirische Exploration und Teilsynthesen angelegte ländliche Gesellschaftsgeschichte des 18. und 19. Jhs. ist für Deutschland mehr noch als für Frankreich ein dringendes Desiderat – eine komparative Darstellung für beide Länder gab es bislang gar nicht. Die Gesellschaftsentwicklung auf dem Land ist, wie nicht erst dieser Sammelband erweist, in hohem Grad vergleichsfähig: Aufgrund äquivalenter – nicht gleicher – sozialer Strukturen und feudaler sowie kommunaler Institutionen, durch gemeinsame Probleme, Herausforderungen und programmatische Formulierungen und auch wegen der regionalen, die Nationsgrenzen übergreifenden Überlappungszonen. Zugunsten eines auf langfristige Prozesse angelegten Ansatzes treten die bisherigen Vorstellungen über die bürgerliche Revolution auf dem Land stark zurück. Der 2003 auch auf deutsch publizierte Band nimmt die Impulse der florierenden französischen Forschung ebenso wie die der institutionell allerdings weniger abgesicherten deutschen Neuen Agrargeschichte auf. Er konzentriert sich auf agrarische Institutionen und Akteure, auf soziale und wirtschaftliche Strukturen, auf Konzepte und Mentalitäten der Beteiligten und bündelt die einzelnen Faktoren in einem Konzept der Agrartransformation, das die Teleologie des klassischen Modernisierungskonzeptes vermeidet, aber auch nicht bei der Konstatierung disparater Einzelentwicklungen stehen bleibt.

Innerhalb dieses überraschend verbindlichen Gesamtrahmens verfolgen dann die Einzelbeiträge gleiche oder ähnliche Untersuchungsobjekte. Die Einleitung von Gérard BÉAUR und Jürgen SCHLUMBOHM, welche die Forschungslage souverän charakterisiert und auch Begriffsprobleme reflektiert (wie übersetzt man »Bauer«?), nimmt einen expliziten Vergleich vor.

Im Band insgesamt sind es am ehesten die französischen Beiträge, die über die Grenze schauen.

Das erste Aufsatzpaar behandelt die grundlegenden feudalen Institutionen, bei dem sich das Übersetzungsproblem zeigt: Werner TROSSBACH charakterisiert die Gutsherrschaft (*Seigneurie domaniale*) als Konfliktherd, die Durchsetzung der Gutswirtschaft (*Seigneurie foncière*) im ostelbischen Deutschland kulminiert im 18. Jh., zugleich setzt ihre Auflösung ein. Es gibt, so die These, stets eine offizielle und eine verborgene Ökonomie in diesem Bereich. Annie ANTOINE geht zunächst von starken Unterschieden der (ost-)deutschen und französischen Institution aus und dann bei ihrer Analyse der französischen Grundherrschaft (*Seigneurie*) auch auf Aspekte der Lebenswelt ein. Jean-Marc MORICEAU äußert sich zur Frage, inwieweit landwirtschaftliche Großbetriebe in Frankreich tatsächlich die Motoren agrarischer Innovation (eher der Produktspezialisierung als des Technikeinsatzes) waren, die er vorsichtig bejaht. Moriceau betont besonders die Bildung der Großpächter, ihren Innovationsgeist und ihre Bibliotheken. Allerdings legt er im diachronen Vergleich unterschiedliche Quantitäten zugrunde, was jeweils einen »Großbetrieb« charakterisierte und manchmal erscheint seine Quellenbasis doch allzu schmal. Jean-Michel BOEHLER zeigt hingegen am Elsaß und im Vergleich mit Flandern und Baden, wie kleinbäuerliche Familienbetriebe auf Parzellenbasis ständige Produktions- und Produktivitätsfortschritte erzielten, indem sie die wachsende menschliche Arbeitskraft zu einer immer intensiveren Bearbeitung des Bodens nutzten, wobei der enge Konnex zwischen Land und Stadt stimulierend

wirkte und letztlich eine Gartenlandschaft entstand. Ergänzend schildert Frank KONERSMANN, wie die Betriebsgrößenfrage in der deutschen Sozial- und Agrargeschichte diskutiert wurde. Ein dritter Themenkomplex ist Vererbung, Familie und Geschlecht, der in der heutigen Forschung viel dynamischer gesehen wird als in einer Zeit, wo man ausschließlich von den juristischen Normen ausging und sich nicht für die tatsächlichen Praktiken interessierte. Susanne ROUETTE untersucht solche Praktiken sowie politische und wissenschaftliche Diskurse und setzt sich insbesondere kritisch mit dem Forschungsansatz von Huppertz von 1939 auseinander, dessen Karte über die angebliche Verbreitung des Anerbenrechts mehrere Generationen von Agrarhistorikern und -wissenschaftlern beeindruckte, aber stark ideologisch aufgeladen war. Antoinette FAUVE-CHAMOUX bietet einen innovativen Beitrag über Besitzweitergabe und Frauenrollen, dem ein eben solcher von Heide WUNDER direkt gegenübergestellt ist (*Relations entre hommes et femmes dans une société rurale en mutation*). Beide Aufsätze differenzieren regional und erweisen die soziale Bedeutung der weiblichen Mitgift und Produktionsleistung. Der für die Transformationsproblematik mit der Entfeudalisierung gleich bedeutenden Individualisierung der Allmenden gehen Reiner PRASS (*Les communaux et leurs usages dans l'économie domestique paysanne*) und Nadine VIVIER (*Le rôle économique et social des biens communaux en France*) nach. Während Prass sehr stark die Akteure vor Ort und wechselnde lokale Bündnisse im Visier hat, gelingt Vivier eine Strukturanalyse für ganz Frankreich, in der sie die hohe Bedeutung der Erträge aus den Gemeinheiten an den Gesamteinnahmen der Gemeinden hervorhebt, am deutlichsten in den Departements Ost- und Nordfrankreichs. Ein letzter Themenblock behandelt den Bodenmarkt. Gérard BÉAUR zeigt seine Dynamik schon im vorbürgerlichen Zeitalter (*Conjoncture des transferts de propriété et stratégies d'accumulation*), Stefan BRAKENSIEK stützt sich zum selben Gegenstand (*Un marché entre stratégies familiales et contrôle seigneurial*) auf vorhandene Lokalstudien und neigt dazu, die herrschaftliche Bindung des bäuerlichen Bodens stärker zu betonen als Béaur. Schließlich verdient die ausführliche und qualitätvolle Gesamtbibliographie zu beiden Ländern besonders hervorgehoben zu werden.

Es ist bedauerlich, daß man bei diesem Projekt die Chance eines vergleichenden Ansatzes nicht konsequenter wahrgenommen hat, was darauf beruhte, daß es dafür an finanziellen und forschungspolitischen Grundlagen fehlte. Es ist jedoch ermutigend, wie sich hier eine größere Gruppe von Agrarhistorikern der jüngeren und mittleren Generation auf verbindliche erkenntnisleitende Kategorien hat einigen können.

Clemens ZIMMERMANN, Saarbrücken

Tobias DIETRICH, *Konfession im Dorf. Westeuropäische Erfahrungen im 19. Jahrhundert*, Köln, Weimar, Wien (Böhlau) 2004, VII–504 S. (Industrielle Welt, 65), ISBN 3-412-07104-8, EUR 54,90.

Spätestens seitdem Olaf Blaschke dem 19. Jh. die Epochensignatur eines »zweiten konfessionellen Zeitalters« anheftete, hat die Diskussion um die gesellschaftliche Prägekraft des christlichen Bekenntnispluralismus in der vermeintlich bürgerlich-säkularen Ära wieder höhere Wellen geschlagen. Zu dieser Debatte leistet Dietrichs Trierer Dissertation von 2002 nun einen substantiellen Beitrag, indem sie erstmals in extenso den sozialen Wirkungsgrad der Glaubensspaltung auf engem ländlichen Raum auslotet. Nach der noch jungen Methode der komparativen Mikrogeschichte werden jeweils drei bikonfessionelle Dörfer im elsässischen Departement Bas-Rhin, im preußischen Regierungsbezirk Koblenz und im Schweizer Kanton Thurgau zwischen 1802 und 1914 verglichen. Besonders zeichnete die Auswahlkommunen zudem die Doppelnutzung der Ortskirche durch die katholische und protestantische Pfarrgemeinde (Simultaneum) über weite Strecken der Untersuchungsperiode aus.

Zur theoretischen Positionierung mustert Dietrich einleitend neuere Ansätze der historischen Konfessionsforschung zum 19. und 20. Jh., namentlich das »Milieu«- und »Mentalitäts«-Konzept. Kritik übt er zum einen daran, daß die Diagnose zunehmend verfestigter Bekenntnisgruppen empirisch bisher vorwiegend auf Studien beruhe, die das Mikroplateau des lokalkirchlichen Führungspersonals, d. h. vor allem der Pfarrer, kaum unterschritten, während die »Nanoebene« sozialer Interaktionen für ländliche Gebiete weithin unbeachtet geblieben sei. Zum anderen impliziere das Modell der »Mentalität« als milieuspezifischen Orientierungssystems begriffslogisch und damit axiomatisch ein Präjudiz für die konfessionelle Durchdringung weiter Lebenssphären. Dietrich selbst hingegen knüpft an die vorgelagerte Kategorie des »Glaubens« an, dessen Trennschärfe und Verhaltensrelevanz in unterschiedlichen Manifestationsbereichen überhaupt erst analysiert werden müßten.

Nach einem Überblick zur sozial- und kommunikationsgeschichtlichen Entwicklung der Samplegemeinden gliedert sich die Untersuchung in drei Themenblöcke, die das Problem der »Konfessionalität« in konzentrischen Kreisen entfalten. Zunächst geht es um die lokale Vermittlung von Glaubensidentität, worunter konkret der Amtsstil der Landpfarrer und die theologische Unterweisung der Dorfbewohner fallen. Anschließend wird eruiert, wie sich die offiziellen Distinktionsbemühungen in der religiösen Praxis niederschlugen. Neben einzelnen Frömmigkeitsformen gilt das Augenmerk auch der Verwaltung des Simultaneums, deren genau registrierten Klimaschwankungen zwischen Konflikt und Kooperation an dieser Stelle eine ansonsten in der Arbeit etwas an den Rand tretende Periodisierung des Konfessionsverhältnisses innerhalb der Betrachtungszeit strukturieren. Am Ende wird die Frage verfolgt, in welchem Umfang primär außerkirchliche Existenzfelder konfessionell bestimmt und versäult waren. Dabei stehen soziale Nahbeziehungen, wirtschaftliche Verflechtungen und politische Handlungsweisen im Vordergrund.

Auf der Basis eines reichhaltigen Quellenmaterials, das aus nicht weniger als 28 staatlichen, kirchlichen und kommunalen Archiven zusammengetragen wurde, leuchtet Dietrich sehr stringent seine gleich zu Beginn (S. 12) dezidiert umrissene Kernthese aus. Danach hinterließ die konfessionelle Zugehörigkeit unbeschadet ihrer Bedeutung für das individuelle und kollektive Selbstverständnis sowie mancher Friktionen auf kirchennahem Terrain im Alltag der allermeisten Einwohner nur schwache Spuren. Zur Untermauerung dieser Sicht wird eine Fülle instruktiver Beispiele aufgeboten. Schon die prekäre Situation der Pfarrer zwischen obrigkeitlichen, gemeindlichen, amts- und ortskirchlichen Anforderungen hemmte eine energische Durchdringung der kommunalen Lebenswelt seitens der »Protagonisten des konfessionellen Zwiespalts« (S. 100). Wenn Seelsorger sich anschickten, die Bekenntnisdivergenzen mittels Predigt, Katechese oder Sittenzucht agonal zu akzentuieren, brachen mangelnde dörfliche Akzeptanz und das Gegengewicht konkurrierender lokaler Autoritätspersonen solchen Profilierungskampagnen gewöhnlich rasch die Spitze. Leider beschäftigt sich Dietrich nur beiläufig mit dem Einfluß, den der ultramontane Wandel der katholischen Priesterauffassung und -ausbildung in diesem Kontext gehabt haben könnte. Spätere Beobachtungen zum Simultaneum weisen allerdings darauf hin, daß gerade um die Mitte des 19. Jhs. ein Generationswechsel im katholischen Pfarramt häufig temporäre Verwerfungen im interkonfessionellen Gefüge mit sich brachte.

Kirchliche Feierlichkeiten, die sich wie Taufen, Trauungen und Begräbnisse an biographische Zäsuren knüpften oder – etwa im Falle von Kommunionen, Firmungen, Konfirmationen, Volksmissionen und Missionsfesten – direkter religiösen Ursprungs waren, büßten ihren konfessionellen Einheitscharakter öfters partiell ein, wenn sich ganz zwanglos, und sei es nur als Zaungäste, Mitglieder der anderen Glaubensgemeinschaft unter die Anwesenden mengten. Polemische Töne waren zu solchen Anlässen entsprechend selten zu hören. Unter derartigen Bedingungen erstaunt es dann auch kaum, daß der Aufbau eines bekenntnisfragmentierten Vereinswesens noch um 1900 in seinen Anfängen stecken blieb. Vollends in außerkirchlichen Belangen sanken konfessionelle Erwägungen zu einem »drittrangige(n)

Handlungsmotiv« (S. 398) herab. In der Hinzuziehung von Hebammen, in der Vornamenwahl und zum Teil selbst in der Mischehenfrage offenbarte sich eine recht unbekümmerte Flexibilität, die manchem Kirchenoberen erklärtermaßen ein Dorn im Auge war. Die dichten wirtschaftlichen Kontakte der Religionsparteien, zwischen denen im übrigen nirgendwo ein allzu steiles Wohlstandsgefälle herrschte, kennzeichnete ein nüchterner, bisweilen genuiner Indifferenz täuschend ähnlicher Primat der Subsistenzsicherung. Auch politisch gelangten konfessionelle Gegnerschaften typischerweise nur dann zum Ausbruch, wenn wie bei Reichstagswahlen vom bekenntnisdominierten Stimmenkampf und Votum an der Urne keine dauerhaften negativen Rückkoppelungen mit der dörflichen Welt zu befürchten waren.

Wie bereits anklang, war allein die Nutzung der Simultankirchen von Streitigkeiten begleitet, die über sporadische Irritationen hinausgingen. Der Befund ist nach Dietrich jedoch in zweierlei Hinsicht einzuschränken. Zum einen wurden die Auseinandersetzungen in erster Linie von Pfarrern und Kirchenvorstehern geführt, während sich die übrigen Gläubigen höchstens an Sonn- und Feiertagen vernehmlich artikulierten. Durch diese alltagsentlastende Delegation des Konfliktaustrags reduzierte sich der Dissens für die Bevölkerungsmehrheit auf ein »Sonntagsproblem« (S. 243). Zum anderen konzentrierten sich die Spannungen auf die Phase von etwa 1840 bis 1860. Vorher – im Zeichen irenischer Impulse – und noch bemerkenswerter auch danach, d. h. zur Kulturkampfzeit, überwogen Ausgleichsbestrebungen, die eine nie völlig reibungslose, im Ganzen aber friedliche Koexistenz begünstigten. Seit der zweiten Jahrhunderthälfte trug hierzu indes auch die Aufhebung vieler Simultaneen bei.

In der Gesamtperspektive schält sich mithin eine doppelte Erklärung für die geringe bekenntnismäßige Segmentierung der untersuchten Lokalgesellschaften heraus. Die Beharrungskraft »konfessionsunabhängiger ländlicher Sozialintegration« (S. 283) korrespondierte generell mit der Skepsis und Resistenz gegenüber externen Verhaltenszumutungen, wie sie zahlreiche Regional- und Mikrostudien als dörfliche Grunddisposition in der frühen Neuzeit und auch im 19. Jh. enthüllt haben. Hinzu trat als verstärkende Eigentümlichkeit gemischtkonfessioneller Gemeinden jedoch ein massiver lebensweltlicher Annäherungsdruck. Namentlich die »Ökonomie zwang das Dorf zur ›Ökumene« (S. 399). Mochten kirchliche Feindbilder in religiös homogenen Siedlungsverbänden noch ohne gravierende Alltagskonsequenzen gepflegt werden können, kam hier ein erheblich relativierender Sozialpragmatismus zur Geltung.

Der letztgenannte Faktor wirft allerdings die Frage auf, ob die Resultate der Arbeit tatsächlich so über die geographischen Grenzen der Analyse ausgedehnt werden können, wie Dietrich mitunter suggeriert. Der Autor beruft sich ausgangs zwar auf vergleichbare Tendenzen in monokonfessionellen Gegenden (S. 400–402). Die herausgestellte Leitkultur der Parität und Toleranz scheint aber doch ganz wesentlich in der lokalen konfessionellen Gemengelage gewurzelt zu haben, die man daneben etwa auch in der Pfalz und in Nordbaden vorfindet. Des weiteren fällt auf, daß notorische kirchliche Unruheherde vor allem der ersten Hälfte des 19. Jhs. wie agendarische Reformen oder die Einführung neuer Gesang- und Gebetbücher, die anderswo, wie zwischen den Bekenntnisgemeinschaften, einigen Staub aufwirbelten, in den betrachteten Gebieten offenbar keine Rolle spielten. Dietrichs unbestechlichem Blick wären solche Turbulenzen sicherlich nicht verborgen geblieben. Ihr Fehlen unterstreicht freilich einmal mehr die Spezifik der Untersuchungsräume. Ferner dürfte im Hunsrück, Westerwald, Elsaß und Thurgau schließlich mitentscheidend gewesen sein, daß die religiösen Trennlinien in der Regel nicht durch die Koinzidenz mit sozialen Statusbarrieren verhärtet wurden, was sich wohl auf den Südwesten des deutschsprachigen Mitteleuropa überhaupt, indes sehr viel weniger auf nördlichere Landschaften übertragen läßt.

Ungeachtet dieser Vorbehalte bezüglich der überregionalen Repräsentativität handelt es sich bei Dietrichs Studie nicht zuletzt dank ihres pointierten Duktus um ein äußerst lesens-

wertes Werk. Nach stadthistorischen Arbeiten zur Multikonfessionalität in der frühen Neuzeit und jüngst auch im 19. Jh.¹ liegen nun endlich für rurale Gesellschaften präzise Erkundungen vor, die eindringlich davor warnen, den »überkonstruierten Konfessionalismus« (S. 399) der politisch-kirchlichen Eliten und Publizistik ungeprüft auf die soziale Praxis und Mentalität breiter Bevölkerungsschichten zu projizieren. Ohne das 19. Jh. zur harmonischen Idylle zu verklären, demonstriert Dietrich überzeugend, daß – wie er in einem Aufsatz ausführlicher dargelegt hat² – zumindest mancherorts »das 18. Jahrhundert [als] das eigentliche »konfessionelle Zeitalter« im Dorf« (S. 249) zu gelten hat.

Niels GRÜNE, Bielefeld

Alain BOULAIRE, René LE BIHAN, Brest, Plomelin (Éditions Palantines) 2004, 303 S. (Histoire et géographie contemporaine), ISBN 2-911434-38-2, EUR 39,00.

»Brest, c'est une ville, mais avant tout une rade« schreibt der französische Segler Olivier DE KERSAUZON in seinem Vorwort zur Geschichte der französischen Hafenstadt Brest in der Bretagne. Das Meer hat Stadt und Region im äußersten Nordwesten Frankreichs über Jahrhunderte geprägt, und gerade dieser besonderen Magie des Zusammenspiels zwischen Mensch und Meer, die über Jahrhunderte Maler und Photographen in ihren Bann gezogen hat, wollten die beiden Herausgeber Ausdruck verleihen, als sie den Entschluß faßten, auf die zahlreichen Publikationen zu ihrer Heimatstadt noch ein weiteres Buch folgen zu lassen. Aus der Zusammenarbeit zwischen dem ehemaligen Leiter des Musée des Beaux-Arts Le Bihan und dem Marinehistoriker Boulaire, beide ausgewiesene Kenner der Geschichte ihrer Stadt und ihrer Region, ist ein Buch entstanden, dessen besonderen Reiz die über 400 Abbildungen ausmachen. Großformatige Abbildungen bedeutender Gemälde, Pläne, Skizzen und Photographien aus der jahrhundertealten Geschichte der Stadt und ihres Hafens.

Seit der Gründung des Kriegshafens durch Kardinal Richelieu im Jahr 1631 hat vor allem die Koexistenz zwischen der Marine und dem zivilen Leben die Geschehnisse der Stadt beeinflusst. Noch heute dominiert das Marinearsenal mit seinen Anlagen entlang des Flusses Penfeld das Zentrum von Brest, und die Marine ist der größte Arbeitgeber. Neben ihrer Rolle als eine der Hauptproduktionsstätten der französischen Flotte – darunter der Bau des neuen atomaren Flugzeugträgers »Charles de Gaulle« – ist die Hafenstadt Sitz der wichtigsten Ausbildungsstätten des französischen Marinewachstums und Liegeplatz der französischen »Force océanique stratégique« mit ihren Atom-U-Booten.

Die elf Kapitel sind den unterschiedlichen Epochen der Stadtgeschichte von den Römern bis in die Gegenwart gewidmet. Von dem Beginn der städtischen Entwicklung aus einem römischen Kastell hin zu einer befestigten Siedlung der bretonischen Herzöge handelt das erste Kapitel (De l'éperon barré au château). Auf die Entscheidung des Kardinals Richelieu zur Anlage eines Kriegshafens erfolgten ab 1683 der Ausbau und die Befestigung des neuen Hafens durch den königlichen Festungsbaumeister Vauban. Die von Vauban geschaffenen Mauern und Wälle prägten bis zum Zweiten Weltkrieg das Gesicht der Stadt und werden im zweiten Kapitel thematisiert (L'extension des Défenses). Im Mittelpunkt des dritten Kapitels (La Penfeld de Richelieu à Napoléon III) steht das Marinearsenal. Obwohl der spätere

1 Vgl. etwa Maria E. GRÜNDIG, *Verwickelte Verhältnisse. Folgen der Bikonfessionalität im Biberach des 19. und beginnenden 20. Jahrhunderts*, Epfendorf 2002.

2 Tobias DIETRICH, *Der Zwang zum Frieden? Dörflicher Interkonfessionalismus in Frankreich, Deutschland und der Schweiz zwischen Aufklärung und Hungersnot (1780–1830)*, in: Norbert HAAG, Sabine HOLTZ, Wolfgang ZIMMERMANN (Hg.), *Ländliche Frömmigkeit. Konfessionskulturen und Lebenswelten 1500–1850*, Stuttgart 2002, S. 309–324.

Marineminister Colbert dem von ihm gegründeten Hafen von Rochefort den Vorzug gab, entwickelte sich Brest unter der Herrschaft Ludwigs XIV. zu einem der wichtigsten Häfen der »Royale«, wie die französische Marine auch heute noch zuweilen intern bezeichnet wird. Der französische Architekt Antoine Choquet de Lindu schuf bis 1790 mit den Arsenalgebäuden entlang des Flusses Penfeld ein architektonisches Juwel, das denen der königlichen Schlösser bei Paris in nichts nachgestanden haben soll. Wie viele andere historische Bauten in Europa versank aber auch das »Versailles maritime« von Brest auf immer und ewig in den Bombentrümmern des Zweiten Weltkriegs.

Das vierte Kapitel (*L'espace civil: l'heure des changements*) ist dem Schicksal der Menschen dieser Stadt gewidmet. Ihr Umfeld war über Jahrhunderte einem steten Wechsel unterworfen. Aus zwei zunächst eigenständigen Kommunen entwickelte sich die Stadt Brest, die nur nach und nach den freien Raum zwischen den Befestigungsanlagen Vaubans einnahm. Erst das Second Empire mit seinen technischen Erneuerungen verhalf der Stadt zum Sprung in die Moderne. Brest wuchs über seine Mauern hinaus. Die zivile Handelschifffahrt verließ den engen Stadtfluß, den sie sich bis dahin mit der Marine teilen mußte, und erhielt neue Hafenanlagen am Ufer der Brester Bucht.

Die so entstandene »Neue Stadt« war geprägt durch eine immer stärkere wirtschaftliche Expansion (*L'essor d'une »Ville nouvelle«*). Lange hielt sich die Diskussion in Brest den Endpunkt einer transatlantischen Verbindung mit den Vereinigten Staaten von Amerika zu schaffen. Wirtschaftliche Träumereien, denen das rationale Denken der Marine ein Ende setzte. Brest war und blieb Kriegshafen und sah in dieser Rolle auch 1917 die Passage der amerikanischen Truppen auf ihrem Weg zur Front in Nordfrankreich. Erst 1919, nach dem Ende des Ersten Weltkriegs, wurde die Stadt aus der Liste der Befestigungen gestrichen und ein neues Wachstum war möglich. Der Ausbruch des Zweiten Weltkriegs (*Le tournant de la guerre*) sollte die neue Prosperität jedoch jäh beenden und einen entscheidenden Wendepunkt in der Geschichte der Stadt einleiten. Es folgten vier schmerzliche Jahre unter deutscher Besatzung. Aufgrund seiner strategischen Lage wurde der Hafen Stützpunkt der deutschen Kriegsmarine und damit auch vorrangiges Ziel alliierter Luftangriffe, die Hafen und Stadt von Sommer 1940 bis zur Kapitulation der deutschen Garnison am 18. September 1944 dem Erdboden gleich machten.

Die Kapitel sieben und acht (*Reconstructions et ambitions nouvelles bzw. Les nouveaux portuaires*) widmen Boulaire und Le Bihan dem schwierigen Weg des Wiederaufbaus von Stadt und Hafen nach 1945. Dabei halten sie auch nicht mit Kritik an der Tatsache zurück, daß bei der neuen Stadtplanung noch vieles Alte verschwand, was eigentlich hätte gerettet werden können, jedoch dem Ehrgeiz der Modernisierung im Wege stand. Ein Schicksal, das Brest mit vielen anderen europäischen Städten der Nachkriegszeit teilt. Im neunten Kapitel (*Le changement d'échelle*) wird der Perspektivenwechsel deutlich gemacht, der in den letzten Jahren in der Bretagne eingesetzt hat. Vor allem in ihrer natürlichen Lage am Tor zum Atlantik sehen die beiden Herausgeber die Zukunft ihrer Stadt. Der Rückgang des europäischen Schiffbaus hat auch vor der Bretagne nicht Halt gemacht. Neue Möglichkeiten wurden gesucht, und die Stadt besinnt sich zunehmend auf ihre maritimen Traditionen. Neben dem bedeutenden Meereskundezentrum OCEANOPOLIS beherbergt die Stadt heute eine große Zahl an international bekannten Forschungsinstituten, wie das französische meeresbiologische Institut IFREMER oder das zur Abwehr von Ölunfällen geschaffene Forschungslabor CEDRE.

Der städtischen Kultur in einer Region, die sich mehr und mehr auf ihre keltischen Ursprünge beruft, und ihrer unterschiedlichen Einflüsse auf Musik, Theater, Malerei, Literatur und Photographie, ist das zehnte Kapitel (*Une ville d'inspiration*) gewidmet.

Vor dem Hintergrund der unterschiedlichen Einflüsse auf die Stadt und ihre Einwohner können Alain Boulaire und René Le Bihan in ihrer Zusammenfassung (*Changements d'image*) auch gleichsam von Brest als einem »étonnant melting-pot« (S. 288), einem

»Schmelztiegel« verschiedener Faktoren sprechen. Dem allgemeinen Klischee von der ewig verregneten Stadt stellen die beiden Autoren ein buntes und kontrastreiches Bild eines Hafens mit sehr wechselhafter Geschichte gegenüber. Die farblich vom Basistext abgesetzten Kurzbeiträge von achtzehn Koautoren, alle Experten auf ihrem Gebiet, sowie kleinere Artikel zu ausgewählten Einzelthemen der Brester Geschichte ergänzen ein Buch, das mehr ist, als nur Reiseliteratur zu einer oft vernachlässigten Stadt am äußersten Zipfel der Bretagne. Hoffen wir, daß es dem Leser so gehen wird, wie es die Autoren bereits in ihrer Einführung (S. 7) auf den Punkt gebracht haben: »Brest ne laisse personne indifférent«.

Lars HELLWINKEL, Kiel

David LAVEN, Lucy RIALI (Hg.), *Napoleon's Legacy. Problems of Government in Restoration Europe*, Oxford (Berg Publishers) 2000, XIII–291 S., ISBN 1-85973-244-5, GBP 50,00.

Epochenbegriffe sind hilfreich und notwendig, aber zwangsläufig auch verkürzend, weil immer Ergebnis einer bestimmten Interpretation. Das gilt auch und gerade für die Bezeichnung der Zeit nach 1814/15 als »Restauration«; schon seit einigen Jahren zeigt die Forschung die Relativität dieses Begriffs auf: Tatsächlich wurden nach dem Sturz Napoleons I. und damit der vordergründigen Beendigung der Revolutionsepoche die Uhren keineswegs auf das Jahr 1789 zurückgestellt. Vielmehr prägte die Restauration eine Mischung von Altem und Neuem, die Wiedereinsetzung des Hergebrachten aus dem Ancien Régime ebenso wie die Fortführung des in der Revolutions- und Napoleonzeit Gewachsenen. Die jeweiligen Mischungsverhältnisse variieren je nach Land und gesellschaftlichem Sektor und müssen deshalb im Einzelfall geprüft und bestimmt werden. Aus der Fülle möglicher Indikatoren wählt der vorliegende Sammelband einen aus – jenen der napoleonischen Regierungs- und Verwaltungspraxis und der Frage nach deren Kontinuität oder Diskontinuität im Europa der Restauration. Die 15 Einzelstudien gehen auf eine Tagung des Londoner Institute of Historical Research im April 1997 zurück. Sie stammen durchweg von ausgewiesenen Spezialisten einer jüngeren Forschergeneration. Erfreulich ist, daß sie einen weiten geographischen Bogen schlagen, der von Frankreich, Spanien und Italien über verschiedene deutsche Staaten bis nach Polen reicht.

Quintessenz der quellennahen Analysen ist die Feststellung, daß der Untergang des Ersten Empire zwar eine Entmachtung Napoleons und der von ihm in den abhängigen oder sogar besetzten Ländern etablierten Eliten bedeutete, mitnichten aber einen völligen Bruch mit seiner Administrationspraxis. Frankreich selbst ist hier nur das prominenteste Beispiel: Der Senat in Paris arbeitete im Frühjahr 1814 eine neue Verfassung aus, die zwar die Monarchie restaurierte, aber die wichtigsten Grundsätze der vorhergehenden Revolutionsepoche und des napoleonischen Kaisertums beibehielt. Bezeichnenderweise verweigerte Ludwig XVIII. dem Dokument zwar nach seiner Rückkehr aus dem Exil die Zustimmung, weil er es als eine illegitime Beschneidung seiner Prärogative empfand, akzeptierte aber die Prämisse des Senatsentwurfs – die Absage an eine einfache Wiederbelebung des Ancien Régime. Das Ergebnis neuer Beratungen war die *Charte constitutionnelle*, eine Verfassung als oktroyierter Gnadenerweis. Auch in der Verwaltungspraxis sollte vieles beim Alten bleiben – ganz einfach, weil die von Napoleon I. durchgesetzte und auf Effizienz, Rationalität sowie erfolgreiche Repression ausgerichtete zentralistische Bürokratie sehr wohl auch den Bedürfnissen der restaurierten Monarchie entsprach. Diese Kontinuität napoleonischer Gesetzgebung und Herrschaftspraxis blieb nicht auf Frankreich beschränkt, sondern fand Parallelen auch in jenen europäischen Staaten, die sich selbst von französischer Fremdherrschaft befreit hatten oder dies durch den Sieg der Anti-Napoleon-Koalition erreicht hatten – sei es aus echter reformerischer Überzeugung oder aus opportunistischer Übernahme eines offensichtlich erfolgreichen Systems. Selbst in Piemont, wo an und für sich ein

demonstrativer Bruch mit der napoleonischen Vergangenheit vollzogen wurde, kopierte der reaktionäre König Viktor Emanuel I. mit den *Carabinieri reali* noch die kaiserliche Gendarmerie.

Indes entstand aus der Bereitschaft zum Kompromiß zwischen Altem und Neuem keineswegs automatisch Stabilität, wie gerade wieder das französische Beispiel eindrucksvoll illustriert: Napoleon I. war es lange Zeit gelungen, »the illusion of consultation« (LAVEN/RIALL) zu suggerieren und »a unified state identity« (Stuart WOOLF) zu kreieren, indem er seinem Kaiserreich eine breite gesellschaftliche Basis schuf, die neue – überwiegend nicht-adlige – Kräfte mit Teilen der alten Adelselite verschmolz. Das schafften die restaurierten Bourbonen nicht: Selbst in der Regierungszeit des moderaten Ludwig XVIII. blieb Frankreich nicht nur aufgrund seiner revolutionären Vergangenheit, sondern auch wegen seines verfassungspolitischen Zwittertums eine »Großmacht auf Bewährung«, im Innern wie nach außen ungefestigt und mißtrauisch beäugt. Wie in Frankreich so verlief die Entwicklung auch in anderen Ländern, zumal hier die Auseinandersetzung ja nicht nur gegen ein gegnerisches Regime, sondern auch eine Besatzungsmacht geführt worden, nach deren Überwindung etliche noch stärker als in Frankreich selbst einen völligen Bruch mit der verhaßten Fremdherrschaft forderten. Hinzu kam, daß die restaurierten Monarchien sich zunehmend in die Widersprüche einer Politik verstrickten, die einerseits Bewährtes aus der Vergangenheit übernehmen wollte, andererseits aber auch den erwünschten ideologischen Bruch hinreichend verdeutlichen mußte. Dieses Problem prägte insbesondere die Personalpolitik, wo die Bereitschaft, erfahrene Funktionäre zu behalten, mit dem Wunsch der eigenen Anhänger nach entsprechender Belohnung jahrelang erwiesener Loyalität durch einträgliche Positionen und Pfründe kollidierte. Schließlich bedienten sich die restaurierten Monarchien zwar in vielerlei Hinsicht der erprobten Instrumente napoleonischer Verwaltungspraxis, ohne aber den Nimbus des untergegangenen Empire und dessen partizipatorischen Elemente zu übernehmen. Dies erklärt, warum die Jahrzehnte nach 1814/15 vor allem in Frankreich, tendenziell aber auch in anderen Ländern durch eine »Manie der Revolte« (Werner GIESSELMANN) geprägt waren, die sich 1830 und 1848 ihr Ventil sogar in neuen Revolutionen suchte.

Die anregende Aufsatzsammlung bestätigt auf originelle und überzeugende Weise den Befund anderer moderner Arbeiten zur Restaurationszeit: Der gängige Restaurationsbegriff muß stark relativiert, die Betonung der Orientierung am Ancien Régime abgelöst werden durch eine differenzierte Betrachtung, die die eigentümliche, oft widersprüchliche Mischung aus Tradition und Neuanfang, den Bruch mit der revolutionären und napoleonischen Vergangenheit ebenso wie die Kontinuität von deren Institutionen, Personen und Strukturen erfaßt. Gerade das macht diese Epoche so interessant, wie auch der von Laven und Riall edierte Band belegt, so daß die beiden Herausgeber durchaus ihr selbst gestecktes Ziel erreicht haben, »to restore the restoration«.

Reiner MARCOWITZ, Kerpen

Martin EVANS, Emmanuel GODIN, France 1815–2003. Modern History for Modern Languages. London (Hodder Arnold) 2004, XVI–219 S., 8 Abb., ISBN 0-340-76141-5, GBP 40,00.

Das vorliegende englischsprachige Lehrbuch zur neueren französischen Geschichte wurde für Studenten der Romanistik im Sinne der angelsächsischen *French Studies* verfaßt und entstand aus der landeskundlichen Lehrtätigkeit der beiden Autoren. Sie erheben den Anspruch, zum Verständnis des gegenwärtigen Frankreich durch die Darstellung der großen politischen und sozialen Veränderungen der letzten zwei Jahrhunderte beizutragen. Da kein Vorwissen vorausgesetzt wird, konzentriert sich der Text auf eine Einführung in die politische Geschichte, ergänzt durch wirtschafts- und sozialgeschichtliche,

seltener mentalitäts- und ideengeschichtliche Exkurse, die meist der Erklärung der politischen Entwicklung dienen. Die Autoren sind bemüht, gesellschaftliche und seltener kulturelle Entwicklungen nicht aus den Augen zu verlieren und so ein kohärentes Gesamtbild der Zeit zu entwerfen. Neben der Ereignisgeschichte werden insbesondere Aspekte der politischen Kultur, politische Konzepte und Traditionen ins Zentrum gestellt.

Das Lehrbuch ist übersichtlich aufgebaut, die Kapitel setzen sich jeweils aus vier Elementen zusammen: Neben dem Textkörper, der Abläufe, Ursachen und Erklärungen darstellt, bietet eine Zeitleiste eine grobe Orientierung, und insgesamt über 70 über den Text verstreute Glossen dienen der Erklärung von Begriffen oder geben weiterführende Angaben zu Ereignissen oder Personen, die den Textfluß stören würden. Dort finden sich zum Beispiel kurze Gedanken zur Unterscheidung von Gedächtnis und Geschichte, eine Erläuterung des *Syndrome de Vichy* oder Angaben zur Pariser Weltausstellung von 1937. Ausgewählte Quellen und einige Leitfragen, welche die Grundzüge des Kapitels und die Quellentexte erschließen sollen, komplettieren jeden Abschnitt. Ein Register erschließt den Text und auch die Marginalien. Eine umfangreiche Sammlung weiterer Quellen und informativer Interviews mit Fachleuten zu jedem Kapitel sowie einige zusätzliche Illustrationen finden sich auf einer eigenen Internetseite und ergänzen auf sinnvolle Weise das Druckwerk.

Der Sinn der zeitlichen Begrenzung des Bandes, der mit dem Jahr 1815 einsetzt um in der Gegenwart mit der zweiten Amtszeit Chiracs zu enden, erschließt sich allerdings auch nicht auf den zweiten Blick. Die französische Revolution wird zwar in einem einleitenden Kapitel berücksichtigt, das immerhin summarisch die Ursachen, Phasen und das Erbe der Revolutionszeit vorstellt. Die historiographischen Konjunkturen in der Deutung der Ereignisse werden ebenfalls kurz erläutert. Allerdings scheinen die Autoren die politische Kultur und institutionellen Konflikte nicht sehr hoch zu gewichten. Fragen der Repräsentation und der Schaffung einer politischen Öffentlichkeit werden nur en passant in den Absätzen zu den finanziellen und ideengeschichtlichen Ursachen gestreift. Letztlich hätte die Revolutionszeit eine stärkere Beachtung verdient, auch da sich die Autoren im Verlauf der weiteren Kapitel immer wieder leitmotivisch auf deren tiefe Prägekräfte und auf die gesplante Erinnerung an das Jahr 1789 beziehen. Einen einleuchtenden Grund, die Epochengrenze auf 1815 zu legen, können die Autoren nicht beibringen. Wie unglücklich diese Zäsur gewählt ist, zeigt sich in der Behauptung, Hobsbawms »langes« 19. Jh. habe von 1815 bis 1914 gedauert (S. 79).

Die Binnengliederung der anderen kurz vorzustellenden Kapitel ist bis zum Ersten Weltkrieg strikt chronologisch und danach nur selten von problemorientierten Gliederungspunkten durchbrochen. Die drei folgenden Kapitel zentrieren sich um die Frage nach jenem politischen System, das den Anforderungen des 19. Jhs. gerecht werden konnte. Die Gründe für das Scheitern der konstitutionellen Monarchie und die funktionalen Probleme der *Charte constitutionnelle* liefern die Orientierung in den Kapiteln über die restaurierte Bourbonen-Monarchie und die Juli-Monarchie. Der nächste Abschnitt schließt daran die Frage, ob die Zweite Republik besser den Bedürfnissen der Massen angepaßt war und inwiefern die 1848 in der Hauptstadt installierte Republik die Hoffnungen der Pariser oder gar der Provinzbevölkerung überhaupt erfüllen konnte. Nach dem Wandel von der sozialen zur konservativen Republik und schließlich zum Zweiten Kaiserreich erläutern die Autoren die Stärke des bonapartistischen Systems aus dessen Ambiguität von sozialem Konservatismus, wirtschaftlicher Reformpolitik, nationalistischer Außenpolitik und Instrumentalisierung plebiszitärer Elemente.

Der Dritten Republik widmen sich drei Kapitel, wobei der Beginn des Ersten Weltkriegs und das Jahr 1931 als Zäsuren gewählt werden. Die Einteilung zielt auf eine Epoche der Weltkriege ab, die 1914 einsetzt und als Epoche der Krise nach einer langen Zeit der Prosperität geschildert wird. Dabei vergessen die Autoren nicht nur die in Frankreich starken strukturellen Kontinuitäten über 1914/18 hinweg; ihre Darstellung widerspricht auch der

zeitgenössischen Wahrnehmung, die den Charakter einer Zwischenkriegszeit noch gar nicht wahrnehmen konnte, worauf schon René Rémond hingewiesen hat. Die Dritte Republik läuft insgesamt Gefahr, als zu krisenhaft dargestellt zu werden. Schon ihren ersten Jahrzehnten wird eine »chronic instability« (S. 66) mit dem üblichen Verweis auf die häufig wechselnden Kabinette seit MacMahon attestiert, was deren »stabilité dans l'instabilité« verkennt. Die Zäsur von 1931 wird eher symbolisch an der Pariser Kolonialausstellung festgemacht, um danach eine Ära der beschleunigten Krisen einsetzen zu lassen. Daß die Jahre nach dem Ersten Weltkrieg zunächst als »Années folles« in die Geschichte eingingen, bleibt leider unerwähnt.

Im folgenden Kapitel werden das Vichy-Regime und die Besatzungszeit mit ihren wichtigsten Themen behandelt, wobei die ideologischen Kontinuitäten seit dem ausgehenden 19. Jh. genauso betrachtet werden wie die langfristigen Wirkungen, welche die Erfahrung der Niederlage von 1940 für die »politique de grandeur« zeitigte bzw. welche die französische Erinnerung an diese Jahre bis heute geprägt haben. Vichy erscheint dabei als »latest drama in the French civil war« (S. 118) nach der Französischen Revolution im Sinne einer versuchten Rückkehr zu einer hierarchischen Gesellschaft und der Überwindung von Revolution und Republik. In vier weiteren Kapiteln finden die Vierte und Fünfte Republik ausführliche Berücksichtigung. Die ausführliche Darstellung der Dekolonialisierung und ihrer spezifisch französischen Probleme hilft, den Zusammenbruch der Vierten Republik und die politische Polarisierung bis in die Ära de Gaulle zu verstehen. In den letzten Abschnitten werden die wachsende Vertrauenskrise gegenüber den klassischen politischen Parteien und die Frage nach einer Identitätskrise in Folge von Immigration und europäischer Integration ins Zentrum gestellt. Die Frage nach einer möglichen Normalisierung im letzten Kapitel zu den Präsidenten Mitterrand und Chirac soll wohl einem Ende der *Exception française* das Wort reden.

Leider fehlt dem Band ein Schlußkapitel, das es den Autoren ermöglicht hätte, die über den Text hinweg immer wieder aufgenommenen Leitfragen und Motive noch einmal zu resümieren und im Zusammenhang darzustellen. Der Band endet recht abrupt mit dem zweiten Irakkrieg und der offenbleibenden Frage, ob der Riß zwischen Frankreich und den Vereinigten Staaten wieder geschlossen werden könne. Da er vornehmlich für englische Studierende verfaßt wurde, stellen sich leider einige grundsätzliche Probleme ein. So sollte die Verwendung von feststehenden französischen Begriffe einheitlicher gehandhabt werden, da es irritiert, wenn zum Beispiel die »semaine sanglante« oder die »drôle de guerre« nur in der englischen Übersetzung erwähnt werden. Die Quellen im Band wie auch im Internet werden zwar sinnvollerweise in der französischen Originalfassung wiedergegeben, im Literaturverzeichnis scheint man den Französischstuden mit seltenen Ausnahmen aber keine französischsprachigen Bücher zumuten zu wollen. Die Werke französischer Autoren werden in der Regel nur in Übersetzungen wahrgenommen.

Sieht man von den genannten Kritikpunkten einerseits und einigen Verschreibungen andererseits ab (»Tattinger«; »Augulhon«; oder fast schon klassisch: »Bernstein«), so überwiegen wegen der überzeugenden Konzeption, der weitgehend präzisen und analytischen Darstellung und des angenehm lesbaren Stils schließlich die positiven Momente. Würden einige Unwägbarkeiten aus dem Weg geräumt, wären vergleichbare Lehrbücher sicher ein Desiderat für das deutsche Publikum.

Jürgen FINGER, Augsburg

Cédric HUMAIR, *Développement économique et État central (1815–1914). Un siècle de politique douanière suisse au service des élites*, Bern, Berlin, Brüssel u. a. (Peter Lang) 2004, XXVII–870 S., ISBN 3-03910-390-3, EUR 45,10.

Mit dem hier vorzustellenden Werk ist dem Autor ein ertragreiches Forschungsvorhaben gelungen. Zum einen verdeutlicht er die Wechselwirkungen zwischen der strukturellen Entwicklung der schweizerischen Wirtschaft und dem Wandel der Kantone bzw. ab 1848 des Bundesstaates. Zum anderen analysiert und gewichtet er die unterschiedlichen, zum Teil dominierenden Einflußnahmen der Wirtschaftseliten auf die Zollpolitik von Parlament und Regierung. Den methodischen Weg zu beiden Zielen findet er in einer Analyse und Auswertung der Zollpolitik der Eidgenossenschaft zwischen den Eckdaten 1815 und 1914.

Neben Steuern waren und sind Zölle die wichtigsten öffentlichen Abgaben. Letztere machten zwischen 1849 und 1913 60–85% der gesamten Einnahmen der Schweiz aus. Humair untersucht, mit welcher Art von Zollpolitik der Umfang von Einfuhr, Ausfuhr und Transit gesteuert wurde und wie die Festsetzung von Zolltarifen z. B. für Rohstoffe und Nahrungsmittel diese jeweils verbilligen oder verteuern konnten. Dem langen Untersuchungszeitraum und der umfassenden Fragestellung entsprechend geht ein einleitendes Kapitel ausführlich auf die mit der Zollpolitik verbundenen politischen, wirtschaftlichen und methodischen Aspekte ein. Demzufolge versteht der Autor seine bei Hans Ulrich Jost in Lausanne entstandene Dissertation nicht als eine »thèse économique« (S. 59), sondern siedelt sie am Schnittpunkt (»intersection«) von Wirtschaft und Politik an (S. 64).

Im Mittelpunkt der Analyse stehen die sich gegenseitig verstärkenden, abschwächenden oder neutralisierenden Interaktionen von fünf »mondes de production« und ihren jeweiligen Wirtschaftseliten. Diese rangen mit unterschiedlichen Mitteln um eine ihren Interessen förderliche Zollpolitik. Geographisch gesehen waren dies 1. die agrarisch bestimmten Kantone der Westschweiz, vor allem Bern und die Waadt; 2. die industrialisierten Kantone mit St. Gallen und Glarus an der Spitze; 3. die von der Landwirtschaft lebenden Kantone der Innerschweiz sowie Graubünden und das Wallis; 4. für Handel und Banken die Kantone Basel, Genf und Neuenburg sowie 5. der »Schlüsselkanton« Zürich als Ausgangspunkt der schweizerischen industriellen Revolution und einander widerstreitender zollpolitischer Konzepte. Überlagert wurden diese Spannungsfelder von dem Antagonismus zwischen Föderalisten und Zentralisten. Organisiert wurden die Interessen dann von zahlreichen Verbänden, von denen einige bereits vor 1848 entstanden, die meisten jedoch im letzten Drittel des 19. Jhs.

In der nahezu 100jährigen Entwicklung der schweizerischen Zollpolitik heben sich deutlich zwei Phasen ab, denen die beiden Hauptteile von Humairs Analyse entsprechen. In den Jahren 1815 bis 1869 veränderte die industrielle Revolution die Schweiz – als drittes Land nach Großbritannien und Belgien – grundlegend. Ebenso substantiell änderten sich in diesem Zeitraum die institutionellen Rahmenbedingungen. 1848 wurde die Schweiz ein Bundesstaat mit einem einheitlichen Zollgebiet und einer entsprechenden zoll- und finanzpolitischen Gesetzgebung. Beide Vorgänge vollzogen sich auf der Grundlage des Freihandels. Von 1870 bis 1914 hingegen wurde der schweizerische Außenhandel durch ein Schutzzollsystem reguliert, auf das sich zu dieser Zeit auch die Nachbarstaaten festgelegt hatten. Mehr oder weniger darauf bezogen gründeten Handel, Banken, Industrie, Landwirtschaft, Handwerk und die organisierte Arbeiterschaft vor allem in den 1870er und 1880er Jahren insgesamt rund 30 verschiedene Verbände, die ihre zollpolitischen Interessen an Parlament und Regierung herantrugen. Eine Folge dieses Ringens war z. B. 1879 die Umwandlung des eidgenössischen Departements für Handel und Eisenbahnen in ein Departement für Handel und Landwirtschaft.

Humairs Hauptverdienst liegt darin, daß er die die zoll- und finanzpolitischen Konzepte und Entscheidungen immer in ihrem jeweiligen sozio-politischen Kontext vorstellt und

analysiert. Transparent wird auf diese Weise das Mit-, Neben- und Gegeneinander der tangierten Gruppeninteressen, also der konvergierenden und divergierenden Zielvorstellungen der nichtstaatlichen Organisationen und staatlichen Organe. Zugleich wird deutlich, daß die Schweiz im 19. Jh. keineswegs kontinuierlich ein Hort des Freihandels war. Die von ihr jeweils verfolgte Zollpolitik war auch nicht immer eine erzwungene Folge von Pressionen der Nachbarstaaten, sondern ebenso häufig das Ergebnis eigener Interventionen zugunsten von durchsetzungsstarken Verbänden. Indem Humair die Handlungsspielräume der wirtschaftlichen und politischen Eliten ausmißt, vermerkt er sorgsam auch die Grenzen, die sich aus dem weit gesteckten Ziel und der damit verbundenen Frage nach den Quellen ergeben. Ihr volles Relief erhält diese unseren Kenntnisstand deutlich erweiternde und zudem gut lesbare Darstellung durch über 30 Tabellen bzw. graphische Darstellungen im Text sowie 16 informative Anlagen, darunter ein Glossar zur Schweizer Zollpolitik.

Reinhard SCHIFFERS, Bonn

Nicolas BOURGUINAT, *Les grains du désordre. L'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris (Éditions de l'EHESS) 2002, 542 S. (Civilisations et sociétés, 107), ISBN 2-7132-1402-5, EUR 42,00.

Das Problem der Versorgung der Bevölkerung mit Nahrungsmitteln als zentrales gesellschaftliches Konfliktfeld ist für das Ancien Régime wohlbekannt. Doch auch noch im 19. Jh. führten temporäre Nahrungsverknappung und Getreideteuerung nicht nur zu publizistischen Diskussionen über die Wirksamkeit wirtschaftspolitischer Gegenmaßnahmen, sondern auch zu gewalttätigen Unruhen und Widerstandsaktionen, die von der Forschung als »food riots« oder »révoltes frumentaires« gefaßt werden. Insbesondere in den Krisenjahren 1816/17 und 1846/47 gerieten weite Regionen Frankreichs in einen Ausnahmezustand, der durch zahlreiche kollektive Plünderungen, Marktumulte, Preistaxierungen und Bettlerzüge gekennzeichnet war. Die gewalttätigen Aufstände von Buzançais im Januar 1847, zitiert und kommentiert von Gustave Flaubert, Victor Hugo, Karl Marx und George Sand, werden gern genutzt, um auf das Elend der Unterschichten und die Konfliktkultur jener Zeit hinzuweisen. Gleichwohl war die wissenschaftliche Literatur lange Zeit geprägt von einer zumeist konjunkturgeschichtlichen oder modernisierungstheoretischen Interpretation der Teuerungskrisen des 19. Jhs., die den komplexen Hintergründen der Gewalttätigkeiten keine ausreichende Beachtung schenkte. Bourguinat wirft mit seiner umfänglichen und materialreichen Untersuchung, erwachsen aus seiner Dissertation (Lyon 1997), mit verändertem Fokus einen Blick auf das Phänomen, wobei die Rolle des Staates (in einem weiten Sinn) im Kontext der »violences frumentaires« im Zentrum steht. Ziel seiner Betrachtung der Krisenjahre 1811/12, 1816/17, 1828/32, 1840/41 und 1846/47 ist eine »histoire des pratiques et des représentations« (S. 24), die auf eine anspruchsvoll gegliederte Analyse aufbaut.

Der erste Teil beleuchtet die sich wandelnden Strukturen des Getreideanbaus und der Getreidepreise sowie die zunehmende Integration einzelner Regionen in einen nationalen Markt. Die Frage, welches Wissen die Funktionäre der staatlichen Verwaltung von diesen Gegebenheiten hatten und wie sie damit umgingen, erfordert differenzierte Antworten. Trotz einer Ausweitung der Preis- und Verbrauchsstatistik war man von einem »neutralen statistischen Wissen« lange entfernt, da Informationsbeschaffung und Kommunikation zwischen den Verwaltungsebenen an spezifische Interessen und Vorstellungshorizonte gebunden blieben, die vielfach auf eine »liberté surveillée« (S. 111) zielten. Der von Steven Kaplan für das 18. Jh. herausgestellte Vorrang der Versorgung der Hauptstadt blieb weiterhin bestehen, obgleich die Strukturwandlungen von Getreideanbau und -vermarktung, auch im Hinblick auf das Gravitationszentrum Paris, eine Verschiebung der Protestgeographie im Laufe der untersuchten Krisenperioden mit sich brachten.

Die verschiedenen Akteure im komplexen »circuit blé-pain« stehen im Mittelpunkt des zweiten Teils. Getreideproduzenten, Müller, Bäcker, Händler und Konsumenten werden nicht nur in bezug auf soziale Lage und Interessen vorgestellt, sondern gemäß der anvisierten »histoire des représentations étatiques du champs social des révoltes« (S. 178) vor allem im Hinblick auf ihre Wahrnehmung durch die staatliche Verwaltung. Letztere war gleichwohl selbst ein wichtiger Akteur; insbesondere die *Maires* spielten im Entstehungs- und Deeskalationsgefüge von Unruhen naturgemäß eine bedeutende Rolle. Für die Jahre der Julimonarchie kann Bourguinat indes eine forcierte Neujustierung des Verhältnisses zwischen Verwaltung und Verwalteten nachzeichnen, die sich nicht nur in einer neuen Rolle der lokalen Amtsträger im Kontext der Ernährungsfrage, sondern auch in der begrifflichen Neuordnung der gesellschaftlichen Bezüge dieses Problembereiches widerspiegelt.

Der dritte Teil der Arbeit beschäftigt sich endlich mit dem Protestgeschehen selbst. Analysiert werden die differenzierten Praktiken des Widerstands und die staatlichen Gegenmaßnahmen ebenso wie die soziale Herkunft der Protestierenden und die Rolle geschlechtsspezifischer Unterschiede im Protestverhalten. Hier wird an eine lange Forschungstradition angeschlossen; die »Dekodierung« unterschichtlicher Normvorstellungen mittels Untersuchung des Protestverhaltens führt beinahe zwangsläufig zu E. P. Thompsons Konzept der »moral economy of the crowd«, das sich auch Bourguinat zunutze macht. Die Idee eines *Contrat social*, der dem Staat die Aufgabe zuschrieb, die Versorgung mit Nahrungsmitteln sicherzustellen und »gerechte« Preise zu garantieren, blieb erhalten, wobei der Erinnerung an das »Maximum« der Revolutionszeit eine nicht unwichtige Rolle spielte. Wieder waren es die 1830er und 1840er Jahre, in denen eine stärkere Kriminalisierung der Unruhen und die massive Repression für eine zunehmende Politisierung (im Sinne einer Verbindung des Nahrungsproblems mit anderen politischen Ausdrucksformen) mitverantwortlich zeichneten. Ein Ausblick auf die Ereignisse 1848 deutet diese Transformation des Gesellschaftsvertrags an.

Insgesamt bietet Bourguinat interessante und vielschichtige Einblicke in einen zentralen gesellschaftlichen Konfliktbereich, wobei die besondere Stärke der Arbeit in der Herausarbeitung von Kontinuität und Wandel im Verhältnis von Staat und revoltierenden Untertanen liegt. Der gewählte Zeitraum der Studie ermöglicht es, die Skizzierung der Entwicklungsdynamik mit einer dichten und quellengesättigten Vorgehensweise zu verbinden. Die Vielzahl der Informationen macht die Analyse jedoch mitunter etwas unübersichtlich. Eine Beigabe von tabellarischen Übersichten und zusätzlichen Karten hätte vielleicht geholfen, manche Ergebnisse etwas stärker auf den Punkt zu bringen.

Michael HECHT, Münster

La France et le temps de travail 1814–2004, hg. von Patrick FRIDENSON und Bénédicte REYNAUD, Paris (Odile Jacob) 2004, 237 S., ISBN 2-7381-1392-3, EUR 23,90.

Es mag kein Zufall sein, daß die Herausgeber diesen Band fast personalisierend »Frankreich und die Arbeitszeit« überschrieben haben, was die hohe symbolische Bedeutung des Themas für die französische Gesellschaft im Allgemeinen und für die Arbeiterbewegung im besonderen hervorhebt. Die Autoren schlagen dabei einen weiten Bogen von der ersten Hälfte des 19. Jhs. bis in die unmittelbare Gegenwart der umstrittenen 35-Stunden-Woche und stellen das Thema in den Kontext der sozialen, politischen und wirtschaftlichen Entwicklung Frankreichs. Die Geschichte des Arbeitsrechts im allgemeinen und der Arbeitszeit im besonderen sind keine Leerstellen. Mit seiner lesenswerten »Histoire du Dimanche« legte Robert Beck 1997 für einen Teilbereich der Geschichte der Arbeitszeit die Meßlatte für weitere Studien hoch. Aber auch der vorliegende Band zeigt, daß die Geschichte der Arbeitszeit primär als Geschichte der Beziehungen zwischen beiden Sozialpartnern und Staat geschrieben werden muß.

In einem ersten Schritt untersuchen die beiden Ökonomen Jérôme BOURDIEU und Bénédicte REYNAUD, weshalb sich das Thema im 19. Jh. in der öffentlichen Diskussion etablieren konnte. Voraussetzung dafür, daß der Arbeitsschutz und damit die Verringerung der Arbeitszeiten von einer wachsenden Anzahl von Politikern und Unternehmern als Ziel definiert wurden, war die Bewußtwerdung des Zusammenhanges zwischen Arbeit und Gesundheit der Arbeiter. Das wachsende medizinische Verständnis, der politische Wille und die Erkenntnis der Unternehmer, daß die Arbeitszeitbegrenzung mittelfristig eine Chance auf Produktivitätssteigerung bot, waren entscheidende Impulse dieser Entwicklung. Die Gesundheit der Arbeiterschaft wurde zum »bien public«. Komplementär hierzu beschäftigt sich Patrick FRIDENSON mit der Vielzahl der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Prozesse, die auf die Arbeitszeit Einfluß hatten – wobei er den Schwerpunkt auf die 1920er Jahre legt. Die Interessendivergenz der verschiedenen Akteure hatte eine relativ große Instabilität des Verhältnisses von gesetzlicher und vertraglicher Regelung der Arbeitszeit zur Folge, sowie Unterschiede in der Art der Arbeitszeitreduktion, je nach Zielgruppe, territorialem Niveau und Bezugsgröße (tägliche, wöchentliche oder jährliche Arbeitszeit). Hervorzuheben sind vor allem Fridensons Überlegungen zur Rolle der seit Ende des 19. Jhs. auftretenden »nébuleuse réformatrice« (S. 57) aus Sozialreformern, Wissenschaftlern aller Disziplinen, internationalen Verbänden und Organisationen und sonstigen Akteuren der Zivilgesellschaft. Die Dimension des Gewohnheitsrechts findet in beiden Kapiteln leider keine ausreichende Berücksichtigung. Dabei erweist sich dieses bis in die Zwischenkriegszeit hinein immer dann als entscheidend, wenn Gesetz und Tarifvertrag ein Feld nicht oder nur oberflächlich regelten, vielleicht sogar auf die *Usages* verwiesen. Dies ist besonders augenfällig in der Rechtsprechung der *Conseils de prud'hommes*.

Mit den 30er Jahren des 20. Jhs. beschäftigt sich Alain CHATRIOT, Autor einer Studie über den *Conseil national économique* als »démocratie sociale à la française« (2002), den er auch als Austragsort für Differenzen über die Arbeitszeit ins Zentrum seines Aufsatzes stellt. Die Arbeitszeitverkürzung als mögliches Heilmittel gegen die steigende Arbeitslosigkeit mache eine Besonderheit der Debatte in den Jahren der Volksfront aus. Die im Gesetzgebungsprozeß zur 40-Stunden-Woche weitgehend unterlassene Sachdiskussion sei dann allerdings bei der Aushandlung der konkreten Umsetzung im CNE nachgeholt worden. Die Relativierung der gesetzlichen Vorgabe von 40 Stunden in den Jahren 1937/38 widerspreche der Legende von der rigiden Durchsetzung der *40 heures* und zeige, daß die großen symbolischen Gesetze der Volksfront nur bedingt die sozialen Praktiken widerspiegeln.

Zwischen dem Weltkrieg und den siebziger Jahren stagnierte die Arbeitszeitreduktion weitgehend. Der Betriebswirt Éric PEZET weist darauf hin, daß die wöchentliche Arbeitszeit nicht das entscheidende Dispositiv der *Trente glorieuses* darstellte, sondern *mensualisation*, Jahresurlaub und die Regelung der Überstundenproblematik bei gleichzeitiger Stabilisierung der Löhne. Die Verhandlungen zwischen den Sozialpartnern wurden nach dem Krieg wieder zum wichtigsten Ort der Entwicklung und Verbreitung sozialer Ordnungen und gingen der gesetzlichen Normierung voraus. Sozialpartnerschaft und Paritarismus wurden von neuem institutionalisiert, bis der soziale Konsens in den 1970er Jahren im Zeichen der Krise in Frage gestellt wurde. Die damit einsetzende Transformation der Sozialbeziehungen stellt der Ökonom Jacques FREYSSINET dar. Der Zielkonflikt zwischen Arbeitgebern (Flexibilisierung) und Arbeitnehmern (Bekämpfung der Arbeitslosigkeit) drohte das System der Aushandlung zu sprengen, so daß der Staat durch Gesetzgebung und finanzielle Förderung Verhandlungen zwischen den Tarifpartnern wieder zu stimulieren suchte. Der Erfolg dieser Strategie ist schwer zu beurteilen, ihr scheinbares Scheitern führte aber zu einer Neuorientierung unter der *Gauche plurielle* ab 1997, die mit dem bisherigen System der Regulierung brach, in dem Gesetzgebungsprozeß und Aushandlung auf verschiedenen Ebenen interagiert hatten. Dieser Versuch der Linken, aktive Arbeitsmarktpolitik durch die Einführung der 35-Stunden-Woche zu betreiben, wird von zwei

Volkswirten und einer Soziologin im letzten Kapitel des Bandes analysiert, wobei sie sich um eine ausgewogene Darstellung der Entstehungsbedingungen der Gesetze (*Lois Aubry*), der erhofften Effekte und der Folgen bemühen. Entscheidend für das Urteil über Erfolg und Scheitern waren aber auch diesmal weniger die Gesetze selbst, als die gesellschaftlichen Kräfteverhältnisse, die bestimmend für die Durchführung waren. Dienten seit dem 19. Jh. Effizienzgewinne durch flexiblere und kürzere Arbeitszeiten als Anreiz für die Unternehmen, so wollte die Regierung diese nun zur Schaffung neuer Arbeitsplätze einsetzen. Dieser Zielkonflikt scheint der tiefere Grund dafür zu sein, daß nur wenige Betriebe sich dem in den Gesetzen vorgesehenen System von Bindungen und finanziellen Anreizen überhaupt unterwarfen.

Die in der Einleitung des Bandes aufgestellten Anforderungen werden weitgehend auch erfüllt: Interdisziplinarität; Multiperspektivität mit Blick auf Akteure und Interessen; Darstellung der Arbeitszeitverkürzung als langfristiger Prozeß (ohne Linearität, mit häufigen Neuorientierungen und Begründungswechseln); Analyse auf verschiedenen Untersuchungsebenen (Diskurse, gesetzliche und effektive Arbeitszeit, unternehmerische Praxis und internationale Bezüge, Konstitution und Transformation von Institutionen); Parallelität von Normen unterschiedlicher Hierarchie (Gesetze, Tarifverträge, Fabrikordnungen, individuelle Verträge). Eine Gesamtdarstellung liefert der Band gleichwohl nicht, was die Herausgeber aber auch nicht anstrebten. Die einzelnen Kapitel sind letztlich zu uneinheitlich und jeweils auf spezifische Fragestellungen ausgerichtet. Zudem wird von den Autoren zuviel an ideen-, politik- und sozialgeschichtlichem Kontext vorausgesetzt. Dies betrifft insbesondere das ohnehin zu kurz kommende 19. Jh. Hier wären für das Verständnis Ausführungen zum politischen und juristischen Diskurs und der Entwicklung der Arbeiterbewegung sinnvoll gewesen, gerade zur Rolle des lange dogmatisch hochgehobenen Konzepts der *liberté du travail*. Der Zusammenhang von Arbeitszeitverkürzung, verspäteter und relativ schwacher gewerkschaftlicher Organisation und später Ausbildung eines eigenständigen, vom Zivilrecht losgelösten Arbeitsrechts mag zwar dem Spezialisten geläufig sein, wäre aber für die meisten Leser eine sinnvolle Ergänzung gewesen. Ein Schlußkapitel, das die großen Linien der Entwicklung auf den verschiedenen Ebenen herausarbeitet und die unterschiedlichen analytischen Schwerpunkte der Autoren zusammenführt, wäre zudem wünschenswert gewesen.

Zugleich sind aber alle Kapitel nicht nur informativ, sondern auch innovativ. Sie bieten eben mehr als nur eine Zusammenfassung der bisherigen Forschung, da sie mit Quellenarbeit und neuen Fragestellungen auch neue Erkenntnisse erbringen. Der umfassende Blick (besonders auf die betriebliche Realität) offenbart die Uneinheitlichkeit der Entwicklung besonders gut, die innerhalb des oft statisch wirkenden, einen linearen Fortschritt suggerierenden gesetzlichen Rahmens die besondere Heterogenität und Diskontinuität des Phänomens ausmacht.

Jürgen FINGER, Augsburg

BRUNO MARNOT, *Les ingénieurs au Parlement sous la III^e République*, Paris (CNRS Éditions) 2000, 322 S. (Coll. CNRS Histoire), ISBN 2-271-05803-1, EUR 23,00.

Industrielle Revolution, Ingenieurwesen und Politik, diesen drei Themen und deren Interaktion geht Marnot in seiner Doktorarbeit nach. 280 Ingenieure verschiedener Herkunft und Ausbildung gehören im Laufe der 3. Republik dem Abgeordnetenhaus und dem Senat an. Ein kurzer Lebenslauf beschreibt sie, doch geht es Marnot in seiner Arbeit um mehr als Biographien im klassischen Sinne. Innenpolitik, Wirtschaftslage und Ausbau nationaler Infrastrukturen zwischen 1871 und 1940 bedingen einander. Aus diesem Grund untersucht er, bei welchen politischen Entscheidungsfindungen die Fachkompetenz der

Ingenieur-Parlamentarier von Bedeutung war, aus welchen Ingenieursschulen sie stammten und für welche Partei sie das Wort ergriffen haben. Seiner Arbeit liegt die Sichtung der Archive der Nationalversammlung und des Senats sowie der französischen Ingenieursschulen zugrunde.

Im ersten Abschnitt, der den Jahren 1871–1889 gewidmet ist, stellen die Abgänger der staatlichen Ingenieursschulen, genannt *Grandes Écoles*, den größten Anteil. Sie entstammen dem Großbürgertum und -industrie und verstehen sich als Verfechter einer Republik, die das Allgemeinwohl fördert und staatliche Impulse gibt, um Wirtschaft und Infrastruktur auszubauen. Marnot spricht von einer »*République des ingénieurs*«, mit Sadi Carnot an der Spitze (*École des Ponts et Chaussées*), der von 1887–1894 Staatspräsident war. Als neue parlamentarische Generation, die mit dem 2. Kaiserreich bricht, engagieren sich die Ingenieure für den Ausbau des Eisenbahnsystems. Aber auch die Flußschifffahrt und der Ausbau der Häfen, sowie die Pariser Untergrundbahn oder die Debatte Telegraph versus Telefon sind Themen, bei denen die Ingenieure sich stark machen oder von ihrer Partei aufgefordert werden, Position zu beziehen. Es werden hier nicht nur die großen Linien nationaler Infrastrukturen debattiert, sondern auch technische Details zur Abstimmung im Parlament vorgelegt.

In der Belle Époque, die Jahre 1889–1919 umfassend, treten die zivilen Ingenieure besonders hervor, zum Großteil Unternehmer mit einem kommunalen Mandat, die sich nicht mehr nur als Fachspezialisten sehen, die industrielle Errungenschaften tragen und fördern, sondern auch soziale Konsequenzen der Industriellen Revolution in ihre Überlegungen einbeziehen. Die Initiativen zum Ausbau der nationalen Infrastrukturen werden kritisch analysiert, manche Projekte, wie die Modernisierung der Überseehäfen, jahrelang ergebnislos diskutiert und die Zolltarifpolitik je nach politischer *Couleur* scharf kritisiert oder verfehlt. Wirkliches Neuland betreten die Ingenieure im sozialen Bereich. Die Schattenseiten der Industriellen Revolution, materielle und soziale Not, sollen durch staatliche Initiativen, so die Ingenieure Frédéric Le Play und Emile Cheysson, eingedämmt und somit das Auseinanderbrechen der Gesellschaft verhindert werden. Als Beispiele können die obligatorische Unfallversicherung und die Arbeiterrente angeführt werden.

In der Zwischenkriegszeit steigt der Anteil der zivilen Ingenieure weiter. Es handelt sich um Ingenieur-Parlamentarier, die die verschiedensten Ingenieursschulen absolviert haben, vermehrt auch Agrarschulen, und meist aus kleinbürgerlichen Kreisen stammen ohne familiäre Verbindungen zur Politik und ohne Verantwortung in der Kommunalpolitik. Gehören diese verstärkt linken Parteien an, sind die Ingenieure der *Grandes Écoles* meist Anhänger rechter Parteien. In der Zwischenkriegszeit profilieren sich die Ingenieure besonders in Ausschüssen. Die Themen reichen von der Energiewirtschaft und der Verwaltung der Industrienation Frankreich, über den Ausbau wichtiger, nationaler Infrastrukturen bis hin zur Modernisierung der Landwirtschaft. Da Abgeordnetenhaus und Senat vermehrt die Sachkompetenz in technischen Fragen abgesprochen wird, verliert die parlamentarische Karriere für Ingenieure an Interesse und sinkt deren Amtsdauer. Darüber hinaus erschweren die wirtschaftlichen Krisenjahre die parlamentarische Entscheidungsfindung.

Zusammenfassend läßt sich feststellen, daß die Ingenieure die parlamentarische Entscheidungsfindung nicht radikal verändert haben, sondern, sowohl was ihre politische Einstellung, als auch die wirtschaftlichen Interessengebiete sowie ihre soziale Herkunft anbelangt, Kinder der 3. Republik gewesen sind.

Dagmar SOLEYMANI, Paris

David S. KERR, *Caricature and French Political Culture 1830–1848. Charles Philipon and the Illustrated Press*, Oxford (Clarendon Press) 2000, XII–242 S., 3 Karten (Oxford Historical Monographs), ISBN 0-19-820803-0, EUR 45,00.

Seit den 1980er Jahren beschäftigt sich die Forschung wieder verstärkt mit der politischen Pressezeichnung des 19. Jhs. und ihrem wichtigsten Trägermedium, dem illustrierten Satire-Journal. Auch die Geschichtswissenschaft sieht inzwischen »in der Karikatur mit ihren literarischen, künstlerischen, moralischen und politischen Aspekten eine wichtige historische Quelle, deren Aussagekraft die des klassischen Archivguts ergänzt«¹.

Die vorliegende, von der Universität Oxford angenommene *Doctoral thesis* reiht sich in eine stattliche Reihe relevanter Publikationen ein (S. 1, Anm. 1). Parallel zu Kerr erschien, dies sei hier nebenbei erwähnt, unter dem Titel »Opposition mit dem Zeichenstift 1830–1835. *La Caricature*« die Dissertation von Susanne Bosch-Abele. Beide Arbeiten ergänzen einander. Während die deutsche Autorin eine bis ins einzelne gehende Monographie des ersten politischen Satire-Journals modernen Stils, »*La Caricature*«, vorlegt, konzentriert sich Kerr auf den Gründer dieser und einer weiteren Epoche machenden Zeitschrift, den Journalisten, Zeichner und Verleger Charles Philipon, sowie auf dessen politisches und publizistisches Umfeld.

Allein die Anzahl der ungedruckten und gedruckten Quellen (darunter die Polizeiakten zu den untersuchten Zeitschriften, ferner Sammlungen zeitgenössischer Presseorgane und eine umfangreiche Memoirenliteratur), die Kerr in Pariser Archiven und Bibliotheken eingesehen hat, ist eindrucksvoll. Umfangreich ist auch die Sekundärliteratur (S. 224–238), wobei aus sprachlichen Gründen deutsche Autoren fehlen. Umgekehrt geht der anglophone Autor davon aus, daß sein Publikum die französische Sprache beherrscht, denn sowohl im Fließtext wie in seinen Fußnoten wurden Institutionen, halbe Sätze und wichtige, oft sehr ausführliche (bis zu 14 Zeilen) Zitate nicht übersetzt.

Die Arbeit ist in fünf Abschnitte eingeteilt und enthält ein etwas lückenhaftes Namens- und ein geschickt untergliedertes Sachregister. Die Einleitung umreißt die Thematik, das Leben Philipons bis 1830 sowie sein lithographisches Werk während der Pariser Juli-Revolution, die Frankreich zum zweiten Mal seit 1789 in Form einer »Charta« vorübergehend die Meinungs- und Pressefreiheit brachte. Es folgt ein Kapitel über Philipon und die illustrierte Presse in den Jahren 1830 bis 1836, d. h. über das im November 1830 gegründete, mit zwei ganzseitigen oder auch doppelseitigen Farblithographien ausgestattete Wochenblatt »*La Caricature*« und die seit Dezember 1832 erscheinende, sieben Mal wöchentlich eine schwarz-weiße Lithographie enthaltende »Tageszeitung« »*Le Charivari*«. Der Autor arbeitet die produktionstechnischen und inhaltlichen Unterschiede zwischen diesen beiden Presseprodukten heraus und ihre politische Entwicklung bis hin zu republikanischen Kampforganen vor dem Hintergrund von Straßenkämpfen und Attentaten in den ersten Jahren der Julimonarchie. Sehr interessant ist die Rolle Philipons als Entdecker von Talenten (z. B. die Zeichnergenies J. J. Grandville, Honoré Daumier und C. J. Traviès) und seine Fähigkeit, diese starken Persönlichkeiten zu einem schlagkräftigen Team zusammenschweißen.

Das »Philipon versus Louis-Philippe: Political Caricature, 1830–1835« überschriebene 3. Kapitel geht der im 2. Abschnitt angeschnittenen politischen Entwicklung unter Berücksichtigung der schrittweise wieder eingeschränkten Pressefreiheit auf den Grund. Je konservativer die Regierung wurde, desto radikaler gebärdeten sich die häufig verfolgten Zeitschriften (Geld- und Gefängnisstrafen) Philipons. Hier geht Kerr auch ausführlich ein auf die von Philipon während eines Presseprozesses (Ende 1831) mit dem Zeichenstift vorge-

1 Bayerisches Hauptstaatsarchiv (Hg.): *Paris und die Franzosen in Münchens Kunst- und Satire-Journalen der Jahrhundertwende*, München 1997 (Geleitwort des derzeitigen Generaldirektors, Prof. Dr. Hermann RUMSCHÖTTEL, zu einer von der Referentin konzipierten Ausstellung), S. 5.

nommene Transformation des »Bürgerkönigs« in eine »Birne«. Bis heute ist das von zahlreichen Künstlern aufgegriffene Motiv der Birne das eindruckvollste Beispiel für die Wechselwirkung zwischen Satire und Macht. Von den 37 bis dahin gezeigten Abbildungen stammen allerdings die meisten aus »La Caricature«, worin die Rezensentin als Charivari-Kennerin, ein gewisses Ungleichgewicht zu erblicken glaubt.

Der relativ kurze Abschnitt 4 »Caricature and its Publics« gehört mit zu den aufschlußreichsten Teilen dieser Dissertation. Dem Autor gelingt es nicht nur dank der aufgefundenen Archivalien, das Auf- und Ab der Auflagenentwicklung zu verfolgen, sondern darüber hinaus nachzuweisen, in welchen Departements und in welchen Pariser Stadtteilen »Le Charivari«, der auch im Ausland (insbesondere England und Deutschland) gelesen wurde, seine Abonnenten (plus/minus 2000) rekrutierte. Allein in Paris war er, dessen Bildsatiren des öfteren auch als Einzelblatt zu kaufen waren, in vielen Schaufenstern sowie 5 Lesegesellschaften, 131 Cafés und 51 Lesekabinetten einsehbar. Sein Publikum erstreckt sich anfangs von den »Legitimisten« (Anhänger der 1830 entmachteten Bourbonen-Dynastie) bis hin zu den Republikanern, von den »Eliten« bis hin zur bürgerlichen Mittelschicht und Arbeiterschaft. Aufschlußreich ist auch das Unterkapitel »The Language of Caricature and the Dissemination of the Pear«, wobei der Autor nachweist, daß die »Birne« vor allem ein Pariser Kommunikationsereignis war.

Ein wiederum gewichtiger Abschnitt ist dem Thema »Caricature and Political Culture in Orleanist France« gewidmet. Kerr untersucht, was als positiv herauszustellen ist, die Wirkung der gegen König Louis-Philippe und seine Minister gerichteten republikanischen Propaganda der beiden Zeitschriften »La Caricature« und »Le Charivari« nicht isoliert, sondern im Kontext. Man erfährt Näheres über die zum Scheitern verurteilte Existenz von gegnerischen Konkurrenzorganen sowie über das unterschiedliche Schicksal der beiden von Philipon gegründeten Zeitschriften. Während »La Caricature« infolge ihrer systematischen Opposition mit dem Zeichenstift ein Opfer der im September 1835 wiedereingeführten Bildvorzensur wurde, überdauerte »Le Charivari« dank einer geschickten Überlebensstrategie (Sittenbilder an Stelle von politischen Karikaturen). Die zeitgenössische Debatte um die Rolle und den Einfluß der politischen Karikatur ist auch noch für heutige Leserinnen und Leser von Interesse. Allerdings mag man sich fragen, ob es nicht besser gewesen wäre, dieses, den Hintergrund beleuchtende Kapitel an den Anfang zu stellen. Überhaupt wirken, infolge der vom Autor gewählten Unterteilung dieses Buches (die Zusammenfassung mit eingeschlossen), manche Wiederholungen etwas ermüdend. Was den Titel anbelangt, so liegt das Schwergewicht eindeutig auf den Jahren 1830 bis 1835. Alles in allem handelt es sich jedoch um eine Forschungsarbeit, die viel Neues bringt und der man möglichst viel Interesse wünscht.

Ursula E. KOCH, München

Religion zwischen Kunst und Politik. Aspekte der Säkularisierung im 19. Jahrhundert, publ. par Manfred JAKUBOWSKI-TIESSEN, Göttingen (Wallstein), 2004, 190 p., ISBN 3-89244-747-0, EUR 24,00.

»Au-delà de la thèse de la sécularisation«: tel est le titre de la dernière contribution de cet ouvrage collectif et tel est bien aussi le projet qui rassemble ces différentes réflexions sur la sécularisation prise dans un sens très large. Ainsi Hartmut Lehmann, à qui cet ouvrage est dédié pour ses soixante-cinq ans, évoque-t-il les éléments qui invalident en partie les théories trop schématiques voulant que depuis la fin du XVIII^e siècle la religion se soit retirée de divers secteurs de la vie sociale (science, politique, économie, éducation et système scolaire, ordre public, santé et médecine) pour devenir finalement une affaire privée. Cette thèse voudrait aussi que la modernité, considérée comme apanage des sociétés occidentales,

signifie forcément sécularisation. De nombreux phénomènes récents ou actuels contredisent selon Lehmann cette thèse: le renouveau religieux aux États-Unis (et pas seulement dans la sphère privée), la modernisation des pays asiatiques qui n'exclut absolument pas ou ne s'oppose pas en tout cas au religieux, ou encore le développement en Europe, aux deux extrêmes de l'éventail politique, de mouvements à fort caractère religieux (pratiques, symboles, promesse de salut) dont la force suggestive et le potentiel émotionnel ne se laissent pas résumer avec les notions de totalitarisme ou d'idéologie. Si l'on relit le XIX^e siècle en tenant compte des enseignements apportés par le XX^e siècle, c'est une profonde intrication des domaines religieux, politique, social et culturel qui apparaît alors, un transfert incessant entre le religieux et ces trois autres sphères ainsi qu'un effet-retour sur le religieux, révélant asymétries et contradictions dans le processus même de sécularisation. Il s'agit donc ici non pas simplement de souligner que le rôle du religieux dans la modernité est sous-estimé mais de livrer des analyses aussi précises que possible des ces transferts tels qu'ils ont pu s'opérer au XIX^e siècle. Lehmann en évoque rapidement quatre qu'il a abordés en détail dans ses publications récentes. Le premier concerne l'utilisation de symboles et de rites religieux dans la vie politique, le deuxième l'utilisation de la notion de «peuple» (*Volk*), qui se révèle bien plus opératoire que celle de «nation» selon Lehmann pour comprendre les rapports complexes entre politique et religion au XIX^e et au XX^e siècles. Viennent ensuite deux exemples de revitalisation du religieux se développant parallèlement à la modernisation et mettant en évidence selon Lehmann combien les institutions religieuses disposent d'un potentiel de contrôle des crises sociales. Le deuxième de ces exemples concerne les conséquences religieuses du déracinement dans les migrations voulues ou imposées. Selon Lehmann, les migrations, surtout quand elles incluent dangers et épreuves, renforcent les liens avec les groupes religieux qui, dans la langue et les codes familiers du pays d'origine, offrent un contrepoint au déracinement et à l'insertion difficile dans un pays étranger. En mettant en parallèle la place traditionnellement forte du religieux aux États-Unis, pays de migrants, et l'importance que prend l'Islam pour de nombreux immigrés en Europe actuellement, il y voit l'annonce d'une possible «américanisation» de la structure religieuse européenne.

Dans son introduction l'éditeur de l'ouvrage, JAKUBOWSKI-TIESSEN, insiste sur la manière dont la religion chrétienne pouvait encore, malgré la remise en question de l'autorité religieuse et la diversification des consciences religieuses, imprégner la vie quotidienne au XIX^e siècle et continuer à former un cadre au sein duquel la société était interprétée. C'est ce qu'entend démontrer chacune des contributions rassemblées ici, qui sont issues de domaines aussi divers que l'histoire, la science de l'art et la musicologie, la philologie classique, l'histoire du droit, la théologie ou les études littéraires. Dans sa propre contribution Jakubowski-Tiessen analyse les récriminations du pasteur de Pötrau et Büchen contre la gare construite entre ses deux paroisses, gare qui entre 1846 et 1851 transforma cette zone rurale en un nœud des transports ferroviaires entre Berlin et Hambourg, Hambourg et Lubeck. Aux seize à dix-sept trains qui passaient chaque jour dans la gare, venaient s'ajouter durant la période estivale les trains supplémentaires du dimanche, faisant d'elle aux yeux du pasteur un symbole de la déchristianisation. La désacralisation du dimanche qui allait de pair ici avec l'industrialisation le poussa à s'engager pour l'amélioration des conditions de travail des cheminots et surtout la préservation du repos dominical. Relayé par les autorités ecclésiastiques, cet engagement aboutit à des restrictions relatives du temps de travail imposées par le gouvernement en vue d'une réintégration des cheminots dans la vie paroissiale, illustrant les limites de la sécularisation et les résistances qui s'y opposèrent, parfois avec un succès.

Gerhard BINDER analyse la «Germanie» de Tacite comme un texte particulièrement exposé à la sécularisation depuis sa redécouverte au XV^e siècle. Résumant l'histoire de l'œuvre depuis cette époque, il montre combien elle a d'emblée été utilisée à des fins politiques. D'abord instrumentalisée dans le combat contre les Turcs, elle est lue dès le début du XIX^e siècle comme un pamphlet dirigé contre Rome, le catalogue des vertus germaniques de

Tacite fournissant le modèle d'un peuple originel germanique (Fichte) opposé à l'occupant français. Véhiculant des idéaux et des aspirations nationalistes dans le cadre d'un canon de valeurs chrétiennes à l'époque humaniste, la »Germanie« devint ultérieurement, lorsque ce cadre religieux perdit de son importance, une des sources principales de l'idéologie germanique nordique et une pierre angulaire de la construction d'une identité nationale comme l'indiquent selon Binder les nombreuses éditions successives parues tout au long du XIX^e siècle mais aussi son utilisation dans les livres scolaires et les ouvrages distribués au sein de la *Wehrmacht* qui tendaient à en faire un »ersatz« de religion.

C'est la même idée d'une religion de substitution qui est au centre des trois contributions suivantes qui insistent sur les nombreux transferts entre religion et art. Heinrich DETERING lit la nouvelle »Aquis submersus« de Theodor Storm comme illustration des tourments d'une religion de l'art qui a fait de la conservation du passé, de la fonction mémorielle, sa raison d'être. Mais élever l'art au niveau d'un succédané de la foi perdue en l'immortalité et en la résurrection, aboutit à un échec. Certes le récit montre que dans un monde condamné à la mort, seul l'artiste peut réveiller les personnes disparues, mais il ne le peut que dans son imagination et, de plus, son art lui-même est éphémère. En abordant les œuvres des Norvégiens Edvard Munch et Gustav Vigeland sous l'angle de la sécularisation, Lars Olof LARSSON étudie pour sa part la place de la religion dans l'évolution des arts plastiques. Si à première vue la religion se retire peu à peu de ce domaine, l'art se voit placé au même moment dans le rôle d'un succédané de religion, l'artiste devenant une sorte de prophète auquel il revient d'interpréter les mystères de la vie (amour, solitude et mort). Ainsi la »Frise de la vie« de Munch entend elle accéder à travers l'art au noyau de la vie, illustrer avec des moyens expressifs nouveaux une immortalité de la vie qui se passe de métaphysique. Les attentes de Munch concernant le lieu où cette œuvre pourrait être exposée montrent la dimension religieuse qu'il lui accorde. De la même manière l'œuvre de Vigeland, qui entendait décrire la condition humaine dans des scènes archétypiques, non sans recourir d'ailleurs à des sujets religieux (l'Enfer, la Résurrection), se révèle marquée par une absence de fonction inhérente. Elle ne pouvait être exposée dans une Église et l'État norvégien lui fit finalement construire un parc, sorte de temple de l'art, qui mettait en évidence la fonction sacrale de l'artiste comme conséquence paradoxale de la sécularisation. La place que prirent la prière et les chorales sur les scènes d'opéra, analysée par Heinrich W. SCHWAB, relativise elle aussi l'idée d'une simple sécularisation de la musique. Étudiant la part de musique religieuse que Carl Maria von Weber et Giacomo Meyerbeer intégrèrent entre 1820 et 1840 à leurs opéras, il montre que, parallèlement à la sécularisation et par une sorte de mécanisme compensatoire, la salle de concert devint elle-même en quelque sorte un temple moderne caractérisé par de nouvelles formes de recueillement et de liturgie.

Les deux contributions suivantes concernent la théologie et la politique religieuse prussiennes. Hans HATTENHAUER reconstitue le contexte de l'édit sur les religions (*Religionspatent*), appelé aussi édit de tolérance (*Toleranzedikt*), du 30 mars 1847 qui, tout en confirmant les prérogatives des Églises protestantes et catholiques, accorda également à d'autres confessions ou groupements religieux la liberté de conscience et de culte, restaurant au moyen d'un mariage civil de nécessité (*Notzivilehe*) une unité juridique qui avait été remise en cause, notamment en matière matrimoniale, par l'émergence au début du siècle de nouvelles congrégations ou mouvements religieux opposés à l'autorité de l'Église (*Lichtfreunde, Freie Gemeinden*). Cette réglementation paraissait donc transformer la religion en une affaire privée mais renforçait en même temps l'autorité de l'Église traditionnelle puisque les pasteurs de cette dernière étaient obligés de rester fidèles à la Confession d'Augsbourg sur laquelle ils prêtaient serment en prenant leurs fonctions. À la suite de la révolution de 1848 le mariage civil devint obligatoire, mais l'État se dota d'une entière souveraineté pour accorder ou refuser aux mouvements religieux les droits corporatifs. À travers ce chapitre de la politique religieuse prussienne, Hattenhauer veut ainsi montrer que la

sécularisation du droit ecclésiastique et des affaires religieuses ne suivit guère une ligne droite. Thomas KAUFMANN enfin aborde les écrits du théologien protestant Tholuck sur le rationalisme et sa préhistoire. La contribution originale de Tholuck aux débats du XIX^e siècle repose selon lui sur la conviction que toutes les formes du protestantisme devaient être comprises historiquement, que ni le piétisme ou le mouvement évangélique (*Erweckungsbewegung*) auquel il appartenait lui-même, ni les Lumières ou le rationalisme ne pouvaient être considérés comme des niveaux indépassables du christianisme protestant. Du combat contre le théâtre de sa jeunesse, Tholuck passe ainsi à une histoire du rationalisme, puis à sa préhistoire au XVII^e. Son œuvre historiographique représente selon Kaufmann de manière exemplaire le potentiel d'innovation du mouvement évangélique (*Erweckung*) dans sa forme sublimée scientifiquement, c'est-à-dire dans le projet d'un dépassement du rationalisme au moyen de son historicisation, et met en évidence les effets et les limites de la sécularisation.

Partageant une perspective plus strictement historique que celle de Hartmut Lehmann, qui insiste plus sur les enjeux actuels, ces différentes contributions permettent de revisiter à travers des analyses rigoureuses et très précises certains aspects du XIX^e siècle. Elles ont le mérite de montrer l'ampleur et la complexité du problème de la sécularisation, même si certaines d'entre elles thématisent moins nettement la problématique générale que d'autres. Les différentes recherches concernant les rapports entre art et religion constituent une des sous parties les plus convaincantes de l'ouvrage.

Céline TRAUTMANN-WALLER, Paris

Claudia HIEPEL, Mark RUFF (Hg.), *Christliche Arbeiterbewegung in Europa 1850–1950*, Stuttgart (Kohlhammer) 2003, 239 S. (Konfession und Gesellschaft, 30), ISBN 3-17-018124-6, EUR 20,00.

Der Sammelband trägt schon im Titel den Anspruch, die Geschichte der christlichen Arbeiterbewegung zwischen der Mitte des 19. und des 20. Jhs. in Europa zu beschreiben – also mit Blick auf beide Konfessionen sowie auf (in ihrem Anspruch) überkonfessionelle Bewegungen. Der Band nimmt allerdings – dieser Befund sei vorweggenommen – keine dezidiert europäische Perspektive ein. Europa liefert hier vielmehr den geographischen Rahmen einer Reihe von Überblicksartikeln, die sich den Strukturen auf nationaler, manchmal regionaler Ebene widmen. Unter dem weiteren Signum der Arbeiterbewegung behandeln die Autoren nicht nur die Gewerkschaftsbewegung im engeren Sinne sondern auch Vereine, die eine Arbeiterklientel ansprechen sollten. Fragen nach der organisatorischen oder personellen Vernetzung zwischen den Ländern, nach der möglicherweise länderübergreifenden Rolle kirchlicher Hierarchien, der gegenseitigen Beeinflussung oder des Transfers von Konzepten und Erfahrungen werden nicht systematisch gestellt. Das Potential einer vergleichenden Untersuchung der jeweiligen Bedingungen, unter denen sich eine christliche/katholische/protestantische Arbeiterbewegung formierte, wird so nicht ausgeschöpft.

Das besondere Verdienst liegt jedoch gerade darin bedingt, daß die Geschichte einzelner Bewegungen dargestellt wird. Ein internationales Panel von Spezialisten resümiert kenntnisreich und informativ die umfangreiche Spezialliteratur und den jeweiligen Forschungsstand. Damit enthält der Band wertvolle Positionsbestimmungen der Forschung und macht – was nicht zu unterschätzen ist – diese und die jeweils wichtigste Literatur dem deutschsprachigen Leser zugänglich. Die breite Literaturgrundlage bezeugt, daß die »doppelte Diskriminierung« des Themas (S. 10) durch die Sozial- und Gewerkschaftsgeschichte einerseits und die traditionelle Kirchengeschichtsschreibung andererseits der Vergangenheit angehört.

Zwei Problemkomplexe scheinen die Darstellungen zu dominieren, einerseits die innere Heterogenität und die nach innen wie außen konfliktreiche Situation der christlichen Organisationen, andererseits das Deutungsmuster der Milieubildung bzw. »Versäulung«. Aus beiden erklärt sich die Schwäche, seltener die Stärke der christlichen Arbeiterbewegungen – langfristig allerdings auch deren Verschwinden in den meisten europäischen Ländern nach 1945 bzw. die Aufgabe ihres genuin christlichen Charakters aus taktischen Gründen. Diese Entwicklung wurde begleitet und bedingt durch die Auflösung von christlichen (protestantischen wie katholischen) Identitäten und Milieus und zugleich der Arbeiteridentitäten im Zuge säkularer Prozesse der Moderne (Individualisierung, Säkularisierung, Tertiarisierung).

Michaela BACHEM-REHM schildert die Entwicklung der katholischen Arbeiterbewegung im Ruhrgebiet bis 1934. Die Klerikalisierung und Konfessionalisierung nach dem Kulturkampf, die verspätete Professionalisierung und Zentralisierung nach 1900 und die Modernisierung des Verbandskatholizismus zeichnen das Bild einer letztlich dynamischen Bewegung. Der Konflikt mit integralistischen kirchlichen Richtungen um die Frage, ob eine gewerkschaftliche Organisation dem katholischen Arbeiter überhaupt erlaubt sei, ob diese interkonfessionell sein dürfe und wie weit das soziale und politische Emanzipationsstreben der Arbeiter gehen dürfe, zeugt andererseits davon, daß in inneren Konflikten Kräfte absorbiert wurden, die für die Abwehr konkurrierender Identifikationsangebote von links nötig gewesen wären. Der Mechanismus von innerer Heterogenität bis hin zu offenen Glaubenskämpfen einerseits und einem Verlust an Anziehungskraft andererseits, der die christlichen Organisationen in die Defensive drängte, wird in nicht wenigen Aufsätzen dieses Bandes offenbar. Die christlichen Verbände agierten ohnehin oft auf einer begrenzten Basis oder aus einem Minderheitenstatus heraus und reproduzierten dabei noch die inneren Konfliktlinien ihres Milieus. Für die protestantische wie die katholisch inspirierte Arbeiterbewegung mochte die Spannung zwischen unterschiedlichen Ansätzen zur Lösung der sozialen Frage (Paternalismus, Korporatismus, genuine Gewerkschaftsbewegung, sozialinterventionistische Konzepte) vielleicht intellektuell produktiv gewesen sein – organisatorisch liefen sie oft Gefahr, zwischen der sozialistischen Konkurrenz und den Ansprüchen der Hierarchie zerrieben zu werden.

Auch am französischen Beispiel wird der Zielkonflikt zwischen Apostolat, sozialen Reformbemühungen und legitimer Interessensvertretung, zwischen christlicher Identität und Arbeiteridentität deutlich. Bruno DURIEZ stellt ins Zentrum seiner Überlegungen eine Traditionslinie abseits der christlichen Gewerkschaften, die Action catholique und die Organisationen aus deren Umfeld bzw. Nachfolge. Verschärft werden konnte diese Situation, wenn die soziale Frage eingebettet war in eine Gemengelage von konfessionellem, nationalem und sprachlichem Konflikt, wie dies James BJORK für die katholische Arbeiterschaft Oberschlesiens und ihre Organisationen zeigt, die am Schnittpunkt der Konflikte »getrennt durch einen gemeinsamen Glauben« blieben. Der Beitrag von Bjork fällt wie der instruktive Beitrag des Herausgebers Mark RUFF über die Christliche Arbeiterjugend in Westdeutschland nach 1945, einen Ableger der Jeunesses ouvrières catholiques (JOC), aus dem Rahmen, da sie Erkenntnisse zu eng abgegrenzten Themen präsentieren, die auf aktuellen Quellenstudien basieren.

In der Einleitung wird leider nur kurz die Neuorientierung der Sozialgeschichtsschreibung vor dem Hintergrund des »cultural turn« erwähnt, die neue Kategorien wie Ethnizität und Religion, Identität und Milieu in die Diskussion einführte, mit denen Urs ALTERMATT und Franziska METZGER in ihrem präzisen und eine Fülle von Literaturhinweisen bergenden Beitrag zur Schweiz dezidiert arbeiten. Milieuintegration und Identitätsbildung der katholischen Arbeiter werden von ihnen beschrieben als deren Einbindung in die »katholische Kommunikationsgemeinschaft der Schweiz« (S. 173). Der analoge Begriff der »Säule« bzw. »Versäulung« wird für die Niederlande und Belgien dargelegt, wobei der Blick zu den

europäischen Nachbarn großes analytisches Potential für einen Vergleich mit Deutschland bietet. In den Beiträgen von Carl STRIKWERDA zur katholischen Arbeiterbewegung und von Jan DE MAEYER zur katholischen Soziallehre in Belgien wird der Sonderfall eines Landes mit früher Industrialisierung und hohem gewerkschaftlichem Organisationsgrad herausgearbeitet, in dem jedoch die katholische Gewerkschaftsbewegung die stärkste Richtung darstellte. Die Wechselwirkung von wirtschaftlicher Entwicklung, religiöser Bindung und konkreten Organisationsstrategien mündete dort in die Bildung einer »versäulten« Gesellschaft. Analog hierzu beschreiben Arno BORNEBROEK die protestantische und Jan PEET die katholische Arbeiterbewegung der Niederlande, wobei hier wiederum wegen der ungewöhnlich starken protestantischen Gewerkschaften eine Ausnahme vorliegt. Auch die Niederlande werden als Beispiel der »Versäulung« vorgestellt, bei der sich um einen institutionellen Kern ein organisatorisches Netzwerk protestantischer, katholischer oder sozialistischer Provenienz lagerte. Anders als in den Niederlanden konnte die protestantische Arbeiterbewegung in Deutschland kaum Massenwirkung entfalten, wie Norbert FRIEDRICH feststellen muß. Dem Bemühen, eine eigenständige milieubildende Kraft zu werden, stand das Gefühl gegenüber, »zwischen allen Stühlen« zu sitzen. Diese eher marginale Bewegung erlangte ihre geschichtliche Relevanz vor allem durch ihren Beitrag zu den Ideen des sozialen Protestantismus. Ein Beitrag von Alfredo CANAVERO zur Organisationsgeschichte der christlichen Arbeiterbewegung in Italien rundet den Band ab.

Der Band birgt eine Reihe fundierter Einzeldarstellungen, die in der gebotenen Kürze einen Überblick über die verschiedenen europäischen Länder bieten, wobei allerdings für den Leser der Eindruck entsteht, es sei schon alles zur christlichen Arbeiterbewegung gesagt. Perspektiven der Forschung (auf nationaler oder europäischer Ebene) werden kaum formuliert, ebensowenig werden methodische Fragen diskutiert. Dem interessierten Leser sei deshalb empfohlen, den von Karl-Joseph Hummel herausgegebenen Sammelband über »Zeitgeschichtliche Katholizismusforschung« komplementär zur Hand zu nehmen. Dieser bietet – fokussiert auf eine Konfession – unter anderem Überlegungen zum Milieubegriff als wichtigstem sozial- und religionsgeschichtlichen Interpretament seit den 1980er Jahren. Die dort formulierten Perspektiven zu Teilmilieus und Netzwerken, zur Rückbindung der Milieus an Faktoren wie die sozioökonomische Entwicklung, die Mehrheits- bzw. Minderheitssituation einer konfessionellen Gruppe oder die Rolle des Geschlechts können dem Leser helfen, das mannigfache Material des vorliegenden Bandes einzuordnen.

Jürgen FINGER, Augsburg

Arthur HERMAN, *To Rule the Waves. How the British Navy Shaped the Modern World*, New York (Harper Collins) 2005, 648 p., ISBN 0-06-053424-9, USD 26,95.

»To Rule the Waves« was clearly not written, primarily, for an academic audience. There are no footnotes and few references to other work, which is sometimes a little disturbing, in particular, when unsourced statistics are used to underpin an argument and no reference is given, e. g. »Almost 95% of trade that crosses international boundaries is waterborne, as is 99.5% of the weight of all transcontinental trade.« (p. XIX).

This is a book about pirates (ch. 7), swashbuckling adventure, empires built on sea power, famous battleships such as Nelson's »Victory«, in a time when men were men, such as Francis Drake and Nelson himself. It is a fascinating read. In terms of style, it combines that of the novel – offering anecdotes about the most famous English seamen – with that of serious academic prose, in that the author demonstrates how these anecdotes relate to and impact on actual historical developments. One such example is the establishment of a unified and absolute command by the Captain of a ship. Francis Drake said, »I have nothing to do with you crafty lawyers, neither care I for the law, but I know what I will do« and promptly

ordered the execution of one of his ship's sailing masters (p. 83–85). Bereft of the detail and cogent argumentation with which the author brings seafaring history to life in the main chapters, the Introduction seems woefully sketchy. Unsupported by the material of the main chapters, assertive claims about the British Empire, such as, »Other nations might have built a modern unified world, but they probably would not have done it as quickly, efficiently, elegantly, – or as humanely – seem to be frankly far fetched« (p. XVIII).

Chronologically, the book spans the whole history of the Royal Navy, which starts in the late 16th century – expeditionary efforts to discover new territories in the Atlantic area had started much earlier in the 15th century. Then individual traders (mostly slavers) plied the seas and explorers tried to find the Northwest Passage to achieve the circumnavigation of the globe. English adventurers began to contest Iberian imperial supremacy on the Spanish Main and in the Caribbean (chs. 1–3). In particular, the figure of Drake – probably the most famous buccaneer – stimulates the author's fascination, knowledge and skilled argumentation to excellent effect. The services of such men, condoned by the English crown, weakened the Spain's grip on its overseas holdings, helped establish the core of the Royal Navy and thus, as time went on, shifted the balance of power in favour of England (ch. 4). There followed what was literally a sea change in British politics, culminating in the great imperial expansion described in the chapter on the 18th and 19th centuries, when the Royal Navy actually ruled the waves. Now the great ships were deployed by the outstanding political leaders of the age – notably Pitt, Fox, later Palmerston and Disraeli – to assert what was in many ways a benign *British* hegemony, and in particular to put an end to a slave trade on which, ironically, the business of the early English sea traders had been largely founded (ch. 17).

Through this the author is able to show the flexibility of the Royal Navy as a military tool to serve political ends, but also the ways in which British sea power influenced the policy choices and the options open to Britain's political leaders. In both ways the Navy was the embodiment of British power politics, the dread of its enemies and the pride of Britain, the crown and ultimately its people. The aspirations to greatness which are such a strong feature of the age of the nation states, are thus, in the case of Great Britain, very clearly manifested in her Navy. Additionally, examples from the age of industrialisation, i. e. Ironclads and steam engines (ch. 18), ranging to the 20th century battleships and new weapon systems, such as destroyers, submarines and the rise of aircraft carriers (ch. 19, 20), complete the selection of well chosen examples of British maritime supremacy. The decline of British sea power is exemplified in the last, but still victorious, major British naval campaign in the Falklands War (p. 549). By then, the Americans had of course long since superseded the British, clearly not only at sea, where they now boasted the largest aircraft carriers ever built, the US Navy's »Enterprise«-class (p. 556).

In conclusion, the author argues that the seaborne empires were the first ones which legitimately had some claim to a world wide rule. The Royal Navy for the British Empire facilitated speedy communication, long-distance trade and the exercise of power all over the globe. At the same time, the possession of sea power helped to shape English national identity. The sentimental attachment of the English people to Empire, Commonwealth, and not least their Navy must be seen against the background of centuries of dominance of British politics by the seas, by momentous events in the history of the island nation, such as the victory over the Spanish Armada (ch. 6), or Trafalgar against Napoleon (ch. 15), which ultimately forged »[...] the crucial link between the Royal Navy and Britain's national destiny« (p. XIX, 284).

An intimate knowledge of seafaring history, as shown in detailed descriptions of nautical instruments and cartography (p. 79, ch. 17), enabled the author to produce a really enthralling account of the development of the British Navy. A particular merit is the careful balance he has found between detail and generalisation, indispensable for a topic covering

such a large canvas. He is successful in providing enough information so that his arguments are solidly founded, but yet not cluttered with detail which would inevitably make any description indigestible. Therefore, although it is not specifically an academic work, the author's overview over seafaring history and the British Navy can be recommended for academic use as well and is at the same time a lot more entertaining than most purely academic contributions.

Thomas HÖRBER, Lauf

Rolf HOBSON, *Martitimer Imperialismus. Seemachtideologie, seestrategisches Denken und der Tirpitzplan 1875 bis 1914*, traduit de l'anglais par Eva BESTECK, Munich (Oldenbourg) 2004, X-388 p. (Beiträge zur Militärgeschichte, 61), ISBN 3-486-56671-7, EUR 34,80.

Ce livre est la traduction allemande publiée par l'Institut de recherche en histoire militaire (MGFA) à Potsdam et l'Institut norvégien d'Études de Défense de la thèse éditée en langue anglaise en 2002 par Brill (Boston) sous le titre »Imperialism at Sea. Naval Strategic Thought, the Ideology of Sea Power and the Tirpitz Plan 1875-1914«. S'appuyant de façon exhaustive sur les travaux des nombreux historiens qui se sont intéressés au Plan Tirpitz, Hobson nous propose une analyse critique du concept stratégique dont il fut issu en le comparant au développement similaire dans les autres grandes nations de ce qu'il appelle l'idéologie de puissance maritime à une époque caractérisée par l'apparition du »navalisme«.

Dans la première partie, il étudie les mécanismes des rivalités internationales de 1870 à 1914. Du fait du progrès technique, la puissance maritime était devenue étroitement fonction de la puissance industrielle et financière et l'Angleterre disposera ainsi, de 1840 à 1890, d'une supériorité maritime incontestée. De 1890 à 1914, l'apparition de puissances navales rivales la contraindra par contre à rechercher des accords diplomatiques qui lui permettront de concentrer ses forces dans les zones d'intérêt vital pour sa sécurité et celle de ses possessions outre-mer. Mais l'industrialisation de plus en plus poussée de ses rivaux offrira à l'Angleterre un nouveau moyen de pression sur eux par la capacité que conservait la Royal Navy de couper leurs sources d'approvisionnement: l'Amirauté britannique relèvera ainsi très tôt la vulnérabilité de l'Allemagne à l'interruption de ses importations de nourriture, le *Hungerblockade*. L'auteur met toutefois en exergue le fait que le Traité de Paris de 1856 en reconnaissant le droit des Neutres affaiblissait le droit des belligérants à interrompre le commerce adverse: c'est ce qu'il appelle la relation triangulaire belligérants-neutres. S'interrogeant enfin sur la stratégie que peut adopter une marine de second rang, il estime que faute de pouvoir prétendre à la maîtrise de la mer, elle devra, afin d'empêcher que la marine dominante lui interdise l'usage de la mer, atteindre elle-même un niveau de force suffisant et rechercher le soutien d'autres marines secondaires. Dans cette recherche de compétitivité il met en évidence la notion de risque dissuasif pour l'adversaire matérialisée par un chiffre appelé à jouer par la suite un grand rôle: la ou les marines secondaires coalisées devront être dans le rapport 2/3 par rapport à la flotte dominante. L'Angleterre parera un temps le danger par le recours au *Two Power Standard*.

La deuxième partie est consacrée à l'évolution de 1865 à 1895 des théories de stratégie maritime dans un monde en voie d'industrialisation et notamment à l'introduction dans le débat, au tout début des années 90, de théories expansionnistes qui donneront naissance au »navalisme«. Pour être le pays qui a le plus profité du développement du commerce mondial, la Grande-Bretagne en verra sa dépendance au libre exercice du commerce maritime accrue. La Navy fut ainsi amenée au centre du débat stratégique: le *Naval Defence Act* de 1889 et le *Spencer Programme* de construction de 1893 manifesteront une volonté politique de garantir voire de renforcer la position de supériorité maritime de la Grande-Bretagne et sa capacité à user contre les autres du *Seapower*. En Allemagne, la subordination initiale de

la marine à l'armée fit que la pensée stratégique de ce que l'auteur appelle l'«École prussienne de pensée de stratégie maritime» fut fortement influencée à l'origine par la pensée militaire prussienne inspirée par Jomini et Clausewitz. La marine n'en parvint pas moins vers la moitié des années 90, sous l'influence d'un théoricien comme Alfred Stenzel, à une compréhension moderne de la conduite de la guerre sur mer qui n'avait rien à envier à celle des puissances maritimes principales. Stenzel et le général Caprivi, qui fut chef de l'Amirauté et, au congédiement de Bismarck, chancelier du Reich, avaient compris qu'un état industriel comme l'Allemagne ne pouvait accepter la coupure de ses relations avec ses sources d'approvisionnement outre-mer, le rôle de la flotte ne pouvait donc se limiter comme il était admis jusque là à la défense des côtes, elle devait être à même d'attaquer les forces de blocus, d'où la nécessité d'une flotte de combat. L'École prussienne, sous l'influence déjà de Tirpitz aura un rôle novateur en mettant l'accent sur la nécessité d'étudier de façon méthodique les problèmes tactiques et d'en tirer les conclusions afin de définir les caractéristiques des bâtiments à construire.

Hobson montre ensuite comment en définissant le *Sea Power* comme le produit de trois facteurs, production – trafic maritime – points d'appui outre-mer qui se développent en colonies, Alfred Thayer Mahan a fait le lit de l'impérialisme et de sa forme la plus maritime, le navalisme et pas seulement aux États-Unis qui y virent une incitation à construire une flotte puissante. Citant Herbert Rosinski, il dénonce l'erreur majeure de Mahan qui est d'avoir prétendu que l'utilisation des mers, même en temps de paix, était dépendante de son contrôle militaire et donc de la suprématie navale. Il consolidait ainsi les arguments des navalistes et contribuait à l'apparition de programmes géants de construction navale.

En Allemagne, jusqu'au milieu des années 1890, l'opinion publique avait manifesté à l'égard de la marine un parfait désintéret, que la marine elle-même ne fit rien pour secouer. La situation se transformera complètement lorsque cette même opinion publique se rangera derrière l'ambition de conduire une politique mondiale, *Weltpolitik*, annoncée par Guillaume II et Bülow et estimera que l'accès au statut de puissance mondiale nécessitait une flotte puissante. L'idéologie de puissance maritime professée par Mahan viendra à point nommé pour justifier la politique d'expansion, ses écrits renforcèrent le navalisme allemand et facilitèrent le vote des lois sur la flotte. Tirpitz imprimera un cours spécifique à l'idéologie de puissance maritime en ne retenant de Mahan que ses théories impérialistes et c'est principalement sous son influence que l'École prussienne de pensée stratégique maritime évoluera vers ce que l'auteur appelle l'École allemande de pensée stratégique maritime (*Deutsche Schule seestrategischen Denkens*).

Dans la troisième partie, Hobson s'interroge sur les origines et les objectifs du Plan Tirpitz. La comparaison avec les autres manifestations du navalisme, en Russie et en Autriche-Hongrie montre que ce plan ne résultait pas de l'application d'une stratégie de crise interne, comme ont cru le voir certains historiens, mais que c'est en se fondant sur sa conception propre de l'idéologie de puissance maritime, *Seemachtideologie*, que Tirpitz fera décider par le Kaiser la construction d'une flotte de combat dont la pointe était dirigée contre l'Angleterre. Au tournant du siècle, le gouvernement allemand avait choisi l'expansion maritime, en s'appuyant sur la signification politique d'une «puissance à la mer significative», *Seegeltung*, Tirpitz fera admettre que l'accroissement de la flotte devait donc aller de pair avec celui des intérêts maritimes de l'Allemagne. Les navalistes acceptèrent ce concept de *Seegeltung* sans claire représentation de ce que cela signifiait et surtout de ce que cela allait coûter. Tirpitz attribuait pour sa part une signification politique bien précise à ce concept: la flotte qu'il envisageait serait capable de dissuader l'Angleterre de s'opposer à l'expansion maritime allemande en raison du risque, (*Risiko*), qu'un affrontement direct lui ferait courir pour le maintien de sa propre suprématie maritime. C'est de cette notion de risque qu'est issue la terminologie employée: *Risikothéorie*, *Risikoflotte*. Le niveau dissuasif requis était estimé à 2 : 3 de la flotte anglaise, Tirpitz comptait l'atteindre en 1915, cela représentait déjà

un effort considérable et l'auteur récuse avec raison les historiens qui estiment que Tirpitz visait à plus long terme une flotte équivalente voire supérieure à la flotte anglaise. Mais convaincu de l'infailibilité de la *Risikotheorie*, Tirpitz refusera de voir la situation géographique défavorable de l'Allemagne et sa vulnérabilité à l'étranglement quasi immédiat de ses lignes d'approvisionnement par la mise en œuvre du blocus éloigné.

Approfondissant les particularités du navalisme wilhelminien, l'auteur nie la nécessité pour l'Allemagne, puissance continentale dont la sécurité était basée sur son armée, d'avoir besoin d'une flotte puissante pour assurer contre l'Angleterre celle de sa croissance outre-mer. La puissance industrielle de l'Allemagne était davantage dépendante du continent européen que de l'outre-mer, mais sous l'influence notamment du navalisme allemand, l'importance de l'outre-mer pour l'économie allemande fut largement surestimée, alors que le coût de la construction de la flotte était sous-estimée. Ce même navalisme affichait des ambitions sans limites et les objectifs indéfinis de cette « expansion without objects » caractéristique de l'époque impérialiste. L'idéologie de puissance maritime était en fait poussée par des groupes d'intérêts mettant à profit l'agitation propagée par des groupes de pression nationalistes. Hobson donne toutefois raison aux nombreux historiens qui estiment que le Plan Tirpitz n'a pas été la cause de la guerre. La *Risikoflotte* ne menaçait pas les intérêts vitaux de l'Angleterre. L'accord implicite survenu en 1912 (rapport 2 : 3 ou 10 : 16) n'a été rendu possible que parce que chacune des deux puissances considérait qu'il ne mettait pas en danger sa propre sécurité et en ramenant l'apaisement dans les relations germano-britanniques, il renforçait à Berlin les voix de ceux qui déconseillaient une guerre préventive sur le continent, *Präventivkrieg*, prônée notamment par l'état-major de l'armée, le *Generalstab*. Car le véritable danger pour la paix provenait davantage, comme on le verra en août 1914, du Plan Schlieffen et du réarmement terrestre lancé en 1910: une armée puissante, les pulsions nationalistes de l'opinion publique, une politique étrangère imprévisible, constituaient un cocktail détonant, qui n'avait plus aucun rapport avec la politique d'expansion maritime.

Le Plan Tirpitz porte une responsabilité certaine dans l'évolution dans un sens défavorable à l'Allemagne de la constellation des grandes puissances qui contribuera à développer le sentiment d'encerclement de l'Allemagne, mais c'est en définitive le spectre d'une hégémonie allemande sur le continent et non le défi des armements navals qui aura pour conséquence que le gouvernement anglais et l'opinion publique anglaise se feront à l'idée d'une intervention sur le continent. Accordant une importance exagérée à la signification politique de la puissance maritime, Tirpitz s'est trompé sur le fait qu'une « flotte du risque » suffisait pour exercer une dissuasion efficace: seule une flotte supérieure aurait possédé cette capacité de dissuader en temps de paix et d'assurer la sécurité des communications en temps de guerre, mais sa construction aurait provoqué aussitôt comme l'avait déjà compris Bismarck une alliance franco-anglaise. La seule dissuasion qui aurait pu se montrer efficace contre une guerre commerciale britannique résidait donc dans la constitution d'une communauté d'intérêts des États pourvus de marines secondaires. C'est la prise de conscience de ce fait qui différencie la conception du monde d'un Bismarck ou d'un Caprivi de celle de Tirpitz et sur le plan des concepts stratégiques la *Preussische Schule* de la *Deutsche Schule*. L'Allemagne était-elle sans protection et ses intérêts outre-mer étaient-ils menacés comme l'affirmaient les nationalistes? La réponse à cette question, selon l'auteur, se trouvait bien au delà de l'horizon imprégné d'impérialisme de la génération Tirpitz.

Hobson note enfin que dans le cas allemand, l'idéologie d'État-puissance et le nationalisme appuyés sur la structure autoritaire de l'État wilhelminien rendirent les élites plus sensibles au navalisme tout en leur donnant une vision assez vague de ce que pouvait être une politique mondiale. Il y voit une manifestation typique de ce temps tout en soulignant que ce navalisme ne prit toutefois jamais la forme d'expansionnisme agressif à laquelle aboutira sa radicalisation entre les deux guerres.

François-Emmanuel BRÉZET, Asnières

Arne PERRAS, *Carl Peters and German Imperialism 1856–1918. A Political Biography*, Oxford (Clarendon Press) 2004, XI–286 S., ISBN 0-19-926510-0, GBP 63,00.

»Haben Sie schon einen Neger getötet?« Diese sarkastische Frage war die ständige Begleitformel eines Mannes, der in der deutschen Kolonialgeschichtsschreibung unisono als »le vilain dans la pièce« gilt; repräsentiert er im Spektrum deutscher Kolonialideologien doch jenen äußersten rechten, radikal-rassistischen Flügel, der geradezu einer Dämonisierung seiner Person Vorschub leistete. 1969 bezeichnete ihn Hans-Ulrich Wehler (*Bismarck und der Imperialismus*) denn auch als »kriminellen Psychopathen« mit »pathologischem Geltungsbedürfnis«. Daß die Nationalsozialisten in ihm das national-heroische Vorbild eines »Herrenmenschen« sahen und ihr Chefhistoriker Walther Frank seine Werke ediert hatte, mag neben dem Diktum Wehlers und anderer dazu beigetragen haben, daß sich vorerst kein deutscher Historiker an eine wissenschaftliche Aufarbeitung des »Monstrums« Peters wagte. Die einzigen Darstellungen (außer einer Dissertation von H. Krätschell aus dem Jahr 1959) stammten daher auch aus englischer Feder (Bair 1968; Winfield 1972). Die jüngst erschienene Peters-Biographie von Uwe Wieben (2000) und H. Schneppens Arbeit über »Sansibar und die Deutschen« (2003) sind von Perras nicht mehr berücksichtigt worden.

Nun erwies es sich für Perras, Redakteur in der Auslandsabteilung der »Süddeutschen Zeitung« und spezialisiert für Schwarzafrika und Süd- und Südostasien, als Glücksfall, daß er erstmals umfänglich die vom erwähnten W. Frank, der auch eine Peters-Biographie plante, bereits zusammengestellten Dokumente und Briefe (Bundesarchiv Koblenz) auswerten konnte. Daneben haben ihm namentlich die beiden getrennten Restbestände des Peters-Nachlasses (BA-Berlin; Kreisarchiv Altena), die Akten des Reichskolonialamtes im BA-Berlin sowie relevante Bestände in 19 weiteren Archiven als Grundlage seiner Arbeit gedient, abgesehen von der breit recherchierten Presse und natürlich dem umfänglichen Schrifttum von Peters selbst.

Als Ergebnis liegt – dies sei vorweggenommen – eine fundierte und wissenschaftlich weiterführende kritische Biographie vor, die vorerst *das* Standardwerk zu dem vormaligen »Kolonialhelden« sein wird. Ohne alle Aufgeregtheit und allen sog. Manipulationsstrategien abhold, folgt die angenehm lesbare Darstellung der biographischen Chronologie. Sie beschönigt oder nivelliert an keiner Stelle die Problematik der Persönlichkeit des Kolonialkonquistadors, auch dann nicht, wenn Perras etwa den als ausgemacht geltenden Antisemitismus von Peters relativiert; hatte sich doch nicht ganz zufällig ausgerechnet dessen jüdischer Freund Otto Arendt beim »Führer« zugunsten einer endgültigen Rehabilitation des »Gründers von Deutsch-Ostafrika« eingesetzt, die freilich erst Görings und Fricks Interventionen (gegen Neurath) bewirkten (geschehen 1937), womit gleichzeitig der Aufstieg des Kolonialheros zum »Nationalhelden« der Nazis einsetzte. Mit überzeugenden Gründen weist Perras auch die noch immer (Riehl 1993) virulente »Kronprinzen-These« zur Haltung Bismarcks in der Kolonialfrage zurück und belegt, daß der Reichskanzler, trotz der persönlichen Antipathie gegenüber Peters und eines sogar kurzfristigen Zusammengehens mit Salisbury gegen ihn, letztlich bis zu seinem Abgang politisch an ihm festhielt. Hinsichtlich der offengelassenen Fragen zu den politischen Absichten der Weißen Väter in der Uganda-Frage hätte Perras allerdings die Antwort in der Arbeit des Rezensenten »Christliche Mission und deutscher Imperialismus« (1982) finden können. Auch seine Monita an den Ausführungen seiner Landsleute Geoff Eley (*Reshaping the German Right*, 1991) und Roger Chickering (*We Men Who Feel Most German*, 1984) zur Entwicklung der »nationalen Rechten« im Kaiserreich ordnen zwar auf den ersten Blick Peters' koloniale und navale Agitation in das bei Konservativen und Nationalliberalen von weitgehendem Konsens seiner Person gegenüber getragene politische und gesellschaftliche Umfeld ein, übersehen aber vielleicht doch den »Qualitätssprung« bei Peters, der mit seiner Rassenideologie den Schritt vom territorial und politisch-kulturell eng begrenzten deutschen Nationalstaat zum »völki-

schen«, ins Globale erweiterten »Rassenkampf ums Überleben« (einschließlich der völligen Indifferenz gegenüber den Kolonisierten) machte und damit *eine* – im Sinne von Thomas Nipperdey – Kontinuitätslinie zu den Nationalsozialisten schuf (vgl. dazu auch Christian Geulen, in: B. Kundrus [Hg.], Phantasiereiche, 2003). Carl Peters als »Großer Erzieher der deutschen Nation« und NS-Kinoheld (in dem 1940 produzierten Film von Hans Albers dargestellt) bilden ja nicht zufällig den »biographischen« Abschluß. Dankenswerterweise fügt Perras aber auch noch das »Nachleben« seit 1945 an, nicht zuletzt des bereits 1914 geschaffenen Peters-Denkmal. Bleibt von einer eher anekdotischen Marginalie zu berichten: Wenn der Autor im Postleitzahlenbuch von 1993 noch 22 Carl-Peters-Straßen in Deutschland ausfindig macht, so dürfte zwar auch diejenige in Siegburg darunter sein. Allerdings hatte sich der erklärende Zusatz über den Kolonial-Pionier und Kolonial-Gründer geändert: Nach heftigen innerstädtischen Diskussionen hat der Rat der Stadt das Straßenschild zwar belassen, aber – als »rheinische Lösung« deklariert – den Informationsteil auf einen weitgehend unbekanntem, aber unbescholtenen Bürger gleichen Namens aus dem Einwohnerregister bezogen.

Horst GRÜNDER, Münster

Dennis SHOWALTER, *The Wars of German Unification*, London (Hodder Arnold) 2004, XII–362 S. (Modern Wars), ISBN 0-340-58017-8, GBP 16,99.

1989 begann Jean-Jacques Becker sein Vorwort zu Stéphane Audoin-Rouzeaus Untersuchung über das »achèvement de la nation« durch den Deutsch-Französischen Krieg von 1870/71 mit dem lapidaren Satz: »La guerre de 1870 est une guerre oubliée de notre histoire«. Ein Jahr später, als François Roth seine eindrucksvolle Geschichte »Guerre de 70« veröffentlichte, konnte er im Vorwort ebenfalls feststellen, dieser Kampf zwischen Frankreich und Deutschland sei eine »guerre oubliée, ou presque, des Français comme des Allemands«.

Was für die Öffentlichkeit in beiden Ländern galt und wohl auch jetzt noch in der Bundesrepublik gilt, trifft für die historische Forschung jedenfalls heute nicht mehr zu. Im gleichen Jahr wie Roth haben Philippe Levillain und Rainer Riemenschneider für das Centre de Recherches Adolphe Thiers und das Deutsche Historische Institut in Paris als Ertrag eines Pariser Symposions den Sammelband »La Guerre de 1870/71 et ses conséquences« veröffentlicht. Aus der angelsächsischen Historiographie erschienen nach dem militärhistorischen Klassiker von Michael Howard »The Franco-Prussian War« aus dem Jahr 1960 (und seit den Studien von Audoin-Rouzeau und François Roth) u. a. William Carrs »The Origins of the Wars of German Unification« (1991) und die Monographie von Arden Bucholz »Moltke and the German Wars, 1864–1871« (2001) sowie Geoffrey Wawros »The Franco-Prussian War« (2003). Vom DHI in Washington wurde 1997 als erstes Ergebnis einer von Stig Förster und Jörg Nagler angeregten Serie von Kolloquien über die Ursprünge des totalen Krieges der komparative Sammelband »On the Road to Total War. The American Civil War and the German Wars of Unification, 1861–1871« veröffentlicht. Allan Mitchell, der seine 1979 begonnene breit angelegte Trilogie über den deutschen Einfluß auf Frankreich nach dem Sturz des II. Kaiserreichs im Jahr 1991 vollendete, ergänzte 2000 seine bisherigen Studien über die deutsch-französischen Beziehungen zwischen Bismarck-Ära und Erstem Weltkrieg durch »The Great Train Race. Railways and the Franco-German Rivalry, 1815–1914«. Jetzt hat in der renommierten Oxford-Serie »Modern Wars« der Militärhistoriker Showalter die jüngste Gesamtdarstellung der drei Kriege von 1864, 1866 und 1870/71 folgen lassen.

Showalter forscht und lehrt am Colorado College in Colorado Springs; er hat 1976 mit einer noch heute nicht überholten Studie (*Railroads and Rifles*) über die Rolle der moder-

nen Technik in den Bismarck-Kriegen der 1860er Jahre debütiert. Sein neuestes Buch ist den für die Entwicklung der europäischen und der Welt-Geschichte bis zur Mitte des 20. Jhs. fundamentalen drei Bismarck-Kriegen gewidmet. Es ist in insgesamt neun Kapitel eingeteilt. Ausführlich werden zunächst die Grundlagen der deutschen Geschichte im 19. Jh. seit der napoleonischen Ära unter den Leitgedanken »Confederation and Revolution« geschildert, wobei er den Leser auch mit den kulturhistorischen Entwicklungslinien (z. B. Bedeutung des Erbes der Aufklärung) vertraut macht. Den »New Eras« seit 1850 ist eine gleich umfangreiche Darstellung (ca. 40 Seiten) gewidmet, ehe im dritten Kapitel »Seeking Resolution« der preußische Militär- und Verfassungskonflikt, die Entwicklungen in Österreich und den deutschen Mittelstaaten sowie die unmittelbare Vorgeschichte des Krieges um Schleswig-Holstein in den Blick genommen werden. Diesen militärischen Konflikt der beiden deutschen Großmächte mit dem kleinen Dänemark und den Sezessionskrieg Preußens mit dem Deutschen Bund und seiner Vormacht Österreich stellen die beiden folgenden Kapitel (»Roads to War« und »Iron Dice«) dar. Sie bieten Showalter nicht nur Gelegenheit, auf Parallelen zum gleichzeitigen Sezessions-Krieg in den USA bzw. auf Unterschiede zwischen der kontinental-europäischen und nordamerikanischen Kriegführung aufmerksam zu machen (offenbar eine Frucht des von Förster und Nagler organisierten Washingtoner Kolloquiums über den Weg zum Totalen Krieg). Aus dem Verhalten der deutschen Mittelstaaten zieht er eine pragmatische Schlußfolgerung: Indem sie den finanziellen, politischen und sozialen Notwendigkeiten des Unterhalts von vier Armeekorps, wie sie für den Deutschen Bund vorgesehen waren, nicht Rechnung trugen, hätten sie ihre Chance verspielt, als »Magnet« und »Abschreckung« für Preußen wie Österreich wirken zu können – Verhandlungen und papierene Dokumente als die Essenz der Politik des Deutschen Bundes 1866 wurden hinweggefegt »not by a whiff of grapeshot, but by the fire of the needle-gun. Thus ends the lesson – which remains as pertinent for the twenty-first century as it was for the nineteenth« (S. 201).

Unter der Überschrift »When to Hold and When to Fold« erwartet den Leser eine balancierte Vorgeschichte von Bismarcks Reichsgründungskrieg 1870/71. Es war der Schlußakt dieser entscheidungsreichen zwei Jahrzehnte seit 1848, die mit den Höhepunkten von Krimkrieg, italienischer Einigung, amerikanischem Bürgerkrieg, deutschem Bruderkrieg, japanischer Reform-Ära wesentliche Fundamente für die weltpolitischen Entwicklungen bis in die Mitte des 20. Jhs. schufen. Das Kapitel »War against the Empire« beschreibt und analysiert den Krieg bis zur Kapitulation Napoleons III. in Sedan. Den folgenden militärischen Auseinandersetzungen bis zur Ratifikation des Vorfriedens von Versailles durch die Nationalversammlung am 30. März 1871 sind die beiden letzten Kapitel – »The Republic Strikes Back« und »War with France« – gewidmet. In ihnen wird auch das vielschichtige Problem des Franctireur-Kriegs behandelt; beispielhaft ist es illustriert u. a. mit der Sprengung des Eisenbahn-Viadukts von Fontenoy-sur-Moselle und der anschließenden Plünderung der Gemeinde durch preußische Truppen sowie den von Moltke befohlenen Repressalien (u. a. Wiederherstellung der Brücke durch die einheimische Bevölkerung in Zwangsarbeit, eine Kontribution in Höhe von 10 Millionen Francs für das besetzte Lothringen) – alles in allem, wie Showalter schreibt: ein Modellfall für »an open door to a way of war that would come to a grim fruition in the next century« (S. 323).

Ein Epilog unterstreicht nachdrücklich die innen- wie außenpolitische und militärische Offenheit der mitteleuropäischen Konstellationen der 1860er Jahre. Das Fazit: »the Wars of Unification, in some ways, resembled the dragon gold of the medieval minnesingers in bringing no luck«. Wenigstens vier Konsequenzen der kriegerischen Ablösung der französischen Präponderanz in Europa durch das Bismarck-Reich von 1871 (und des folgenden labilen Gleichgewichts in Europa mit dem strukturell expansiven preußisch-deutschen Groß- und Machtstaat in seinem geopolitischen Zentrum) zählt Showalter auf, die für das »Zweite Reich« »a bitter aftertaste« hinterließen: 1.) Als Konsequenz der von den französi-

schen Reparations-Milliarden begünstigten Gründerzeit (und ihres frühen Zusammenbruchs) parvenuhaftes Großspurigkeit bzw. Antiliberalismus, Antisemitismus und Antimodernismus. 2.) Der Zuschnitt der politischen Verfassung auf Bismarck (»an unreconstructed croupier«), die für eine Nachfolgergeneration nicht tauglich war. 3.) Die Annexion des Elsaß, wie großer Teile Lothringens und damit als konstitutives Element der internationalen Beziehungen die dauernde französisch-deutsche Feindschaft mit der Folge, daß die außenpolitische Manövrierfähigkeit des Deutschen Reiches als »permanenter Geisel« dieser Feindschaft vital eingeschränkt war. 4.) Die Dominanz des siegreichen Militärs und damit einhergehend der gesellschaftliche Militarismus im Bismarck-Reich.

Der militärhistorische Experte ist in Showalters neuem Buch überall präsent, ohne daß die weltweiten (in Asien: Japan) bellizistischen Traditionen der Zeit – Krieg als gängiges Mittel der Politik – und dementsprechend die militärpolitische Grundorientierung die gesamte Darstellung über Gebühr dominierten. In der Analyse werden zwar die militärtechnischen Entwicklungen wie die Mentalitäten der Militärs mit ihren Auswirkungen auf die Formation der Armeen und ihr Einfluß auf die Politik und die schließlichen kriegerischen Entscheidungen mit ihren strategischen (und taktischen) Weichenstellungen ausführlich behandelt. Dies geschieht aber keineswegs einseitig zu Lasten der politischen Geschichte, auf Kosten der Untersuchung der internationalen Beziehungen oder der wirtschaftlich-sozialen Implikationen in dem Eskalations-Prozeß zunächst des preußisch-österreichischen Dualismus und dann der preußisch-französischen Konfrontation im Ringen um die Vollendung von Bismarcks Reichsgründung und der Vorherrschaft in Mitteleuropa.

Dieses bemerkenswerte Buch sollte nicht nur in der historischen Fachwissenschaft rezipiert werden; als ein glänzendes Musterbeispiel moderner Militärgeschichte verdient es auch einen deutschen Verleger, der eine stilistisch adäquate Übersetzung sicherstellen und eine angemessene Breitenwirkung in der interessierten deutschen Öffentlichkeit ermöglichen könnte. Ein Gesichtspunkt sollte dabei allerdings berücksichtigt werden, der terminologische Vorentscheidungen seit der Ära der Bismarck-Kriege richtigstellt: Showalter geht zurecht davon aus, daß der Ausgang des Ringens um die Deutsche Frage auch in der Zeit nach der österreichischen Niederlage von Königgrätz/Sadowa noch nicht determiniert war. Generell ist es ein Vorzug Showalters, daß er die unterschiedlichen nationalpolitischen Entwicklungsperspektiven von Deutschem Bund und der staatlichen Organisation der Deutschen in Mitteleuropa nicht aus dem Blick läßt (als charakteristisch erscheint es in diesem Zusammenhang, daß er als ersten Buchtitel die in der »Oxford History of Europe« erschienene »German History, 1770–1866« von James J. Sheehan zitiert, dem prominentesten amerikanischen Verfechter einer Abkehr von den einseitig kleindeutschen Geschichtsinterpretationen). Es wäre im Sinne des Abschieds von einem letztlich borussisch dominierten Geschichtsbild und seiner in der Sprache der Sieger geprägten Begrifflichkeit konsequent, wenn von den »Wars of Prusso-German Unification« und den »Kriegen zur preußisch-deutschen Reichsgründung« gesprochen werden würde; dann würde schon im Buchtitel die durch Bismarck abgeschnittenen Alternativen der Entwicklung des Deutschen Bundes – z. B. »Föderative Nation« (Dieter Langewiesche) – und die prinzipielle Offenheit der Situation nach 1866 nicht ausgeblendet, wie sie Wolfgang Sauer 1962 prägnant so formuliert hat: »Man vergißt zu leicht, daß Bismarcks kleindeutsche Lösung keine selbstverständliche Folge des Krieges von 1866 war. Zunächst hatte Bismarck nur den Norddeutschen Bund errichten können, und es war noch keineswegs sicher, daß die süddeutschen Staaten sich diesem Gebilde anschließen würden. Blieb eine Entscheidung hier zu lange aus – und das war bei der Beschränkung auf dem Verhandlungsweg durchaus denkbar –, so waren ganz unabsehbare Entwicklungen möglich«. Aber dies ist nur eine marginale Bemerkung zu einem Buch, das eine bedeutende wissenschaftliche und schriftstellerische Leistung darstellt.

Josef BECKER, Augsburg

Frank BECKER, *Bilder von Krieg und Nation. Die Einigungskriege in der bürgerlichen Öffentlichkeit Deutschlands 1864–1913*, München (Oldenbourg) 2001, 601 S., 32 Abb. (Ordnungssysteme, 7), ISBN 3-486-56545-1, EUR 85,90.

Erinnerung und Gedenken sind in den letzten Jahren zentrale Themen der Geschichtswissenschaft geworden; damit ist gleichzeitig auch die Erkenntnis gewachsen, wie sehr der jeweilige Umgang mit der Vergangenheit der kollektiven Standortbestimmung dient, Geschichtsbilder Identität stiften und damit sozialintegrativ zu wirken vermögen. Dabei erweisen sich Kontinuitäts- und Traditionsbrüche als besonders wirksame Katalysatoren, wie auch das Beispiel Deutschlands in der zweiten Hälfte des 19. Jhs. belegt: Die sogenannten »Einigungskriege« – der Deutsch-Dänische von 1864, der Deutsche von 1866 und schließlich der Deutsch-Französische von 1870/71 – trugen wesentlich dazu bei, daß die neu entstehende deutsche Nation ein Gemeinschaftsbewußtsein entwickelte und zusammenwuchs. Das lag zum einen im gemeinsamen Fronterlebnis begründet, das die Beteiligten – teilweise erstmals, soweit sie aus den Unterschichten kamen –, aus ihren regionalen Zusammenhängen herausriß und ihnen das Gefühl einer neuen – nationalen – Verbundenheit jenseits des hergebrachten landsmannschaftlichen Bezugs vermittelte, wengleich man die Wirkung dieser Erfahrung nicht überschätzen sollte. Stärker noch als das unmittelbare Kriegserlebnis sollte vielmehr zum anderen dessen Verarbeitung zum ideologischen Kitt des Deutschen Reiches beitragen. Dieser Aspekt steht im Mittelpunkt der Münsteraner Habilitationsschrift, wobei Becker seiner Rezeptionsgeschichte verständlicherweise enge Grenzen zieht: Er nimmt die »bürgerliche Öffentlichkeit« in den Blick – und dies aus guten Gründen: Zum einen lag hier jene Schreib- und Lesekompetenz vor, die dem Historiker überhaupt erst die notwendigen Quellenzeugnisse für seine Arbeit liefert. Zum anderen verspricht gerade dieser Untersuchungsgegenstand neue Aufschlüsse zu geben über die grundsätzliche Haltung des Bürgertums zu Krieg und Militär, die nach bisherigen Erkenntnissen zwischen nationalistischer Bejahung und pazifistischer Ablehnung changierte.

Dabei definiert Becker die entsprechenden Gruppenangehörigen nicht formalistisch – ausgehend von einem bestimmten Bildungsabschluß –, sondern habituell als diejenigen, »die an einer bestimmten Kultur teilhaben, das heißt einige weltanschauliche Grundannahmen und ein bestimmtes Set von kulturellen Praktiken miteinander teilen« (S. 16). Ihre Relevanz begründet er überzeugend mit dem Hinweis auf die Rolle dieser zwar zahlenmäßig kleinen gesellschaftlichen Minderheit als einer Funktionselite, die zentrale Stellen im administrativen, kulturellen – einschließlich der schulischen und universitären Erziehung – und medizinischen Bereich besetzte. Methodisch liegt die Arbeit im Schnittpunkt von neuerer Ideengeschichte – einer Sozialgeschichte der Ideen –, die nach dem gesellschaftlichen Kontext bestimmter Weltbilder sowie deren medialer Vermittlung fragt, einer Kulturgeschichte des Krieges, die nicht die reale Entwicklung des militärischen Geschehens interessiert, sondern dessen Wahrnehmung und Interpretation, und der neueren Nationalismusforschung, die Nationen primär als kommunikativ vermittelte Ideenkonstrukte versteht. Dabei stützt er sich auf eine breite Quellenbasis, die von Presseberichterstattung und Selbstzeugnissen von Kriegsteilnehmern über pseudo-historiographische Kriegsbücher bis hin zu bildlichen Darstellungen reicht. Seinen umfänglichen Stoff gliedert Becker in »Sinnblöcke« – zunächst die Heeresverfassung, also die Frage, wer wie den Krieg führte und was dies für den laufenden Heeres- und Verfassungskonflikt in Preußen bedeutete; dann der Zusammenhang von Krieg und Nationsbildung und damit die Frage, inwiefern durch die kriegerischen Begleitumstände der Reichsgründung ein einheitsstiftender Mythos geschaffen wurde.

Während Becker die bürgerliche Rezeption der Kriege von 1864 und 1866 nur aus den Zeitungen und dementsprechend eingeschränkt rekonstruiert, präsentiert er in seiner Analyse der Reaktionen einer bürgerlichen Öffentlichkeit auf den Deutsch-Französischen

Krieg ein beeindruckendes Spektrum von Reaktionen, dessen Quellennähe durch zahlreiche Zitate bzw. die, einem eigenen Kapitel vorbehaltene, ausführliche Analyse ikonographischer Quellen – von denen erfreulicherweise etliche in hervorragender Qualität abgedruckt sind – belegt wird. Dabei kann er nachweisen, wie sich zumindest seit 1870/71 in der bürgerlichen Öffentlichkeit ein ausgesprochen homogenes Kriegsbild herausbildete: Während die vorherigen Konflagrationen mit Dänemark und Österreich vor dem Hintergrund des Heeres- und Verfassungskonflikts sehr widersprüchlich – und oft Bismarck-kritisch – kommentiert worden waren, wurde die Auseinandersetzung mit Frankreich nicht nur von Beginn an als ein »gerechter Krieg« empfunden, der Deutschland von Frankreich aufgezwungen worden sei, sondern er wurde nun auch mit den beiden vorherigen Konflikten zur »Trias von aufeinander aufbauenden, sich zu einem erfolgreichen Gesamtprojekt rundenden nationalen Einigungskriegen« (S. 488) stilisiert. Dieser nationale Gründungsmythos ging im Tagespolitischen mit einer vollständigen Akzeptanz der preußischen Heeresverfassung und damit einer Aufgabe der bisherigen Opposition gegen die preußischen Heeresreformen einher. Das eigene Rekrutierungssystem wurde nun in Abgrenzung zu den vom Gegner praktizierten Verfahren – zunächst der Konskriptionsarmee, ab Sedan dann der Volksbewaffnung – geradezu idealisiert: Nur dieses System sichere dem Staat die völlige Steuerungskompetenz im Krieg und ermögliche damit, bewaffnete Konflikte kontrollierter und frei von nationalistischen Exzessen – geradezu: humaner – zu führen. Damit einher sollte in den kommenden Jahrzehnten eine ausgesprochene Militärfreundlichkeit des Bürgertums im Kaiserreich gehen, die sich in einer Vielzahl einschlägiger Organisationen – Kriegs- und Wehrvereine – aber auch in der Idealisierung des bürgerlichen Reserveleutnants manifestierte.

Damit scheint Becker vordergründig nur die ja bereits sattsam bekannte Wende vom liberalen Nationalismus zum Reichsnationalismus zu bestätigen. Indes ist sein entscheidender zusätzlicher Hinweis – gleichzeitig der zentrale Befund seiner Studie –, daß diese Entwicklung nicht einer reinen Unterwerfung des Bürgertums unter den obrigkeitsstaatlichen Militärapparat gleichkam, sondern sich vor dem Hintergrund einer Stilisierung der 1870/71 erfolgreichen Armee als einer Synthese von aristokratischen und bürgerlichen Elementen erklärte: Die einschlägigen ikonographischen und schriftlichen Kommentare zum Krieg spiegeln ein starkes bürgerliches Selbstbewußtsein und als Folge eines »synthetischen Militarismus« (S. 506) die Überzeugung, gleichberechtigt neben der Aristokratie seinen Anteil am Sieg und damit der Gründung des Deutschen Kaiserreiches zu haben, das wiederum folglich durchaus auch »bürgerliche« Werte verkörperte, so daß der neue Reichsnationalismus nur eine Variante des hergebrachten liberalen Nationalismus darstellte. Zweifellos hat Becker damit die Bürgertumsforschung um wichtige Ergebnisse bereichert und auch wertvolle Informationen zur Erklärung der gesellschaftlichen Kohäsion des Kaiserreiches bis in das »Augusterlebnis« 1914 hinein geliefert. In Anbetracht dessen scheint Kritik fast schon wohlfeil, zumal wenn sie sich auf die Quellengrundlage bezieht, die ja umfangreich genug erscheint: Gleichwohl – es läßt erstaunen, daß Parlamentsprotokolle überhaupt nicht herangezogen worden sind, obwohl sie doch eine eindeutigere parteipolitische Differenzierung des bürgerlichen Spektrums erlaubt hätten, die aufgrund der herangezogenen Presse- und Selbstzeugnisse so einfach nicht möglich ist, wie Becker selber einräumt. Gleichzeitig wäre auch eine stärkere Kontextualisierung der zitierten Quellen sinnvoll gewesen, um ihre jeweilige Repräsentativität ermessen zu können. Überdies hätte eine zusätzliche Berücksichtigung anderer Milieus – insbesondere des sozialdemokratischen und des adlig-konservativen – in Form einer Auswertung der ja bereits vorliegenden Literatur die von Becker reklamierte Spezifik der liberal-bürgerlichen Erinnerungskultur noch überzeugender belegt, als dies seiner interessanten Arbeit ansonsten bereits gelungen ist.

Reiner MARCOWITZ, Kerpen

OTTO VON BISMARCK, Gesammelte Werke. Neue Friedrichsruher Ausgabe. Abteilung III: 1871–1898. Schriften: Band 1: 1871–1873. Bearbeitet von Andrea HOPP, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2004, LXXXII–637 S., ISBN 3-506-70130-4, EUR 60,00.

In more than one respect, both structurally and chronologically, this handsome volume begins *in medias res*. The stated intention of its distinguished panel of editors is to improve and to replace the original so-called »Friedrichsruher Ausgabe« of Otto von Bismarck's private and public papers that were published in nineteen volumes between 1924 and 1935. Rather than to start at the outset of Bismarck's career as a Prussian statesman after 1848, however, the new *Herausgeberteam* (as they say) has chosen to parachute into the period at the conclusion of the Franco-Prussian war. This is to be the first installment of eight tomes that will cover the years from 1871 to the end of Bismarck's chancellorship in 1890. Hence the designation of Abteilung III, which indicates a plan to return subsequently to the edition of writings prior to 1871.

The first of the 506 documents presented here is a letter from Bismarck to his wife, written on the day after a preliminary peace treaty with France was signed on 26 February 1871, in which he complains about his travails in dealing with the unduly loquacious Adolphe Thiers. It is unclear why the editors selected this date. One might as well have chosen the outbreak of the war, the celebration of the Kaiserreich's founding in the Hall of Mirrors at Versailles, or perhaps the day of Bismarck's return to Berlin in early March. In any event, only the first six documents were sent from Bismarck's villa in Versailles; the remainder, exactly 500, from Berlin or Varzin. And necessarily, because of the arbitrary chronology adopted, no light is shed here on the still controversial topic of the origins of the war of 1870 or Bismarck's responsibility for provoking it. Presumably that matter will have to await completion of the entire project.

It would of course be quite premature to assess the value of this undertaking solely on the basis of its initial result. Still, the board of editors – all now established and elderly scholars in the field of imperial Germany – has made certain decisions that provide solid clues of what to expect. The most significant of these is stated up front: the documents are to be printed in strictly chronological order. This procedure has manifest advantages over the earlier »Friedrichsruher Ausgabe«, which unfortunately separated Bismarck's professional writings from his private correspondence, a distinction that cannot usefully be maintained. It also avoids the bothersome topical organization of the »Große Politik«, that famous collection of German diplomatic dispatches before 1914, and thereby breaks down the untenable barrier between domestic and foreign policy. But, unavoidably, there are also disadvantages to this arrangement, of which three come immediately to mind. First, this volume is totally invertebrate, lacking even the slightest hint of a skeletal framework. One document follows another without any suggestion of their connection. Different affairs tumble out at random: thanks to the Kaiser for a decoration, trouble in Romania, Bismarck's bad health and depression, a fortress on the Rhine at Köln-Dietz, get-well wishes to a friend, the Arnim affair, family matters, railroads, and so forth. Conspicuously, the volume contains a name index but no subject index. Thus researchers are left entirely to their own devices in piecing together information related to any given topic. For example, at a guess, there must be at least two hundred references to Germany's relationship with and influence on France among the 506 separate entries, and yet – apart from Hopp's brief and cursory preface – no guidance is offered to the links among them. Although no mention is made of providing a thematic concordance at the end of the day, it appears inevitable that such an appendage to the entire project will be required after all is said and done. Otherwise we will be left with the appearance that Bismarck's career properly belongs to the one-damn-thing-after-another school of history.

The second obvious shortcoming of this publication is its one-sidedness. Only Bismarck's version of various happenings is recorded. The Great Man speaks and others listen.

He commands and others obey. Or do they? We cannot be certain about what different perspectives existed at the time or what counter-arguments were made by the Chancellor's antagonists. No doubt it is helpful to have such a splendid collection of Bismarck's own opinions, but in the nature of things they can constitute only part of the story. In many instances – the negotiations with the French, the beginnings of the *Kulturkampf*, the exaggerated threat of Socialism, the ill-fated creation of a *Reichseisenbahnamt*, the worries about Bavaria and the development of German particularism, the financial and economic crisis of 1873, etc. – many historians since the days of the Weimar Republic have conducted thorough investigations of the Bismarckian era and tried to untangle its complexities. But their efforts are ignored in this volume, which makes no reference whatever to the vast body of existing scholarship transcending one man's view of circumstances.

A third limitation is an irrepressible consequence of the first two: the selected documents have no context. One does well to insist on the notion of selection. As any scholar knows who has worked at length in the archives of the *Auswärtiges Amt* and at the Bismarck family estate in Friedrichsruh, the number of individual pieces of paper to be found there is virtually without limit. The historian is always working against infinity. Accordingly, we are forewarned against the illusion that this volume (or those to follow) can provide a definitive record of »wie es eigentlich gewesen ist«. Omitted of necessity are all those thousands of surrounding documents that have not made the final selection. The editorial care with which this volume has been prepared is manifest, and Andrea Hopp deserves our gratitude for it. But all of her efforts cannot finally produce more than a fraction of the sources left to be discovered. As it is, the separate documents are capably summarized, but they are not located in the stream of political events or the glacially slow evolution of German society.

At a more abstract level, it is perhaps already permissible to raise some questions about the ultimate purpose of this immense editorial project. Is it likely to alter our judgment of nineteenth-century Europe? Or is it not rather a methodological regression into the familiar national history of times past and, besides, a reinforcement of the old traditional biographical mode? To be sure, we can expect our research libraries of the future to boast a long shelf of Bismarckiana that marks a distinct advance over the first »Friedrichsruher Ausgabe« as well as the »Große Politik«. But, that said, there is little or no surprise in this first volume, and one must wonder whether this »neue« version will actually bring much that is new. Awaiting further publication, that question must remain in suspense, much like the curiously dangling final two entries in this volume, dated on the last days of December 1873, concerning »clerical and germanophobic agitation« in Belgium. Symptomatically, the inclusion of these documents bears no apparent relationship to those preceding them, and there is no telling where they might lead.

Allan MITCHELL, Boulder (Colorado)

Günter RIEDERER, *Feiern im Reichsland. Politische Symbolik, öffentliche Festkultur und die Erfindung kollektiver Zugehörigkeiten in Elsaß-Lothringen (1871–1918)*, Trier (Kliomedia) 2004, 529 p. (Trierer Historische Forschungen, 57), ISBN 3-89890-049-5, EUR 76,00.

Riederer justifie le choix de l'Alsace-Lorraine comme terrain d'étude par le fait qu'elle est une zone de contact entre les espaces culturels français et allemand, le lieu de confrontation de deux langues, de deux conceptions de la nation et de deux confessions. Aussi est-elle »un laboratoire dans lequel les processus et les problèmes de la modernisation apparaissent bien plus clairement que dans des régions moins sensibles«, permettant d'analyser »la signification de l'identité nationale dans l'Europe moderne« (S. 24). Pour y parvenir, l'auteur s'attache à l'analyse de la symbolique politique, de la culture festive et de la

construction des «lieux de mémoire». Il s'appuie sur des sources variées: rapports administratifs, publications d'associations, presse, souvenirs ...

L'auteur analyse d'abord les fêtes publiques, la culture associative bourgeoise (associations gymniques, chorales et *Kriegervereine*), les fêtes populaires et les fêtes catholiques. Il constate une participation limitée aux *Altdutsche*, et éventuellement à certaines populations rurales, lors des fêtes organisées pour l'anniversaire du souverain ou pour ses voyages officiels, impact limité qui contraste avec la persistance de l'attrait des célébrations du 14 juillet au-delà de la frontière. Les associations gymniques et chorales d'avant 1871 restent fermées aux *Altdutsche* et ont leurs propres fêtes, leurs propres traditions et activités, tandis que les immigrés créent leurs propres associations, soutenues par l'administration. Les *Kriegervereine*, fondés par les immigrés, attirent, semble-t-il, à partir des années 1890, des autochtones à leurs manifestations (parades, bals ...) dans les campagnes, mais les exemples sont trop ponctuels pour qu'on puisse en tirer des conclusions générales. L'action du *Souvenir français* et les fêtes de l'inauguration des monuments de Noisseville (1908) et de Wissembourg (1909) – il n'en est fait aucune mention dans l'ouvrage – auraient pu donner lieu à des analyses comparatives intéressantes. L'auteur décrit les fêtes populaires villageoises, les *Kilbe*, transposées à la ville après 1900, comme éléments du folklore régional, exploitées dans un sens francophile par les fondateurs du Musée alsacien. Les fêtes catholiques (processions, inauguration d'églises, culte marial) excluent, d'après l'auteur, les immigrés, soulignant ainsi l'hostilité du clergé catholique à l'Allemagne protestante. L'auteur n'a pas cru bon d'inclure dans ces fêtes catholiques les manifestations associées aux *Katholikentage* qui ont lieu en Alsace-Lorraine et auraient donné une image plus nuancée du catholicisme alsacien-lorrain. Il consacre aussi un développement intéressant à la frontière et au tourisme de fête (le col de la Schlucht, le 14 juillet, l'enterrement de Gambetta, les expositions universelles de Paris) pour souligner leur attrait sur les autochtones.

Dans un développement sur les symboles nationaux et régionaux (hymnes, drapeaux, armoiries, costumes), il insiste sur la popularité de la Marseillaise et du drapeau tricolore, alors que l'Allemagne ne peut leur opposer d'hymne et de drapeau national. Quant aux costumes alsaciens, il constate les tentatives pour en faire des symboles nationaux, aussi bien français qu'allemand. Un chapitre est consacré à la recherche de lieux de mémoire allemands dans le passé lointain (*Kaiserpfalz* de Frédéric Barberousse à Haguenau) ou récent (les champs de bataille de 1870/71), alors que les jubilé de réunion à la France (Strasbourg, Mulhouse) restent l'occasion de célébrations privées. Le culte des grands hommes est aussi appelé à la rescousse du sentiment national: Guillaume I^{er} le Grand (1897) et Goethe (inauguration du moment de Strasbourg en 1904), dont le culte est encouragé par l'administration et les immigrés, alors que les hommages privés à Kléber en 1900 mobilisent le grand homme comme lieu de la mémoire française. Les célébrations du 500^e anniversaire de la naissance de Gutenberg ont un caractère plus ambivalent. L'action du *Vogesenklub*, créé en 1872, pour faire des Vosges un lieu de réconciliation entre indigènes et immigrés est un échec, selon l'auteur, malgré la participation d'autochtones à l'organisation, du fait de la volonté des *Altdutsche* de «nationaliser» les lieux.

La question fondamentale que se pose Riederer est celle de la construction d'une symbolique politique et d'une culture festive unissant *Altelsässer* et *Altdutsche* immigrés, que ce soit sous la forme d'une assimilation culturelle des Alsaciens-Lorrains ou sous la forme d'un particularisme alsacien-lorrain englobant les deux populations. La conclusion est un constat d'échec de l'assimilation ou de la création d'une identité commune. Deux sociétés coexistent séparément dans les villes, avec leurs symboles, leurs associations (associations gymniques, chorales, *Kriegervereine*) et leurs fêtes (*Kilbe*, fêtes catholiques), chacune tentant de récupérer les traditions alsaciennes et lorraines au profit d'identités nationales qui s'affrontent. L'auteur semble s'étonner que l'opposition des Alsaciens-Lorrains à l'annexion n'ait pas pris des formes violentes, et l'explique par le pragmatisme des Alsaciens-

Lorrains qui ont choisi de lutter sur le plan des symboles. Dans le conflit des symboles, la nation française peut s'appuyer sur un riche répertoire symbolique hérité de la Révolution française, alors que le jeune État allemand n'a pas de symboles officiels.

L'ouvrage apporte des éléments nouveaux pour apprécier l'attitude des Alsaciens-Lorrains à l'époque du *Reichsland*. Mais on est frappé par l'écart entre l'ambition affichée dans l'introduction et les conclusions, somme toute, très modestes. Les considérations théoriques et l'analyse des cas concrets sont souvent mal reliées, tandis que l'analyse des discours et des symboliques est souvent superficielle. L'ouvrage reste essentiellement descriptif et impressionniste. Dans sa logique thématique, l'auteur a aussi tendance à négliger la chronologie, ce qui le conduit à sous-estimer les évolutions. Les conclusions, trop générales et théoriques, ne sont guère convaincantes et argumentées, car elles ne s'appuient pas vraiment sur les cas présentés. Des ouvrages et articles importants en langue française, qui auraient pu apporter des arguments à l'auteur, sont absents de la très vaste bibliographie, près d'une soixantaine de pages. Malgré ces quelques réserves, l'ouvrage est utile et ouvre de nouvelles pistes à la recherche, qui méritent d'être empruntées.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Dominique TRIMBUR, Ran AARONSOHN (Hg.), *De Bonaparte à Balfour. La France, l'Europe occidentale et la Palestine 1799–1917*, Paris (CNRS Éditions) 2001, 435 S. (CFRJ Mélanges, 3), ISBN 2-271-05903-8, EUR 36,50.

Die »Wiederentdeckung Palästinas« nach den Feldzügen Napoleons in Ägypten führte im 19. Jh. zu einem Wettlauf der Mächte um politischen, religiösen und wirtschaftlichen Einfluß im Nahen Osten. In der Forschung bislang eher ein Randthema, vereint der vorliegende Band Aufsätze zu sehr verschiedenen Forschungsbereichen, die dem Leitthema »Palästina« einen Eigenwert geben, ohne die Einordnung in übergeordnete politische Zusammenhänge mit dem europäischen Mächtekonkordat zu vernachlässigen. Der Untersuchungszeitraum beginnt mit der französischen Expedition in den Nahen Osten durch Napoleon und endet mit der britischen Besetzung Ende 1917. Die Autoren kündigen ein Fortsetzungsprojekt¹ an, das den Zeitraum bis zur Gründung des Staates Israel 1948 umfaßt und damit eine Komplettierung der Darstellung über einen relativ langen Zeitraum von 150 Jahren für diese Region verspricht.

Die einzelnen Aufsätze sind in vier Großkapitel gruppiert: Politik und Strategie in den internationalen Beziehungen, Ökonomie und Gesellschaft, Religion und Kultur und das Vordringen der Moderne in traditionelle Gesellschaften. Im Bereich Politik und Strategie etwa untersucht Yigal SHEFFY die Zusammenarbeit der französischen und britischen Geheimdienste am Vorabend des Ersten Weltkriegs. Im Abschnitt Ökonomie analysiert »Altmeister« Jacques THOBIE die Zusammenarbeit und das ökonomische Handeln von Banken im politischen Kontext, hier besonders das zeitweise schwierige Verhältnis des *Crédit Lyonnais* zur *Banque Impériale Ottomane*, die einerseits geschäftlicher Konkurrent vor Ort war, andererseits politischer Arm Frankreichs und Englands in der türkischen Schuldenverwaltung und bei anderen Projekten in der Region, unter anderem bei der Bagdadbahn. Auch im Abschnitt zu Religion und Kultur finden die Wechselbeziehungen zur Politik angemessene Berücksichtigung. Eindrucksvoll belegt hier z. B. Catherine NICAULT, daß die katholischen Pilgerfahrten in das »gelobte Land« nicht ohne die innen- und außenpolitischen Auseinandersetzungen Frankreichs mit den französischen Katholiken und dem Papsttum interpretiert werden können, wenn etwa die französischen Diplomaten vor Ort

1 Vgl. dazu die Website des Centre de recherche français de Jérusalem <http://www.angelfire.com/journal2/crfj/>.

in den 1860er Jahren Anstrengungen unternahmen, um die innenpolitischen Differenzen in Frankreich wenigstens hier, vor den Augen der Weltöffentlichkeit, nicht in Erscheinung treten zu lassen. In einem weiteren Artikel zu diesem Themenkomplex legt Dominique TRIMBUR lesenswert dar, wie im Fall der Einrichtung einer Benediktinergemeinschaft in Abu Gosh Politik Religion und umgekehrt Religion Politik beeinflusste, besonders nach dem Besuch Wilhelms II. in Jerusalem 1898. Religionspolitik war in dieser Region in dieser Zeit immer auch Innen- und in wachsendem Maße auch Außenpolitik.

Angesichts der Vielzahl an politischen, wirtschaftlichen und religiös-kulturellen Aspekten, die von den Herausgebern nur an einigen Punkten beschränkt wurde (so wurde auf die Analyse der Politik der USA, Rußlands und Griechenlands in Palästina verzichtet), und einem trotz der vorläufigen Beschränkung auf die Zeit bis 1917 immer noch außerordentlich langen Berichtszeitraum kann das ambitionierte Vorhaben der Herausgeber, die Geschichte Palästinas im Kontext der Mächtebeziehungen zu präsentieren, lediglich als Skizze verstanden werden. Die Relevanz des Themas »Palästina« ergibt sich aus verschiedenen übergreifenden Fragestellungen, die von den Herausgebern leider nur ansatzweise in einen umfassenderen Analysezusammenhang gebracht werden. Hier hätte man sich eine stärker theoretisch fundierte Einordnung (oder einen einleitenden Artikel) etwa zum Imperialismus, zur Bedeutung der Peripherie, hier des Osmanischen Reiches, für die Beziehungen der europäischen Mächte bis zum Ersten Weltkrieg und zum Verhältnis der monotheistischen Religionen im Nahen Osten gewünscht. Alles in allem bietet der Band jedoch ein lesenswertes Panorama mit aktueller Relevanz, das auf den Folgeband neugierig macht.

Klaus WILSBERG, Köln

Irene ALBERS, Andrea PAGNI, Ulrich WINTER (dir.), Blicke auf Afrika nach 1900: französische Moderne im Zeitalter des Kolonialismus, Tübingen (Stauffenburg) 2002, 292 S. (Stauffenburg Diskussion, 19), ISBN 3-86057-047-1, EUR 49,50.

S'il est courant de s'interroger sur l'empreinte laissée par les puissances coloniales européennes, leurs principes éducatifs et leurs missionnaires sur le continent africain, on se pose moins fréquemment la question d'un effet en retour, d'une incidence de l'Afrique sur la modernité européenne. Pourtant le regard que les Européens jettent sur l'Afrique est aussi révélateur des transformations qu'ils subissent, voire appellent, que de celles qu'ils infligent. L'ouvrage constitue donc dans son principe une vraie innovation. Une première partie (articles de Joachim SCHULTZ, Karin SEKORA et Wolfgang STRUCK) est consacrée à des œuvres littéraires évoquant l'Afrique et publiées entre 1900 et 1930. Il existe dans les années 1920 ce que l'on pourrait appeler une »mode littéraire nègre« dont sont héritiers Marc Orlan dans »Le nègre Léonard«, Paul Morand dans »Magie noire« ou Franz Hellens, l'auteur de »Bass-Bassina-Boulou«. Dès 1922 Claire Goll traduit en allemand le roman de René Maran, »Batouala«, »véritable roman nègre« qui vient d'obtenir le prix Goncourt l'année précédente. Elle même va publier en 1926 son propre roman africain »Der Neger Jupiter raubt Europa«, un an avant le roman de Philippe Soupault »Le nègre«. Alors que l'Europe est perçue comme un continent décadent, l'Afrique reste le domaine de forces archaïques dont peuvent se nourrir les avant-gardes en quête de régénération. Le congrès panafricain réuni à Paris en 1919 attire pour la première fois l'attention de l'opinion sur les problèmes des populations africaines et Maran va payer de son poste d'administrateur colonial son roman et la critique du colonialisme qu'on peut y lire. Le thème de la liaison entre l'homme noir et la femme blanche, celui du métissage jalonne les fantaisies exotiques qu'inspire l'Afrique à des hommes de lettres qui critiquent les insuffisances du colonialisme mais n'en remettent nullement en cause le principe.

Une seconde partie aborde les représentations de l'Afrique qui se situent à mi-chemin du documentaire et de la fiction. Parmi elles, celles de Gide, à qui l'on doit à la fois un film et

des journaux de voyage (Ulrich WINTER; Zaohra BOUCHENTOUF-SIAGH). Les écrits de Lévy-Bruhl sur la pensée primitive comme le récit de Joseph Conrad »In the heart of darkness« ont servi de modèles inavoués à ces relations africaines où l'étrangeté de l'immense continent et son exotisme, dûment mis en scène, semblent légitimer au moins en partie les horreurs du colonialisme au Congo. Car plaider pour une meilleure gestion des colonies, c'est aussi réaffirmer la légitimité de leur existence. Le vocabulaire de Gide est affublé de métaphores zoologiques tandis que l'Afrique semble s'identifier pour lui à une vaste forêt. C'est aussi une dérive vers le racisme que manifestent les textes de Siménon consacrés à l'Afrique avant le tournant vers le roman policier de la série de Maigret (Michael EINFALT). Il faut naturellement les mettre en parallèle avec les considérations d'un Paul Morand dans »Paris-Tombouctou« ou des attaques d'Albert Londres contre certaines pratiques colonialistes. Dans ses textes africains, Siménon lui aussi se limite à exprimer la perspective des seuls blancs. Le débat sur les atrocités commises au Congo belge (Susanne GEHRMANN) sert partiellement à exonérer le colonialisme français. Il tolère même un certain esthétisme de l'horreur rappelant le »Jardin des supplices« de Mirbeau, et ce n'est au fond qu'avec les »Cahiers de la quinzaine« que l'on trouve des remises en cause adéquates du colonialisme. Les fantasmes européens sur l'Afrique pénètrent encore le domaine du film qui voit dans l'exotisme africain un décor visuel ou sonore particulièrement populaire (Birgit WAGNER). Casablanca apparaît ainsi par exemple comme une pure construction mythique.

La troisième partie est peut-être la plus originale sur le plan méthodologique, car refusant l'essentialisme d'une culture de la négritude qui pourrait n'être que le renversement du regard occidental sur l'Afrique archaïque, elle aborde le problème sous l'angle d'une dynamique des métissages et des rencontres. L'Afrique ne serait plus une essence mais un processus dont les caractéristiques les plus marquantes se laissent mieux examiner dans des espaces tiers comme les Antilles. Car parler de l'Afrique, même en ethnologue, c'est d'abord, bien sûr, parler de soi-même (Irene ALBERS). C'est ce que fit Michel Leiris, et cette réflexivité programmatique explique aussi son intérêt paradoxal pour les »Impressions d'Afrique« de Raymond Roussel qui relèvent purement du fantasme. Les mécanismes de projections sont aussi à l'œuvre dans le grand travail de Marcel Griaule sur les Dogons »Dieu d'eau« (Gaetano CIARCIA) car c'est pour des lecteurs français que Griaule reconstruit en un système les mythes cosmiques du berger aveugle Ogotemméli qui l'a initié aux mystères de son ethnie. Mais surtout, du Haïtien Jacques Stéphane Alexis à Edouard Glissant en passant par Aimé Césaire, il apparaît que les modèles identitaires doivent être envisagés d'un point de vue pluriculturel, comme la rencontre permanente de croisements sociaux (Andrea PAGNI). La négritude n'est jamais qu'un *melting pot*. Tout juste peut-on dire que les disciples de Césaire n'ont plus maintenant à faire reconnaître l'existence même d'une »littérature nègre«. Le modèle antillais est de façon générale une altérité par rapport à l'Afrique (Gernot KAMECKE).

Si la lisibilité du livre est facilitée par l'index, la riche bibliographie qui accompagne chaque article donne aussi des informations précieuses. On achève la lecture de cet intéressant volume collectif avec le sentiment d'avoir parcouru, du rêve européen de l'Afrique primitive en passant par l'histoire de la négritude ou la révélation de sagesse secrètes jusqu'à l'idée de métissages permanents, un vaste éventail des divers modèles perceptifs et littéraires qui permirent de parler de l'Afrique dans les premières décennies du XX^e siècle.

Michel ESPAGNE, Paris

Pierre PIAZZA, *Histoire de la Carte nationale d'identité*, Paris (Odile Jacob) 2004, 462 S., ISBN 2-7381-1406-7, EUR 27,00.

Vor dem aktuellen Hintergrund der Diskussion über die Einführung von elektronischen Pässen mit biometrischen Daten in den Mitgliedsstaaten der Europäischen Union und der in Frankreich erbittert geführten Debatte über das neue elektronische Datenerfassungsprogramm INES liefert der französische Politikwissenschaftler Piazza, Mitarbeiter am Institut des hautes études de la sécurité intérieure, mit seinem Buch einen historischen Überblick zu der Entwicklung des französischen Personalausweises, der *Carte nationale d'identité*. Einem kleinen Gegenstand ein Buch zu widmen, dem der moderne Zeitgenosse im täglichen Leben kaum noch Beachtung schenkt, und der für die meisten Menschen ganz einfach zum allgemeinen Teil der Dinge gehört, erscheint in der ersten Betrachtung wenig fesselnd. Der Autor versteht es jedoch, in den drei Hauptkapiteln seines Buches anhand zahlreicher Abbildungen und einer breiten Quellenbasis auf faszinierende Art und Weise den langen und schwierigen Weg aufzuzeigen, den dieses unscheinbare Dokument im Land der Französischen Revolution als Sinnbild bürgerlicher Freiheit genommen hat.

Zu Beginn weist Piazza nach, daß die ersten Maßnahmen einer staatlichen Erfassung von Teilen der Bevölkerung durch die Dritte Republik dem französischen Wahlspruch von Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit keineswegs entsprochen haben. Bis in die Mitte des 19. Jhs. war der größte Teil der Franzosen noch in ländlichen Regionen sesshaft. Der einsetzende technische Fortschritt jedoch führte zu einer Veränderung der Bevölkerungsverteilung. Der Ausbau von Straßen- und Eisenbahnnetzen erhöhte den Mobilitätswert der Menschen, und in den immer schneller wachsenden Städten stellte sich bei den Behörden zunehmend die Sorge um eine angemessene Überwachung der immer größer werdenden Zahl unbekannter Individuen innerhalb des städtischen Gemeinwesens ein. Der Prozeß der nachbarschaftlichen Kontrolle fremder Personen durch die dörfliche Gemeinschaft – »tout le monde connaît tout le monde« (S. 26) – fand in der Anonymität der Stadt keinerlei Anwendung mehr. Die Angst vor der Bedrohung durch den »Fremden«, gepaart mit dem Gefühl der Machtlosigkeit in der Erkennung dieser Personen, sollte sich bei den offiziellen Stellen unter dem Eindruck des Krieges von 1870/71 zu einer Phobie entwickeln, in der jeder Unbekannte als ein potentieller Feind der Republik galt. Aus dieser Erfahrung heraus entwickelte sich das staatliche Bestreben, das »Fremde« innerhalb der Gemeinschaft nach Möglichkeit einzugrenzen und stärker zu überwachen. Ein Gesetz vom 26. Juli 1889 definierte erstmals die französische Staatsbürgerschaft, um so die französischen Bürger von den Einwohnern anderer Nationalität unterscheiden zu können. Vor allem die nicht sesshaften und damit schwer zu kontrollierenden Bevölkerungsgruppen weckten das Interesse der staatlichen Stellen. Eine offizielle Kommission erörterte bereits 1897 die Möglichkeiten einer engeren Kontrolle der Vagabunden innerhalb der Grenzen Frankreichs. Sie sollte jedoch an der Frage nach einer Vereinbarkeit dieser staatlichen Überwachung mit den republikanischen Prinzipien der Grande Nation scheitern.

Mit dem Ausbruch des Ersten Weltkrieges erneuerte sich dann der Wunsch, das nationale Territorium vor fremdem Einfluß aus dem Ausland zu schützen. Im Jahr 1917 wurde in Frankreich eine Ausweiskarte für alle Ausländer eingeführt. Ihre Ausstellung oblag den Präfekturen und ein Doppel wurde bei der Direction de la Sûreté générale im Pariser Innenministerium hinterlegt. Anstöße zu der Einführung eines Identitätsnachweises für alle Franzosen in den Jahren 1916 und 1919 blieben jedoch ohne Ergebnis. Erst das Attentat gegen Alexander IV. in Nizza sollte die staatlichen Stellen wieder in ihrem Vorhaben einer engeren Überwachung von Franzosen und Nichtfranzosen bekräftigen. Am 12. September 1921 wurde durch den Polizeipräfekt Emile Laurent eine *Carte des Français* in Paris und im Département Seine eingeführt. Diese Ausweiskarte sollte auch der unüberschaubaren Fülle an Dokumenten Einhalt gebieten, die bis dahin von den Bürgern zum Nachweis ihrer Identität genutzt worden waren. Die Tatsache, daß die Postämter der Hauptstadt die neue Kraft als einzigen

offiziellen Identitätsnachweis akzeptierten, machte diese Urform des französischen Personalausweises zum Erfolgsmodell. Sie blieb aber auf die Pariser Region beschränkt.

Neben der Darstellung dieser verschiedenen Einflüsse auf die ersten Schritte hin zu einer landesweiten Erfassung seiner Bürger durch den französischen Staat legt Piazza auch einen besonderen Augenmerk auf die technische Entwicklung des Paßwesens. Mit der Photographie war bereits ein Mittel zu einer Fixierung der Identitätsmerkmale vorhanden. Die Voraussetzungen für eine landesweite Registrierung der Menschen und ihrer individuellen Merkmale mußten auf offizieller Seite aber erst noch geschaffen werden. Piazza beschreibt die Entwicklungsschritte der damaligen Methoden der Menschenmessung und des Fingerabdruckverfahrens und erklärt, warum letzteres auch heute noch seine Bedeutung in der Erkennung unbekannter Individuen nicht verloren hat.

Das erste Kapitel zeigt vor allem, daß unter der Dritten Republik beim Aufbau eines staatlichen Überwachungsapparates gewaltige Fortschritte gemacht wurden. Eine Umsetzung der Forderung nach einer allgemeinen staatlichen Erfassung der Franzosen erfolgte aber erst unter dem Vichy-Regime, dem der Autor sein zentrales Kapitel widmet. Auf eine Forderung der deutschen Besatzungsbehörden nach einer Ausweiskarte für jeden Franzosen ab dem 18. Lebensjahr im besetzten Gebiet, verkündete Vichy am 27. Oktober 1940 ein Gesetz zur Einführung der Ausweispflicht für ganz Frankreich. Der Beginn der Auslieferung dieser *Carte d'identité de Français* war für 1943 vorgesehen. Das Dokument, das sogar die gebürtigen Franzosen von denjenigen Franzosen abgrenzte, die ihre Nationalität auf andere Art und Weise erhalten hatten, stellt ein bemerkenswertes Zeugnis für den übertriebenen Nationalismus des Regimes unter Marschall Pétain dar. Papiermangel und technische Probleme beschränkten die Umsetzung des Vorhabens jedoch auf nur wenige Departements. Sie konnten jedoch nicht verhindern, daß sich Vichy in seinem Wunsch nach ›Säuberung‹ des Staates von unerwünschten Elementen der bereits vorhandenen Identitätsnachweise bediente. Die Kennzeichnung der Ausweise von Franzosen jüdischen Glaubens mit dem Aufdruck »Juif« kann als der schwärzeste Moment in der Geschichte des französischen Paßwesens betrachtet werden.

Das letzte Kapitel widmet sich der Zeit nach der Befreiung. Von offizieller Seite war man zunächst bestrebt, sich von den diskriminierenden Maßnahmen des Vichy-Regimes zu distanzieren. Aus diesem Grund verzichtete Frankreich 1955 in Anknüpfung an seine republikanischen Traditionen offiziell auf die Ausweispflicht. Erst mit dem Aufkommen des internationalen Terrorismus und der damit zunehmenden Bedrohung verstärkte sich auch wieder der Wunsch des Staates nach einer engeren Überwachung seiner Bürger. Höhepunkt dieser Entwicklung ist das ehrgeizige Programm INES des ehemaligen französischen Innenministers de Villepin bis zum Jahr 2010 alle Franzosen mit einem kostenpflichtigen biometrischen Personalausweis zu versehen. Für Piazza ein fragliches Unternehmen. Kann eine Überwachung nach dem Prinzip des »Big Brothers« wirklich eine Gefährdung des Staates verhindern, oder verkommt der Bürger damit mehr und mehr zum gläsernen Menschen? Wie schon seine Vorgänger in den vergangenen beiden Jahrhunderten stößt auch das neue Datenerfassungsprogramm INES auf den Widerstand der Franzosen, die ihre Zurückhaltung vor allem mit den republikanischen Traditionen begründen.

Wie wenig diese Traditionen aber zeitweise in dem Land gegolten haben, das sich oft auf seine historische Rolle als »Wiege der Menschenrechte« beruft, hat Piazza sehr anschaulich herausgearbeitet. Neben einer reichen Illustrierung der unterschiedlichen Ausweisprojekte anhand von Dokumenten aus verschiedenen französischen Archiven stellt Piazza den staatlichen Initiativen mit ausgewählten Pressekarikaturen auch die Reaktionen der betroffenen Bevölkerung kritisch gegenüber. Eine Auswahlbibliographie mit Werken der französischen Politikwissenschaft zu den behandelten Themen sowie ein Personenregister runden diese gelungene Darstellung zu einem interessanten und unbekanntem Kapitel der Geschichte der Französischen Republik ab.

Lars HELLWINKEL, Kiel

Jean-Yves MOLLIER, *Le camelot et la rue. Essai sur l'apprentissage de la politique et de la démocratie au tournant des XIX^e et XX^e siècles*, Paris (Fayard) 2004, 365 S., ISBN 2-213-61476-8, EUR 22,00.

Napoléon Hayard, der Held dieses Buches, ist ein Vergessener der Geschichte: Keine Straßen sind nach ihm benannt, seine Biographie wurde noch nicht geschrieben, nicht einmal der unlängst erschienene »Dictionnaire du nationalisme français« hat ihm einen Eintrag gewidmet. Und doch war er zu Lebzeiten ein bedeutender Mann: Als »empereur des camelots« herrschte er um die vorletzte Jahrhundertwende unangefochten über ein Heer von Gelegenheitsschriftstellern, Liederkomponisten, Karikaturisten und Straßenverkäufern (*camelots*), die das Frankreich des Fin-de-siècle mit Zeitungen, Pamphleten, humoristischen oder pornographischen Heftchen, Flugblättern, den beliebtesten Liedern der Saison und vielem anderen mehr versorgten. 1850 in der Nähe von Saint-Menehould (Marne) geboren, hatte Hayard zunächst in Paris eine Handwerksausbildung begonnen, bevor er um 1870 eine Karriere als Zeitungsverkäufer des »Petit Parisien« einschlug. Mit der Herausgabe seiner ersten eigenen Schriften Ende der 1880er Jahre, jetzt wieder in der Provinz, nahm sein Leben eine entscheidende Wendung; zurück in Paris machte er in den 1890er Jahren eine steile Karriere als Verleger von Flugschriften, Pamphleten, Liedern und Karikaturen und als Chef einer immer größer werdenden Zahl von *camelots*, die sich um den Vertrieb seiner Erzeugnisse kümmerten.

Diese Welt des Napoléon (zeitweise auch: Léon) Hayard, deren Dreh- und Angelpunkt das Viertel rund um die kleine Rue du Croissant im 2. Pariser Arrondissement war, versucht Mollier, Professor für Zeitgeschichte an der Universität Versailles/Saint-Quentin und ausgewiesener Spezialist für die Geschichte der Publizistik im 19. und frühen 20. Jh., zu rekonstruieren. Dabei ist es, wie Mollier zeigen kann, alles andere als einfach, das »Berufsbild« des *Camelot* präzise zu bestimmen, denn die Übergänge zu anderen Berufsgruppen – Straßensängern, Lotterieverkäufern, Kleinkriminellen – waren fließend. So konnte sein Warenangebot durchaus vielfältig sein: Neben den Druckerzeugnissen der verschiedensten Genres verkaufte er Kleinspielzeug, Scherzartikel, Nippes und Kurzwaren; teils verdingte er sich als Zeitungsausrufer (*crieur*), teils ließ er sich als Plakatkleber anstellen. Charakteristisch war seine Herrschaft über den öffentlichen Raum der Straße, genauer gesagt des Bürgersteigs: Durch seine physische Präsenz – das von den *camelots* praktizierte gezielte Ansprechen der Passanten war ein ständiger Grund der Klage im Paris des »fin-de-siècle« –, aber auch durch die Lautstärke und den Witz seiner Reklamerufe gab er den Straßen der Hauptstadt ihr unverwechselbares Gepräge.

Dabei war der *camelot* – anders als viele andere »métiers de Paris« – ein relativ neuer Beruf: Noch Pierre Larousse in seinem »Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle« (1869) kannte den Begriff in seiner modernen Bedeutung nicht. Obwohl er auf viele Vorläufer zurückblicken konnte, deren Entwicklung Mollier in einem instruktiven Kapitel nachgeht, so war sein Erfolg doch untrennbar mit der Entwicklung des modernen Pressewesens in den 1860er Jahren und der Liberalisierungspolitik der Republikaner in den frühen 1880er Jahren verbunden. Denn wenn sie auch nicht seine einzige Ware waren, so standen die Presseerzeugnisse doch immer im Zentrum seines Angebotes. Und gerade die »kleinen Schriften«, die nicht den Weg in die Buchhandlungen schafften und auf eine schnelle Vermarktung angewiesen waren, da sie sich eng an der politischen und gesellschaftlichen Aktualität orientierten, erlebten nach 1881 einen nie dagewesenen Aufschwung. Diesen Publikationen, die seit 1880 von der wöchentlich erscheinenden »Bibliographie de France« unter der Rubrik »Éditions populaires, chansons, livres de propagande« geführt wurden, gilt die besondere Aufmerksamkeit Molliers im Hauptteil der Arbeit. Die spezialisierten Verleger dieser Literatur reagierten dabei überaus sensibel auf die Erwartungen und Bedürfnisse ihrer Klientel: Aktuelle politische Ereignisse – Regierungskrisen, Skandale, Affären – bewirkten umgehend eine massive Politisierung der publizistischen Produktionen, die jedoch in der Regel schnell wie-

der nachließ, um erneut dem üblichen Boulevard-Mix aus Satire, Sensation und Pornographie Platz zu machen. Dreimal allerdings wurde diese Regel durchbrochen: Die Agitation um die politischen Ambitionen des »brav' général« Boulanger in den Jahren 1887–1889, die Aufregung um den Panama-Skandal 1892/93 und die Dreyfus-Affäre 1898/99 hielten die Aufmerksamkeit des Publikums jeweils über einen längeren Zeitraum wach, in dem auch der Nachschub an Pamphleten, politisch-satirischen Liedern, parodistischen Traueranzeigen (deren Tradition bis in die Frühe Neuzeit zurückverfolgt wird) und Karikaturen auf konstant hohem Niveau gehalten wurde. In einer dichten, sehr quellennahen Analyse verfolgt Mollier das Wirken der *Camelots* durch diese diversen Affären des »fin-de-siècle«. Revolutionäre neue Erkenntnisse sind dabei nicht zu verzeichnen; aber der spezifische Ton der populären (oder populistischen) Propaganda wird hier doch sehr viel lebendiger nachgezeichnet, als das in bisherigen Publikationen der Fall war.

Das Verhältnis der *camelots* und ihrer Verleger zur Demokratie (die ihren Aufstieg erst möglich gemacht hatte) war dabei ein ausgesprochen zwiespältiges: Auf der einen Seite gesteht ihnen Mollier eine zentrale Position bei der Politisierung der Gesellschaft, bei der Vermittlung komplexer politischer Zusammenhänge an ein die politische Partizipation noch nicht gewohntes Publikum zu. Angesichts des Fehlens politischer Parteien, die den politischen »Massenmarkt« hätten strukturieren und das Ringen um die Macht in geordnete Bahnen lenken können, dürfe man die Bedeutung dieser vor-politischen Formen von Öffentlichkeit an der Schnittstelle von Oralität und Literalität nicht unterschätzen: »C'est par eux, plus encore que par la presse d'opinion, que les idées se sont frayé un chemin dans les esprits en ces années 1885–1900« (S. 126). Auf der anderen Seite jedoch wirkten die Autoren, Verleger und Verteiler dieser »kleinen« Literatur spätestens seit der Boulanger-Affäre nicht mehr für Partizipation und Demokratie, sondern vielmehr für Autorität, Nationalismus und Antisemitismus. Zwar gab es auch auf radikalrepublikanischer, vor allem aber auf sozialistischer und anarchistischer Seite Versuche, der rechtspopulistischen Offensive im Kampf um die Straße und den Bürgersteig eigene Anstrengungen entgegenzusetzen, diese blieben jedoch immer in der Minderheit: Die *camelots* und ihre Verleger bildeten bis zum beginnenden 20. Jh. eine feste Stütze jener »revolutionären Rechten« (Zeev Sternhell), die sich zwar deutlich vom Traditionalismus der konservativen Monarchisten abgrenzte, das republikanische Regime aber in nationalistischer und autoritärer Richtung umgestalten wollte. Und noch in einer zweiten Hinsicht waren die *Camelots* für zweifelhafte Innovationen in der noch jungen Demokratie (mit-) verantwortlich: Seit den erfolgreichen Kampagnen Boulangers bei den Provinznachwahlen von 1888/89 wurde es üblich, sie gegen ein festes Gehalt als Wahlkämpfer zu rekrutieren: Sie sorgten nicht nur für die landesweite Verbreitung von Propaganda, sondern dienten bei Wahlversammlungen als Ordner und Claqueure, und konnten, wie Mollier etwas spekulativ, aber nicht unplausibel schreibt, am Wahltag die Verbreitung der »richtigen« Stimmzettel fördern und die Abgabe der »falschen« Stimmzettel behindern. (S. 141f.). Mit dem Abflauen der innenpolitischen Spannungen nach dem Ende der Dreyfus-Affäre, vor allem aber durch die Strukturveränderungen des politischen Feldes, unter denen die Gründung von organisierten politischen Parteien sicherlich die bedeutendste war, ließ der Einfluß der *Camelots* jedoch langsam nach; sie litten zudem unter den »stadthygienischen« Bemühungen des Polizeipräfekten Lépine, der die Straßenhändler aus der Stadt verbannen und Paris von diesen »archaischen«, dem Image der modernen Großstadt nicht mehr entsprechenden Elementen befreien wollte. Bereits 1903 war Napoléon Hayard, der »Kaiser« der *Camelots* gestorben; ihre Blütezeit war damit vorbei.

Die Stärken des Buches liegen ohne Zweifel in der Rekonstruktion eines Berufsstandes, der für die Entwicklung der politischen Öffentlichkeit im Frankreich des Fin-de-siècle eine zentrale Rolle gespielt hat. Ob es tatsächlich die zentrale Rolle war, die Mollier ihm zuschreiben möchte, mag dahingestellt bleiben: Denn die entscheidende Frage der Rezep-

tion der »kleinen« Literatur, die von den *camelots* massenhaft unter das Volk gebracht wurde, bleibt weiterhin unbeantwortet; zu wenig wissen wir über die Soziologie der Leser dieses Schrifttums, zu wenig wissen wir aber vor allem über die Formen seiner Wahrnehmung und damit über die tatsächlichen Wirkungen, die es entfalten konnte.

Daniel MOLLENHAUER, Erfurt

Edward J. ARNOLD (Hg.), *The Development of the Radical Right in France. From Boulanger to Le Pen*, Houndmills, Basingstoke, London (Palgrave Macmillan) 2000, XXI–288 S., ISBN 0-333-79037-5, GBP 55,00.

Die Geschichte der extremen Rechten in Frankreich seit dem späten 19. Jh. ist in den letzten beiden Jahrzehnten intensiv erforscht worden. Einfache Antworten sind nicht (mehr) möglich; vielmehr erscheint die neueste französische Geschichte wie ein Laboratorium, in dem ganz unterschiedliche Wege der extremen Rechten gedacht, diskutiert, und zum Teil auch in politisch-soziale Bewegung umgesetzt wurden. Der hier angezeigte Band gibt einen guten Eindruck von der Vielgestaltigkeit des Phänomens. Chronologisch gegliedert, versammelt er dreizehn Beiträge französischer und angelsächsischer Autoren, die alle als Spezialisten für das Feld gelten können. Er beginnt mit einem Beitrag Michel WINOCKS über die Wechselwirkungen von Boulangismus und Sozialismus im »Zeitalter der Massen« von 1887 bis 1889 und spannt den Bogen über den Antisemitismus zur Zeit der Dreyfus-Affäre (Jeremy JENNINGS), die »gelben Gewerkschaften« (Edward ARNOLD) bis hin zur jüngsten Geschichte des Front National (Pascal PERRIMEAU).

Nicht alle Einzelbeiträge, die hier nicht im einzelnen referiert werden können, bringen neue Erkenntnisse, zumal es offenkundig ein primäres Anliegen ist, frankophone Autoren zum Teil erstmals einem englischsprachigen Publikum zugänglich zu machen (XX); aber die Beiträge ergänzen sich sehr gut zu einem diskursiven Zusammenhang, der eine insgesamt beeindruckende Bilanz der jüngeren Forschung zieht. Letztere ist, dies zeigt der Band nachdrücklich, über die lange Zeit »kanonische« Auffassung René Rémonds hinweggegangen, wonach alle Phänomene der politischen Rechten der legitimistischen, orléanistischen oder bonapartistischen Filiation zuzuordnen seien. Nicht zuletzt gilt dies für den von ihm und den meisten französischen Historikern kategorisch zurückgewiesenen Faschismusbegriff. In einer durch theoretische Reflexion und durch internationalen Vergleich informierten Perspektive erscheint es durchaus möglich und sinnvoll, bestimmte französische Bewegungen mit einem generischen Faschismusbegriff zu erfassen. Zu Recht vertritt diese Auffassung insbesondere Kevin PASSMORE in seinem Beitrag über die *Croix de feu*. Seine Begründung ist vor dem Hintergrund der Diskussion über einen generischen Faschismus schlicht zwingend: »The characteristics of the Croix de Feu [sic!] – its combination of anti-communism, anti-liberalism, authoritarianism, anti-capitalism and anti-élitism with populist mass mobilisation, the belief in a new national élite, the conviction that legality resided in itself rather than the government, and the implicit recourse to political violence – made it fascist« (S. 115).

Uneinheitlich bleibt die Beurteilung des Vichy-Regimes, das von Julian JACKSON, Philippe BURRIN und Ariane CHEBEL D'APPOLLONIA vorgestellt wird. Einerseits spielten die erkennbaren faschistischen Tendenzen lediglich eine zweitrangige Rolle. Die letzte, ultrakollaborationistische Phase unter Darnand, Henriot und Déat war zu ephemere und zu sehr von der deutschen Besatzungsmacht gekennzeichnet, als daß sie eine authentische Version eines faschistischen, »neuen Frankreich« hätte darstellen können (JACKSON, S. 168); andererseits gab es einen eigenständigen französischen »Kollaborationsfaschismus«, freilich zersplittert in verschiedene Gruppierungen, der das nationalsozialistische Modell über Vichy hinaus auch in Frankreich zum Tragen bringen wollte (CHEBEL D'APPOLLONIA, S. 172–192).

Der letzte Teil behandelt die Transformationen der extremen Rechten nach 1945, ihre Auseinandersetzung mit Faschismus und Vichy-Regime. Jean-Yves CAMUS, Roger GRIFFIN und Pascal PERRINEAU analysieren den Weg der neuen französischen Rechten und des Front National zu einer neuen populistischen Synthese, die den antirepublikanischen Traditionen Frankreichs bis in die jüngste Zeit hinein Ausdruck verleiht. Insgesamt liegt ein material- und facettenreiches Buch vor, das eine problemorientierte Summe der Forschung zieht und einen guten Überblick über mehr als ein Jh. in der Geschichte der extremen Rechten in Frankreich dokumentiert.

Andreas WIRSCHING, Augsburg

Marita KRAUSS, Holger SONNABEND (Hg.), *Frauen und Migration*, Stuttgart (Franz Steiner) 2001, 189 S. (Stuttgarter Beiträge zur historischen Migrationsforschung, 5), ISBN 3-515-07815-0, EUR 37,00.

Was manchem inzwischen selbstverständlich erscheinen mag, ist doch in weiten Bereichen der Geschichtswissenschaften unbekannt: »Migration und Migrationserfahrung waren und sind bis heute eng mit der Geschlechtszugehörigkeit verbunden« (S. 7). Diese These in verschiedenen Epochen und Bereichen zu untersuchen und zu belegen hat sich der vorliegende Sammelband vorgenommen. Die Bandbreite der gestellten Themen reicht von psychoanalytischen Untersuchungen zu »Fremdsein und Selbstsein« (Barbro EBERAN) bis zu Fallstudien wie beispielsweise »Zum Arbeitsbegriff von deutschen Einwanderinnen in den USA um die Jahrhundertwende« (Christiane HARZIG). Der Begriff »Migration« umfaßt die Bereiche Arbeitsmigration und erzwungene, also durch Flucht oder Vertreibung ausgelöste Migration. Bemerkenswert ist, daß die einzelnen Beiträge trotz des sehr weit gefaßten Themenfelds zu ähnlichen Ergebnissen gelangen. So konstatiert schon Barbro Eberan ähnliche Migrationserfahrungen bei unterschiedlichen Migrationsgründen. »Der migratorische Prozeß durchläuft Phasen von Überanpassung, Desorientierung, Schmerz, Angst, Nostalgie und Trauer« (S. 21). Ihre Untersuchung binationaler Ehen belegt die Sprache als ein hauptsächliches Problem einer erfolgreichen Einwanderung und zeigt außerdem, daß die Migration innerhalb desselben Kulturkreises ebensolche Probleme aufwirft wie in Ländern mit anderen kulturellen Ausprägungen. »Schon der Schritt über die Grenze zum Nachbarn in unserem vereinten Europa bringt – mehr oder weniger ausgeprägt – die meisten der hier angesprochenen Schwierigkeiten. Oft ist die Belastung besonders groß, weil die Probleme schwer zu orten und zu ergründen sind und daher nicht angepackt werden können« (S. 26).

Sybille QUACK sieht in ihrer Untersuchung zu »Deutsch-jüdischen Frauen in Exil und Emigration« ebenfalls auf der empirischen Ebene Ähnlichkeiten der Migrationserfahrungen: Waren sie erstmal in einem anderen Land angekommen, richteten sich die Hoffnungen der Exilanten wie der Emigranten weniger auf Rückkehr als auf eine Etablierung am neuen Ort (S. 76f.). Besonders hinsichtlich des Geschlechterverhältnisses beschreibt Quack in beiden Migrationsfällen interessante Parallelen: Sie konstatiert »eine vorübergehende Erstarbung der Rolle der Frau [...] bis die Integration in das Einwanderungsland gelungen, die Krisensituation überstanden war« (S. 77). Dieser vorübergehende Effekt hatte jedoch laut Quack keinesfalls nur positive Folgen: Da Frauen in der Emigration wesentlich flexibler reagierten als Männer, übernahmen sie es in der Anfangszeit, die Familie zu ernähren – beruflich blieben sie dabei oft auf der Strecke. Denn während sie jede Arbeit annahmen, um das Einkommen zu sichern, konzentrierten sich die emigrierten Männer auf den erlernten Beruf, in dem sie sich oft wieder etablieren konnten (S. 84). Die offensichtlich höhere »Migrationstauglichkeit« von Frauen, führte jedoch keineswegs zu einem erhöhten Frauenanteil bei der Migration. Der Anteil der auswandernden Männer lag immer höher als der

von Frauen. Außerdem waren Frauen, auch wenn sie sich in den Einwanderungsländern besser anpassen und Lösungen für Krisensituationen finden konnten, wesentlich seltener der »Motor« der Auswanderung, wie Peter MAIDL in seinem Beitrag »Transatlantische Auswanderinnen aus Bayerisch-Schwaben im 19. Jh.« zeigt. Meist waren es Männer, die sich auf den Weg machten, um ihre Lebenssituation zu verbessern und dann dadurch Nachfolgeauswanderungen von Frauen auslösten. Auch Maidl belegt damit anschaulich die geschlechtsspezifischen Unterschiede von Migration: Die größere Selbsthaftigkeit bei Frauen wurde unter anderem durch besondere Gefahren ausgelöst, die bei einer eigenständigen Migration drohten. So wurden Frauen beispielsweise auf Reisen häufig Opfer sexueller Belästigung (S. 168),

Trotz der immer wieder greifenden Rollenmuster und geschlechtsspezifischen Hemmnisse, konnte die Migration Frauen auch positive Erfahrungen bringen, wie beispielsweise die »Ablösung von Tradition, den Beginn einer neuen Lebensform und (das) Heraustreten aus der Fremdbestimmtheit« (S. 13). So belegt Christiane HARZIG in ihrer Untersuchung zum »Arbeitsbegriff von deutschen Einwanderinnen in den USA um die Jahrhundertwende« eine eigenständige, diskursiv entwickelte Definition von Arbeit in dieser Migrationsgruppe. Deutschamerikanerinnen faßten um diese Zeit Arbeit nicht ausschließlich als Broterwerb, sondern als Möglichkeit der Sinnstiftung und Berufung auf (S. 178f.). Leider ist es den HerausgeberInnen nicht gelungen, die sehr divergenten Themen des Bandes zusammenzufassen und in ihrer Bedeutung für das Thema »Frauen und Migration« über eine simple Rekapitulation der Ergebnisse hinaus zu reflektieren, so daß die teils spannenden Einzelbeiträge unverbunden nebeneinander stehen bleiben.

Andrea WEISBROD, Paris

Jean-François SIRINELLI (Hg.), Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle, Paris (PUF) 2003, 1254 S., ISBN 2-13-052513-X, EUR 30,00.

Das 1995 erstmals erschienene Lexikon liegt jetzt in einer preisgünstigen Neuauflage im Taschenbuchformat vor. Die Beiträge wurden dazu bis Ende 2002 aktualisiert. 102 einschlägig ausgewiesene Autoren bieten in über 450 Artikeln zwischen anderthalb und 15 Seiten einen komprimierten Überblick über Forschungsergebnisse zur französischen Politik vom Ende des Ersten Weltkriegs bis zum Ende des Jhs.; die Zeit vor 1918 kommt nur als Vorgeschichte mit in den Blick, meist bei den biografischen Skizzen. Neben Einträgen zu Personen finden sich Artikel zu Bewegungen, Parteien und Gewerkschaften, Institutionen, Politikfeldern, markanten Ereignissen wie dem Appell vom 18. Juni 1940 oder den Unruhen des Mai 1968, Signalbegriffen wie der Maginot-Linie oder dem Gemeinsamen Regierungsprogramm der Linksoption 1972 und Problemfeldern wie der Rolle der Spitzenbeamten und der Finanzierung der Parteien. Darüber hinaus werden auch Zeitungen und Zeitschriften mit ausgesprochen politischem Profil vorgestellt, von »Le Temps« bis »Libération«, und es werden auch Debatten mit politischer Relevanz dargestellt, etwa zur Bedeutung der Französischen Revolution oder zur Globalisierung. An Personen werden im wesentlichen Politiker der ersten Reihe vorgestellt, daneben Gewerkschaftsführer, bedeutende Generäle und einige wenige politisierende Intellektuelle wie Jacques Bainville oder Albert Camus.

Auf über 1250 Seiten ist so ein eindrucksvolles Kompendium französischer politischer Zeitgeschichte entstanden, das für Studium, Lehre und die rasche Information des Journalisten überaus nützlich ist. Es vereint Autoren aus drei Generationen, von Emeriti wie Jean-Jacques BECKER und René RÉMOND über bewährte Historiker der mittleren Generation wie Jean-Paul BRUNET, Hugues PORTELLI oder Henry ROUSSO bis zu einer Reihe von Nachwuchshistorikern, die meist als *Maitre de conférences* tätig sind. Die große Bandbreite

renommierter Autoren zeugt von der Wiederbelebung, die die Teildisziplin der Politischen Geschichte in der französischen Geschichtswissenschaft nach einer Periode der Vernachlässigung in den letzten beiden Jahrzehnten erfahren hat, und sie unterstreicht ihre Leistungsfähigkeit. Ob das organisatorische Mammutunternehmen dieses Lexikons auch, wie der Herausgeber es im Sinne hatte, zur wechselseitigen Annäherung und Befruchtung unterschiedlicher Konzeptionen politischer Geschichtsschreibung beigetragen hat, bleibt schwer abzuschätzen. Bei der Lektüre überwiegt der Eindruck, daß die Autoren so schreiben, wie sie immer schon geschrieben haben.

Natürlich sind nicht alle Artikel von gleicher Qualität. Ein Musterbeispiel für eine klare und gleichzeitig weiterführende Darstellung eines komplexen Sachverhalts bietet etwa Pierre MILZA zum französischen Faschismus: Die Erörterung zunächst der Forschungskontroverse und dann der Fakten mündet in die Forderung, das zu vergleichen, was zu vergleichen ist – die Anfänge des Faschismus in Italien, Deutschland und Frankreich, die sich dann in unterschiedlichen Kontexten unterschiedlich weiterentwickelt haben. Demgegenüber bleibt der Beitrag von Nathalie CARRÉ DE MALBERG über die Spitzenbeamten vergleichsweise unübersichtlich: Zunächst wird die Frage diskutiert, warum die Forschung zu dieser Gruppe nicht sehr weit gediehen ist; dann folgen gedrängte Ausführungen über Spitzenbeamte, die politische Mandate erringen, und über das Gewicht der Beamten in politischen Entscheidungsprozessen. Ausgezeichnet gelungen sind in der Regel die Porträts bedeutender Akteure, etwa Jacques BARIÉTY zu Aristide Briand, Marc SADOUN zu Léon Blum oder Jean-Jacques BECKER zu François Mitterrand: Stets wird die innere Entwicklung in überzeugender Weise zur politischen Bedeutung in Beziehung gesetzt.

Das Gewicht, das den einzelnen Begebenheiten und Entwicklungen zugemessen wird, kann nicht immer überzeugen. Die Dekolonisation wird auf elf Seiten abgehandelt; dazu kommen noch einmal neun Seiten für den Algerien- und vier für den Indochinakrieg. Die europäische Einigung muß sich dagegen mit insgesamt fünfeinhalb Seiten begnügen; der Élysée-Vertrag von 1963 ist keinen eigenen Eintrag wert. Ebenso wenig behandelt wird die französische Nuklearpolitik oder überhaupt strategische Fragen; dem Golfkrieg 1990 werden hingegen mehr als fünf Seiten gewidmet. Die Rolle der Protestanten und der Freimaurer im politischen Leben wird behandelt, nicht aber der Katholizismus und die politische Stellung der katholischen Kirche. Auch die elektronischen Medien und ihre Bedeutung für die Entwicklung des politischen Systems kommen nicht vor. Solche Unausgewogenheiten beeinträchtigen den Wert dieses vorzüglichen Arbeitsinstruments aber nur wenig. Es kann in der Tat dazu beitragen, wie SIRINELLI im Vorwort schreibt, der Forschung zur französischen Zeitgeschichte eine breite Resonanz in der Gesellschaft zu verschaffen.

Wilfried LOTH, Essen

Jeffrey VERHEY, *The Spirit of 1914. Militarism, Myth and Mobilization in Germany*, Cambridge (Cambridge University Press) 2000, XIV–268 S. (Studies in the Social and Cultural History of Modern Warfare, 10), ISBN 0-521-77137-4, GBP 35,00.

Hartnäckige Klischees prägten über eine erstaunlich lange Periode das Geschichtsbild vom Verhalten der europäischen Völker, die im Sommer 1914 in den Ersten Weltkrieg aufbrachen. In freudiger Begeisterung und im Rausch nationaler Einheit, so eine in der populären Erinnerung, oft aber auch in der Geschichtsschreibung anzutreffende Vorstellung, seien die Menschen in die »Urkatastrophe« des 20. Jhs. gezogen. Seit einiger Zeit sorgt jedoch ein historiographischer Prozeß der Relativierung, Differenzierung und Entmystifizierung mit quellengeschärftem Blick für eine Neubewertung. Eine Vorreiterrolle hat dabei die im Jahr 1976 erschienene Arbeit von Jean-Jacques Becker über das Verhalten der Franzosen gespielt (1914: *Comment les Français sont entrés dans la guerre*).

Im Hinblick auf Deutschland setzte der Revisionsprozeß später ein und ist seit etwa 15 Jahren verstärkt im Gange. In diesem Kontext steht auch das hier vorzustellende Buch, das nahezu zeitgleich in einer deutschsprachigen Fassung veröffentlicht wurde (Der »Geist von 1914« und die Erfindung der Volksgemeinschaft, Hamburg 2000). Verhey schlägt in seiner Darstellung, deren Wurzeln in einer bereits 1991 in Berkeley abgeschlossenen Dissertation liegen, den Bogen von den Reaktionen, mit denen die deutsche Bevölkerung und Öffentlichkeit auf die Entfesselung des Ersten Weltkriegs reagierte, zur langfristigen Erinnerung und Mythisierung jenes »Augusterlebnisses«.

Die ersten Kapitel behandeln, ausgehend von den knapp skizzierten Pressereaktionen während der Julikrise, vor allem die Verhaltensweisen der Bevölkerung in deutschen Städten seit Zuspitzung der Julikrise sowie während der ersten Kriegswochen. Als wichtigste Quelle dienen neben Polizeiberichten und autobiographischen Überlieferungen zeitgenössische Presseberichte aus dem ganzen Reich, wobei allerdings die Auswahl der Belege teilweise etwas willkürlich wirkt. Im Mittelpunkt der Analyse steht die Frage nach der Verbreitung und den Inhalten von »Kriegsbegeisterung«. Dabei unterscheidet Verhey in einer massenpsychologisch beeinflussten Kategorisierung zwischen »curious crowds« bzw. »audience crowds«, »carnavalesque crowds«, »crowds of panic and depression« sowie der »Kriegsbegeisterung« der Freiwilligen, der aufbrechenden Soldaten und der ersten Siegesfeiern. Auf diese Weise können unterschiedliche Ebenen und Formen kollektiven Verhaltens anschaulich gemacht und eine differenzierende Gegendarstellung zu allzu simplen Vorstellungen vom Verhalten »der Deutschen« bei Beginn des Ersten Weltkriegs gezeichnet werden. Insbesondere zeigt sich, daß »Kriegsbegeisterung« meist nur eine relativ beschränkte Erscheinung innerhalb der städtischen Mittel- und Oberschicht gewesen ist.

Der zweite Teil des Buches behandelt den rückblickenden Diskurs über die kollektive Erfahrung des Kriegsbeginns. Verhey geht dabei vom Mythos des »Geistes von 1914« aus und verfolgt die Entstehungs- und Wirkungsgeschichte dieses »Narrativs« von den Anfängen im Herbst 1914 über die Propaganda während des Krieges bis in die Zeit der Weimarer Republik und des Nationalsozialismus. Dabei wird deutlich, daß die Erinnerung an den Kriegsbeginn 1914 von ganz unterschiedlichen politischen und gesellschaftlichen Kräften getragen und ideologisch instrumentalisiert wurde. Die Verklärung der Monarchie konnte damit ebenso begründet werden wie alldeutsche Diktaturvorstellungen oder wie die Forderung nach dem gleichen Wahlrecht in Preußen.

Obwohl die gut lesbare Arbeit Verheys über weite Strecken informativ und anregend ist, wirft sie aus Sicht des Rezensenten auch einige kritische Fragen auf. Drei Punkte seien in aller Kürze angeführt:

Die Relativierung der traditionellen Vorstellung einer allgemein verbreiteten Kriegsbegeisterung geht einher mit einem weitgehenden Verzicht darauf, die dargestellten Vorgänge als Symptome eines nationalen Gemeinschaftserlebnisses zu deuten. Hier stellt sich die Frage, ob die notwendige Dekonstruktion des Mythos nicht über das Ziel hinausschießt. Denn auch bei Verhey selbst gibt es manche Einzelbelege dafür (z. B. S. 74, 105), daß in der deutschen Bevölkerung und Öffentlichkeit im Sommer 1914 ein Klima nationaler Einheit herrschte – wenngleich weniger in der Begeisterung als vielmehr in patriotischer Entschlossenheit. Dies anzuerkennen – was bei ihm allenfalls beiläufig geschieht (»The Germans were united, not in their enthusiasm but in their purpose«, S. 113) –, muß keineswegs zu einem Rückfall in eine klischeehafte Verklärung des »August 1914« führen. Auch wenn die Erfahrung nationaler Einheit fragil, kurzfristig und trügerisch war, konnte sie die Erinnerung zahlreicher Menschen nachhaltig prägen.

Zweitens betont Verhey einseitig den Konstruktcharakter der kollektiven Erinnerung an den Kriegsbeginn 1914. Entsprechend gewinnt bei ihm das »Narrativ« des »Geistes von 1914« an Bedeutung. Diese schillernde Wendung, die seit Herbst 1914 von deutschen Politikern, Journalisten, Pastoren und Gelehrten vielfach variiert wurde, erscheint als analyti-

sche Kategorie aber durchaus problematisch. Verhey faßt ganz unterschiedliche Aspekte des Diskurses über den Kriegsbeginn unter diesem Etikett, wobei der Topos in der zitierten Quelle oftmals gar nicht auftaucht. Die Darstellung wirkt dadurch teilweise etwas beliebig, während die in der kollektiven Erinnerung so zentrale Mythisierung der »nationalen Einheit« eine intensivere Analyse erfordert hätte. Dies gilt vor allem für die politische Rechte, deren Vorstellungen von einem kohärenten und organischen Volk durch die Erfahrung des »August 1914« scheinbar bestätigt wurden.

Schließlich gewinnt der Untertitel des Buches zwar durch die Alliterationen eine plakative Attraktivität, wirkt allerdings etwas »aufgesetzt« und weckt letztlich falsche Erwartungen. Dies liegt insbesondere daran, daß die in den Vordergrund gerückte Thematik des Militarismus in der Darstellung allenfalls ganz am Rande vorkommt. Eine substantielle Verbindung mit den eigentlichen Fragestellungen der Arbeit erfolgt jedenfalls nicht.

Trotz dieser kritischen Anmerkungen ist resümierend festzustellen, daß das Buch einen wichtigen Beitrag zu einem realistischen Bild vom deutschen 1914 »Augusterlebnis« und seinen Folgen leistet.

Thomas RAITHEL, München

Hew STRACHAN, *The First World War. Volume I: To Arms*, Oxford (Oxford University Press) 2003, XIX–1227 S., ISBN 0-19-926191-1, GBP 17,99.

An Büchern über den Ersten Weltkrieg besteht wahrlich kein Mangel. Und dennoch gibt es im kleinen wie im großen erstaunliche Desiderate, von denen Strachan zwei besonders gravierend erscheinen: Der »Große Krieg« wird fast ausschließlich aus nationaler Perspektive betrachtet und die englischsprachige Forschung nimmt oftmals kaum zur Kenntnis, was in Deutschland, in Frankreich und anderswo geschrieben wird. Strachan, mittlerweile Professor in Oxford, will diese Lücken schließen und erhebt den Anspruch, die Erkenntnisse der internationalen Forschung in drei voluminösen Bänden zu einer globalen Geschichte des Ersten Weltkrieges zu verdichten. Die Triologie ist im wesentlichen chronologisch gegliedert. Der erste Band befaßt sich vor allem mit dem Jahr 1914. Der zweite, »No Quarter«, wird 1915 und 1916 abhandeln und der Schlußband »Fall Out« die beiden letzten Kriegsjahre.

Strachan befaßt sich, dem chronologisch Zuschnitt folgend, in seinem ersten Kapitel mit den Ursachen des Krieges. Hier überrascht er u. a. mit dem Urteil, daß die deutsche Weltpolitik einzig innenpolitische Hintergründe gehabt habe (S. 10). Es folgen Abhandlungen über das Augusterlebnis, die Kämpfe an der West- und der Ostfront sowie den Seekrieg. Besonders brisant sind seine Ausführungen über den Schlieffenplan, der seiner Meinung nach gar kein Kriegsplan, sondern vielmehr ein Plädoyer für die Vergrößerung des deutschen Heeres gewesen sei (S. 166). Strachan hat wesentlich dazu beigetragen, eine Debatte um den Schlieffenplan auszulösen, der nach Ansicht von Terence Zuber nie existierte. Eine Tagung des Militärgeschichtlichen Forschungsamtes hat 2004 allerdings gezeigt, daß diese provokanten Interpretationen nicht aufrechtzuerhalten sind und dieser sehr wohl dem deutschen Aufmarschplan zugrunde lag.

Der globalen Dimension des Ersten Weltkrieges spürt der Verfasser in den Kapiteln 6–9 nach, etwa in dem lesenswerten Beitrag über den türkischen Weg in den Krieg. An kaum einer anderen Stelle wird man die komplizierte innenpolitische Entscheidungsfindung in Konstantinopel so gut zusammengefaßt nachlesen können. Der Kriegeintritt des Osmanischen Reiches führt hinüber zum Abschnitt über »Germany's Global Strategy«, in dem Strachan die deutschen Versuche beschreibt, von Marokko bis Indien einen »Heiligen Krieg« der Türken und ihrer islamischen Glaubensbrüder gegen die Entente-Mächte zu entfachen.

Längsschnittartig bis 1917/18 ausgreifend erfolgt auch die Darstellung des Krieges im Pazifik und in den Kolonien, die zusammen immerhin 140 Seiten umfassen. Strachan arbeitet hier überzeugend heraus, daß es sich bei den Kämpfen in den europäischen Besitzungen in erster Linie um ein Krieg der Afrikaner mit innerafrikanischen Auswirkungen handelte. Gerade deswegen wäre es wünschenswert gewesen, an dieser Stelle die europäische Perspektive zu verlassen und die Folgen dieses Kampfes für die Schwarzafrikaner stärker herauszuarbeiten. So gibt es Schätzungen von mehreren Hunderttausend Toten (Lastenträger und Zivilisten), die ein grausiges Bild des Krieges in Afrika zeichnen. Leider vertieft Strachan diesen Aspekt nicht und nennt auch keine entsprechenden Opferzahlen.

Zwei Kapitel über die Finanzierung des Krieges und die Rüstungswirtschaft der Jahre 1914–1916, beide vorbildlich aus internationaler Perspektive geschrieben, stehen am Ende des Buches. Interessanterweise widmet sich der Epilog den »Ideas of 1914«. Indem Strachan die Quellen sprechen läßt, wird deutlich, daß die Zeitgenossen diesen Krieg als einen Kampf zwischen Liberalismus und Militarismus, zwischen Individualismus und Gemeinschaft, zwischen Anarchie und Ordnung, zwischen Kapitalismus und staatlichem Sozialismus sahen. Wenngleich der deutsch-britische Antagonismus den Kern dieses ideengeschichtlichen Konfliktes bildete, standen hinter den Werten, die die Briten 1914 zu verteidigen meinten, unübersehbar auch und vor allem die Vereinigten Staaten. Folgerichtig sei die globale Ausdehnung des Krieges auch eine Folge der Ideen von 1914. Damit deutet er an, daß er eher von einer Zwangsläufigkeit des amerikanischen Kriegseintritts ausgeht. Man darf gespannt sein, wie Strachan diese spannende These in den folgenden Bänden belegen wird.

Die vorliegende Studie behandelt den Ersten Weltkrieg fast ausschließlich von der Perspektive von »oben«. Die Erfahrungsgeschichte schimmert nur gelegentlich durch, ist aber keine durchgehende Analysekategorie. So bleiben etwa die Schrecken des Krieges erstaunlich blaß. Es bleibt abzuwarten, ob er diesen Ansatz später, etwa bei der Darstellung der großen Materialschlachten, nicht doch noch aufgreifen wird. Zu einer umfassenden Würdigung des Werkes wird man erst kommen können, wenn alle Bände publiziert sind. Doch eines läßt sich jetzt schon sagen: Strachan hat eine Leitpublikation zum Ersten Weltkrieg vorgelegt, die durch ihre globale Perspektive sowie die gelungene Verknüpfung der militärischen, politischen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Ereignisse besticht. Dabei räumt er dem Geschehen an den Fronten viel Platz ein. Dieser vorurteilsfreie Umgang mit »Militär« und »Krieg« identifiziert den Verfasser unverkennbar als britischen Historiker. Indes kann man fragen, warum ein solches Werk nicht von einem deutschen Kollegen vorgelegt worden ist?

Sönke NEITZEL, Mainz

John HORNE, Alan KRAMER, Deutsche Kriegsgreuel 1914. Die umstrittene Wahrheit, Hamburg (Hamburger Edition) 2004, 741 S., ISBN 3-930908-94-8, EUR 40,00.

Diese zuerst auf Englisch erschienene – und rasch durch die Hamburger Edition in Deutschland zugänglich gemachte – Untersuchung hat bereits ihren anerkannten Platz in der Forschung. Denn sie geht eine Frage an, die bis dahin trotz des Publikationsbooms zum Ersten Weltkrieg tabu geblieben war: Was hat es auf sich mit der von den Siegern vertretenen Behauptung, die deutschen Truppen hätten eine vergleichsweise besondere Grausamkeit an den Tag gelegt? Daß der Kriegsalltag aus – prinzipiell unmenschlichem – Töten besteht, ist eine Selbstverständlichkeit. Daher erzeugen (konventionelle) Schlachten – die historischen »Ereignisse« per se – selten eine (historiographische) Dokumentation, die über das militärstrategische »Gerippe« hinausgeht, hinterlassen meist in Form der Erinnerung der Schlachtenlenker, der Generäle etc. Horne und Kramer konnten auf eine andersartige Quel-

lenbasis zurückgreifen, auf Prozeßakten, jene Quellengattung also, die gerade bei der Erforschung des Dritten Reiches zunehmend »entdeckt« wurde. Denn die Behauptung der »Siegermächte« von einer spezifischen Brutalität der deutschen Truppen wurde nach Ende des Krieges Prozeßgegenstand. Die belgische, englische und französische Regierung erhoben Anklage gegen deutsche Kriegsverbrecher – eine Liste von ca. 850 Namen entstand, auf der auch so illustre Namen wie der Ludendorffs standen. »L'orgre historien« könnte hier Blut lecken: Auch nach dem Zweiten Weltkrieg gab es einen internationalen Prozeß gegen deutsche Kriegsverbrecher ... Es ist hier das letzte Kapitel, das dies erstmalige Verfahren einer internationalen juristischen Kriegsnachbereitung darstellt, in welchem das Reichsgericht in Leipzig die Rolle übernahm, die Prozesse im Sande verlaufen zu lassen.

Das Buch ist auch für einen Leser bzw. Forscher, der nicht in Militärgeschichte bewandert ist, sehr gut zu lesen (sofern davon bei einer Lektüre des Kriegsalltags gesprochen werden kann). In »Thick Description« ist eine alltäglich werdende Ausnahmesituation behandelt in der Weltkriegssituation 1914, deren virtuelle Rahmenbedingungen bzw. Spielregeln erstmals sieben Jahre zuvor eine internationale Kodifizierung erfuhren (Haager Landkriegsordnung, 1907). Genau um diese Spielregeln ziviler Konfliktregulierung im Krieg geht es, insbesondere die Behandlung von Zivilisten. Der Begriff des »Kriegsgreuel« bezieht sich nicht auf das konventionell mörderische Geschehen des Ersten Weltkrieges, sondern auf die Frage des Regelverstoßes. Und es ist durch die juristische Auseinandersetzung um die Frage der Regelverletzung durch die deutschen Truppen, die das reichhaltige Quellenmaterial für die Geschichtsschreibung produzierte. So bilden gerade die Zeugenaussagen aus den Prozeßakten das wesentliche Material der Untersuchung, zu deren Genese man sich manchmal ein wenig mehr Information gewünscht hätte. Erst die sorgfältige Verfolgung eines zentralen Zeugentextes (Scheffen-Bericht) durch die Niederungen der Anmerkungen hindurch erhellt, daß die systematische Erschießung von Zivilisten durch deutsche Soldaten bereits im Februar 1915 – knapp ein halbes Jahr nach dem Geschehen – durch eine »Erste belgische Untersuchungskommission« aufgerollt wurde und also Regelverstöße gegen das geltende internationale Kriegsrecht quasi sofort einen gewissen Öffentlichkeitsgrad erreichten.

Die Autoren beweisen überzeugend – und legen ihre Forschungsschritte, Fragestellungen etc. sehr klar (Anhang) quantifizierend dar –, daß die deutschen Truppen gerade in den ersten Kriegswochen an der Westfront eine spezifische Grausamkeit an den Tag legten: Erschießung von (männlichen) Zivilisten, spontan wie als Racheakt (die Autoren belegen die Zahl von 6000), Deportation der Einwohnerschaft ganzer Ortschaften, tödliche Instrumentalisierung von Zivilisten als »menschliche Schutzschilder«. Die Autoren suchen nach den Gründen des Auftretens der barbarischen Verhaltensmuster der deutschen Soldaten, das anfänglich eher spontan und dann zunehmend auf höheren Befehl erfolgte. Die Antwort liege im Mythos vom »Franktireur«, in einer Art »kollektiver Hysterie« bei der Vorstellung von einem organisierten zivilen Widerstand, eine deutsche Furcht vor der Existenz eines gegnerischen »Volkskrieges« (*Levée en masse*). Die Autoren argumentieren überzeugend, daß diese Furcht sich in einer ungewöhnlichen Grausamkeit entlud (die dann wiederum die französische Erinnerung an das barbarische Preußen von 1870/71 revitalisierte), verwandt dem Gerücht, dessen geschichtsmächtige Kraft zuerst Marc Bloch feststellte, eben anhand seiner Erfahrung im Ersten Weltkrieg.

Mit dem »Kriegsgreuel« befinden wir uns auf kollektivpsychologischem Terrain, wo die Geschichtsschreibung so gern den Griffel beiseite legt. Die Welt der Umdrehungen, wo die inneren Vorstellungen die äußere Wahrnehmung überspülen, Mentalitäten, allgemeine Erwartungen, gedeckt von den entscheidungsbefugten Eliten. Die Autoren hüten sich vor weiteren Überlegungen, die dann Spekulation genannt werden könnten. Aber die Rezensentin möchte daran erinnern, daß die kaiserliche Reichsregierung das Risiko eines Weltkrieges unternahm (Fritz Fischer), in dem merkwürdigen Bewußtsein, ein sozusagen natür-

liches Recht auf einen solchen Krieg zu haben, der einen enormen Regelverstoß gegen die internationale Diplomatie (Verletzung der Neutralität Belgiens, Schlieffen-Plan etc.) bedeutete. Regelverletzung auf höchster politischer Ebene in Deutschland – begeistert unterstützt von der sog. geistigen Elite, den kriegsbegeisterten deutschen Professoren z. B. (Klaus Schwabe) – und gleichzeitig also Regelverletzung auf der ›dreckigsten‹, untersten Ebene des Krieges. Woher die Geschichtsmächtigkeit solcher die Grenze von Realität und Irrealität überschreitenden Imagination?

Abschließend sei hervorgehoben, wie wichtig die Ergebnisse von Horne und Kramer für eine Erforschung der weiteren deutschen Kriegsgeschichte sein können, d. h. den Zweiten Weltkrieg des Dritten Reiches. Auch die Ermordung der jüdischen Bevölkerung in der seit Sommer 1941 eroberten Sowjetunion war in ihrem Auftakt an einen Mythos gebunden, vom grenzenlosen Widerstand bolschewistischer Partisanen, per se als jüdisch visioniert. Die jüdischen Männer, die von den – durch Hitlers ›Barbarossa-Befehl‹ ›legitimierten‹ – SD-Einheiten der SS sowie der Wehrmacht beim Einmarsch ins Baltikum erschossen wurden, wurden zunächst als ›Partisanen‹ aufgelistet, ein dehnbarer Begriff, der dann die Ausweitung der Mordaktionen auf die gesamte jüdische Bevölkerung im Kolonialreich der ›besetzten Ostgebiete‹ trug.

Cornelia ESSNER, Berlin

Sophie DE SCHAEPDRIJVER, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*. Traduit du néerlandais par Claudine SPITAEELS et Marnix VINCENT, Brussels, Bern, Berlin et al. (Peter Lang) 2004, 334 p. (Documents pour l'Histoire des Francophonies/Europe, 4), ISBN 90-5201-215-6, CHF 44,00.

In this volume, Sophie de Schaepdrijver provides a ›narrative synthesis‹ (p. 11) of events and life in Belgium during the Great War for the general reader, chiefly a Belgian reader, though her work will be useful as well to experts in Belgian history. The author, a Belgian professor of modern European history at Pennsylvania State University in the United States, limits documentation for the most part to verbatim quotations but has used archives of five nations and provides an extensive, up to date bibliography in four languages. Well written, often witty, and vigorous in assailing myths, the book was originally published in Flemish in 1997 but has now been emended to incorporate the findings of recent scholarly monographs. Alas, there is no index or list of abbreviations.

De Schaepdrijver does not present any argument, thesis, or conclusion beyond the obvious one that the war wrought a considerable but far from total transformation in Belgium. She seeks primarily to show ›how it was‹, and her judgment of particular situations is invariably moderate and sensible. Most of the time, she writes history from below, depicting the war's effect on villages and ordinary individuals, the restrictions on women's rights, and occasional acts of defiance. After an excellent sketch of prewar Belgium and two chapters detailing the summer and autumn of 1914, she settles into a social history of occupied Belgium—with the exception of a stomach-churning description of life on the Ijzer (Yser) front. Although, as Jean Stengers said (and de Schaepdrijver agrees), the Ijzer was not Verdun, this chapter should be required reading for any lover of war or those who find it romantic. She also recognizes propaganda's effects and does well at explaining matters which experts know but general readers might not realize, such as the importance of terrain and roads in an era predating tanks and helicopters.

De Schaepdrijver does less well at explaining matters for the non-Belgian general reader. A sudden reference to ›le Comité‹ a hundred pages after last mention of the *Comité National de Secours et d'Alimentation* may not trouble a Belgian reader but will confuse others. The same problem occurs with POB (*Parti ouvrier belge*) and van Vollenhoven

(Dutch minister to Belgium). Almost a century after the event, a French Canadian general reader might well wonder why the food crisis was so severe, for de Schaepdrijver does not mention Germany's policy of letting Belgium starve, or why the immediate postwar reform to provide equal manhood suffrage was done unconstitutionally, although scholars will not need explanation. And even Belgian lay readers may be startled by an unidentified reference on p. 248 to Villalobar (Spanish minister to Belgium). These defects are minor, however, in an otherwise valuable work.

The entire book is suffused with Belgium's language question. That is to be expected, considering the intensity and longevity of the issue, and its wartime entanglement with complicated nuances of activism and collaboration. De Schaepdrijver sensibly concludes that most Flemings rejected both activism and collaboration, instead planning to demand language equality and Flamandisation of the University of Ghent as rights from Belgium's own postwar government. However, her detailed dissection of those many nuances becomes a bit wearisome to a non-Belgian reader. Perhaps some of the space could have been better devoted to resistance activities. She does not quite catch the saucily impudent flavor of much Belgian defiance, perhaps because she addresses resistance and resisters only glancingly. She deals briefly and chiefly statistically with Belgian refugees in Britain, France, and Holland. She discusses Belgian prisoners of war in Germany more fully, mainly in terms of language issues and activist propaganda, and forced labor sent to Germany, focusing primarily on resistance to forced deportation as well as the hardships for individuals and families in Belgium. King Albert I, about whom so much has been written elsewhere, is occasionally mentioned, but almost nothing is said about the General Staff with him at De Panne (La Panne) in the famous »little corner never conquered«. What its members did to occupy themselves during more than three and a half years of impasse remains a mystery. One wishes that de Schaepdrijver had included a chapter on Belgians outside Belgium. How did the refugees who remained abroad after many returned home support and occupy themselves? What about the exile press? A short summary of Belgium's role in the African war would be in order, as also perhaps a glance at the role of two or three envoys in Allied capitals. The postwar chapter includes brief mention of Belgium's first major diplomatic foray, to the 1919 Paris peace conference, but describes the results in territorial terms only, ignoring the financial benefits and the spectacular postwar transformation of Belgium's role in Europe.

Above all, one wishes for some discussion of the Belgian government in exile, especially its long debate about ending compulsory neutrality. Aside from that, one wonders what the cabinet members did with their time in the outskirts of Le Havre. De Schaepdrijver says this government was viewed with hostility and contempt by occupied Belgium, but she never explains why except for brief remarks that it was indifferent to the Flemish question and blamed by the king for failing to persuade Britain to lift the blockade of foodstuffs. She explains that the first was less a matter of reality than of activist propaganda and inability to act without the parliament. The second was clearly impossible; although those under occupation probably could not know that, Albert should have understood the limits of Belgian power, if not the British mood. Even fifty years after the Armistice, elderly Britons of the influential classes remained apoplectic in their rage at the United States for feeding Belgium during the Great War, convinced to their graves that this prolonged hostilities and Britain's pain. There are many reasons to be grateful for the efforts of the Commission for the Relief of Belgium, but among them is the fact that its activities in the long run enabled de Schaepdrijver to write this sensitive, detailed, and thoughtful account of Belgium's ordeal.

Sally MARKS, Providence, R. I.

Jacques BAINVILLE, *La Guerre démocratique. Journal 1914–1915*. Texte établi, présenté et annoté par Dominique DECHERF, Paris (Éditions Bartillat) 2000, 396 S., ISBN 2-8410-0240-3, EUR 19,67.

1914 ist Bainville Redakteur der »Action française«. Seit dem Erscheinen des monarchistischen Blattes im Jahre 1908 schreibt er regelmäßig als Parlamentskorrespondent, Leitartikler und Theaterkritiker. Am 1. August 1914 beginnt er zudem ein Tagebuch, in dem er all das niederschreiben kann, was die Zensur, die am selben Tag in Kraft gesetzt wird, nicht erlaubt. Die Einträge zwischen dem 1.8.1914 und dem 15.6.1915 in seinem persönlichen Journal wurden vom Diplomaten Decherf, der unlängst auch eine Bainville-Biographie vorlegte, veröffentlicht. Das Tagebuch, das die ersten 11 Monate des Ersten Weltkrieges reflektiert, erweist sich als spannende Lektüre und gibt interessante und zum Teil erstaunliche Einblicke in die Gedankenwelt Bainvilles. Der Historiker, der für seine spätere Kritik am zu milden Versailler Vertrag bekannt wurde, läßt in seinem Tagebuch die Propaganda des Krieges vermissen. Das Wort »Boches« findet sich dort kein einziges Mal. Die Deutschen stehen nicht im Mittelpunkt seiner Überlegungen, eher widmet er sich politischen Analysen des Nachbarlandes. Schon Anfang August 1914 prophezeit Bainville einen langen Krieg. Die Voraussagen eines kurzen Kriegsverlaufs hält er für illusorisch, vielmehr rechnet er mit sieben Kriegsjahren. Wer immer die deutsche Militärmacht kenne, so Bainville, könnte dann damit rechnen, daß sie in sechs Wochen zusammenbreche? In seinen Augen ist es ein Krieg um das Gleichgewicht in Europa, um das seit der Zeit Karls des V. gerungen wird. In Frankreich konstatiert Bainville zwar eine parteienumfassende Solidarität – sogar die Antimilitaristen von gestern forderten nun ein Gewehr – doch die französische Niederlage von 1870 sieht er als große psychologische Last an. Nur die Militärs und politischen Führer seien von einem Sieg überzeugt, die Bevölkerung hingegen zweifle daran. Daß Bainville von Beginn an die Bedeutung des Ersten Weltkrieges nicht unterschätzt, sondern als Schicksalsereignis für Europa ansieht, läßt sich ebenfalls seinem Tagebuch entnehmen. »Dies ist ein historischer Moment«, schreibt er zwischen dem 18. und 20.8.1914, »gleich jenem, den Athen erlebte, als es von der Armee des Xerxes bedroht wurde«. Auch den neuen Charakter des Weltkrieges erkennt Bainville bereits sehr früh. Immer wieder schreibt er von einem »Krieg der Nationen«, einem »Krieg der Völker und der Rassen«. Angesichts des ersten »totalen Krieges«, der alle Bevölkerungsteile mobilisiert, räsoniert er darüber, daß die Humanität keinen Fortschritt erzielt habe. »Warum kämpfen in diesem Moment Millionen von Männern gegeneinander, wie viele von ihnen verstehen warum, für welche Gründe, für welche Ideen?« Bainville bleibt sich und dem Leser die Antwort schuldig: »Es ist immer dasselbe Mysterium der Geschichte«. Aber auch wenn er den Sinn des Krieges nicht ergründen kann, hat er doch klare Vorstellungen von der Nachkriegsordnung. Er verurteilt die französischen Sozialisten, die sich von einem demokratischen Deutschland eine friedliche Zukunft erhofften. Eine deutsche Republik, so die Befürchtung des Royalisten, könne noch einen viel fürchterlicheren Krieg führen, denn dieser wäre durch und durch ein »Krieg des Volkes«, das verzweifelt um seinen Zusammenhalt kämpfen würde. Eine große deutsche Republik ist in Bainvilles Augen also keine Friedensgarantie, vielleicht, so gibt er zu, mehrere deutsche Republiken, wenn diese so klein wie möglich seien. Bainvilles Vorstellung von der Zerstückelung Deutschlands als einzigen Garanten für einen dauerhaften Frieden verweist bereits auf seine Nachkriegskritik am Versailler Vertrag.

Zu Beginn des Krieges stellt Bainville fest, daß die Öffentlichkeit schlecht oder gar nicht über das Kriegsgeschehen informiert werde. Diese Desinformation zeige ihr, daß der Krieg eine ernste Sache sei. Er hingegen kann als gut informierter Mann gelten. Zwar ist Bainville selbst kein Weltkriegsteilnehmer und erlebt das Geschehen nicht aus der Perspektive der Schützengräben. Aber er sammelt Informationen, erhält Nachrichten aus dem Palais Bourbon, dem Quai d'Orsay und aus dem Kriegsministerium. Er wertet in- und ausländische

Zeitungen aus, frequentiert Pariser Salons und erhält von Familie und Freunden Briefe von der Front. Alle diese Informationen setzt er gleich einem Puzzle zusammen und ist weitaus besser über die Ereignisse informiert als der Großteil seiner Landsleute. Seine Kritik am Verhalten der westlichen Demokratien, die nicht ausreichend auf den Krieg vorbereitet gewesen seien, seine Ideen zu einer Nachkriegsordnung, seine Einschätzung des Krieges als soziale Umwälzung, all dies und manches mehr vertraut Bainville seinem Tagebuch an. Nach dem 15.6.1915 brechen die regelmäßigen Einträge Bainvilles ab. Er nimmt den Faden nicht mehr auf und will sein Tagebuch zu Lebzeiten nicht veröffentlichen. Nachdem sein Sohn 1953 der Veröffentlichung der Texte aus dem Jahr 1914 zugestimmt hat, liegt nun erstmals der gesamte Text vor. Die Lektüre lohnt sich.

Gaby SONNABEND, Frankfurt a. M.

Christian SAEHRENDT, *Der Stellungskrieg der Denkmäler. Kriegerdenkmäler im Berlin der Zwischenkriegszeit 1919–1939*, Bonn (Dietz) 2004 (Historisches Forschungszentrum der Friedrich-Ebert-Stiftung, Reihe: Politik- und Gesellschaftsgeschichte, 64), 205 S., ISBN 3-8012-4150-5, EUR 29,80.

Saehrendts gründlich recherchierte und materialreiche Studie zu den Kriegerdenkmälern im Berlin der Zwischenkriegszeit (1919–1939) versteht sich nicht als erschöpfende Denkmaltopographie eines lokal begrenzten Terrains (Berlin). Vielmehr bietet die durch eine bewunderungswürdige Archivrecherche gestützte, sehr sorgfältig edierte Arbeit einen an exemplarischen Punkten verdichteten Blick auf ein Phänomen, das nicht nur aufgrund des gesteigerten Interesses an symbolischen Formen des Erinnerns (z. B. unter dem Schlagwort der »Erinnerungsorte«) nunmehr schon seit über einem Jahrzehnt in den Fokus von Historikern geraten ist. Die seit kürzerem immens gesteigerte Aufmerksamkeit für die (Nicht-) Bewältigung der Erfahrung und Erinnerung des Ersten Weltkrieges als Epochenbruch gibt den paradigmatischen Rahmen für Saehrendts weitgehend schlüssig entwickelten Argumentationsgang ab.

Anders als in den westlichen Nachbardemokratien, die als Sieger aus dem Massenschlachten hervorgegangen waren und auf deren Denkmalsetzungen für den Unbekannten Soldaten (Arc de Triomphe, Westminster Abbey) daher auch der bewundernde bis neidvolle Blick sowohl der konsensbemühten republikanischen Autoritäten wie auch der konservativen Initiativgruppen der »Vaterländischen Vereine« ruhte, avancierten die Gefallendenenkmäler im Berlin der Weimarer Republik wie auch in der Phase nationalsozialistischer Herrschaftsetablierung im wahrsten Sinne des Wortes zu »Steinen des Anstoßes«. Im Unterschied zu Frankreich, wo der Massentod weitgehend in den überlieferten Formen zivilen Gedenkens und zugunsten eines nach wie vor validen nationalen Einheitskonsenses aufgefangen werden konnte, mußten sich in der von politischen Grabenkämpfen durchzogenen Republik von Weimar Sinngebungsversuche für den millionenfachen Tod als unheimlich konfliktreich erweisen. Der Autor geht von der einleuchtenden These einer tiefgreifenden Militarisierung und Brutalisierung der deutschen Zwischenkriegsgesellschaft aus. Diese machte z. B. auch vor der Strukturierung der linken (sozialdemokratischen und kommunistischen) »Partei- und Demonstrationsarmeen« nicht halt und führte zu ambivalenten Haltungen gegenüber pazifistischen Positionen. In dieser kollektiven Mentaldisposition wirkte, so die Argumentationslinie Saehrendts, ein militärisch aufgeladener Raumbegriff fort, der einer innenpolitisch gewendeten Transformation unterzogen wurde. Diese Inversion der Grabenkämpfe, die den Hauptstadtraum nicht als nur Schachbrett, sondern als veritables Schlachtfeld der erbitterten Kämpfe um politische Deutungshoheiten funktionalisierte und ihn einer dementsprechenden Parzellierung unterzog, wies den Kriegerdenkmälern einen entscheidenden Ort als Präsenzsymbolen und Hegemoniemarkierungen

innerhalb der Kapitale zu – das »rote Berlin« blieb übrigens im »nationalen« Lager als Standort für zentrale Gefallenenehrungen überhaupt mit dem Makel des Revolutionsortes behaftet.

Plastisch zeichnet sich im Kontrast zu den pointierten, ja aggressiven symbolischen und rituellen Manifestationen (Denkmalseinweihungen) der anfangs noch monarchistisch-nationalistischen, revanchistischen, dann immer stärker nationalsozialistisch beeinflussten Veteranen- und »vaterländischen Vereine« sowie Studentenorganisationen das Grunddilemma der unsicheren, häufig defensiv agierenden republikanischen Autoritäten ab: Der Wechsel des Systemcharakters vom autoritär strukturierten Kaiserreich mit seiner personalisierten Machtvisualisierung zur parlamentarischen Demokratie, die vergeblich um einen integrativen Konsens warb und zwischen den Fronten der Regimegegner zerrieben wurde, zog eine unauflösbar spannungsreiche Aporie der Symbolsprache nach sich. Denn die bruchartige demokratische Kollektivierung der Machtbasis und das ungewohnte, pluralistisch orientierte Integrationsbemühen implizierte zunächst die Wahrnehmung der jungen Republik als gesichtsloses Wesen. Insbesondere im Umkreis der umkämpften Deutung des kollektiven »Blutopfers« im Schützengraben, das nach »notwendiger«, sinnhafter Deutung zu verlangen schien und regelmäßig sogar in einen Mythos vom eigentlichen militärischen Unbesiegt-Sein umgeschmiedet wurde (Dolchstoßlegende und der vom Autor ausführlich behandelte Langemarck-Mythos waren komplementär), brach diese Problematik hervor. Denn die faktische Anonymisierung des Massentodes konnte nur schwer in eine für alle Lager akzeptable Formel gegossen werden: Die gewissermaßen realistische und demokratisch konnotierte Ehrung des Unbekannten Soldaten von offizieller Seite (z. B. in der Neuen Wache) kollidierte aufgrund ihres universellen, integrativen Anspruchs mit den partiellen, exklusiven Deutungshoheiten vor allem der rechten Regimegegner (denn die Kommunisten verzichteten aufgrund ideologischer und funktionalistischer Vorbehalte gegenüber der »bürgerlichen« Kunstform des Denkmals weitgehend auf Gefallenemonumente für die Opfer des Ersten Weltkrieges). Die jeweiligen Versuche der extremistischen Republikfeinde, das Kriegsoffergedenken in einen Kultus der Märtyrer ihrer eigenen »Bewegung« auszuweiten bzw. zu transformieren, verdeutlichen die Monopolisierungsintentionen, die von den Nationalsozialisten nach der »Machtergreifung« weitgehend ungehindert ausgelebt werden konnten.

In der Korrelierung von politisch agierenden und agitierenden Trägergruppen mit den Berliner Denkmalprojekten sowie der plastischen Modellierung der jeweiligen Konkurrenzen, der gegenseitigen Behinderungs- und Störungsversuche anlässlich der Planungsphasen, Einweihungs- oder Gedenkfestivitäten besteht sicherlich die große Stärke von Saehrendts bis hierher gänzlich einleuchtender Studie; dies gilt auch dann, wenn die Anlage der ganz aus den Quellen heraus geschriebenen und reichhaltig zitierenden Darstellung nicht immer vor einem gewissen Impressionismus geschützt ist und manchmal ein höherer Konzeptualisierungsgrad bzw. eine expliziter formulierte Problematisierung angezeigt wäre, statt zu sehr an der Quellenoberfläche zu verbleiben. Schon kurze, die Unterkapitel einleitenden Rechtfertigungen für das Vorgehen hätten die weniger im Detail als im Großen einleuchtende Struktur transparenter erscheinen und den Leser entlasten können, dem häufig allein das Zurücktreten vom quellennahen Darstellungsgang und somit das Wiederauffinden der zentralen Verspannungspunkte der Argumentation überlassen bleibt. Schon störender wirkt sich diese Verstellung durch die reiche Materialpräsentation dort aus, wo sich der Autor bemüht, das ideologische Profil und die daraus resultierenden Intentionen dieser Gruppen auf die für die Gefallenendenkmäler gewählten Formen, ihre Stilistik, ihren Konservatismus oder Modernismus, ihre figurativ-realistische oder abstrahierende, architektonische, ja manchmal expressionistisch anmutende Gestalt zu beziehen. Die Strukturierungsparameter liegen nicht immer auf einer einheitlichen Ebene, stilistische Etiketten werden den Objekten tendenziell etwas zu schnell und unbedacht angeheftet, oder ihre

Tragweite wird nicht präzise erhellt, wie z. B. beim wiederholt eingesetzten, gerade im hiesigen Kontext doch mehrdeutigen Attribut »repräsentativ«. Die enzyklopädisch gehaltenen Ausführungen zur tatsächlich hochsignifikanten Ikonologie der Materialien bleiben ein wenig zu unverbunden-allgemein neben den konkreten Objektbesprechungen stehen.

Grundsätzlich ist es zwar berechtigt, den Denkmälern dieser Zeit aus einer wertgebundenen, etwa einer Autonomieästhetik verpflichteten, Perspektive nur sekundären Rang zuzubilligen, aber gerade vor dem Hintergrund ihrer ideologischen Funktionalisierung entbindet diese Einsicht nicht von einem genaueren Blick auf die historische Genese der eingesetzten, teilweise hochkomplex kombinierten Pathosformeln. Mit Hilfe des letztgenannten Analyseterminus hätten sich die Ebenen von Formen- und Bedeutungswandel passabler relationieren lassen, ohne sich sogleich im Dickicht kunsthistorischer Feinauflösungen zu verlieren und ohne den Anschluß an die politische Semantik aufzugeben. Beispielsweise wird die einleitend, also an prominentem Ort aufgestellte These des Versagens christlicher Ikonographie, erst im Resümee wieder wirklich aufgegriffen. Auch die Demokratisierung des Gefallenendenkmals durch Anonymisierung hätte stringenter zum Leitfaden ausgebaut werden können. Und ein tiefgehender Rückblick auf die Niederlage und Revolution vorausgehende Epoche des Kaiserreichs und seiner Denkmalkultur, die immerhin mit dem Schlagwort der »Denkmalwut« oder »-pest« gekennzeichnet worden war, hätte sich gerade vor dem Hintergrund der grundsätzlichen Umstellung zumindest der kontextuellen Vorzeichen nach 1918 vielleicht als nützlich erweisen können. So erscheinen hier die »wilhelminischen« Denkmalschöpfungen etwas zu homogen als nur akademisch oder konsensuell, während sie dies doch schon ab der Jahrhundertwende in Form und Bedeutung nicht mehr durchgängig waren. Wenn derartige Dichotomien zugunsten stärkerer Ambivalenzanalysen vermieden worden wären, hätte sich die etwas unentschieden anmutende Bilanz, bestimmte Formen oder Materialien seien nur schwerlich mit politisch-ideologischen Trägerprofilen eindeutig korrelierbar, aber andererseits ließe sich dennoch eine Präferenz der Linken und republiktragenden Demokraten für »moderne, kubistische oder expressionistische Formen« ausmachen, eventuell geschickter auflösen lassen.

Aber derartige Ausweitungen hätten der kompakten Studie sicherlich auch etwas von ihrer praktischen Handlichkeit genommen. Als extrem wertvoll und informativ erweist sich nicht zuletzt der Ausblick, der das Schicksal der Denkmäler der Zwischenkriegszeit im bald geteilten Berlin der Siegermächte skizziert und hier verdienstvoller Weise den Bogen bis zu aktuellsten Entwicklungen spannt – insofern läßt sich Saehrendts Quellenhebung trotz kleiner Konzeptionsschwächen eben doch als präzise informierende Bestandsaufnahme lesen, die jeder Denkmal- wie Berlininteressierte mit deutlichem Gewinn zur Hand nimmt.

Markus DAUSS, Frankfurt a. M.

Frano ILIĆ, Frankreich und Deutschland. Das Deutschlandbild im französischen Parlament 1919–1933, Münster (LIT) 2004, 286 p. (Politische Soziologie, 19), ISBN 3-8258-6707-2, EUR 35,90.

L'objectif que s'est fixé Ilić, c'est de dégager les traits essentiels des perceptions de l'Allemagne qui avaient cours parmi les élites parlementaires françaises entre la fin de la Première Guerre mondiale et l'arrivée d'Hitler au pouvoir. S'il a choisi les élites parlementaires comme objet d'étude, c'est en raison du rôle central occupé par celles-ci au sein des régimes démocratiques – et singulièrement de la France de la Troisième République. En matière de politique étrangère, nous dit-il, le parlement français de l'époque constituait un relais institutionnel essentiel pour la prise en compte des points de vue de l'opinion publique au niveau des procédures de décision. Afin de rendre compte des représentations qui formaient la trame des échanges entre députés, sénateurs et ministres français au sujet de l'attitude à

adopter envers la République de Weimar, Ilić a procédé à une analyse qualitative du *corpus* formé de discours et autres contributions aux débats parlementaires dont il disposait et a replacé dans leur contexte historique et biographique les prises de positions des grands leaders. Les représentations en question, il les examine notamment en s'appuyant sur les travaux de Walter Lippmann ou ceux plus récents de Wolfgang Leiner et Michael Jeismann.

Après des considérations générales relatives au parlementarisme français et à la perception de l'Allemagne dans l'Hexagone avant 1919, l'étude est consacrée pour les trois quarts à l'analyse des perceptions de l'Allemagne qui avaient cours dans les groupes politiques pendant la période considérée. L'idée centrale de cette analyse est qu'on pouvait observer entre 1919 et 1933 au sein des élites françaises un clivage entre deux représentations du pays voisin: il y avait, d'une part, ceux qui affirmaient l'existence de deux Allemagnes et, d'autre part, ceux qui refusaient cette manière de voir et estimaient au contraire que l'Allemagne entière avait adopté comme références exclusives les valeurs prussiennes. Les représentants de la conception d'une Allemagne monolithique se rencontraient surtout au sein du centre droit, de la droite et de l'extrême droite. Pour ces hommes, adversaires du Reich avant 1914 et très virulents dans leurs propos pendant la guerre, l'Allemagne n'avait pas changé depuis le départ de Guillaume II et c'était l'unité même du Reich qui mettait l'Europe en péril. D'où leur insistance sur la nécessité d'une fermeté sans faille vis-à-vis de la République de Weimar.

Les tenants de l'autre vision avaient eux aussi envisagé l'Allemagne sous un angle très critique pendant le conflit de 1914–1918. Mais, dès le début des années vingt, ils avaient révisé partiellement leur position antérieure et incité à une certaine souplesse à l'égard de Berlin. Il fallut toutefois attendre l'échec de la politique de Poincaré après la crise de 1923 pour qu'ils commencent à inspirer véritablement la politique allemande de la France. C'est au moment où Briand fut le locataire du Quai d'Orsay que ces hommes purent faire avancer leurs idées. Comme le fait bien ressortir l'auteur, un moment-phare pour ces partisans d'une vision nuancée de l'Allemagne fut le débat en vue de la ratification des accords de Locarno. Le résultat du scrutin (79% en faveur des accords) ne devrait cependant pas donner lieu à de fausses interprétations. Après 1925, on n'observa pas une conversion de la majorité des parlementaires français à une vision positive de l'Allemagne.

Dans la seconde partie de son livre, Ilić montre au contraire que les clivages d'avant Locarno ne s'estompèrent pas en France à partir du moment où Stresemann devint le partenaire privilégié de Briand. En plus de l'enracinement profond de certaines perceptions de l'Allemagne qu'elle attesterait au sein de la classe politique française, cette persistance des représentations héritées de la fin du XIX^e siècle expliquerait en grande partie pourquoi une importante majorité des politiciens français se révéla incapable de prendre la mesure réelle du péril qui était en train de naître dans l'Allemagne du début des années trente. Par delà la permanence en France des deux schémas de représentation de l'Allemagne qui remontaient à l'époque d'avant 1914, Ilić met en valeur également des positions divergentes de celles de cette majorité, que l'on rencontrait à gauche comme à droite. Elles étaient le fait d'hommes venus à la politique après la guerre de 1914–1918 comme Pierre Viénot qui, dès 1925, soulignait que seul le renoncement à des positions essentiellement idéologiques et à des perceptions basées sur des *a priori* permettrait un engagement sur la voie du réalisme dont Français comme Allemands avaient le plus grand besoin. Ce point de vue d'un homme de gauche n'était tout compte fait pas très éloigné de celui que défendait au début des années trente Paul Reynaud. Le futur président du Conseil estimait pour sa part qu'on n'avancerait pas sur la voie de l'avenir tant qu'on n'abandonnerait pas la théorie des «deux Allemagnes» ainsi que celle d'une Allemagne monolithique. Car pour lui, il fallait se rendre à une évidence: on avait affaire à un pays très complexe et constamment en évolution, qu'il fallait observer et étudier sans recourir à des schémas préétablis si on désirait le comprendre et collaborer réellement avec lui.

Si on met à part des imperfections de forme – y compris de syntaxe – et quelques inexactitudes qu'une relecture plus serrée aurait permis d'éliminer, l'étude écrite par Ilić constitue

une contribution utile à l'analyse de la représentation de l'Allemagne dans les cercles parlementaires parisiens à l'époque de la République de Weimar. De facture classique, elle ne laisse dans l'ombre aucune des forces qui constituaient l'échiquier politique de la Troisième République. L'un de ses aspects intéressants est l'accent mis sur la valeur fonctionnelle des perceptions de l'Allemagne diffusées par les responsables politiques français. L'une des idées vérifiées par les textes analysés est bien connue des spécialistes des études de perceptions: en s'exprimant dans un sens donné sur l'Allemagne à la tribune du parlement ou dans tout autre cadre, les hommes politiques évoqués ici avaient présents à l'esprit des objectifs précis en matière de politique intérieure ou étrangère et c'était souvent prioritairement des perceptions propres à servir ces objectifs qu'ils diffusaient. Ainsi, en 1922, c'est en partie dans le but de reconstituer l'union du Bloc national que Poincaré remit en honneur la rhétorique »bleu horizon« quand il se prononçait sur la situation en Allemagne. Briand, pour sa part, poursuivait d'autres visées quand il défendait une vision nuancée de l'Allemagne: ce qui guidait ses propos, nous dit Ilić, était la conviction que la France n'était pas assez forte pour se lancer dans une confrontation avec sa voisine et que, de ce fait, il lui fallait tout tenter pour empêcher que la République de Weimar ne soit attirée par une alliance avec la Russie soviétique. Ceci prouve, telle est l'idée exprimée à la fin du livre, que c'est bien la situation politique de la France, les convictions de ses représentants à cet égard et les buts des différents groupes du parlement français en matière de politique étrangère qui ont contribué à façonner la perception du pays voisin pendant la période cruciale des relations franco-allemandes.

Michel GRUNEWALD, Metz

John Maynard KEYNES, *Freund und Feind. Zwei Erinnerungen*. Aus dem Englischen von Joachim KALKA. Einleitung von Dorothea HAUSER, Berlin (Berenberg) 2004, 128 S., ISBN 3-937834-00-1, EUR 19,00.

John Maynard Keynes (1883–1946) war nicht nur der prägende Ökonom des 20. Jhs., der 1920 durch seine entschiedene Kritik am Friedensvertrag von Versailles bekannt geworden ist. Er war auch Publizist, Beamter und Regierungsberater und engagierte sich als Theaterintendant, Mäzen und Sammler für die britische Kunst- und Kulturlandschaft. Sein vielseitiges Talent und seine schillernde Persönlichkeit kommen in zwei autobiographischen Essays zutage, die erstmals in deutscher Übersetzung vorliegen. Keynes trug sie 1920 bzw. 1938 im Memoir Club der Bloomsbury-Gruppe um Virginia und Leonard Woolf vor. Beide Texte erschienen nicht zu seinen Lebzeiten, Keynes gab sie aber testamentarisch – im Gegensatz zu anderen unveröffentlichten Aufzeichnungen – ausdrücklich für eine Publikation frei.

In »Dr. Melchior. Ein besiegter Feind« (1920) beschreibt Keynes den Beginn seiner Freundschaft zu Carl Melchior, jüdischer Privatbankier aus Hamburg, auf den er erstmals im Januar 1919 als Mitglied der britischen Waffenstillstandskommission in Trier traf. Keynes begleitete eine Delegation, die in mehreren Gesprächsrunden die aus dem Waffenstillstandsabkommen hervorgehende schwierige Problematik des Embargos gegen Deutschland, der Versorgung der Bevölkerung mit Nahrungsmitteln und der Auslieferung der deutschen Handelsflotte lösen sollte. Spitzzünftig und sich seiner intellektuellen Überlegenheit sehr bewusst, beschreibt Keynes die Atmosphäre im Diplomatenmilieu vor Beginn der Friedenskonferenz und die internationalen Protagonisten, unter anderem den »Bauern« Foch und die dem »Hunnen«-Klischee entsprechenden Deutschen. Positiv trat allein der sowohl sorgfältig gekleidete als auch klar denkende Melchior hervor, denn »nur er wahrte die Würde der Niederlage«. Im Verlauf der Verhandlungen, deren Höhepunkt die Sitzung des Obersten Kriegsrats am 8.3.1919 in Paris war, gelang es Keynes in zwei privaten

Gesprächen mit Melchior in Spa und Brüssel, diesen zur Annahme der alliierten Forderungen durch die deutsche Delegation zu bewegen und so die Übergabe der deutschen Handelsflotte und den Beginn von Lebensmittellieferungen zu sichern.

Die Entwicklung der Beziehung zwischen den beiden ungleichen Männern ist interessant zu verfolgen. Darüber hinaus belegt Keynes' Essay – und darin liegt sein eigentlicher Gewinn für die Forschung – einige mit viel sprachlichem Witz vorgetragene, für das Gelingen des Versailler Friedens verhängnisvolle Gedankengänge, die sich der große Denker und scharfe Kritiker zueigen machte: Das Sicherheitsbedürfnis Frankreichs nahm auch er 1919 nicht ernst, sprach von »habgieriger Sterilität« in einem Paris, das »wohl den Verstand verloren« habe. Seine Attacke gipfelt in der vernichtenden Darstellung des Finanzministers Lucien Klotz, der vergeblich versuchte, die französische Position (keine Verwendung von deutschem Gold für Lebensmittel) durchzusetzen, und Keynes stellt dabei erstaunlich beiläufig die Gängigkeit antisemitischer Ressentiments fest. Als Motor für die Bemühungen seiner eigenen Regierung führt er zwar spöttisch, aber auch unkritisch die omniprésente und ebenfalls problematische britische Furcht vor der Ausbreitung des Bolschewismus in Deutschland an. Die wenig respektvolle Charakterisierung der alliierten Verhandlungsführer in Versailles, denen Keynes vorwirft, sich mit Bagatellfragen statt mit der Etablierung einer tragfähigen Friedensordnung zu beschäftigen, legte den Grundstein für eine einseitige Perzeption des Vertragswerks, die die Ernsthaftigkeit der Verhandlungen der »Großen Vier« und den unter immensem Druck geschlossenen Kompromiß nicht würdigen konnte.

Ein ganz anderes Thema behandelt der zweite Essay, »Meine frühen Überzeugungen« (1938). Der älter gewordene Keynes erzählt hier in geschliffenem Stil von seinen Studienjahren in Cambridge und London um die Jahrhundertwende und hebt die Bedeutung der Lektüre von G. E. Moores »Principia Ethica« für seine eigene intellektuelle Entwicklung hervor.

Mit den beiden Texten hat der junge Berliner Berenberg Verlag ein äußerst lesbares, lesenswertes und nicht zuletzt sehr schön gemachtes Buch herausgegeben, von dem Fachwelt und Öffentlichkeit gleichermaßen profitieren. Dorothea Hausers kurze Einleitung schafft die notwendigen Grundlagen für eine durchaus amüsante Lektüre, und »Dr. Melchior« bietet auch dem spezialisierten Historiker ungewohnte Perspektiven auf die Vorgeschichte der Versailler Friedensverhandlungen.

Anna-Monika LAUTER, Düsseldorf

Germany and the European East in the Twentieth Century, publié par Eduard MÜHLE, Oxford (Berg) 2003, 187 p. (German Historica Perspectives, 17), ISBN 1-85973-710-2, GBP 47,00.

Invités à tenir une série de séminaires au Saint Anthony College d'Oxford, d'éminents universitaires allemands se sont attachés à analyser l'image des pays situés à l'est de la Prusse, telle qu'elle s'est imposée dans la conscience collective allemande. Un fil conducteur s'impose à travers les dix études qui en découlent: la République de Weimar et la période hitlérienne n'ont en rien innové. Le point de départ se situe à la fin du XIX^e siècle, lorsque au triomphe du nationalisme romantique, s'est ajouté, poussé à son extrême, le sentiment de supériorité wilhelminien envers l'Europe orientale. Vue comme un terrain d'expansion potentiel, celle-ci comprenait les Baltes, les Polonais et les Russes. Dès lors, récits de voyage et descriptions ethnologiques l'ont rejetée dans la catégorie de non-culture que caractérisent, en premier la saleté, la paresse et la promiscuité. Cette image s'est si bien ancrée dans la psyché allemande, qu'entre 1940 et 1945, elle se retrouve aussi bien dans la propagande de guerre nazie que dans les lettres écrites du front Est par des militaires à leur famille. Seules détonent quelques exceptions lorsque se manifeste dans ces

missives un sentiment de solidarité humaine avec les populations des pays occupés. En ce sens, l'analyse que fait Manfred HILDEMEIER des stéréotypes allemands sur l'URSS souligne entre les deux pays une grande similitude du destin vécu et établit un lien entre les croyances projetées, qui s'appuient sur des emprunts réciproques. Soulignons immédiatement que cette image n'est pas liée aux relations entre gouvernements dont les vicissitudes ne l'affectent pas: on pense aux relations germano-russes à l'époque des empires ou à celle des années 1920. Il y a là un bon chapitre de Peter KRÜGER. Les relations dans le contexte de Rapallo et des options alors entérinées à la Wilhelmstraße par la Direction orientale sont décrites de façon passionnante. D'autres chapitres mènent jusqu'à la fin du XX^e siècle, et l'*Ostpolitik* de Willy Brandt y trouve sa place. Grande responsable de la pérennité de ces images, l'*Ostforschung* a vu se succéder des générations de chercheurs qui ont peu dévié du modèle initial dans la mesure où Baltes, émigrés allemands de Russie, Russes blancs ou transfuges soviétiques, se trouvaient en rupture avec le régime en place en Russie. Dans ce contexte, le rôle joué par les Baltes fait l'objet d'une très intéressante analyse par Gert PISTOHLKORS. Ces Baltes, d'origine allemande lointaine (et, ajoutons, Russes d'éducation et souvent de cour), pendant les années de guerre civile russe se sont trouvés liés aux corps francs allemands, adversaires s'il en était de la social-démocratie berlinoise comme du bolchevisme moscovite. Une conjonction qui a pris toute son importance avec le rôle d'États-tampons impartis aux trois pays baltes dans l'Entre-deux-guerre et dont les ressortissants, Rosenberg en premier, devaient jouer un rôle de premier plan dans le caractère donné aux plans nazis pour l'Europe de l'Est. Notons à ce propos que pour échapper aux conséquences des stéréotypes et de leurs ambivalances, aujourd'hui, les États baltes ne se veulent plus en Europe orientale, mais se considèrent situés en Europe centrale, et même occidentale.

Ce très bon livre remue beaucoup d'idées et celles-ci portent sur trop de domaines pour les énumérer toutes, que ce soit en relation avec la République démocratique allemande ou avec le sort des expulsés de 1945. On ne peut qu'en conseiller la lecture.

Anne HOGENHUIS-SELIVERSTOFF, Paris

Vanessa CONZE, Richard Coudenhove-Kalergi. *Umstrittener Visionär Europas*, Zürich (Muster-Schmidt), 2004, 108 p. (Persönlichkeit und Geschichte, 165), ISBN 3-7881-0156-3, EUR 12,00.

Le livre constitue la première biographie scientifique du comte autrichien. Conze s'est fixé comme but d'analyser l'influence réelle de Coudenhove sur le processus de l'intégration européenne et de mesurer l'importance de son mouvement »Paneuropa«. L'étude s'adresse aux enseignants et étudiants de la science de l'Histoire (p. 8).

En 1923, Coudenhove-Kalergi, alors âgé de 27 ans, publie son livre »Paneuropa« dans lequel il présente d'une façon claire et simple sa vision d'une Europe unie. L'idée européenne connaît alors une popularité remarquable et se trouve étroitement associée au nom de Coudenhove et à la formule de »Paneuropa«. En créant le mouvement du même nom, Coudenhove donne une base stable à la vision d'une Europe unifiée et réussit ainsi à séduire le grand public. Selon V. Conze, le succès du livre est du aussi à la détente de la situation internationale après l'occupation de la Rhénanie (p. 16). La formule de »Paneuropa« répond aux attentes des peuples européens de stabilité et d'un continent en paix. En dehors de la vision d'une fédération politique et économique d'États européens et d'une attitude anti-communiste, l'aristocrate autrichien ne propose toutefois pas de concept concret pour réaliser son idée. Il ne définit pas si la future Europe doit être fédérale ou confédérale et il se montre très ouvert par rapport à la nature des régimes politiques des États-membres. Conze explique ceci par le fait que Coudenhove lui-même pense devoir réaliser son rêve à l'aide du

pouvoir en place. C'est ainsi qu'il tente toujours à nouveau de gagner pour son idée les personnages influents du moment et qu'il n'hésite pas à adapter son programme aux conceptions de personnages aussi différents que Briand, Mussolini, Dollfuss, Roosevelt, Churchill, Adenauer ou de Gaulle. À plusieurs reprises, ce comportement opportuniste du comte engendre de vives critiques et nuit à sa crédibilité.

Conze présente les étapes de l'implantation du mouvement »Paneuropa« en Autriche et en Allemagne, analyse les relations de Coudenhove avec les hommes politiques de son époque et montre à l'aide de citations la méfiance du ministère des Affaires étrangères allemand envers l'union paneuropéenne. Elle expose d'une façon équilibrée les mérites de Coudenhove, mais aussi les difficultés que celui-ci rencontre à cause de son caractère autoritaire. Son comportement aristocratique et têtu lui crée des ennemis et empêche souvent l'application pratique de ses idées politiques. La concentration sur l'engagement paneuropéen du comte fait que l'évolution personnelle de Coudenhove ne trouve pas vraiment sa place dans ce livre. Néanmoins, il aurait été souhaitable d'analyser plus en détail les origines de l'anticommunisme du comte et d'expliquer l'influence du milieu franco-allemand des intellectuels pacifistes de l'entre-deux-guerres. Il serait également intéressant d'approfondir l'étude des contacts du comte avec les intellectuels et les écrivains de son temps et d'étudier plus amplement les discussions concernant l'union entre l'Occident, l'Europe centrale et Paneuropa.

En revanche, Conze développe clairement la sympathie du comte pour la »révolution conservatrice« ce qui aide à comprendre sa méfiance à l'égard de la démocratie ainsi que sa sympathie pour les systèmes fascistes et autoritaires. Avec l'entrée de l'armée allemande en Autriche en mars 1938, les activités du comte deviennent inutiles dans ce pays. Il continue son engagement en Suisse, à Paris et en Angleterre. Néanmoins, malgré son dynamisme et ses tentatives de nouer des contacts influents, le comte ne réussit pas à implanter solidement son comité et à exercer une influence réelle sur la vie politique en France ou en Angleterre. Avec le début de la guerre, il s'exile aux États-Unis. Conze analyse l'engagement de Coudenhove à New York et montre que, malgré quelque succès, le comte ne parvient pas à convaincre les Américains de sa vision pour l'Europe. Encore une fois, son caractère ne lui facilite pas la tâche. Nombre de personnalités américaines le considèrent comme un rêveur et même des exilés européens, comme Thomas Mann ou Jacques Maritain, prennent leur distance par rapport au comité paneuropéen.

Après la guerre et son retour en Europe, Coudenhove veut redonner vie à »Paneuropa«. Il rencontre pourtant plusieurs problèmes dont le premier consiste en l'existence d'autres mouvements pro-européens avec lesquels le comte ne réussit pas à se mettre d'accord. Conze montre les tensions et rivalités de Coudenhove avec les fédéralistes de l'Union européenne des fédéralistes (UEF) et les représentants du United Europe Movement (UEM) anglais. Jusqu'au début des années 60 – et Conze étudie surtout l'exemple de l'Allemagne – Coudenhove ne parvient pas à s'imposer. Il doit constater que le puissant Mouvement européen (ME) s'empare aussi de l'Union parlementaire européenne (UPE), organisation à l'aide de laquelle il a cru pouvoir rédiger une constitution européenne. C'est seulement à partir de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958 et de l'amélioration des relations franco-allemandes que l'union paneuropéenne trouve un nouvel essor. La fin des années 60 signifie de nouveau un déclin de l'union et le comte âgé se retire de toutes ses activités. Il faut attendre la mort de Coudenhove pour que le mouvement puisse se rétablir sous la conduite de Otto von Habsburg.

En général, l'étude remplit bien le but fixé par l'auteur. Elle montre les mérites de Coudenhove en tant que visionnaire de l'idée européenne, analyse son influence sur le processus de l'intégration européenne et examine l'impact du mouvement »Paneuropa«. Le livre représente une excellente introduction au sujet et se lit très agréablement. C'est probablement en raison du retard pris par la publication que la présentation des recherches existantes

n'est pas tout à fait actuelle. Il faut ajouter notamment les études d'Anne-Marie Saint-Gille (La »Paneurope«. Un débat d'idées dans l'entre-deux-guerres, 2003) et d'Anita Ziegerhofer-Prettenthaler (Botschafter Europas, 2004). Il convient également de nommer l'étude de Karl Holl (dans: Europäer des 20. Jhs., publié par Heinz Duchhardt, 2002). Malheureusement pas toutes les indications bibliographiques ne sont pas tous exactes. La première autobiographie de Coudenhove est intitulée »Crusade for Pan-Europe. Autobiography of a Man and a Movement« (p. 56, 104). Le journal »Paneuropa« apparaît entre 1924 et 1938 et non entre 1924 et 1933 (p. 104). Concernant ce journal il convient aussi de signaler l'article de Ina Ulrike Paul dans: Jahrbuch für Europäische Geschichte 5 (2004).

Veronika HEYDE, Paris

Sylvain SCHIRMANN, Crise, coopération économique et financière entre États européens, 1929–1933, Paris (Comité pour l'histoire économique et financière) 2000, VIII–401 S. (Études générales), ISBN 2-11-091052-6, EUR 22,87.

Die große Wirtschaftskrise Ende der zwanziger Jahre erfaße sukzessive den ganzen europäischen Kontinent. Die Jahre 1929 bis 1933 erscheinen aus dem Rückblick oft wie eine lange Reihe des Scheiterns einer europäischen Kooperation zwischen den betroffenen Staaten. Doch trotz des Mißlingens der zahlreichen bilateralen, regionalen und internationalen Projekte bergen die Pläne und Überlegungen der Jahre 1929 bis 1933 ein erstaunliches Potential an originellen Perspektiven und Ideen für die Organisation des Kontinents, die seit der Wiederausführung und europäischen Integration des geteilten Kontinents von West- und Osteuropa noch heute oft unverändert aktuell und modern anmuten. So gab es bereits die Idee der regionalen und innereuropäischen Kooperation von wirtschaftlich homogen und auf ähnlichem Level agierenden Staaten, die sich je nach dem ihnen möglichen Entwicklungsrhythmus auf eine Wirtschaftsunion in Europa zu bewegen sollten (Plan des belgischen Außenministers Paul Hymans). Modern mutet auch der Plan einer internationalen Gesellschaft an, die mit wirtschaftlichem Kredit aus Frankreich die Entwicklung und den Aufbau Zentral- und Südosteuropas unterstützen sollte. Auch die Überlegungen zu einer monetären europäischen Union nahmen Anfang der dreißiger Jahre bereits Gestalt an. Und es werden im Rahmen des Internationalen Arbeitsamtes in Genf (Albert Thomas) Überlegungen zu öffentlichen Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen in Europa angestellt. Leider wird wegen der sich blockierenden nationalen Interessen der Regierungen und den Funktionsstörungen zwischen den internationalen Institutionen (etwa zwischen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich und dem Finanzkomitee des Völkerbundes) lediglich der Plan einer internationalen Anleihe für Österreich realisiert. Neben diesen rein wirtschaftlichen Überlegungen zu einer europäischen Überwindung der Krise läuft auch seit 1929/30 die europäische Debatte um die Form einer europäischen Föderation weiter: soll oder muß die Priorität der Wirtschaft oder der Politik gelten? Die Wirtschaftsexperten streiten, ob man mit der Modernisierung der Landwirtschaft oder Industriekartellen oder Handelsabkommen beginnen soll. Läßt sich leichter eine wirtschaftliche oder eine politische Lösung finden und welche ist dauerhafter? Auf jeden Fall erscheinen die frühen dreißiger Jahre wie ein Laboratorium und ein Schmelztiegel für die Konstruktion Europas nach dem Zweiten Weltkrieg. Aus der Krise heraus wurden die Ideen, Vorschläge und Diskussionen geboren und dem ersten Test unterworfen, die nach 1945 unter günstigeren Umständen teilweise realisiert wurden und zum Teil heute noch die europäische Tagesordnung beherrschen.

Es ist das Verdienst der Arbeit des jetzt in Metz als Professor für Zeitgeschichte tätigen Schirmann, Schüler des großen französischen Historikers Raymond Poidevin, mit den feinen Instrumenten der Politikgeschichte wie der Wirtschafts- und Finanzgeschichte das

enorme und verwirrende Spektrum der wirtschaftlichen Diskussionen in den Phasen von 1929 bis 1933 klar gegliedert, gut verständlich, präzise und analytisch auf höchstem Niveau darzustellen. Chronologisch gliedert sich das Buch argumentativ gut nachvollziehbar in drei Teile: die Periode des Versuchs und Scheiterns einer europäischen wirtschaftlichen Föderation vom September 1929 bis zum März 1931 mit dem deutsch-österreichischen Zollunionsprojekt, die zweite Phase im Zeichen dringenden wirtschaftlichen Krisenmanagements vom Frühjahr 1931 bis zum Juli 1932 mit der Konferenz von Lausanne und die dritte Periode mit den internationalen Konferenzen von Stresa bis London (August 1932–Juli 1933), die eine letzte Chancen boten, ausloteten und verspielten.

Schirman stützt seine Arbeit auf die breite Auswertung der Archive des französischen Außen- und Finanzministeriums wie des deutschen Auswärtigen Amtes und des Reichswirtschaftsministeriums, der Reichsbank und vor allem auch des Völkerbundes in Genf. Auf die Auswertung von Unternehmens-, Bank- und Privatarchive hat er verzichtet, nicht ohne deren Bedeutung zu erwähnen und eine eigene lohnenswerte Untersuchung zu diesem Thema anzuregen. Vor allem die Völkerbundsakten sind bisher wenig beachtet worden. Sorgfältig und detailliert beschreibt Schirmann die langen und zahlreichen intergouvernementalen Verhandlungen unter dem Dach des Völkerbundes. Damit wird auch die Rolle der Genfer Institution aufgewertet. Und es wird deutlich, welche große Bedeutung die Debatten um Finanzfragen bereits in den frühen dreißiger Jahren für die europäische Kooperation hatten.

In der Forschung stützt er sich überwiegend auf französischsprachige Arbeiten und auf seine minutiöse Auswertung der Archive. Daher zieht er die neuere deutsche Arbeit von Philipp Heyde über »Das Ende der Reparationen. Deutschland, Frankreich und der Young-Plan 1929–1932« (1998) nicht heran, ohne daß dies allerdings seine fundiert gewonnenen Ergebnisse in Frage stellt. Mit Gewinn nutzt er Matthias Schulz Werk »Deutschland, der Völkerbund und die Frage der europäischen Wirtschaftsordnung 1925–1933« (1997).

Der mit einem detaillierten Archivverzeichnis, einer Bibliographie und mit einem Personenregister ausgestattete Band ist künftig unverzichtbar nicht nur für das Verständnis der internationalen Geschichte der Zwischenkriegszeit, die europäische Wirtschafts- und Finanzgeschichte und die Geschichte der europäischen Integration im 20. Jh., sondern auch für den Historiker, der sich mit der Krise der frühen dreißiger Jahre in Europa und den Folgen für einzelne Länder beschäftigt.

Guido MÜLLER, Stuttgart/Cambridge

Claus W. SCHÄFER, *André François-Poncet als Botschafter in Berlin (1931–1938)*, Munich (Oldenbourg) 2004, 382 p. (Pariser Historische Studien, 64), ISBN 3-486-56844-2, EUR 64,80.

Schäfer nous présente une personnalité importante dans l'histoire des relations franco-allemandes – plus connue d'ailleurs en Allemagne qu'en France –, qui a pourtant donné lieu à assez peu de travaux et encore moins de publications. Le thème est particulièrement important pour la France car à travers le parcours de l'Ambassadeur, ce sont toutes les hésitations de la politique française envers l'Allemagne de l'Entre-deux-guerres qui sont ici développées. Ce livre est issu d'une thèse de doctorat de l'université de Erlangen-Nuremberg, sous la direction de Gregor Schöllgen.

Il s'agit d'une biographie diplomatique assez classique du genre. La qualité scientifique de l'ouvrage ne fait aucun doute: on relèvera, entre autres, l'abondance et la grande qualité des notes infra-paginales qui ne se contentent pas de citer, mais commentent précisément les ouvrages référencés. Une longue bibliographie et un index des noms de personnages complètent utilement l'ouvrage. On trouve enfin en annexes quelques notes et télégrammes

exemplaires de l'ambassadeur¹. Cependant, l'utilisation annoncée de »nouvelles« archives se révèle être surtout un effet d'annonce puisqu'en réalité, toutes les archives utilisées sont largement connues et à la disposition du public depuis assez longtemps². En fait, l'auteur attaque assez fortement la thèse de Roselyn Solo³ qui, effectivement, n'avait peut-être pas vu directement toutes les archives du Quai d'Orsay. Mais celle-ci a été soutenue en 1978 et depuis, tous les fonds ont été largement ouverts, ce qui donne au terme de »nouvelles archives«, une acception toute relative. Schäfer prend également de la distance avec certaines positions prises par Hans Manfred Bock, le plus grand connaisseur de François-Poncet en Allemagne⁴. Ses explications à ce sujet ne sont pas forcément convaincantes.

Schäfer annonce que sa méthode relève d'une histoire cognitive et met l'accent sur l'effet engendré par la perception et l'imagination sur les conceptions politiques. C'est une bien grande ambition que les écrits de François-Poncet⁵ ne permettent sans doute pas à eux seuls de soutenir et que l'auteur ne mène pas vraiment jusqu'au bout. D'ailleurs, quand bien même on dévoilerait les pensées profondes de l'ambassadeur⁶, cela ne suffirait pas à expliquer sa politique: le discours analysé (correspondance avec le Quai d'Orsay) est public, donc pesé – surtout pour un »littéraire« tel que François-Poncet – et sa maîtrise du contexte politique national et international l'a plus que vraisemblablement conduit à exposer seulement des solutions que l'on nommerait aujourd'hui »politiquement correctes«. Un diplomate est un homme public, au service de son pays et sa parole officielle est donc tout sauf »libre« ...

Que toutes les citations soient faites en français est scientifiquement louable et bien agréable pour un lecteur francophone, mais pour des lecteurs purement germanophones, il aurait été souhaitable qu'une traduction accompagne systématiquement en note, chaque citation. Comment sinon, suivre la démonstration de l'auteur qui se base précisément sur ces écrits?

En 1931, André François-Poncet est envoyé d'abord en émissaire extraordinaire, puis il est confirmé dans son poste en tant qu'ambassadeur de France à Berlin. Il y restera jusqu'au lendemain des accords de Munich. C'est cette période qui est ici présentée, même si l'on sait que ce diplomate poursuivra sa carrière en Allemagne après la guerre, ce qui en fait l'un des plus grands connaisseurs de l'Allemagne du milieu du XX^e siècle. L'auteur évoque aussi ses années de formation et ses premières années en politique, dans un premier chapitre, nécessaire en effet à qui cherche à comprendre la perception profonde qu'a l'homme de l'Alle-

- 1 Nous invitons aussi à se reporter aux volumes des Documents diplomatiques français sur les années 1930, publiés depuis longtemps et qui comportent une très large sélection des notes et télégrammes de l'ambassadeur. Les plus marquants et signifiants des documents ont donc déjà été publiés (Documents diplomatiques français 1932–1939, Commission de publication des Documents diplomatiques français, Ministère des Affaires étrangères, Paris. Première série 1932–1935: 13 vol., deuxième série 1936–1939: 19 vol.
- 2 De plus, les fameuses archives de Nantes mises en avant sont, pour partie, des doubles de celles reçues au Quai, et donc présentes dans les archives centrales de Paris.
- 3 Roselyn SOLO, André François-Poncet, Ambassador of France, Ph. D., Michigan State University, 1978.
- 4 Cf. Hans-Manfred BOCK (dir.), Les Rapports mensuels d'André François-Poncet, Haut-Commissaire français en Allemagne 1949–1955. Les débuts de la République fédérale d'Allemagne, Paris, 1996, 2 vol., introduction.
- 5 Sur cette période, on lira avec intérêt le livre d'A. FRANÇOIS-PONCET, Souvenirs d'une Ambassade à Berlin, septembre 1931–octobre 1938, Paris 1947, qui permet d'approcher un discours un peu moins officiel que les correspondances avec le Quai d'Orsay, mais sans doute assez convenu toutefois, et pas forcément impartial.
- 6 À cet égard, on se reportera aussi au livre d'Hélène MIARD-DELACROIX, Question nationale allemande et nationalisme: Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante, Paris 2004, qui fait une analyse de ces conceptions à travers une étude sémantique.

magne. Cette période des années 1930 est évidemment majeure dans l'histoire du XX^e siècle, et l'Allemagne étant au cœur des tensions politiques en Europe, François-Poncet a ainsi vécu au plus près du centre du désastre, assistant impuissant à l'effondrement de la fragile république de Weimar et à la naissance du III^e Reich hitlérien. Et quand l'auteur conclut qu'il était «le mauvais homme au mauvais endroit et à la mauvaise époque», nous ne pouvons que désapprouver cette assertion, jeu de mots. C'était à l'époque un des plus grands connaisseurs de l'Allemagne, un germaniste hors pair, ouvert sur les questions économiques: le bon choix pour un ambassadeur dans cette année de crise économique que connaissait l'Allemagne également en difficulté politique, en 1931. Schäfer a raison, à cet égard, de mettre en avant les projets économiques du personnage. C'est un des aspects forts de sa personnalité, comme l'est aussi son ambiguïté face à l'Allemagne. Il aurait, selon l'auteur, effacé cette mauvaise «mémoire» par son action après la guerre, lors des premiers pas de la République fédérale. C'est une position que l'argumentation de Schäfer ne suffit pas à justifier.

D'une manière générale, le livre explore la politique hésitante de l'ambassadeur – de la France? – envers l'Allemagne, entre volonté de coopération et de confrontation. C'est à travers ce constant balancement d'une position à l'autre que Schäfer analyse les propos de François-Poncet et leur évolution. La France est évidemment, au cours de ces années cruciales, confrontée à des questions vitales pour son avenir. Elle n'a pas su les gérer, mais le pouvait-elle? Et quelle était la marge de manœuvre de son ambassadeur? Comment réagir face à la suspension du paiement des réparations? Et surtout, face à Hitler, fallait-il réagir à ses coups de force par la pression économique ou par la riposte militaire? On peut dire au moins que François-Poncet, même s'il n'a pas toujours été suivi dans ses propositions, a au moins reçu l'agrément des gouvernements variés qui se sont succédés au cours de la période de son ambassade, y compris de celui du front populaire ... une belle unanimité! On voit là que la méthode de l'auteur fait sans doute reposer trop de responsabilité sur les épaules d'un ambassadeur, sans doute exceptionnel par sa personnalité et son vécu, mais qui, comme tout ambassadeur, n'a pu faire plus que l'on ne lui permettait de faire. Il est certain que lui-même est resté sur un fort sentiment d'échec après les accords de Munich, mais il n'a pas cessé le combat pour autant, puisqu'il a ensuite tenté d'influencer la politique de Mussolini.

Revenons sur les débuts de cette période. La première mission provisoire d'ambassadeur à Berlin est difficile. Depuis longtemps, les Allemands réclament aux Français des aides financières, mais à l'automne 1931, ceux-ci ne peuvent plus répondre à ces demandes car la crise a désormais gagné l'hexagone. François-Poncet connaît bien ces aspects financiers et économiques. Il s'était, juste après la conférence internationale économique de Genève (mai 1931), engagé fortement dans la mise en place de la Commission économique franco-allemande, annoncée en octobre 1931 par une déclaration commune des deux gouvernements, et qui, au-delà d'une coopération économique renforcée par l'intermédiaire d'ententes sectorielles, devait contribuer à aider l'Allemagne à sortir de la crise, avec donc la perspective qu'elle puisse reprendre le paiement de ses dettes. Mais ce fut un premier échec. À partir de l'automne 1932, dans le contexte allemand de tensions politiques que l'on sait, il propose la voie d'un accord militaire qui pourrait permettre un réarmement très contrôlé de l'Allemagne, sans nuire au besoin français de sécurité. Même s'il est très conscient et inquiet des dangers que présente l'arrivée au pouvoir des nazis, il ne modifie pas réellement sa position. Celle-ci ne basculera, selon l'auteur, qu'après le résultat du référendum sur la Sarre et l'annonce de la reprise du service militaire obligatoire en Allemagne – la première violation officielle du Traité de Versailles. Il change de tactique et travaille personnellement à la formation d'une alliance anti-allemande avec l'Italie et l'Angleterre, mais ses espoirs étant vite déçus, il revient de nouveau à une politique d'accommodement (pragmatique il est vrai, quand les Alliés potentiels font défaut!). Ensuite, gagner du temps. L'auteur en fait la clé de sa politique allemande jusqu'à Munich, mais, mis à part l'épisode Barthou, en quoi est-ce

une vue différente de la politique allemande officielle de la France? Son erreur fondamentale aura sans doute été de croire qu'Hitler pouvait être manipulable. Prétention? D'où sans doute une attitude de rapprochement qui a pu être mal interprétée et qui a fait l'objet d'attaque par la suite. Quand on connaît la manière dont l'ambassadeur décrivait le dictateur, il reste peu de doute sur cette soi-disant proximité, tout simplement ... diplomatique.

Malgré les critiques émises, on peut cependant largement recommander la lecture – aisée et plutôt agréable – de cet ouvrage qui parcourt ces années de crise avec l'œil le plus attentif sur celui qui fut le porte-parole de la politique allemande de la France jusqu'aux accords fatals qui donnèrent le coup d'envoi à la politique d'agression hitlérienne. Et le personnage en vaut la peine.

Françoise BERGER, Grenoble

Annette BECKER, Maurice Halbwachs. *Un intellectuel en guerres mondiales 1914–1945*. Préface de Pierre NORA, Paris (Agnès Viénot) 2003, 478 S., ISBN 2-914645-46-5, EUR 25,00.

Das Werk des französischen Soziologen Halbwachs ist im letzten Jahrzehnt von Soziologen und Historikern wiederentdeckt worden; vor allem seine Studien zum kollektiven Gedächtnis sind zu Klassikern der international boomenden Forschung zu Erinnerung, Gedächtnis und Vergangenheitskultur geworden. Um so verdienstvoller ist diese biographische Studie zum Werk und Leben des zusammen mit Marcel Mauss wichtigsten Vertreters der zweiten Generation der Durkheim-Schule. Als Spezialistin der Kulturgeschichte des Ersten Weltkrieges, die in den letzten zehn Jahren immer wieder den Gesamtzusammenhang der beiden Weltkriege in den Blick genommen hat, stellt Becker die intellektuelle Biographie des Durkheim-Schülers und Sozialisten Halbwachs in den Zusammenhang einer Erfahrungsgeschichte der beiden Weltkriege. Das im Fall von Halbwachs ausgeprägte Spannungsverhältnis zwischen politischem Engagement und persönlichem Erleben einerseits, sozialwissenschaftlicher Forschung andererseits stellt eines der Schlüsselthemen dieser Studie dar, die sich neben seinen zahlreichen Publikationen vor allem auf die Briefe und Tagebücher aus dem Nachlaß des Soziologen stützt, aber darüber hinaus auf Akten sowie Briefe von Kollegen, Verwandten und Freunden zurückgreift, um hinter dem positivistischen Gelehrten den engagierten Bürger, aber auch den Menschen Halbwachs zu entdecken.

Die Biographie bricht mit einigen Gewohnheiten des Genres, indem sie mit dem Kriegsbeginn einsetzt, statt mit der Kindheit, Jugend und den ersten wissenschaftlichen Arbeiten des 1877 geborenen Halbwachs. Die Zeitzeugenschaft des Soziologen steht konsequent im Mittelpunkt: seine Reaktionen auf die Katastrophen und Herausforderungen des Ersten Weltkrieges, in denen er zeitweise als sozialistischer Experte im Arbeitsministerium von Albert Thomas arbeitet, seine wissenschaftlichen Studien der Zwischenkriegszeit, die Becker zugleich auch als Distanzierungsversuche von den politischen und intellektuellen Krisen der 1920er und 1930er Jahre deutet, schließlich seine unbeirrte Opposition gegen Vichy und Kollaboration im Zweiten Weltkrieg, eine Opposition, die unter anderem in seinem Protest gegen die Ermordung seines Schwiegervaters Victor Basch durch die Miliz im Januar 1944 ihren sichtbaren Niederschlag fand und die schließlich auch zu seiner Verhaftung als Geisel im Juli 1944, anschließender Deportation nach Buchenwald und aufgrund schwerer Krankheiten zu seinem Tod im März 1945 als Folge der unmenschlichen Lagerbedingungen führte.

Becker schreibt zugleich eine Parallelbiographie seiner Schwester Jeanne Halbwachs-Alexandre und seines Schwagers Michel Alexandre, die beide unter dem Eindruck der Schrecken des Ersten Weltkrieges eine radikal und konsequent pazifistische Position ein-

nahmen und damit die Kontrastfolie zum patriotischen Sozialismus von Maurice Halbwachs liefern, in der sich die unterschiedlichen Reaktionsweisen und intellektuellen Antworten auf die Weltkriegserfahrungen spiegeln. Gleichzeitig wird dank der ausführlichen Recherchen Beckers auch das intellektuelle Umfeld dieses typischen Vertreters des linken Intellektuellen lebendig, der durch die Politisierungswelle der Dreyfus-Affäre in seinen Grundüberzeugungen geprägt wurde und zeit seines Lebens Anhänger eines zunächst pazifistischen, dann aber auch patriotischen Humanismus, eines reformorientierten Sozialismus und der neuen empirischen Sozialwissenschaften blieb. Vor allem die engen Beziehungen zu Marc Bloch und die spannungsreicheren Kontakte zu Lucien Febvre, den beiden Gründern der Annales-Strömung in der französischen Geschichtswissenschaft, die beide nach dem Weltkrieg seine Kollegen an der Universität Strasbourg wurden, werden ausführlich dargestellt.

Der Leser findet die intellektuellen, aber auch emotionalen Beziehungen dieses linken universitären Milieus in den zahlreichen, umfangreichen Quellenzitaten aus den Nachlässen oder Briefeditionen anschaulich vor sich ausgebreitet. So entsteht ein Porträt einer Gruppe von Intellektuellen, die sich zwischen 1914 und 1945 immer wieder konfrontiert sahen mit der bitteren Desillusionierung ihrer politischen Hoffnungen und dem Scheitern ihrer eigenen politischen Ziele. Becker interpretiert Halbwachs' wissenschaftliches Œuvre auch als Verdrängung und Bewältigung dieser Erfahrungen, so wenn sie seine Studien zum kollektiven Gedächtnis, zum Selbstmord oder zu den christlich-jüdischen Erinnerungsorten Palästinas analysiert.

Diese Biographie gilt vor allem dem engagierten Intellektuellen Halbwachs, der Sozialwissenschaftler, seine Positionen im Feld der neu entstehenden Soziologie, seine Antworten auf die Chicago-Schule, auf Max Weber, seine Weiterentwicklung der Durkheim-Soziologie werden nur in Ansätzen oder aber in pointierten Interpretationen deutlich, hier wird der neugierig gewordene Leser zu den zahlreichen ergänzenden Studien greifen müssen, die von soziologischer Seite diesem Klassiker der modernen Soziologie gewidmet worden sind.

Lutz RAPHAEL, Trier

Bruno GOYET, Charles Maurras, Paris (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques) 2000, 306 S. (Références/Facettes), ISBN 2-7246-0781-3, EUR 13,72.

Diese kleine Studie besitzt eine Reihe unübersehbarer Vorzüge. Goyet strebt keine neue Biographie über seinen vielerforschten Protagonisten an, sondern er nähert sich seinem Gegenstand auf diskursive Weise. Leitmotivisch, leserfreundlich und sachlich zumeist überzeugend, analysiert und präsentiert er die verschiedenen »Bilder« (*Images*), die Maurras von sich selbst, sodann seine zeitgenössischen Anhänger und Gegner, schließlich die Historiker von ihm gezeichnet haben. Alle diese Bilder gruppieren sich um drei essentielle Aspekte seines Lebens. Sie verweisen erstens auf den Schriftsteller Maurras, der zeit seines Lebens die Anerkennung der literarischen Welt suchte; sie zeigen ihn zweitens als »inconverti«, der sich in den Dienst einer Kirche stellte, der er als Agnostiker zwar nicht den Tribut des Glaubens zollte, von der er aber aufgrund seines Publikums und seines philosophischen Systems abhängig blieb; und drittens entsteht das Bild eines »politischen Doktrinärs«, der stets zwischen Verbalradikalismus und vorsichtig-taktischem Agieren schwankte (S. 15f.).

Der Autor entfaltet diese drei Leitmotive systematisch. Der Schwerpunkt der Darstellung liegt auf den 1920er und 1930er Jahren, als die grundgelegten Widersprüche die Maurras'schen »Bilder« zunehmend verdunkeln. Die volle Anerkennung sowohl der Literaten als auch der Universitätsgelehrten blieb Maurras verwehrt. In einem instruktiven Exkurs (S. 43ff.) zeigt Goyet, wie das Werk Maurras' zwar in katholischen Intellektuellen- und

Universitätsmilieus der USA auf großes Interesse stieß, nicht aber in Frankreich. In seinem Heimatland wurde Maurras vielmehr auf die Rolle des politischen Doktrinärs festgelegt. Und sie wurde in dem Maße prekär, in dem er einerseits als unbelehrbarer Reaktionär galt, andererseits aber sein Image im fundamentalkatholischen Lager aufgrund des vatikanischen Banns beschädigt blieb. In den 1930er Jahren resultierte hieraus, wie Goyet plausibel zeigt, eine unfruchtbare Dichotomie von politischer Marginalisierung und Ohnmacht einerseits und den Anfängen der von Maurras selbst und seinen Getreuen in Gang gesetzten »Hagiographie« andererseits. Maurras' Weg im Vichy-Regime und seine Verurteilung nach der *Libération* entbehrten somit aus der Perspektive der dreißiger Jahre nicht der Folgerichtigkeit. Auch der Versuch der Sympathisanten, posthum eine »discursivité Maurrassienne« zu entfalten, scheiterte. Erst seit den 1960er Jahren wurde Maurras zum seriösen Gegenstand der Universitätshistorie. Goyet gibt in diesem Zusammenhang einen knappen historiographiengeschichtlichen Abriss über die wichtigsten Maurras-Biographen, von Eugen Weber über Edward R. Tannenbaum bis hin zu Victor Nguyen.

Allerdings ist der Band nicht ohne Schwächen, die vor allem aus der unverkennbaren Oberflächlichkeit im Umgang mit nicht-französischen Gegenständen herrühren. So verwechselt der Autor zum Beispiel die jesuitische University of St. Louis im Bundestaat Missouri mit der Notre Dame University in Indiana, wo die von ihm erwähnten Frank O'Malley und Waldemar Gurian in den dreißiger Jahren lehrten (S. 48–50). Gravierender ist freilich Goyets irreführende Diskussion über »la question du fascisme de Maurras«. So ordnet er Ernst Noltes »Faschismus in seiner Epoche« aus dem Jahre 1963 in inadäquater Form der Totalitarismustheorie zu (S. 121f.). Das Gegenteil ist bekanntlich der Fall. Nolte unternahm den damals spektakulären Versuch, den Faschismus-Begriff in dezidiert abkehr von der dominanten Totalitarismustheorie wissenschaftlich zu rehabilitieren. Maurras galt ihm dabei als geistesgeschichtlich erster und intellektuell wichtigster Kronzeuge. Bei Goyet findet demgegenüber offenkundig eine Konfusion der Begriffe statt, wie überhaupt die beiden hierfür einschlägigen Kapitel faschismustheoretisch wenig informiert sind.

Insgesamt ein gut lesbares, nützliches und informatives Buch, dem man freilich gelegentlich ein akribischeres Vorgehen gewünscht hätte.

Andreas WIRSCHING, Augsburg

Zwischen Politik und Religion. Studien zur Entstehung, Existenz und Wirkung des Totalitarismus, ed. by Klaus HILDEBRAND, Munich (Oldenbourg) 2003, XIV–155 p. (Schriften des Historischen Kollegs, 59), ISBN 3-486-56748-9, EUR 29,80.

Conservative intellectuals of the mid-twentieth century often asserted that the fascist and communist regimes of the era were secularized religions, whose goal was the elimination of Christianity and its replacement by the politicized worship of an all-powerful leader or of a paradisiacal future on earth. Eclipsed in the 1950s by the theory of totalitarianism, this effort at finding common features of two often mutually hostile forms of government has been revived in recent years. The book under consideration contains the published version of papers given at a conference, held at the Historisches Kolleg in November 2001, to examine the idea of political religion as a defining characteristic of totalitarian regimes. Most participants were skeptical, noting that features of political religion in twentieth totalitarian regimes existed in other forms of government at other times as well. Nor could the rhetoric, public symbolism and ceremony or goals of totalitarian regimes be convincingly subsumed under the heading of political religion.

Klaus SCHREINER's essay discusses the concepts of a Messiah and of God's chosen people from their invention by the Biblical Israelites down through the twentieth century. He observes that the post-treaty of Versailles longing for a political German Messiah prepared

the way for Hitler's »Führerkult«, but he also notes that many political figures had been described in Messianic terms, from Gustavus Adolphus to Garibaldi. While the Nazi concept of a master race could be seen as a secularization of the idea of God's chosen people, many other nations had identified themselves in those terms, from the Swiss to the Americans. Clergy in all the combatant nations during the First World War described their own peoples in this way. Hans Günter HOCKERTS is also skeptical of the concept of political religion, noting the strongly rationalist features of Hitler's personal thought. While rejecting Christianity, Hitler insisted on perceiving Nazism as a political and not a religious movement; he was always critical of followers, such as Alfred Rosenberg or Heinrich Himmler, who aspired to turn Nazism into a religious cult. Lutz KLINKHAMMER shows that in Mussolini's Italy any secularized political religion was quite overshadowed by the old-fashioned, Christian kind. Following the Lateran accords of 1929, the fascist regime cooperated closely with the Catholic Church, and presented its political goals in a nimbus of Catholic piety. Finally, Manfred HILDERMEIER, in his consideration of Lenin's and Stalin's USSR, does note the existence of apocalyptic utopian motifs in the regime's self-representation, but also points out that these motifs were drawn from the experience of the French Revolution of 1789, and thus not unique to twentieth century totalitarianism.

Gerhard BESIER's essay on political religion in the DDR is the only one to defend the concept, but the author does so by blowing it out of proportion. He identifies just about any aspect of the regime's ideology or symbolism as secularized Christian aspirations, even where no connection is evident, or its metaphorical character is obvious. As might be expected in a conference held at the end of 2001, there is also a contribution on Islamicism, unquestionably a political religion, albeit not a secular one. Ulrike FREITAG's essay on the topic draws no parallels or contrasts with mid-twentieth century European totalitarianism and is primarily devoted to asserting that Islamicism and secular Arab nationalism were parallel responses to the decline of the Ottoman Empire and the rise of European, and later American power in the Middle East. Not everyone will agree with her contention that the supporters of the two movements have cooperated closely or gone from one to the other with little difficulty.

If these essays have largely shown the weakness of the concept, they also suggest two areas worthy of further investigation. Secularized versions of Christian aspirations may not have been unique to twentieth century totalitarian regimes, since they existed in both the French Revolution and nineteenth century nationalism, but the presence of such aspirations shows the ties between political movements of the long nineteenth and the short twentieth centuries. Another point, discussed by Besier in his essay, is the way that secularized political religions, like their Christian counterparts, have had to deal with the problem of secularism, the growing skepticism in European culture (perhaps less so in the United States) about most forms of transcendence. In that sense, the true opposite of Christian aspirations was not the dreams of totalitarian regimes, but the culture of materialism and consumerism, one vigorously rejected by Islamicism, the currently prevalent form of political religion.

Jonathan SPERBER, Columbia

Adolf Butenandt und die Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft. Wissenschaft, Industrie und Politik im »Dritten Reich«, hg. von Wolfgang SCHIEDER und Achim TRUNK, Göttingen (Wallstein) 2004, 450 S., ISBN 3-89244-752-7, EUR 34,00.

Butenandt war einer der bedeutendsten deutschen Biochemiker der NS-Zeit und spielte eine herausragende Rolle in der Wissenschaftspolitik der Nachkriegszeit. Benno Müller-Hill hat 1984 erstmalig das Verhalten Butenandts als Forscher in der NS-Zeit untersucht und die Frage nach dessen Mitwisserschaft an der Kollaboration seines Kollegen, des

Direktors des Kaiser Wilhelm-Instituts (KWI) für Anthropologie Otmar von Verschuer, mit dessen ehemaligem Assistenten und damaligem Lagerarzt in Auschwitz Josef Mengele gestellt. In der Folgezeit erschienen weitere Arbeiten, die sich kritisch mit Butenandts Eintritt in die NSDAP, seiner Forschung während der NS-Zeit, seiner engagierten Hilfe für Nazi-Kollegen, die nach dem Krieg in Schwierigkeiten geraten waren (insbesondere von Verschuer und Heinrich Hoerlein, IG-Farben) sowie der Nachkriegskorrespondenz mit seinem Vorgänger am KWI für Biochemie, dem 1935 entlassenen jüdischen Biochemiker Carl Neuberg, befaßten. Butenandts Schüler Peter Karlson verfaßte 1990 eine wissenschaftliche Biographie. Robert Proctor publizierte im Jahre 2000 eine erste kritische Auswertung von Dokumenten aus dem vom damaligen Präsidenten der Max-Planck-Gesellschaft (MPG) Hubert Markl erstmalig für Wissenschaftshistoriker geöffneten Butenandt-Nachlaß, in dem er dessen Wissen von der Kooperation des mit ihm befreundeten von Verschuer mit Mengele bei einem Projekt, in das Butenandts enger Mitarbeiter Günther Hillmann involviert war, bestätigt.

In dem vorliegenden Sammelband beleuchten elf Autoren verschiedene Facetten des Themas. Der größte Teil der Quellen wurde dem Nachlaß entnommen, dem allerdings alle »Geheimakten« Butenandts mit Ergebnissen seiner als kriegswichtig erklärten Forschung fehlen. Diese seien, so, Wolfgang SCHIEDER und Achim TRUNK, wahrscheinlich von der französischen Besatzungsregierung beschlagnahmt worden; einen »wirklich empfindlichen Verlust« stellten sie aber ihres Erachtens wahrscheinlich nicht dar (S. 16). Nach Meinung der beiden Herausgeber seien die Autoren bisheriger Studien über Butenandt oft nicht in der Lage gewesen, Dokumente »so in den historischen Kontext einzuordnen, wie das von der professionellen Geschichtswissenschaft als unabdingbar angesehen wird«. Schieder und Trunk sorgten nach eigener Angabe dafür, daß die »öffentliche Auseinandersetzung über Butenandts Rolle im ›Dritten Reich‹« endlich »auf das Niveau historischer Kritik« zurückgeführt wurde (S. 10). Daß sie diese begrüßenswerte Absicht oft nicht leicht einhalten können, zeigt eine Vielzahl von in ihren eigenen Beiträgen eingestreuten Wertungen, die für anachronistisch geachtete Vorwürfe an Butenandt mit anachronistischen Exkulpationen zu konterkarieren suchen.

SCHIEDERS politisch-biographischer Beitrag »Spitzenforschung und Politik« zeichnet sich durch Hinweise auf eine Reihe neuer Details aus. Butenandts Sozialisation in einem durch »Alltagsantisemitismus« geprägten kleinbürgerlichen Elternhaus sowie in dem völkisch-antisemitischen, die Parteiendemokratie ablehnenden Jungdeutschen Orden führte zu antisemitischen Reaktionen insbesondere gegen jüdische Kritiker seiner Arbeit – die Biochemie war eine Disziplin mit einem großen Prozentsatz jüdischer Wissenschaftler. Ein Beispiel ist seine »verbissene Reaktion« gegen »eine neue Polemik des Juden Ruzicka« 1935 (S. 29), mit dem er 1939 den Nobelpreis teilen mußte. Butenandt, 1933 einer der Unterzeichner des »Bekennnisses deutscher Professoren für Adolf Hitler«, wurde 1936 Mitglied der NSDAP, wobei sich der Tag des Parteieintritts (1.5.1936) mit dem Datum seines Rufs zum Direktor des KWI für Biochemie deckte (S. 40). An anderer Stelle erklärt Schieder den Beitritt als Resultat politischen Drucks (S. 39, 49); als Beleg zitiert er eine spätere Selbsteinschätzung Butenandts aus dem Jahre 1947 (!). Schieder bewertet die Tatsache, daß Butenandt nicht wie »viele Mitglieder der KWG« auch noch Mitglied der SA und SS wurde, als Beispiel für dessen politische Zurückhaltung. Viele Wissenschaftler, die während der NS-Zeit zu Direktoren ernannt wurden, darunter Alfred Kühn, Richard Kuhn und Fritz von Wittstein, waren allerdings weder Mitglieder der NSDAP noch ihrer Gliederungen. Schieder behauptet, Butenandt sei nach dem Krieg neben Alfred Kühn und Georg Melchers einer der »wenigen führenden Köpfe« der MPG gewesen, der »schon früh ein Empfinden dafür hatte, daß man das Unrecht, das den vertriebenen Mitglieder [sic!] der Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft angetan worden ist, wiedergutmachen müsse« (S. 77). Als Instanz führt er die singuläre Erwähnung der Möglichkeit einer Rückberufung von James Franck an. Den Tat-

bestand, daß sich Butenandt in keinem bekannten Fall für die Rückberufung jüdischer Biochemiker einsetzte, sehr wohl aber mit großer Energie vielen politisch belasteten Kollegen half, hebt dieser Hinweis nicht auf. Auch Hans-Jörg RHEINBERGER kommt hinsichtlich der Sensibilität Butenandts für das an jüdischen Kollegen begangene Unrecht zu der Schlußfolgerung: »Solche Gefühle waren die Sache von Butenandt nicht« (S. 197). Nach Schieder hatte Butenandt fragwürdige Experimente seiner Mitarbeiter, wie die Unterdruckexperimente Gerhard Ruhenstroth-Bauers an Kindern der Euthanasieanstalt Görden oder die erwähnten Experimente Hillmanns nicht zu verantworten, auch wenn er über sie informiert war. Butenandt könne »mit der Vernichtungspolitik der Nationalsozialisten somit nicht in einen direkten Zusammenhang gebracht werden.« Sein »eigentliches moralisches Versäumnis« sei allerdings gewesen, seine Mitarbeiter nicht davon abzuhalten, »die Grenze zum ethisch nicht Zulässigen zu überschreiten« (S. 69).

In ihrem Beitrag über dessen Freundschaft mit von Verschuer entläßt Carola SACHSE Butenandt hingegen nicht aus der Verantwortung. Das zeigt ihre Interpretation der bereits häufig kommentierten Denkschrift zur Exkulpation Verschuers von 1949. Die Autoren, Butenandt, Max Hartmann, Wolfgang Heubner und Boris Rajewsky, behaupteten darin nicht nur Verschuers Unkenntnis über die besonderen Umstände der von Mengele an das Berliner KWI geschickten Organe von Häftlingen aus Auschwitz, sondern stellten sogar Mengeles Wissen »um die Greuel und Morde in Auschwitz« in Frage. Sachse vermutet, daß es Butenandt vor allem darum gegangen sein könne, sich prophylaktisch der Mitverantwortlichkeit zu entledigen, die aus der »Nähe zu den rassen- und kriegspolitischen Kernbereichen der NS-Herrschaft« erwuchs. Butenandt und die anderen Autoren hätten die »politische Mittäterschaft« in »läßliche Verfehlungen« eines ansonsten »anständigen« Kollegen umgedeutet, »um des Zusammenhalts ihre wissenschaftlichen Zunft willen die Aufklärung der historischen Wahrheit hintertrieben und über Jahrzehnte eine Politik des Ausblendens, Abschwächens und Umdeutens betrieben« (S. 318).

Drei Beiträge befassen sich mit Butenandts biochemischer Forschung. Hans-Jörg RHEINBERGER untersucht die Form der Zusammenarbeit Butenandts mit seinem Kollegen Alfred Kühn in ihrer Pionierforschung der biochemischen Genetik, die, anders als bei ihren amerikanischen Kollegen, darunter George Beadle und Edward Tatum, nicht zu einer gemeinsamen Forschung und Publikation führte. Bernd GAUSEMEIER »rekonstruiert« verschiedene Projekte biochemischer Kriegsforschung. Die Rezensentin freut sich über die Bestätigung ihrer Interpretation, daß es sich bei dem Thema »Antistoffe« nicht um chemische Kriegsforschung, sondern um ein Projekt chemischer Immunologie handelt, und daß die von ihr zitierten Quellen auch in diesem Beitrag als wichtig angesehen werden. Es hätte allerdings der Darstellung sicher nicht geschadet, wenn er auf die ihm bekannte Arbeit verwiesen hätte. Gausemeier begnügt sich mit einer Beschreibung der Details von Butenandts Forschung. Was auch im zeitgenössischen Kontext fragwürdig war, wird euphemistisch als »Unschärfe« beschrieben. Ein Beispiel: Der auch nach damaligem Standard verfehlte Nachweis des blutbildenden Hormons durch einen Mitarbeiter Butenandts gilt ihm als »verschwommen« und gerade deshalb als »Knotenpunkt« und »entwicklungsfähig« (S. 143). Achim TRUNK versucht darzulegen, daß Butenandts Mitarbeiter Hillmann zwar in die Kollaboration von von Verschuer mit Mengele verwickelt und Butenandt Mitwisser war, dies aber nur als »systemerhaltende Effizienz«, nicht dagegen als »skandalöse Grenzüberschreitung« gesehen werden sollte.

Die Zusammenarbeit von Butenandts Institut mit der Schering AG, dem Bindeglied der Dahlemer Forscher zu Klinikern der Reproduktionsmedizin, ist Thema Jean-Pierre GAU-DILLIÈRES. Leider erwähnt er nicht, daß Schering an Menschenversuchen in Auschwitz beteiligt war, bei denen unter Aufsicht des SS-Arztes Carl Clauberg, eines Mitarbeiters des Schering Arbeitskreises, Chemikalien und Röntgenstrahlen zur Sterilisation an Frauen getestet wurden. Nur wenige Forschungen an Butenandts Institut führten zu marktfähigen

Produkten. Angesichts großer amerikanischer Erfolge in der Biomedizin vermutet Gaudillière, der amerikanische Komplex aus Staat, Labor und Industrie habe stärkere Formen der Planung hervorgebracht als der nationalsozialistische.

Weitere Beiträge beschäftigen sich mit Butenandts Karriere unter geschlechtsspezifischen Aspekten und der Bedeutung hierarchischer Strukturen in seinem Arbeitskreis (Helga SATZINGER), seinem problematischen Verhältnis zu seinem Vorgänger Carl Neuberg (Michael SCHÜRING) sowie verschiedenen Aspekten der Nachkriegszeit. Paul WEINDLING zeigt, daß Butenandt nach 1945 von strafrechtlicher Verfolgung durch die Franzosen verschont blieb, weil sich im Bereich der medizinischen und pharmazeutischen Forschung ein komplexes Muster der deutsch-französischen Zusammenarbeit entwickelte und Butenandt ein geachteter Wissenschaftler war (S. 333). Jeffrey LEWIS und Heiko STOFF befassen sich mit Butenandts Rolle als Wissenschaftspolitiker der Nachkriegszeit, dem es gelang, Forschungen während des Krieges als reine Grundlagenforschung zu präsentieren. Lewis beschreibt auch den – erfolglosen – Aufstand nichtnationalsozialistischer Tübinger MPI-Direktoren, insbesondere Alfred Kühns und Georg Melchers', gegen die von Ernst Telschow und Otto Hahn betriebene »Renazifizierung der deutschen Wissenschaft«.

Die Herausgeber wollen mit ihrem Band dazu beitragen, daß Butenandt »weder als monströser Sonderfall noch leuchtender Held der Naturwissenschaft, sondern gewissermaßen als ein Normalfall von naturwissenschaftlicher Spitzenforschung im »Dritten Reich« erscheint« (S. 22). Nun hatte die Unterstützung der nationalsozialistischen Politik durch mediokre Wissenschaftler selbstredend andere Folgen als die durch einen Spitzenforscher, der außerdem eine herausragende Rolle in der Wissenschaftspolitik spielte. Butenandts Parteimitgliedschaft, seine Bereitschaft, Deutschland auch während des Krieges im Ausland zu vertreten, sein späteres Schweigen zu den Verbrechen und die Unterstützung von Wissenschaftlern, die daran beteiligt waren, schaden der Wissenschaft in Deutschland im allgemeinen und der Biochemie im besonderen. Anders als sein Kollege Feodor Lynen konnte Butenandt keine wissenschaftlichen Beziehungen zu emigrierten Wissenschaftlern aufbauen. Letztlich läßt der Band die Frage nach den Auswirkungen von Butenandts politischer Haltung auf seine eigene Forschung und die Entwicklung der Biochemie in Deutschland offen.

Ute DEICHMANN, Köln

Lutz BUDRASS, *Flugindustrie und Luftrüstung in Deutschland 1918–1945*, Düsseldorf, (Droste) 1998, 976 p. (Schriften des Bundesarchiv, 50), ISBN 3-7700-1604-1, EUR 128,00.

Avec cet ouvrage consacré à l'industrie aéronautique allemande, entre la fin de la Première Guerre mondiale et l'écroulement du III^e Reich, en mai 1945, Budrass nous livre une œuvre en tout point monumentale. Ce volume de près de 1000 pages est en effet le fruit d'un travail considérable qui fait aussi bien appel aux archives qu'à une consultation presque exhaustive de la bibliographie disponible sur ce sujet pour le moins complexe et controversé. Ce faisant, il permet de renouveler en profondeur l'historiographie de la question, dépassant sans contestation aucune le cadre des travaux menés par des auteurs qui ont fait jusque-là autorité, tels le Britannique Edward Homze, avec »Arming the Luftwaffe. The Reich Air Ministry and the German Aircraft Industry, 1919–1939«, paru en 1976. En ce sens, cette démarche s'inscrit aussi dans l'intéressant phénomène de réappropriation, par les chercheurs allemands, d'une histoire qui a longtemps été l'apanage des historiens anglo-saxons.

Articulé autour de six grands volets chronologiques, le livre présente le mérite non négligeable de ne jamais sombrer dans l'aérocritisme, mais de se référer en permanence à la place qu'occupe le secteur aéronautique dans la politique générale allemande d'armement.

Des sombres années qui suivent la paix de Versailles, Budrass nous fait cheminer jusqu'au renouveau dans lequel von Seeckt et la *Reichswehr* entendent engager aussi bien l'armée que l'aviation militaire de leur pays. Il aborde avec finesse la période clef que constitue l'arrivée au pouvoir des nazis puis traite de la naissance de la *Luftwaffe*, du réarmement massif dans lequel Hitler et Göring se lancent pendant la seconde moitié des années 1930 et, enfin, du second conflit mondial d'abord marqué par une mobilisation partielle des ressources industrielles du Reich, dans la perspective d'une guerre courte, puis, après Stalingrad, par la proclamation de la guerre totale.

À côté d'une étude sérieuse et poussée des structures de cette industrie et de leur évolution, Budrass nous livre d'excellentes pages sur la politique technique suivie tout au long de la période considérée ici; mais aussi sur les problèmes de planification, les controverses qui ont opposé les dirigeants à propos des choix techniques et doctrinaux, l'orientation vers les nouvelles technologies, telles que les avions à réaction, et les problèmes bien trop souvent ignorés de financement et de budgets. En ce sens, cet ouvrage est de la même veine que celui que l'historien français Emmanuel Chadeau a consacré à l'industrie d'aviation française, sous le titre »De Blériot à Dassault, l'industrie aéronautique en France, 1900–1950«, en 1987. Une des critiques auxquelles cette œuvre définitive pourrait cependant prêter le flanc est de n'avoir pas poussé plus avant l'analyse sur les conséquences produites par les bombardements stratégiques alliés sur l'industrie aéronautique du III^e Reich. Il eût sans doute été intéressant de donner au lecteur un aperçu bien plus fouillé à ce propos.

Patrick FACON, Vincennes

Rainer Maria GROOTHUIS, Im Dienste einer überstaatlichen Macht. Die deutschen Dominikaner unter der NS-Diktatur, Münster (Regensburg) 2002, 620 p., ISBN 3-7923-0754-5, EUR 38,00.

Ce gros livre est consacré aux dominicains allemands sous le nazisme, à la province *Teutonia* de l'ordre dominicain. Cette première étude de cette ampleur est fondée sur une documentation impressionnante. L'auteur a dépouillé les archives de l'ordre, à Rome, à Cologne où sont conservées les archives de la province, celles de divers couvents, il a consulté aussi des archives diocésaines, les archives publiques, les sources imprimées. La bibliographie est considérable. Deux annexes donnent un survol des livres de membres de la province publiés de 1930 à 1945, et une liste des membres de la province de 1933 à 1945. L'ouvrage représente 481 pages de texte auxquelles s'ajoutent 2535 notes de référence, qui constituent parfois d'importantes mises au point. Après une introduction méthodologique et une esquisse sur l'histoire de l'ordre dominicain, suit une longue partie sur la structure de la province dominicaine *Teutonia*. Elle compte 251 clercs et 134 frères en 1933. Les religieux de la province sont jeunes, pour le plus grand nombre entre 20 et 35 ans, et la croissance de la province dans les années 30 est remarquable. Les religieux sont dans leur majorité issus de la petite bourgeoisie, de la classe moyenne.

Vient alors la présentation des divers couvents de la province. Après un rappel de leur histoire, de leurs activités, l'auteur examine leur attitude et leur vie sous le nazisme. On notera l'importance des couvents de Berlin, Cologne, du Collège Saint Joseph de Vechta, de la maison d'études de Walberberg. Le collège est d'abord victime de la nazification, puis liquidé, comme l'est le studium, jugé »ennemi de l'État«. Quelques pages sont consacrées à la vie intellectuelle de la province et à la spiritualité des dominicains. La dernière partie, plus de deux cents pages, est une analyse des conflits des dominicains allemands avec le régime national-socialiste. L'auteur suit les types de conflits qui ont concerné un certain nombre de membres de l'ordre. Les chefs d'accusations sont variés: la prédication, le rôle dans les organisations de jeunesse, l'aide aux juifs, l'hostilité au régime. Une série de biographies, de lon-

gueur inégale, décrivent les situations individuelles, et font comprendre comment les choses se sont passées sur le terrain. On appréciera particulièrement la quarantaine de pages consacrées au Provincial Laurentius Siemer, membre du »Kölner Kreis«, qui a des liens avec les jésuites de Munich, les PP Deip et Rösch, Goerdeler, le cercle de Kreisau. Après le 20 juillet 1944, il se réfugia dans la clandestinité.

L'auteur donne une conclusion nuancée et précise sur l'attitude des dominicains vis-à-vis du nazisme. Au début du régime, les dominicains, sauf exception, sont circonspects, tout en marquant une certaine sympathie au redressement national et moral annoncé par le régime, mais ils ne partagent pas l'idéologie païenne du nazisme. Celui-ci montra rapidement son visage et les illusions se dissipèrent. Le régime porta une hostilité sans mélange aux dominicains, agents de Rome comme les jésuites. Le P. Siemer sut empêcher la présence de compagnons de route du nazisme au sein de l'ordre. À partir de 1940, et surtout 1942, le provincial s'écarte de la loyauté due à l'État, distingué du parti depuis le départ. L'évolution de Siemer vers la résistance semble à l'auteur »exemplaire de nombreux dominicains de la province«. S'en prenant contre la thèse sur le silence de l'Église face au régime, il estime que les dominicains ont été partie prenante de la résistance spirituelle (*Resistenz*) et de la résistance active (*Widerstand*). Ce livre fait connaître une série de dominicains dont les attitudes étaient jusque là inconnues. Ce sont 48% des dominicains qui furent victimes des mesures du régime. Comme l'auteur, souhaitons que cette première étude scientifique d'un ordre pendant le nazisme, suscite des études sur d'autres ordres.

Jean-Marie MAYEUR, Paris

Michael GRÜTTNER, Biographisches Lexikon zur nationalsozialistischen Wissenschaftspolitik, Heidelberg (Synchron) 2004, 216 S. (Studien zur Wissenschafts- und Universitätsgeschichte, 6), ISBN 3-935025-68-8, EUR 34,80.

Das vorliegende Nachschlagewerk will ein Lexikon *zur*, nicht *der* nationalsozialistischen Wissenschaftspolitik sein. Diese Einschränkung ist wichtig, denn sie stimmt den Benutzer darauf ein, daß er eine Auswahl von Namen, kein vollständiges Repertorium findet. In einer bündigen Einführung wird die Zusammenstellung der Einträge erläutert: Vollständigkeit wird erstrebt, was die Rektoren der Universitäten und Technischen Hochschulen von 1933–1945 einschließlich der nach 1938 annektierten Hochschulen angeht, weiterhin in bezug auf die Gaudozentenbundführer und Dozentenbundführer, die Leiter der Dozentschaften, die Vorsitzenden bzw. Reichsführer des Nationalsozialistischen Deutschen Studentenbundes und der Deutschen Studentenschaft, die Vorstandsmitglieder des Verbandes der Deutschen Hochschulen, die Vertrauensleute der Hochschulkommission der NSDAP, die seit Januar 1934 an den Medizinischen Fakultäten ernannt wurden, sowie die Präsidenten und Generalsekretäre der Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft. Hinzu kommt eine Auswahl besonders einflußreicher Kultusminister der auch nach 1933 noch bestehenden Länder, Wissenschaftspolitiker des Reichserziehungsministeriums (REM), Gaustudenten(bund)führer, Funktionäre der Reichsdozentenführung, leitender Mitarbeiter der Deutschen Forschungsgemeinschaft, des Amtes Rosenberg, insbesondere von dessen Amt Wissenschaft, des Ahnenerbes e.V. der SS sowie herausgehobener Funktionäre des NS-Lehrerbundes, soweit sie an den Hochschulen aktiv waren. Ergänzt wird diese Auswahl durch die Namen weiterer Wissenschaftler, die zwar keiner dieser Gruppen angehörten, jedoch an einzelnen Hochschulen bzw. innerhalb ihrer Disziplin politisch eine signifikante Rolle spielten. Insgesamt handelt es sich um 559 fast ausschließlich männliche Personen, deren Kurzbiographien standardisiert wurden und folgende Angaben enthalten: Name, Geburtsdatum, Geburtsort, Beruf des Vaters, Konfession, Ausbildung, berufliche Laufbahn, Mitgliedschaft in politischen Parteien oder Organisationen und in studentischen Verbindun-

gen, politische Positionen in Staat und Partei, Angaben zur Militärzeit, Todesdatum und Todesort. An Quellen sind am ergiebigsten die »Kartei aller Hochschullehrer des Deutschen Reiches« (BA Berlin-Lichterfelde R 4901, Nr. 13258–13281) bzw. die am gleichen Ort aufbewahrten Personalunterlagen des ehemaligen Berlin Document Center sowie die verschiedenen Ausgaben von Kürschners Gelehrtenkalender, vor allem die von 1941. Insgesamt handelt es sich um ein außerordentlich zuverlässiges Nachschlagewerk, das in seiner sachlich-nüchternen Präzision das vor kurzem erschienene und zu Unrecht hochgelobte »Personenlexikon zum Dritten Reich« von Ernst Klee in seiner Sparte in jeder Beziehung aussticht und in jede Bibliothek gehört.

Grüttner schätzt jedoch die Rolle der Philologien gering ein, denn er nennt von den Spartenleitern des sog. Kriegseinsatzes der Deutschen Geisteswissenschaften neben dem Hauptverantwortlichen (Paul Ritterbusch) nur gewesene Rektoren, aber keinen einzigen sonstigen Spartenleiter. Von den Direktoren der Deutschen Wissenschaftlichen Institute (DWI) fehlen fast alle Geisteswissenschaftler (z. B. Karl Epting, Paris). Grüttner ist aber nicht nur zu Rektor-fixiert, er vernachlässigt auch die zahlreichen Institute und Einrichtungen, die sich sonst noch mit Wissenschaftsförderung befaßten, z. B. die Deutsche Akademie (München), das Deutsche Auslands-Institut (Stuttgart), das Ibero-Amerikanische Institut (Berlin), die Vereinigung zwischenstaatlicher Verbände und Einrichtungen, die Reinhard-Heydrich Stiftung (Prag) usw. So bleibt als Fazit: Der Verfasser hat ein außerordentlich exaktes Basiswerk geschaffen, das alle hochrangigen nationalsozialistischen Wissenschaftspolitiker aufführt, aber im Bereich der Männer im Hintergrund vielleicht noch vollständiger hätte ausfallen können.

Frank-Rutger HAUSMANN, Freiburg i. Br.

LUCAS DELATTRE, Fritz Kolbe. Der wichtigste Spion des Zweiten Weltkriegs. Aus dem Französischen von Michael BAYER, München, Zürich (Piper) 2004, 398 S., ISBN 3-492-04589-8, EUR 29,90.

Mit seinem Buch über Fritz Kolbe, das 2003 in Frankreich erschienen ist¹, entreißt Delattre einen weitgehend unbekanntem Gegner des Dritten Reiches dem Vergessen. Allenfalls cursorisch sind wir durch die Darstellung von Klemens von Klemperer über dessen Spionagetätigkeit für das amerikanische Office of Strategic Services (OSS) informiert². Doch erst der französische Journalist erhielt Zugang zu dessen Privatpapieren; außerdem zog er die in den National Archives der USA lagernden Dokumente des OSS, die Papiere von Allen Welsh Dulles und zahlreiche andere Archivalien heran.

Kolbe war Beamter des gehobenen Dienstes im Auswärtigen Amt. Sein Vater, ein der SPD nahestehender Sattlermeister, hatte dem Sohn vermittelt, daß er vor allem sich selbst treu bleiben müsse und die Freiheit über alles schätzen sollte. Letzteres wurde verstärkt durch seine Betätigung bei den »Wandervögeln«, wo er nach eigener Auskunft das selbständige Denken lernte. Mit diesem geistigen Hintergrund trat der 1900 geborene 1925 ins Auswärtige Amt ein, wo er bis zum Kriegsausbruch vor allem auf konsularischen Posten Dienst tat. Kolbe vermied es stets, der NSDAP beizutreten, scheute sich nicht, offen Distanz zur Partei zu zeigen und hatte bei Kriegsausbruch mit dem Regime gebrochen. Auf seinem letzten Auslandsposten an der Botschaft in Südafrika hatte er bereits Pässe gefälscht, um Flüchtlingen aus Deutschland das Leben zu retten. Noch dachte er indes nicht an Widerstand. Erst im Mai 1940 fingen Kolbe und einige Freunde an, anonyme, regimekritische

1 DERS., Fritz Kolbe. Un espion au cœur du III^e Reich, Paris (Denoël) 2003, 342 S.

2 Klemens von KLEMPERER, Die verlassenen Verschwörer. Der deutsche Widerstand auf der Suche nach Verbündeten 1938–1944, Berlin 1994, S. 275–277.

Flugblätter in Umlauf zu bringen. Dies reichte ihm auf die Dauer nicht aus. Seit Ende 1940/Anfang 1941 saß er im Vorzimmer von Karl Ritter, dem Verbindungsmann des Auswärtigen Amtes zum Oberkommando der Wehrmacht (OKW). In dieser Position wurde er, wie er später schrieb, »einer der am besten informierten Beamten des AA« (S. 72). Es dauerte ein weiteres Jahr, bis er sich zu der Erkenntnis durchrang, daß Deutschland den Krieg verlieren müsse, um das NS-Regime loszuwerden. In dieser Einsicht unterschied er sich in einem zentralen Punkt von den bekannten konservativen Verschwörern gegen Hitler, die eine Niederlage vermeiden, die deutsche Großmachtstellung erhalten und das Regime beseitigen wollten. Daher konnte Kolbe – im Unterschied zu diesen – auch um die Jahreswende 1942/43 die Entscheidung treffen, Informationen an den Feind zu liefern. Er sah darin keinen Verrat: »Hitler«, so Kolbe später, »war durch Betrug und Gewalt an die Macht gekommen und hatte Deutschland und die ganze Welt in den Krieg gestürzt. Nach meiner Ansicht war dem Hitler-Regime niemand zu Treue und Gehorsam verpflichtet« (S. 93).

Zwischen August 1943 und Februar 1945 fuhr Kolbe insgesamt fünf Mal als Kurier nach Bern, mit diplomatischer Post für die Gesandtschaft in Bern. Bei seiner ersten Mission versuchte er, über seinen in der Schweiz ansässigen Freund Ernst Kochertaler zunächst Kontakt zum britischen Geheimdienst aufzunehmen. Da dieser Kolbe für unglaubwürdig hielt, wandte er sich an den örtlichen Residenten des OSS, Allen Dulles, der dessen Material für höchst aufschlußreich erachtete, aber stutzig wurde, als Kolbe seine Lieferung nicht bezahlt haben wollte. Schon früh bezeichnete Dulles den Deutschen als »einen etwas naiven und romantischen Idealisten« (S. 144), während die Briten ihn nach wie vor für einen Schwindler hielten. Angesichts erheblicher Probleme, vom Ausland aus die Glaubwürdigkeit Kolbes zu überprüfen, war es vor allem der Wert von dessen Informationen, die dazu beitragen, Zweifel an seiner Person auszuräumen. So konnte mit seiner Hilfe etwa ein »Maulwurf« der Deutschen in London ebenso wie ein Spion an der britischen Botschaft in Ankara enttarnt werden. Dennoch blieb London skeptisch; in Washington hingegen erschien Kolbe als so glaubwürdig, daß seine Berichte am 10.1.1944 Präsident Roosevelt vorgelegt wurden. Kolbe, der seine Informationen nicht nur persönlich, sondern auch schriftlich nach Bern lieferte, war für den OSS von unschätzbarem Wert, da er der einzige war, der aufgrund seines Postens an der Schnittstelle von Auswärtigen Amt und OKW die Alliierten mit Material aus dem »Herzen des Dritten Reiches« beliefern konnte – der französische Untertitel des Buches ist hier treffender als der deutsche. Als es Kolbe sogar gelang, Nachrichten über Japan zu liefern, wo die Alliierten nicht über einen ähnlich gut platzierten Spion verfügten, war ab April 1944 an seiner Glaubwürdigkeit kein Zweifel mehr möglich.

Kolbe, der nur wenige in seine Tätigkeit einweihte und auch nur ganz losen Kontakt zu den bekannten Regimegegnern hatte, blieb den ganzen Krieg über unentdeckt. Als Karl Ritter ihn im März 1945 beauftragte, seine Geliebte nach Bayern zu fahren, konnte Kolbe sich nach Erledigung seines Auftrags in die Schweiz absetzen. Kurz vor Kriegsende erteilte ihm Dulles den Auftrag, den deutschen Gesandten in Bern, Otto Köcher, von der Vernichtung geheimen deutschen Aktenmaterials abzuhalten und diesen nach dem Verbleib des deutschen Goldes zu fragen, das im Zuge illegaler Finanztransaktionen nach Auffassung der Alliierten in die Schweiz verbracht worden sei. Er blieb nicht nur erfolglos, sondern zog sich dadurch auch die Feindschaft Köchers zu, was sich auf seinen weiteren Lebensweg negativ auswirken sollte. Von 1945 bis 1948 wurde er noch von der amerikanischen Militärregierung angestellt und konnte diesen vor allem durch seine Informationen im Nürnberger Prozeß behilflich sein. Als er – nach einem fehlgeschlagenen Versuch, in den USA beruflich Fuß zu fassen – 1949 wieder nach Deutschland zurückgekehrt war, bewarb er sich 1949/50 zunächst bei dem konsularischen Dienst und später bei dem gerade entstehenden Auswärtigen Amt der jungen Bundesrepublik. Jetzt sollte sich sein Vorstoß gegenüber Köcher vom April 1945 als fatal erweisen. Denn dieser war nach Kriegsende zusammen mit anderen

Diplomaten interniert worden und hatte im Dezember 1945 Selbstmord begangen. Im Internierungslager galt Kolbe als »Verräter«, später sogar als derjenige, der Köcher in den Tod getrieben hatte. Da das neue Auswärtige Amt im wesentlichen das Personal der Wilhelmstraße übernahm, hatte Kolbes Bewerbung keine Chance. Die Netzwerke der »Ehemaligen« funktionierten und verhinderten damit, daß ein überzeugter Gegner des NS-Regimes eingestellt wurde. Nach kurzzeitiger Mitarbeit bei Rudolf Pechels »Deutscher Rundschau« bestritt Kolbe seinen Lebensunterhalt als europäischer Vertreter einer Motorsägenfirma aus Connecticut.

Delattre hat die Biographie eines Moralisten geschrieben, der sich aufgrund seiner eigenen Überzeugungen für die konspirative Zusammenarbeit mit dem Kriegsgegner entschied. Er konzentriert sich auf den spannendsten Lebensabschnitt, der entsprechend spannend erzählt wird. Das fördert zwar das Lesevergnügen, bisweilen beschleicht den Historiker – trotz zahlreicher Fußnoten und valider Belege – indes der Verdacht, ob auch alle Begegnungen, alle Dialoge und inneren Monologe den nachweisbaren Tatsachen entsprechen. Dies ändert indes nichts an der Leistung Delattres, ein gut lesbares Buch über eine Persönlichkeit geschrieben zu haben, deren Verdienste erst jüngst vom Auswärtigen Amt mit einer Gedenktafel gewürdigt worden sind.

Hermann WENTKER, Berlin

Sarah FISHMAN, Laura Lee DOWNS, Ioannis SINANOGLU u. a. (Hg.), *France at War. Vichy and the Historians*, Oxford, New York (Berg) 2000, IX–336 S., ISBN 1-85973-299-2, USD 90,00.

»Kollaboration war nicht eine deutsche Forderung, auf die manche Franzosen aus Neigung oder Berechnung eingingen. Kollaboration war ein französisches Angebot, das Hitler am Ende zurückwies«. Mit dieser These leitete 1972 der amerikanische Historiker Robert O. Paxton sein aufsehenerregendes Buch »Vichy France. Old Guard and New Order, 1940–1944« ein, das ein Jahr später auch auf französisch erschien (*La France de Vichy 1940–1944*). Mit soliden Belegen aus vor allem deutschen und amerikanischen Archiven relativierte er darin erheblich die bis dahin in Frankreich vorherrschende Sicht, daß die Résistance, und nicht die Kollaboration, den Weg des besetzten Frankreich durch den Zweiten Weltkrieg geprägt habe. Aus einem Schwarz-Weiß-Bild wurde ein Bild aus vielen Grautönen. Die seit den frühen 1980er Jahren verfügbar gewordenen französischen Akten haben eine Flut von Forschungsarbeiten angeregt, mit denen die Interpretation Paxtons nuanciert, aber im Kern erhärtet wurde. Erinnerung sei nur, pars pro toto, an den eindrucksvollen, von Jean-Pierre Azéma und François Bédarida herausgegebenen Konferenzband »Le Régime de Vichy et les Français« (Paris 1992).

Der vorliegende Band dokumentiert die nachhaltige Wirkung des Paxtonischen Buches. Es enthält die Beiträge zu einem hochrangigen amerikanisch-französischen Kolloquium, das im September 1997 zu Ehren Paxtons an seiner Universität, der New Yorker Columbia University veranstaltet wurde, anlässlich seiner Emeritierung, und ein rundes Vierteljahrhundert nach Erscheinen des Buches. Angestrebt wurde eine Durchleuchtung der geschichtswissenschaftlichen Beschäftigung mit Vichy im Verlaufe dieser 25 Jahre sowie die Identifizierung neuer Forschungsaufgaben. Die 20 Beiträge sind vier Themenfeldern zugeordnet. Teil I nimmt die »Paxtonian Revolution« als solche in den Blick. Jean-Pierre AZÉMA zeigt, daß Paxton sich durchaus auf frühere Autoren wie Stanley Hoffmann, Eberhard Jäckel, Alan Milward, Henri Michel stützen konnte und auch deren Einsichten in seine dramatisch neue Gesamtsicht einbezogen hat. John SWEETS bilanziert die zunächst eher distanzierte, dann jedoch überwiegend positive Aufnahme der Befunde Paxtons bei den französischen Vichy-Forschern. Michael R. MARRUS rekapituliert, im Lichte seines 1981 zusammen

mit Paxton veröffentlichten Buches »Vichy France and the Jews« (Vichy et les Juifs, Paris 1981), Intentionen und Realitäten der französischen Beteiligung an der NS-Judenpolitik. Stanley HOFFMANN analysiert die Entwicklung der Geschichtsschreibung über Vichy seit 1945, aus der sich keineswegs eine Weigerung der Franzosen zur Vergangenheitsbewältigung ableiten lasse.

Teil II thematisiert neuere Differenzierungen und Relativierungen der Kategorien von Kollaboration und Résistance. Yves DURAND hält dafür, der Kollaboration Vichys durch den Vergleich mit ähnlichen Vorgängen in Hitlers Europa (z. B. Norwegen, Belgien) den Anschein der Einzigartigkeit zu nehmen. Philippe BURRIN regt an, die Eigenart der erzwungenen Kohabitation von Franzosen und Deutschen im Zweiten Weltkrieg durch die Analyse vergleichbarer Besatzungsregime im 19. und 20. Jh. schärfer zu fassen. John HELLMAN spürt den Wurzeln der Nationalen Revolution in den nonkonformistischen Gemeinschaftsbewegungen im Europa der 1930er Jahre nach. Denis PESCHANSKI arbeitet heraus, daß das Vichy-Regime und seine Politik gewiß durch manche monolithischen Züge geprägt wurden, aber auch durch gegenläufige Ausformungen und Bestrebungen. Dominique VEILLON hebt hervor, daß die meisten Franzosen nicht scharf zwischen Kollaboration und Résistance unterschieden, sondern sich in einer Grauzone zwischen den beiden Polen bewegten. Und zwei Beiträge thematisieren die relativ wenig erforschten Verhältnisse im ländlichen Raum. Bertram M. GORDON konstatiert in der französischen Bauernschaft, obschon sie vom Regime ideologisch gehätschelt wurde, eine ausgeprägte innere und äußere Distanzhaltung sowohl gegenüber der Kollaboration wie gegenüber der Résistance. H. R. KEDWARD kommt mit einem anthropologischen und komparativen Ansatz zu einer eher positiven Einschätzung des Widerstands auf dem Lande.

Teil III behandelt Alltagsleben, Kultur und öffentliche Meinung unter deutscher Besatzung. Pierre LABORIE sucht einen neuen Ansatz mit der Hypothese, daß die Franzosen unter den Umständen in ihrem Denken und Handeln eine unvermeidbare Ambivalenz zwischen Kooperativität und Widerständigkeit entwickelt haben. Miranda POLLARD weist auf besondere Charakteristika des Abtreibungsverbots in der Familienpolitik Vichys hin. Sarah FISHMAN zeigt, daß die Nationale Revolution in ihrer Bekämpfung der Jugendkriminalität, und insoweit auch in ihrer Jugendpolitik, nur höchst begrenzte Erfolge aufweisen konnte. Jean-Pierre RIOUX sieht in der Erforschung des Kulturlebens im Staate Pétains, das ungeachtet staatlicher Vorgaben durch bemerkenswerte Autonomie und Vielfältigkeit gekennzeichnet gewesen sei, ein wichtiges Desiderat. W. D. HALLS vermag seiner Untersuchung der Wirkung der Kriegsjahre auf die katholische Kirche in Frankreich kaum nachhaltige Veränderungen im Vergleich zur Zwischenkriegszeit zu entnehmen.

Der vierte und letzte Teil betrachtet das Voranschreiten der kollektiven Erinnerung an die Vichy-Jahre. Sarah FARMER belegt am Beispiel der *Ville martyr* Oradour-sur-Glane Diskrepanzen zwischen offiziellem Gedenken, persönlichen Erinnerungen und den objektivierenden Bemühungen der Historiker. Robert ZARETZKY analysiert am Beispiel der Arbeiten eines bulgarischen Intellektuellen Möglichkeiten einer Öffnung der Geschichtswissenschaft für moralisierende Betrachtungsweisen. Pascal ORY unterscheidet »Vichy« als historisches Ereignis und Objekt der Forschung von dem über die Medien verbreiteten »Vichy-Syndrom«, in dem sich das Ende der Ära de Gaulles ebenso niedergeschlagen habe wie eine Fin-de-siècle-Stimmung in der französischen Gesellschaft. Abschließend weist Henry ROUSSO mit Blick auf die lange Geschichte der Rekonstruktion der französischen Verhältnisse im Zweiten Weltkrieg dem nichtfranzösischen Kollegen Paxton nichts weniger als den Platz einer Ikone zu: Der den relativ milden Nachkriegskonsens der Franzosen über Vichy 1972/73 von einem amerikanischen Betrachtungspunkt aus zerstörende Historiker ist mit seiner bahnbrechenden Arbeit selbst zum Fixpunkt der Erinnerung geworden.

Franz KNIPPING, Wuppertal

Stefan MARTENS, Maurice VAÏSSE (Hg.), Frankreich und Deutschland im Krieg (November 1942–Herbst 1944). Okkupation, Kollaboration, Résistance. Akten des deutsch-französischen Kolloquiums La France et l'Allemagne en Guerre (novembre 1942–automne 1944). Occupation, Collaboration, Résistance, Bonn (Bouvier) 2000, XVIII–944 S. (Pariser Historische Studien, 55), ISBN 3-416-02908-9, EUR 74,00.

Das Kolloquium, auf das die Beiträge des imposanten Bandes zurückgehen, war der vorerst abschließende Teil eines Dialogs, mit dem Zeithistoriker von beiden Seiten des Rheins seit Mitte der 1970er Jahre die deutsch-französischen Beziehungen in der dümmig-düsteren Zeitspanne von 1932 bis 1947 ans Licht gezogen haben. Ein Dialog, dessen Beginn und Fortgang auf insgesamt fünf großen Kolloquien zwischen 1977 und 1999 durch die Vermittlung des Deutschen Historischen Instituts Paris in Kooperation mit führenden französischen und deutschen Partnerinstitutionen möglich wurde, und dessen Tiefe und Bemühen um Objektivität wechselseitig Verständnis und Respekt befördert haben. Inmitten manch anderer verdienstvoller Initiativen zur geschichtlichen Aufarbeitung einer beladenen Vergangenheit bildet er gewiß einen Markstein deutsch-französischer Wissenschaftskooperation. Werner PARAVICINI und Stefan MARTENS erinnern in der Einleitung zu dem vorliegenden Band an diesen Hintergrund, mit den einschlägigen bibliographischen Details. Das Kolloquium fand am 22. und 23.3.1999 in Paris statt, unter Leitung des DHIP und des Centre d'Études d'Histoire de la Défense in Vincennes, in Zusammenarbeit mit dem Institut für Zeitgeschichte in München und dem Institut d'Histoire du Temps Présent, Paris-Cachan.

Gegenstand des vorliegenden Bandes sind die »Années noires«, die in der langen und wechselvollen Erfahrung Frankreichs mit dem östlichen Nachbarn den wohl absoluten Tiefpunkt gebildet haben: vom Zeitpunkt des deutschen Einmarsches in die »Freie Zone« am 11. November 1942 bis zur Befreiung des Landes im Herbst 1944. Okkupation, Kollaboration, Résistance sind die Pole, die die mehr als 50 Autoren in immer neuem Anlauf umkreisen. Es sind überwiegend Historiker einer jüngeren Generation, die, nunmehr ausgestattet mit breit zugänglichen archivalischen Quellen, das ganze Kaleidoskop politischer, militärischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher, kultureller Aspekte der sich seit 1942 radikalierenden Besatzungsverhältnisse ausbreiten und dabei großenteils neue, gelegentlich überraschende, nicht selten verstörende Fakten und Einsichten zusammentragen – Elemente für eine umfassende, aber differenzierende Zusammenschau dieser Jahre.

Die Beiträge sind, grob der Sektionsfolge des Kolloquiums entsprechend, elf Kapiteln zugeordnet. Das erste beleuchtet allgemeiner die Lage Deutschlands und Frankreichs am Ende des Jahres 1942. Jean-Pierre AZÉMA hebt hervor, daß sich zu dieser Zeit die Distanzierung der Franzosen von Vichy und die Hinwendung zur Résistance und zum Freien Frankreich zu verstärken begannen, während sich andererseits die Kollaboration des Pétain-Regimes intensivierte, obwohl der Kriegsverlauf und namentlich die deutsche Besetzung der Südzone die Prämissen der Kollaboration zunehmend in Frage stellten. Für Deutschland urteilt Bernd WEGNER, daß Ende 1942 der Krieg im Grunde bereits verloren war: Die Ereignisse an der Ostfront (Stalingrad) und in Nordafrika zwangen die deutsche Kriegsführung immer mehr in eine »Defensive ohne Strategie«.

Das zweite Kapitel thematisiert einzelne Sichtweisen des Ortes, den Frankreich in der deutschen Politik einnahm. Michel CATALA zeigt, daß der Regierung in Vichy ab November 1942 eine kohärente Außenpolitik, namentlich gegenüber den neutralen Staaten, wegen fehlender eigener Konzeptionen und der Unterordnung unter Vorgaben aus Berlin nicht mehr möglich war. Corinna FRANZ arbeitet das rivalitätsgeladene Verhältnis zwischen Fernand de Brinon und Pierre Laval heraus, das sich zuerst im November 1942 in der Frage eines Kriegseintritts Vichys an der Seite Deutschlands bekundete. Stefan GRÜNER untersucht das Schicksal der führenden französischen Vorkriegspolitiker Léon Blum, Paul Reynaud, Georges Mandel und Édouard Daladier zwischen 1940 und 1945, auch im Span-

nungsfeld deutsch-französischer Bemühungen um eine gemeinsame »Vergangenheitspolitik«.

Im Fokus des dritten Kapitels steht das Verhältnis zwischen den deutschen Besatzern und den Franzosen. Marc Olivier BARUCH kommt nach Auswertung von Berichten der Vichy-Präfekten zu dem Befund, daß die hohe französische Beamtenchaft dazu neigte, sich pragmatisch auf die jeweils Herrschenden ein- bzw. umzustellen. Bernd KASTEN illustriert, wie seit November 1942 die Zusammenarbeit regionaler französischer Polizeibehörden mit den deutschen Sicherheitskommandos brüchiger wurde und neben Formen der Kooperation solche absoluter Gegnerschaft traten. Ulrich LAPPENKÜPER relativiert das gängige Bild des Höheren SS- und Polizeiführers Carl Oberg, der gewiß zu den hauptsächlichen Vollstreckern deutscher Unterdrückungspolitik in Frankreich gehörte, aber sowohl bei den Judendeportationen als auch gegenüber der Résistance eine »vergleichsweise moderate Linie« vertreten habe. Eckard MICHELS zeichnet nach, wie sich aus Sicht der deutschen Besatzungsbehörden die Stimmung unter den Franzosen in den Jahren 1942–1944 mit dem Wandel des Kriegsgeschehens und der Hoffnung auf die Befreiung veränderte. Christiane TICHY belegt den interessanten Sachverhalt, daß Vertreter der deutschen evangelischen Kirche über ihre protestantischen Partner in Frankreich die Kollaboration zu fördern suchten.

Das vierte Kapitel, von Dominique VEILLON eingeleitet, wendet sich dem zunehmend entbehrungsreichen Alltagsleben im besetzten Frankreich zu. Jacques GIRAULT und Laurent LATRUWE untersuchen das alltägliche Mit-, Neben- und Gegeneinander von Franzosen und Besatzern in den Pariser Vorstädten. Christian BOUGEARD unternimmt dies für die westliche Bretagne. Insa MEINEN beleuchtet den in der Forschung wenig thematisierten Sachverhalt, daß die deutsche Militärverwaltung mit Hilfe der Vichy-Behörden Zwangsmaßnahmen gegen junge Französinen einleitete, um den Geschlechtsverkehr mit Wehrmachtsangehörigen planmäßig zu organisieren. Émile POULAT ruft in Erinnerung, wie die JOC, eine große katholische Jugendorganisation, sich trotz Verbotes in den Besatzungsjahren und darüber hinaus behaupten konnte. Detlev VOGEL untersucht deutsche und französische Feldpostbriefe und konstatiert, daß es auf beiden Seiten bei den Menschen an der Front und daheim bei manchen nationalen und situationsbedingten Unterschieden viele »gemeinsame Bedürfnisse, Hoffnungen, Ängste und Handlungsweisen« gab.

Das fünfte Kapitel, von Emmanuel CHADEAU eingeleitet, behandelt die Rolle der Wirtschaft in der Besatzungspolitik. Lionel BOISSOU wirft Licht auf die Aktivitäten Alfred C. Toepfers, der unter anderem eines von mehr als 200 deutschen Einkaufsbüros im besetzten Frankreich organisierte; dabei habe er die Ausbeutung der französischen Wirtschaft im Sinne der NS-Kriegspolitik bis zuletzt aktiv unterstützt. Hervé JOLY zeigt am Beispiel der gemischten Gesellschaft Francolor auf, wie tief die französische Chemieindustrie zum Nutzen der deutschen Kriegführung in die wirtschaftliche Kollaboration verstrickt war. Michel MARGAIRAZ geht auf der Grundlage der Protokolle der Aufsichtsratssitzungen der Banque de France der Frage nach, wie die Finanzkollaboration mit Deutschland von den für die Finanz- und Geldpolitik Vichys verantwortlichen Entscheidungsträgern seit 1942 gesehen und weiterentwickelt wurde. Arne RADTKE-DELACOR zeigt auf, daß eine stärkere Heranziehung der noch vorhandenen französischen Industriressourcen zur deutschen Kriegsproduktion bereits Ende 1941 einsetzte und im übrigen auch dem Innovations- und Wettbewerbsinteresse französischer Unternehmen entsprach. Die Tatsache beiderseitigen wirtschaftlichen Nutzens wird auch deutlich in dem Beitrag von Danièle ROUSSELIER-FRABOULET über die Haltung metallverarbeitender Betriebe im Großraum Paris gegenüber deutschen Lieferforderungen. Jacqueline SAINSLIVIER lenkt den Blick auf die starke wirtschaftliche Inanspruchnahme der Bretagne für Rohstoffe und Arbeitskräfte, die – wegen des lange anhaltenden deutschen Widerstandes in der Region – bis in den Mai 1945 belastend blieb. Bernd ZIELINSKI schließlich zeigt, in welchem Maße die zunehmende Radika-

lisierung der Arbeitskräfte-Rekrutierung in Frankreich zwischen 1942 und 1944 aus der Zusammenarbeit zwischen deutschen Stellen und der Vichy-Verwaltung resultierte.

Das sechste Kapitel über die »Franzosen in Deutschland« schließt sich hier an. Markus EIKEL zeigt, wie die katholische Kirche mittels freiwilliger Selbstverpflichtung von ca. 3000 Welt- und Ordensgeistlichen die religiöse Betreuung von rund zwei Millionen Kriegsgefangenen und Zwangsarbeitern in Deutschland organisiert hat. Patrice ARNAUD und Michel FABRÉGUET halten es für geboten, ab 1942 stärker zwischen den in Deutschland lebenden Franzosen zu unterscheiden: Kriegsgefangenen, Zwangsarbeitern, freiwilligen Zivilarbeitern, KZ-Häftlingen. André LAURENS berichtet über die Aufenthaltsbedingungen der rund 1500 zwangsweise in Deutschland Beschäftigten aus dem Ariège. Und Hans MOMMSEN beleuchtet den Arbeitseinsatz von französischen Zwangsarbeitern und Kriegsgefangenen im Volkswagenwerk sowie die besondere Situation von Mitgliedern der Jeunesse Ouvrière.

Das siebte Kapitel, das Annette WIEVIORKA einleitet, thematisiert die Verstrickung des Vichy-Regimes in die nationalsozialistische Rassenpolitik. Der November 1942 hatte hier keinen wirklichen Zäsurcharakter. Magnus BRECHTKEN skizziert die nicht erst während des Krieges auf deutscher wie alliierter Seite angestellten Überlegungen, vorzugsweise auf dem Gebiet des französischen Kolonialreiches, und namentlich in Madagaskar, eine Heimstatt für das jüdische Volk einzurichten. Regina M. DELACOR resümiert die zwiespältige Haltung der führenden Vichy-Vertreter gegenüber der deutschen Forderung, an dem Programm für die »Endlösung« der Judenfrage mitzuwirken, sowie das zögerliche Verhalten ausländischer Regierungen in der Frage einer Repatriierung von Juden. Anne GRYNBERG untersucht die Rolle der 1940 in Südfrankreich errichteten Internierungslager (Gurs, Saint-Cyprien u. a.) in den Verhandlungen deutscher und französischer Behörden über die Deportation von Juden aus Frankreich und belegt die hierzu mit der Besetzung der Südzone einsetzende Rolle Italiens. Jean-Marc DREYFUS analysiert den von den Besatzungsbehörden eingeleiteten und später von der französischen Verwaltung weitergeführten Vorgang der »ökonomischen Arierisierung«, die in der Vertreibung der Juden aus ihren Funktionen in der Wirtschaft und in der Enteignung ihrer gesamten Güter bestand. Philippe VERHEYDE zeichnet die Entwicklung der von Besatzern und französischem Staat zwischen 1940 und 1944 gemeinsam betriebenen antisemitischen Wirtschaftspolitik nach.

Im achten Kapitel werden verschiedene Aspekte des Themas »Widerstand und Repression« behandelt. Éric ALARY untersucht das bisher wenig bekannte Verhalten der französischen Gendarmerie, die als staatliche Ordnungsmacht in einem besonderen Treueverhältnis zum Vichy-Regime stand. Roger BOURDERON rekapituliert den an kommunistischen ebenso wie an nationalen Werten anknüpfenden Widerstand des PCF und arbeitet die Strategien heraus, von denen er geleitet wurde. Ahlrich MEYER wendet sich der bisher wenig erforschten militärischen Bekämpfung der Widerstandsbewegung zu und zeigt am Beispiel dreier größerer »Säuberungsaktionen« der Wehrmacht im Frühjahr 1944, wie sehr sich das deutsche Vorgehen gegen den Maquis schon vor der alliierten Landung in der Normandie, also vor Oradour, radikalisiert hatte. Rita THALMANN gibt, ausgehend vom Waffenstillstandsabkommen, einen breiteren Überblick über die schubweise Radikalisierung der deutschen Besatzungspolitik zwischen Juni 1941 und August 1944 und die sich parallel intensivierende Kollaboration des Pétain-Staates. Gerd R. UEBERSCHÄR zeichnet nach, wie César von Hofacker in der Pariser Militärverwaltung in eine Rolle hineinwuchs, die ihn zu einer zentralen Figur in der Vorbereitung des Attentats auf Hitler vom 20. Juli 1944 werden ließ. Alfred WAHL berichtet, wie ein dem CFLN angegliederter Dienst für Elsaß und Lothringen die Rückkehr der beiden 1940 annektierten Departments nach Frankreich vorbereitete.

Es folgt, im neunten Kapitel, ein Blick auf die kulturelle Dimension der Besatzungszeit. Albrecht BETZ zeigt, daß die deutsche Kulturpolitik in Frankreich der Untermauerung des militärisch-politischen Anspruchs der Besatzung ebenso dienen sollte wie einer Abmilderung der aus ihr resultierenden Härten für die Bevölkerung. Gérard LOISEAUX vermutet, daß

der französischen Kultur in Hitlers »Neuem Europa« nur ein sehr bescheidener Raum zuge-dacht war. Gabriele METZLER stellt am Beispiel des Atomphysikers Joliot-Curie die beson-deren Probleme französischer Wissenschaftler im Spannungsfeld zwischen Kollaboration und Résistance dar. Und Lutz RAPHAEL untersucht das »scheinbar normale« Pariser Univer-sitätsleben im Schatten des Besatzungsregimes, »zwischen Anpassung und Attentismus«.

Kapitel 10 beleuchtet militärische Aspekte. Reiner POMMERIN relativiert, daß die Ereig-nisse des November 1942 (Operation »Torch«, Besetzung der Südzone) für den Verlauf des Zweiten Weltkrieges eher regionale Bedeutung hatten, daß indessen als eigentliche strategi-sche Wendepunkte des globalen Ringens die Entscheidung im Pazifik und die Bildung der zweiten Front in der Normandie zu betrachten sind. Claude D'ABZAC-EPECY zeigt am Bei-spiel des Experiments einer Flakbatterie auf Schienen, die zum Schutz von Zügen und Bahnhöfen von französischen Piloten bedient wurde, Grenzen der militärischen Kollabora-tionsbereitschaft auf. Jean DELMAS erläutert, wie die Auflösung der Waffenstillstandsarmee Ende November 1942 deren Offiziere und Unteroffiziere vor eine schwierige Wahl zwi-schen Kollaboration, Anschluß an französische Verbände in Nordafrika oder England, Résistance oder völlige Inaktivität stellte. Claude HUAN stellt die Folgen der Besetzung der Südzone für die französische Kriegsflotte (Selbstversenkung am 27.11.1942) sowie für die Handels-, Küstenschutz- und Fischereiflotte dar. Sébastien LAURENT beschreibt, wie Nach-richtendienst und Spionageabwehr der Waffenstillstandsarmee Anfang 1943 in Nordafrika neuorganisiert wurden (zur DSR-SM) und in Rivalität mit dem gaullistischen BCRA von dort aus den Kampf gegen Deutschland fortsetzten. Jean-Noel GRANDHOMME behandelt die seit Ende 1942 praktizierte und bisher unbekannt gebliebene Zwangsrekrutierung von Elsässern und Lothringern für die deutsche Kriegsmarine.

Das elfte, von Henry ROUSSO eingeleitete Kapitel wendet sich Themen der Vergangen-heitsbewältigung zu. Luc CAPDEVILA führt aus, daß in Frankreich bei Kriegsende die natio-nale Identität auf dem Gefühl beruhte, zu einer Leidensgemeinschaft zu gehören, daneben auf der summarischen Disqualifizierung der »collabos«, aber auch auf der Entschlossenheit, durch umfassende Erneuerungen die Zukunft zu gewinnen. Helga BORIES-SAWALA richtet den Blick darauf, daß nach dem Krieg die kollektive Erinnerung der Franzosen in der »Hierarchie der Opfer« den ehemaligen Zwangarbeitern einen in deren Sicht ungerecht nachrangigen Platz zugewiesen hat (hinter KZ-Häftlingen und Kriegsgefangenen). Sabine SCHUTZ führt in die literarische Verarbeitung der Besatzungszeit durch einen Autor der Nachkriegsgeneration (Patrick Modiano) ein. Schließlich ruft Hans-Ulrich THAMER einige Hauptphänomene der mäandrierenden Geschichte der Vergangenheitsbewältigung in der Bundesrepublik und der DDR in Erinnerung.

Ein Beitrag von Maurice VAÏSSE über die Situation im Herbst 1944 rundet den Band ab. Er erinnert an die Stimmung in Frankreich in den Tagen der schrittweisen Befreiung Frank-reichs, die Geburt einer neuen französischen Armee und Legitimität, die deutschlandpoliti-schen Pläne der Provisorischen Regierung, die Umkehr der Verhältnisse in den Beziehun-gen zwischen Deutschen und Franzosen, die Stunde der Abrechnung mit der Kollabora-tion, die Zeit der Entbehrungen. Die Nacht des Krieges ging zu Ende, in Frankreich wie in Europa, noch nicht aber die der Leiden. Insgesamt ist das Buch ein Fundamentum der deutsch-französischen Geschichte im Zweiten Weltkrieg.

Franz KNIPPING, Wuppertal

Alain PETIT, *Vivre dans le Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais sous l'Occupation, 1939–1945*. Préface d'Étienne DEJONGHE, Villeneuve-d'Ascq (Revue du Nord) 2001, 199 S. (Revue du Nord, 16, hors-série, Histoire), ISSN 0983-2327, EUR 25,00.

Das hier anzudeigende Buch entstand aus einer Magisterarbeit an der Universität Lille 3¹, die zehn Jahre nach ihrer Entstehung in der renommierten regionalgeschichtlichen Reihe der *Revue du Nord* publiziert wurde. Die Herausgeber haben hiermit eine glückliche Entscheidung getroffen, denn die Relevanz der Studie rechtfertigt eine – wenn auch leider recht verspätete – Veröffentlichung. Im Rahmen des regionalgeschichtlichen Zugangs rückt Petit in das Zentrum seiner Fragestellung weniger die inzwischen hinlänglich bekannten politischen und ökonomischen Ereignisse, die Nordfrankreich unter der Besatzung von 1940 bis 1944 maßgeblich geprägt haben, sondern ihre von der historischen Forschung lange Zeit vernachlässigten Konsequenzen für das Alltagsleben – genauer: Überleben – der Bevölkerung, wie etwa die Massenflucht im Mai/Juni 1940, die Lebensmittelknappheit und chronische Unterernährung, das Aufblühen des Schwarzmarkts oder die Terrormaßnahmen des Besatzungsregimes. Besondere Originalität gewinnt seine Studie aber vor allem durch den Umstand, daß er in bewußter Abgrenzung zu einer Vielzahl ähnlich angelegter mentalitätsgeschichtlicher Untersuchungen der Besatzungsjahre die nordfranzösische Bergarbeiterschaft, die er als kohärentes Sozialmilieu (»communauté minière« oder »pays noir«) definiert, in den Fokus seiner Analyse stellt unter Hinweis auf ihren spezifischen sozialen Partikularismus und ihre strategische Position in einer gesamtwirtschaftlichen Schlüsselbranche. Die regionalgeschichtliche Bedeutung des Untersuchungsgegenstandes liegt vor allem im spezifischen Besatzungsstatut der beiden Norddepartements, die nicht dem Militärbefehlshaber in Paris, sondern seinem Kollegen in Brüssel unterstellt wurden, dessen Okkupationspolitik die traumatischen Erinnerungen der Bevölkerung an die Brutalität des deutschen Besatzungsregiments im Ersten Weltkrieg wiederaufleben ließ.

Petit versucht, das Alltagsleben und die kollektive Mentalität der Kohlenarbeiter möglichst umfassend in ihrem Facettenreichtum zu erfassen, wobei er den Stoff unter vier Hauptaspekten gliedert: die spürbare Verschlechterung der Lebensbedingungen während der *Drôle de guerre* und die katastrophalen Folgen der Niederlage von 1940, die eklatante Lebensmittelknappheit als einschneidendste Erfahrung der Kriegsjahre, die Lebens- und Arbeitsbedingungen der verschiedenen Komponenten der nordfranzösischen Bergarbeiterschaft während der Besatzungsjahre (insbesondere der Jugendlichen, Frauen, polnischen Einwanderer und aus der Sowjetunion und Jugoslawien verschleppter »Ostarbeiter«), schließlich die maßlos enttäuschten Erwartungen nach der Befreiung 1944 (politische Säuberungen, Hebung des Lebensstandards, Selbstbestimmung über die Produktionsmittel), die – wie in den vorhergehenden Besatzungsjahren – einer rücksichtslosen Politik der Produktionssteigerung um jeden Preis (»bataille du charbon«) geopfert wurden und in die soziale Explosion der Bergarbeiterstreiks 1947/48 mündeten. Obwohl er viele Aspekte wegen des beschränkten Untersuchungsrahmens einer Magisterarbeit nur kursiv behandeln kann und der nötigen Tiefenschärfe bei der Analyse nicht immer gerecht wird – besonders auffallend etwa bei der Untersuchung der Motive der Streikbewegungen von 1941 und 1943 (S. 98f.) – ist der Erkenntnisgewinn seiner Studie, wie Dejonghe in seinem Vorwort zu recht unterstreicht, nicht unwesentlich, so z. B. über das Ausmaß des Debakels vom Mai/Juni 1940 im nordfranzösischen Kohlenrevier (Plünderungen von Geschäften und Privatwohnungen durch französische Zivilisten) oder das Verhältnis zu den ausländischen Minderheiten (polnische Einwanderer seit der Zwischenkriegszeit, ukrainische Zivilarbeiter, russische und serbische Kriegsgefangene in den Besatzungsjahren). Die drastisch gestiegenen Ent-

1 Alain PETIT, *Occupation(s) et quotidien dans les mines du Nord-Pas-de-Calais (1939–1945)*, Université Charles-de-Gaulle – Lille 3, 1991 (Gutachter: Odette Hardy-Hémery und Étienne Dejonghe).

behungen erwiesen sich trotz der traditionellen Fremdenfeindlichkeit unter den einheimischen Zechenarbeitern als Zement der Solidarität zwischen verschiedenen Kulturen und Nationalitäten. Petit wendet sich mit Nachdruck gegen den Mythos von der privilegierten Stellung der Bergarbeiter im System der französischen Lebensmittelrationierung. Eine Erhöhung der Quoten für Schwerarbeiter war bei unveränderter Lebensmittelknappheit nur auf Kosten der anderen Kategorien möglich, so daß die Arbeiter einen Teil ihrer Ration mit ihrer Familie teilten, die von den Kürzungen ebenfalls betroffen war. Die prekäre Ernährungslage der Bergarbeiter blieb dadurch weitgehend unverändert und der von den Bergwerksgesellschaften wie vom Vichy-Regime und den Besatzern erhoffte Effekt auf die Produktivität aus. Hingegen verschärfte dieser Mythos die sozialen Spannungen innerhalb der Arbeiterklasse, da insbesondere in den anderen Produktionszweigen ein großer Teil der Belegschaften von der Schwerarbeiterkategorie ausgeschlossen war.

Anzumerken bleiben einige formale, aber auch inhaltliche Fehler, die dem Leser wegen ihrer Flüchtigkeit umso ärgerlicher erscheinen. Das in zahlreichen Tabellen ausgebreitete, teils sehr interessante statistische Material wird in der Regel nicht mit Quellenangaben belegt, die fehlende Überprüfbarkeit schränkt damit leider auch ihre Verwertbarkeit für weiterführende Forschungen ein. Petit verwendet zwar viele Primärquellen, vernachlässigt aber die einschlägige Forschungsliteratur, deshalb entsteht zuweilen der kuriose Eindruck, das Rad jedes Mal neu zu erfinden, wie etwa bei der Ermittlung der tatsächlichen Kaufkraft der Löhne (S. 97). Zudem wird die Überprüfbarkeit mancher Aussage unnötig erschwert, wenn im Quellenbeleg entweder die Signaturangabe der Archivakte fehlt oder das Dokument nicht genannt wird. Die sprachlichen Fehler bei der Verwendung deutscher Wörter wie »Militarbefehlshaber in Belgium« (S. 35) hätte ein sorgfältiges Lektorat verhindert, ebenso bei wirtschaftlichen Fachbegriffen – »mode Bedeau«, richtig: »système Bedaux« (S. 109). Inhaltlich zu bemängeln ist die Erwähnung des *Comité d'organisation de l'industrie des combustibles minéraux solides*, ein halbstaatlicher Zwangsverband der französischen Kohlenbergwerke: Der *Comité d'organisation des houillères* ist kein Vorläufer, wie Petit meint, sondern wegen des sehr langen Namens lediglich eine umgangssprachliche Verkürzung (S. 111). Für die »Ablösung« eines französischen Kriegsgefangenen in Deutschland bedurfte es im Rahmen der *Relève* nicht nur eines einzigen, sondern immerhin dreier französischer Facharbeiter (S. 129). Schließlich definiert Petit Westfalen in einem Atemzug mit Posen und Schlesien als polnisches Staatsgebiet unter ehemaliger deutscher Herrschaft (S. 136)! Trotz dieser Mängel bleibt die Lektüre des Buches, das wegen seiner guten Lesbarkeit sich nicht nur an das Fachpublikum, sondern auch den interessierten Laien wendet, ein Gewinn.

Arne RADTKE-DELACOR, Göttingen

Monique GRANDJONC, *Le temps d'apprendre à vivre 1939–1945. Une école normale alsacienne réfugiée en zone libre*, Paris (L'Harmattan) 2004, 352 S., ISBN 2-7475-5898-3, EUR 29,50.

Grandjoncs Buch entstand als Folge einer Begegnung mit einem pensionierten Lehrer, der die Geschichte seiner Ausbildungszeit während des Zweiten Weltkriegs in der katholischen *École normale d'instituteurs* in Obernai erzählte. Sie stützt sich dabei vor allem auf Dokumente aus erster Hand, eine breite Sammlung von Zeitzeugenberichten, Artikeln, Interviews, Briefen und Tagebuchnotizen und agiert als »mémorialiste de mémoires«. Die Fragwürdigkeit ihrer recht unstrukturierten Vorgehensweise klingt schon im Vorwort an, in dem die Autorin auf den Balanceakt zwischen objektiver Wirklichkeit und persönlicher Wahrnehmung verweist. Auf diese Art entsteht ein »inventaire inventif«, eine schöpferische Bestandsaufnahme, die auf der Suche nach einer bestimmten Wahrheit zahl-

reiche Wiederholungen und Anekdoten transportiert. Das Buch enthält eine eigene Logik, (»propre logique«), die Chronologie und Linearität über Bord wirft. Grandjonc beansprucht, damit einen begünstigten Zugang zum Verständnis unserer Zeit zu öffnen. Den Leser erwartet trotz dieser grundsätzlichen Vorbehalte eine durchaus eigene, farbig illustrierte Lektüre-Erfahrung.

Das Buch verfolgt innerhalb eines komplexen politisch-kulturellen Umfelds mehrere Themenkreise. Die Geschichte dieser elsässischen *École normale*, (einer Pädagogischen Hochschule), stellt dabei das Gerüst dar. Ihr Funktionieren, die strengen Aufnahme- und harten Arbeitsbedingungen der jungen Anwärter auf eine für die meisten von ihnen mit sozialem Aufstieg, – und im Elsaß mit besonderem Ansehen – verbundene Lehrerstelle in einer *École primaire*, werden von unterschiedlichen Personen und mehreren Perspektiven her beleuchtet. Detaillierte Berichte führen dem Leser die im November 1939 erfolgte Evakuierung der in der Nähe von Straßburg, in Obernai, gelegenen *École normale* in das 10 Kilometer südlich von Limoges befindliche Solignac vor Augen. Zu Beginn des Zweiten Weltkriegs wurden ungefähr 300 000 Elsässer und Lothringer in den Südwesten Frankreichs evakuiert; mehr als 200 000 folgten im Mai 1940, von denen allerdings ein großer Teil auf Befehl der Vichy-Regierung und der deutschen Besatzer zwischen August und Dezember 1940 wieder nach Hause zurückkehrte.

Einen weiteren thematischen Schwerpunkt bilden die Besonderheiten der Lehrerausbildung in Frankreich (und vergleichend im Elsaß) unter den spezifischen Bedingungen des autoritären Vichy-Regimes, nach dessen reaktionärer Ideologie der *Révolution nationale* mit der Parole von »Travail-Famille-Patrie« auch die Schulen gleichgeschaltet und Kommunisten, Juden und Freimaurer ausgeschlossen wurden. (Eine der konterrevolutionären Maßnahmen Vichys bestand im September 1941 in der Abschaffung der *Écoles normales* und der Einrichtung von sogenannten Instituts de formation.) Diese Entwicklung kann der Leser vor allem aus der Sicht des damaligen Direktors der *École normale* nachvollziehen, einer in vieler Hinsicht außergewöhnlichen Erscheinung. In der fraglichen Zeit haben knapp 300 künftige Lehrer die *École normale* besucht. Anonyme Berichte zeugen von ihren Schicksalen und den Problemen ihres Alltagslebens in einer von Mißtrauen und dem Mangel am Notwendigsten geprägten Zeit. Anfangs standen die in katholischen Jugendgruppen, vor allem den Scouts de France, den Pfadfindern, organisierten Eleven der *École normale* in Solignac den Ideen der *Révolution nationale* eher positiv gegenüber. Der gleichzeitig in der katholischen Schule sehr lebendig gebliebene Patriotismus, (der besondere Treue-Akzente bei den Elsaß-Lothringern aufwies), verband sich in dieser *École normale* mit der Tradition der *Chrétiens sociaux*. Orientiert an linkskatholischen Ideen, wie sie in der von Emmanuel Mounier herausgegebenen Zeitschrift »Esprit« geäußert wurden –, zahlreiche in der zeitweise verbotenen Schülerzeitschrift veröffentlichte Texte wurden in die ab Ende 1941 im Untergrund wirkenden »Cahiers du Témoignage chrétien« aufgenommen – lösten die Studenten die Forderung nach »Engagement« ein, politisch bewusst in die Auseinandersetzungen der Zeit einzugreifen. Spätestens 1942 mit dem deutschen Überfall auf die Sowjetunion wurde es notwendig, für oder gegen Pétain Stellung zu beziehen: Kollaboration oder Widerstand. Die Mehrheit von ihnen organisierte sich ab Ende 1942 in nichtkommunistischen Widerstandsgruppen; für viele schlug 1944 die Stunde des bewaffneten Kampfes, einige gingen in den Maquis.

Durchgehend präsent sind in diesem Buch die drei Ost-Departements, vor allem das Elsaß, das 1940 faktisch in die deutsche Zivilverwaltung einbezogen wurde. Dem Sicherungs- bzw. Konzentrationlager Schirmeck, im Juli 1940 errichtet, und dem ab Ende Mai 1941 in Betrieb genommenen Vernichtungslager Struthof ist ein eigenes Kapitel gewidmet. Erwähnung findet auch die spezifische Situation der Elsässer, die durch ihren Dialekt besonders und zusätzlich exponiert waren, gegenüber dem übrigen Frankreich, ohne allerdings weiter reflektiert zu werden. Ebenso hätte man sich eine etwas weniger einseitige

Darstellung in Bezug auf die 1942 eingeführte Wehrpflicht –, 130 000 junge Männer aus den drei Departements trugen eine deutsche Uniform –, und die teils freiwillige, teils erzwungene Rekrutierung der Elsaß-Lothringer in die SS, zumindest einen Hinweis auf die inzwischen problematisch gewordenen Opfer-Täter-Kategorien und ein schärferes Konturieren des deutsch-französischen Konflikts gewünscht.

Insgesamt ist Grandjoncs Buch eine recht bunte Mischung von vertraulichen, nicht zugänglichen, nicht katalogisierten oder archivierten Dokumenten. Der Leser findet sich mit der Aufeinanderfolge von objektiven Fakten und subjektiven Zeugnissen, wie beispielsweise dem Briefwechsel von Direktor und Ehemaligen konfrontiert und hat sich zudem der Gegenüberstellung von zwei Zeitebenen – damals und knapp 60 Jahre später – zu stellen. Eine auf die wesentlichen Aspekte konzentrierte Form wäre für die Arbeit von Vorteil gewesen. Dabei bleibt allerdings die Frage offen, wie man der Vielfalt der überlieferten Dokumente einer vergangenen Zeit methodisch angemessen begegnen kann. Das Buch ist auf jeden Fall ein ernst zu nehmender Beitrag zur Mentalitätsgeschichte und belohnt seine Leser durch eine Fülle von wichtigen und interessanten Informationen.

Margot TAURECK, Paris

Manfred GRIEGER, Ulrike GUTZMANN, Dirk SCHLINKERT (dir.), Abfahrt ins Ungewisse. Drei Polen berichten über Ihre Zeit als Zwangsarbeiter im Volkswagenwerk von Herbst 1942 bis Sommer 1945, Wolfsburg (Historische Kommunikation der Volkswagen AG) 2004, 109 p. (Historische Notate, 9), ISBN 3-935112-17-3.

Dès le début de l'agression allemande, la Pologne conquise constitua un terrain de prédilection pour »la mobilisation au travail dans le Reich allemand«. Pour Hitler, la Pologne représentait un réservoir de main-d'œuvre bon marché. Les intérêts économiques du Reich rejoignaient ainsi les objectifs de la répression raciale: il fallait réduire les Polonais à un peuple de travailleurs manuels, dépourvus d'*intelligentsia* et de classe dirigeante. En Allemagne, les Polonais constituèrent le premier groupe de travailleurs étrangers placé sous une législation spéciale: le décret des Polonais du 8 mars 1940 organisa l'exclusion sociale et la surveillance des travailleurs forcés, parqués dans des camps, auxquels il était fait interdiction de participer à toute manifestation culturelle ou à toute cérémonie religieuse, d'emprunter les transports publics, ou d'entretenir, sous peine de mort, des relations sexuelles avec une femme allemande. L'exclusion sociale se matérialisa, pour la première fois, par le port rendu obligatoire d'un insigne, au centre duquel la lettre »P« sur fond jaune était encadré d'un liseré violet. Les Polonais représentèrent, après les Soviétiques, le groupe de travailleurs étrangers le plus important, au nombre d'un million à l'automne 1941 et d'un million sept cent mille à l'automne 1944, mobilisés principalement dans l'agriculture.

On lira dans ce cahier les témoignages de trois anciens travailleurs forcés de l'entreprise Volkswagen, Julian BANAS, Stanislaw LATACZ et Stefan ZURAWICZ, dont les parcours présentent d'évidentes similitudes. Originaires du triangle Poznan-Lublin-Cracovie, tous trois furent raflés, encore adolescents, à l'automne 1942 et mobilisés dans le Reich à Wolfsburg, la »ville de la voiture KdF«, comme manœuvres employés à la réparation d'avions. La vague de la mobilisation de la main-d'œuvre étrangère dans l'usine Volkswagen avait presque atteint son point culminant, les Polonais constituant environ 10% de la main-d'œuvre étrangère et le quatrième plus gros contingent de travailleurs de l'entreprise. Au cours de la dernière année de la guerre, Volkswagen délocalisa ses chaînes de montage et de production dans des installations souterraines bétonnées à l'abri des bombardements alliés, et nos témoins achevèrent donc leurs parcours à Neudeck, dans les Sudètes, à proximité de Karlsbad, d'où ils regagnèrent non sans difficultés leur pays d'origine dans les premiers jours de l'été 1945. Ces trois récits dessinent clairement les contours du système du travail forcé dans

une société industrielle multiethnique, à l'intérieur de laquelle les Polonais occupaient une position intermédiaire entre celle des Soviétiques et celle des ressortissants des pays d'Europe occidentale.

La production de ces trois récits de vie, de ces trois »Ego-documents« sur une histoire collective, témoigne en fait du »retour de la mémoire«, processus que l'historien Schlinkert analyse avec beaucoup de précision et de finesse dans son introduction. Les témoins n'entamèrent leur introspection biographique qu'après avoir quitté la vie professionnelle active en Pologne, dans les années 1980. Zurawicz reprit contact par lettres avec Banas et tous deux échangèrent leurs souvenirs, avant d'entreprendre dans une étape ultérieure des voyages à Wolfsburg. Quarante ans après les événements, les témoins désormais âgés de soixante ans entrèrent dans la phase productive de la mémoire, travail toujours pénible s'agissant d'un »temps de l'humiliation de l'homme« selon la formule de Banas. Mais les initiatives individuelles des témoins furent bientôt relayées par l'intérêt grandissant et les interrogations des historiens professionnels. À l'automne 1986, à l'initiative du Stadtarchiv de Wolfsburg, un questionnaire fut élaboré et envoyé aux anciens travailleurs forcés. À la fin de l'été 1988, un groupe de recherches se constitua sous la direction de Hans Mommsen. Le »retour de la mémoire« chez les retraités, dont la communication avec d'autres témoins était la condition *sine qua non*, avait précédé de peu et, en quelque sorte, ouvert la voie au nouvel intérêt des historiens: questionnaires et interviews vinrent ainsi prolonger, de manière fructueuse, les réflexions personnelles, les échanges et les brèves recherches des témoins.

Ces trois récits se situent donc au croisement de la mémoire et de l'histoire, puisqu'ils furent rédigés à partir du questionnaire du Stadtarchiv de Wolfsburg, auquel ils apportent des réponses substantiellement développées et détaillées. Dans la mesure où nos témoins avaient pu conserver quelques documents ou quelques photographies de l'époque de Volkswagen, ils purent utiliser ces aide-mémoires, au même titre que leurs propres souvenirs ou ceux de leurs correspondants. La rédaction définitive du témoignage de Banas procède de la méthode la plus originale et la plus élaborée. Il rédigea un premier rapport de dix-sept pages sur la situation des travailleurs forcés à Wolfsburg, achevé à la mi-janvier 1988, qui ne parlait ni de Neudeck, ni du retour en Pologne. Cette lacune fut comblée ultérieurement par deux interviews: à l'été 1990, Banas accorda un premier entretien de deux heures, puis fit, onze ans plus tard à Poznan, un récit de l'histoire de sa vie. Les trois versions de 1988, de 1990 et de 2001 ont été fusionnées dans le texte présenté ici, les chevauchements des récits étant rayés et les variantes filtrées, la version complète ayant été relue et légèrement modifiée par Banas à l'été 2002, avant d'être publiée.

Michel FABRÉGUET, Strasbourg

Heinrich HOFFMEIER. Ich habe keine Hoffnung mehr. Soldatenbriefe aus Rußland 1942–1943, publ. par Volker KOOP, Berlin (edition q) 2004, 144 p., ISBN 3-86124-580-9, EUR 14,80.

Il est des petits livres qui en disent plus que bien des ouvrages imposants, et c'est le cas de celui-ci. Koop, l'éditeur scientifique, a su accompagner ces quelque 25 lettres ou extraits de cartes de ce qu'en France on appelait la Poste aux Armées (*Feldpostbriefe*) d'une part, d'un excellent avant-propos de Rupert SCHOLZ et d'une introduction très instructive qui replacent avec beaucoup de précision, et de tact, le contexte qui a servi de fond à cette correspondance; et puis, d'autre part le contenu de lettres mis en exergue grâce à sa confrontation avec des extraits du compte rendu quotidien de l'OKW pour les secteurs et les époques où le soldat, puis sergent Heinrich Hoffmeier a combattu, en France et sur le front de l'Est. Autre caractéristique de ce qui a été retrouvé de cette correspondance, c'est qu'elle ne s'adressait pas à son épouse mais à sa demi-sœur. Sa femme, qui a refusé longtemps d'ad-

mettre sa disparition (secteur de Orel, décembre 1943) a détruit toutes les lettres de son époux qu'elle détenait car, selon les proches et les voisins: »c'est ce qu'on faisait alors, même si on avait aimé quelqu'un ...«.

Mais surtout, c'est qu'il a écrit à sa parente ce qu'il n'aurait sans doute jamais osé confier à sa femme et l'intérêt, et la curiosité aussi de cette correspondance résident justement dans ce qu'il dévoile de »sa« guerre. On s'interroge bien entendu sur la perméabilité de la censure de la Wehrmacht, dont la redoutable efficacité est dans ce cas prise en défaut. Hoffmeier, maçon de son état, incorporé à 30 ans le 1^{er} mars 1940 dans la 2^e Cie. du 306 Rgt. d'infanterie n'avait rien d'un militariste ou d'un pur produit du régime national-socialiste, en tout cas, ceci n'apparaît pas dans ses cartes, tout au contraire. De sa première lettre du front de l'Est (21.3.1942) jusqu'à celle qui a précédé sa disparition début décembre 1943, on peut suivre l'intensification de la résistance des troupes soviétiques et la puissance croissante de leurs offensives. Hoffmeier était un homme brave puisqu'il avait reçu l'insigne en or du combat rapproché (ce qui signifiait qu'il avait vu l'adversaire »dans le blanc des yeux«) mais s'il n'avait jamais craint la mort, il y était prêt. Dans ses dernières cartes, l'évolution est très perceptible, on sent qu'il a trop connu de misères et de disparitions autour de lui et le 4 décembre il écrit: »nous sommes en enfants perdus et on ne sait pas si nous avons encerclé les Russes, ou l'inverse« et il se livre à son destin, sachant que sa fin est proche, et inévitable. On constate d'ailleurs qu'en aucune de ces correspondances on ne voit d'influence religieuse. Est-ce là une preuve significative de l'influence de la laïcisation »à la NDSAP«? En tout cas ceci tranche avec le ton des lettres de soldats (allemands) de la Grande Guerre.

On ne sait si ce livre, illustré de photographies familiales et dont l'épilogue rappelle ce qu'a pu être l'existence quotidienne d'Allemands d'origine modeste après 1945, pourra bénéficier d'une bonne diffusion. À n'en pas douter, nombreux seront ceux qui se retrouveront dans ces pages, pleines d'émotion, sans pathos.

Marcel SPIVAK (†), Les Lilas

W. G. SEBALD, *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, traduit de l'allemand par Patrick CHARBONNEAU, Arles (Actes Sud) 2004, 155 p. (Lettres allemandes), ISBN 2-7427-4614-5, EUR 17,50.

Sous un titre énigmatique les éditions Actes Sud publient deux textes posthumes de W. G. Sebald, écrivain et critique littéraire né en Allemagne et vivant en Angleterre depuis 1966. Le premier, »Guerre aérienne et littérature« aborde de manière magistrale le thème occulté des réactions – ou plutôt de l'absence de réactions – du peuple allemand face aux bombardements aériens massifs subis par le territoire du Reich pendant la Seconde Guerre mondiale. Avec quelques chiffres, quelques photos, l'auteur évoque la réalité historique de la destruction des villes allemandes, 600 000 morts, 3 millions et demi de logements détruits, flammes de 1000 m de haut s'élevant de Hambourg, cadavres rétrécis, bouillis, croix de fortune sur les amoncellements de pierres, odeur omniprésente, essaims de mouches, marées de rats se nourrissant de cadavres dans les décombres ... Partant de ce constat d'un traumatisme majeur inscrit dans la démographie, dans l'économie, dans la géographie des villes et de leur patrimoine, l'auteur mène une quête minutieuse afin de repérer, dans la littérature allemande, les cicatrices d'une telle tragédie. On pourrait s'attendre à un effondrement des valeurs, des repères, une rupture littéraire, témoignage d'une vaste dépression collective; mais, hormis un ou deux textes – dont le sombre roman de Heinrich Böll, »Le Silence de l'ange«, resté 40 ans inaccessible au public, car mettant en scène un univers insupportablement dépressif – la littérature allemande semble triompher de la destruction en affichant une surprenante continuité. Sebald poursuit par une réflexion originale sur la capacité des individus à surmonter la destruction, à faire comme si de rien n'était, à la nier, voire à l'utiliser

pour leur propre gloire. Procédant par petites touches littéraires assorties de souvenirs personnels, il suggère que les Allemands de l'après-guerre ont réagi à la catastrophe en faisant appel à leur référent culturel. D'où les nombreux poncifs et lieux communs que l'on rencontre dans la littérature comme dans les témoignages oraux ou écrits. Les descriptions des villes allemandes au moment des bombardements sont inspirées des grandes pages sur les incendies de Londres au XVIII^e siècle ou de Moscou au début XIX^e, issus de la culture classique ou romantique. Au lieu de prendre la pleine mesure de la destruction, de mettre en mots les images indicibles de la panique et des cadavres, les témoins ont trouvé refuge dans la musique allemande, l'esthétisme, l'onirisme, le thème de l'apocalypse et de la renaissance, le respect des élites et de la société patriarcale.

N'y a-t-il pas, dans cette amnésie collective, au-delà de la volonté respectable de taire les souvenirs traumatisants, la résurgence de l'héritage *völkisch*? La fierté de la reconstruction à partir de zéro, la réalité du «miracle économique allemand», le refus de parler du traumatisme subi ne permettent-ils pas de prouver la permanence de la force morale du peuple, de ce sentiment de grandeur qui s'inscrit dans une continuité séculaire? Ce livre profondément évocateur ne fait qu'effleurer les grandes questions, sans argumenter, mais il ouvre, par le biais de la critique littéraire, des perspectives totalement inédites pour l'histoire des peuples dans la guerre. Le bombardement des populations civiles, loin de provoquer des paniques qui contraindraient les gouvernements à abdiquer, comme le supposaient naïvement ses précurseurs, suscite un endurcissement imprévisible qui rend inéluctable l'engrenage de la destruction. Des deux côtés, le sentiment de puissance est galvanisé: puissance de détruire d'un côté, puissance de subir et de renaître de l'autre. Sebald recherche ainsi, et trouve parfois, enfouis sous les décombres, ces sentiments qui semèrent la violence dans l'Europe de la première moitié du XX^e siècle. Son deuxième texte sur l'écrivain Alfred Andersch, démontre ainsi de manière particulièrement incisive l'imprégnation quasi-inconsciente de l'idéologie dans une œuvre littéraire d'après-guerre. L'ensemble de ce petit recueil présente un caractère un peu disparate et inachevé qui peut déconcerter les historiens, ils y trouveront cependant une hauteur de vue exceptionnelle et certaines pages splendides et courageuses qui sont une invitation à poursuivre la recherche.

Claude D'ABZAC-EPEZY, Vincennes

Sybille STEINBACHER, *Auschwitz. Geschichte und Nachgeschichte*, München (C. H. Beck) 2004, 128 p., 1 ill. (Wissen), ISBN 3-406-50833-2, EUR 7,90.

La commémoration du 60^e anniversaire de la libération d'Auschwitz a suscité un nombre étourdissant d'ouvrages. La synthèse de Steinbacher, collaboratrice de Norbert Frei à l'université Friedrich-Schiller à Iéna, part d'un paradoxe historiographique, également relevé par Annette Wieworka pour la France: l'absence de monographie consacrée aux camps d'Auschwitz. Steinbacher croise l'histoire des camps d'Auschwitz et celle de la ville, modèle de la germanisation à l'est voulu par les nazis. Dix chapitres chronologiques appuyés sur un appareil critique (cartes, bibliographie sélective, index des noms propres) rendent l'ouvrage très maniable.

L'auteur s'intéresse à l'évolution du camp en centre de mise à mort de plus d'un million de personnes (dont 88% de juifs). Elle distingue ce qui relève du projet idéologique du III^e Reich de ce qui ressortit à une dynamique locale. Le camp ouvert en 1940 (Auschwitz I à partir de 1943) sur un ancien centre pour migrants sert à la «détention préventive» des opposants politiques polonais, les nazis tirant profit des aménités du lieu. Le projet d'une usine IG-Farben au printemps 1941 modifie l'organisation de cette «zone d'intérêt du camp» avec l'ouverture en octobre 1942 d'un camp de travail à Monowitz pour rapprocher la main-d'œuvre concentrationnaire des usines de Buna. Ce camp de concentration (Ausch-

witz II), le premier »initié et financé par une entreprise privée«, inaugure une coopération entre SS et industrie d'armement, qui servira de modèle pour la mise au travail forcé dans les autres camps de concentration. La construction d'un troisième camp prévu pour 200 000 prisonniers de guerre soviétiques en octobre 1941 soulignent les interactions entre déroulement de la Seconde Guerre mondiale en Europe et élaboration de la »Solution finale«. La mortalité des prisonniers, l'échec du *Blitzkrieg* à l'est et ses conséquences idéologiques sont à l'origine de la transformation du camp d'Auschwitz-Birkenau en centre de mise à mort immédiate. Auschwitz III devient cette »fabrication de cadavres« (Hannah Arendt) constamment perfectionnée (sélection qui envoie directement aux chambres à gaz-crématoires 80% d'un convoi, utilisation des détenus devenus marchandises pour l'économie du Reich, etc.). À l'automne 1944, 155 000 détenus ont été transférés vers des camps de concentration du *Altreich* devant l'avancée des troupes soviétiques qui découvrent le 27 janvier 1945 600 cadavres et 7000 détenus.

L'ouvrage précise en quoi Auschwitz est à la fois un camps de concentration régi par les mêmes règles que celles des autres camps (règne de la violence; conditions de vie et de travail exterminatrices; double hiérarchie, celle des SS et celles des détenus; traitements différenciés des détenus selon des distinctions, sociale, politique et raciale ...) et un hapax dans les réalisations concentrationnaires (tatouage généralisé en 1942; camps des familles, pour hommes et pour femmes; nombre inédit de victimes, entre 1,1 et 1,5 millions ...). L'auteur tente enfin de définir les acteurs et leurs motivations, convergentes et rivales: SS tout d'abord, hautes personnalités nazies, mais aussi industriels. Sans oublier la ville d'Auschwitz ni le millier de travailleurs civils employés dans les camps. Et de rappeler que le bon fonctionnement du complexe reposait sur l'implication de ces hommes convaincus. Quant à savoir ce que chacun savait réellement, Steinbach tente d'apporter une réponse circonstanciée.

Le second aspect de la synthèse concerne le projet urbain des nazis. Comment cette petite ville de 14 000 d'habitants en 1940, qualifiée d'»Oświęcimer Jerusalem«, est-elle devenue Auschwitz, ville modèle de la *Volkstumspolitik* à l'est? La tradition culturelle de la ville depuis le Moyen Âge (point de contact entre Slaves et Allemands; rapports étroits entre catholiques et juifs) explique l'essor et l'intégration remarquable de la communauté juive. En 1939, elle constitue plus de la moitié de la population tandis que la présence allemande est insignifiante. L'invasion de la Pologne, première étape de la conquête partie de l'»espace vital« à l'est, lance la politique de (re-) germanisation de ces territoires fondée sur un *Ostimperialisimus*. Elle doit déboucher sur la redistribution des populations d'Oswiecim selon un principe raciste. Or, en 1939, personne n'y est allemand selon les conceptions raciales nazies! Cet obstacle relègue la ville au second plan, épargnant pour un temps ses habitants de la déportation qui accueillent alors les juifs des villes en pleine restructuration. Mais l'ouverture de l'usine IG-Farben fait de la ville le *Muster der Ostsiedlung* (idéal de développement conciliant prospérité économique et pureté raciale et »rempart de la germanité« contre l'Est barbare). Désormais rebaptisée Auschwitz et finalement rattachée au III^e Reich, elle est nettoyée de tout élément non »re-germanisables«. Au printemps 1941, elle a perdu la moitié de sa population et compte 90% de Polonais. Les conditions de vie sont améliorées pour attirer des populations allemandes, SS, pour lesquels la »vie de famille SS servait, autant que l'extermination de masse, la construction d'une *Volksgemeinschaft* racialement pure« comme travailleurs d'IG-Farben qui assure à la ville électricité et chauffage. Malgré la mégalomanie des projets prévoyant une ville de 70–80 000 habitants, les réalisations sont plus modestes (6000 *Reichsdeutsche* installés). Seuls les bombardements des villes du *Altreich* mi-1943 feront affluer les populations allemandes. La ville modèle d'Auschwitz disparaît définitivement en septembre 1945 lorsqu'évacuée, elle redevient Oświęcim, une ville polonaise de 7300 habitants (5000 Polonais, 2000 *Volksdeutsche* et 186 juifs). Les trois derniers chapitres traitent l'histoire d'Auschwitz après la guerre. Les camps (excepté Monowitz) sont réutilisés par les autorités soviétiques avant d'être remis en 1946 aux autorités

polonaises qui décident d'en faire un mémorial. Inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, il accueille un demi-million de visiteurs par an.

L'auteur évoque la dimension judiciaire des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner commis à Auschwitz en présentant les différents procès et l'évolution de la perception d'Auschwitz par les sociétés européennes: Pologne, Tribunal international de Nuremberg et juridictions alliées, RFA des années 50 qui abandonne les poursuites contre des accusés facilement réintégrés et tournant qu'ont constitué les quatre procès allemands entre 1964 et 1976, inauguré par le procès de Francfort (350 témoins, plus de 20 000 personnes présentes sur les vingt mois du procès). C'est dans cette perspective de *Vergangenheitspolitik* que Steinbacher conclut son ouvrage en s'intéressant aux «mensonges d'Auschwitz» apparus dès la fin de la guerre et à leurs impacts sur la société allemande.

On ne peut qu'apprécier la clarté de l'exposé, malgré certaines approximations (localisation de la *Judenrampe*) et simplifications (cinq pages pour l'élaboration de la «Solution finale» à l'échelle de l'Europe). Deux grands reproches peuvent cependant être formulés: le choix d'écriture qui n'accorde pas une voix suffisante aux victimes, Steinbacher ayant préféré dresser à grands traits la condition des détenus plutôt que d'utiliser des témoignages. De même l'absence étonnante de questionnement sur la double posture de survivant/témoin après Auschwitz. D'autre part, en se cantonnant au domaine judiciaire après 1945, elle manque un enjeu fondamental: pourquoi est-ce Auschwitz qui est devenu lieu de mémoire, au sens propre du terme, de la nation polonaise (rien sur Maximilian Kolbe ni sur la visite de Jean Paul II), de la Shoah, de la nouvelle Allemagne, etc.? Les débats des années 90 autour du musée et des pavillons nationaux auraient pu amorcer une réflexion sur les muséographies mises en place, sur leurs supports et leurs finalités, sur les publics visés et expliquer ainsi pourquoi Auschwitz reste une «plaie ouverte» (I. Kertész) 60 ans après.

Fabien THÉOFILAKIS, Paris

Alexandra-Eileen WENCK, *Zwischen Menschenhandel und »Endlösung«*. Das Konzentrationslager Bergen-Belsen, Paderborn (Schöningh) 2004, 444 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart), ISBN 3-506-77511-1, EUR 39,90.

Issu d'une thèse soutenue en 1997 à l'université de Münster, sous la direction de Hans-Ulrich Thamer, cet ouvrage entend montrer la singularité de ce camp créé le 10 mai 1943 et ses différentes fonctions durant les vingt trois mois de son existence. Selon une historiographie plus complexe que celle décrite jusqu'à présent, il s'agit de mettre en lumière en quatre chapitres précédés d'une longue introduction dans quelles circonstances ce «camp d'internement mal géré» est devenu une dernière station de la «Solution finale». Le titre faisant allusion aux marchandages des autorités nazies visant à obtenir des devises et des marchandises indispensables ainsi que la libération d'Allemands internés à l'étranger en échange de concentrationnaires juifs disposant de la nationalité des pays concernés (Grande-Bretagne, États-Unis, Palestine) auxquels s'ajoutent ceux disposant de passeports de pays neutres ou alliés du III^e Reich.

Une ordonnance de Kaltenbrunner, successeur de Heydrich au RSHA, du 5.3.1943, définissait les catégories de juifs à sélectionner pour ce camp initialement qualifié «d'internement de civils», puis de «camp de séjour». Avec un «camp spécial» pour les juifs polonais titulaires d'un passeport de pays d'échange ou d'un certificat de Palestine. Un «camp des neutres» pour les juifs ressortissants de pays neutres ou alliés. Un «camp d'étoiles», essentiellement destiné aux juifs néerlandais titulaires de papiers agréés par un pays d'accueil, mais contraints, contrairement aux deux catégories précédentes, de porter l'étoile. À ces trois camps s'ajoutent ensuite un groupe de juifs hongrois destinés à être cédés aux Alliés à la suite des négociations entre le Dr. Kastner, représentant l'organisation sioniste Vaada et la

SS. Indépendamment de cet objectif initial, Bergen-Belsen reçut, à partir de mars 1944 des fonctions supplémentaires. Notamment l'accueil de détenus masculins non juifs d'autres camps envoyés »en convalescence« avant leur renvoi au travail forcé et des femmes, majoritairement polonaises, en transit avant leur envoi dans des sites de travail forcé par les entreprises concernées. Par suite de cet afflux nullement préparé, les conditions de vie initialement meilleures que dans des camps de concentration parce que conçus pour des »juifs d'échange« qu'il fallait garder à cet effet en bonne condition physique et psychique, se détériorèrent rapidement jusqu'à transformer le camp en mouroir par faim, manque d'hygiène et développement d'épidémies avec l'arrivée des convois d'évacuation d'autres camps et des marches de la mort de la dernière période 1944/45. Jusqu'à la libération par les Britanniques, le 15.4.1945 on dénombrera 50 000 morts. D'autres mourront encore par la suite.

Malgré la destruction des documents du camp et des services de police politique extérieurs de Celle et Hanovre, l'historiographie de Bergen-Belsen, figée depuis les années soixante, a connu un nouvel essor dans les années quatre-vingt-dix, grâce au Centre régional de Basse Saxe, responsable du Mémorial et d'un projet de recherche de l'histoire du camp. Dans ce contexte, l'auteur s'est attaché davantage à l'évolution du camp, qui en fait un point de cristallisation des divergences et différences des institutions nazies et des services impliqués (p. 27). On aurait aimé quelques tableaux pour suivre plus facilement la description complexe des directives et actions d'échange de juifs réussies ou manquées dans le cadre d'une politique de rachat et d'échanges d'otages juifs menée essentiellement par l'entremise de la légation suisse à Berlin et, dans la dernière période par d'autres pays neutres (Espagne, Portugal, Turquie). Politique qui n'aboutit finalement qu'au sauvetage effectif d'une poignée de bénéficiaires révélant néanmoins des possibilités nullement hypothétiques, insuffisamment utilisées par les états interlocuteurs du III^e Reich, qui craignaient une immigration importante de juifs. S'il est vrai que le projet initial d'échanges ne comportait que 10 000 juifs, il apparaît qu'en dépit des réticences d'Hitler et des manœuvres d'obstruction d'Eichmann, Himmler était, durant la dernière année de guerre, prêt à élargir le champ des échanges. Non seulement pour obtenir des devises et des biens indispensables à l'Allemagne, mais pour assurer des contacts concernant l'avenir du pays et son avenir personnel.

Rita THALMANN, Paris

Karl HEIDINGER, *Widerstand gegen die Wehrmacht. Hergang und Hintergründe der Erschießungen vom 12. Juni 1944 in Valréas*, St. Ingbert (Röhrig Universitätsverlag) 2004, 164 S., 14 Abb., ISBN 3-8334-0798-0, EUR 14,90.

Die Partisanenbekämpfung im Sommer 1944 war eines der dunkelsten Kapitel der deutschen Besatzungsherrschaft in Frankreich während des Zweiten Weltkriegs. Besonders bekannt und immer wieder wachgerufen werden vor allem die traurigen Vorgänge in Oradour-sur-Glane vom 10.6.1944. An jenem Tag löschte eine Kompanie der 2. SS-Panzerdivision »Das Reich« das gesamte Dorf aus und tötete 642 Männer, Frauen und Kinder. Das Massaker blieb in dieser Dimension für Frankreich einzigartig und hat dadurch in der Nachkriegserinnerung den Blick auf andere deutsche Verbrechen im Rahmen der Partisanenbekämpfung verdeckt. Viele dieser Untaten blieben zwar regional bekannt, doch gerieten ansonsten weitgehend in Vergessenheit.

Ein solcher Fall ist das Massaker von Valréas im Département Vaucluse in Südfrankreich, welches das vorliegende Buch aufzuhellen versucht. Heidinger ist kein Berufshistoriker, sondern leitete von 1994 bis 2003 als Erster Vorsitzender den Verein für Heimatgeschichte in Sachsenheim, einer Stadt im Württembergischen. Seinen Forschungen ging ein lokales Politikum voran, denn Sachsenheim und Valréas verbindet seit 1994 eine Städtepartnerschaft. Diesem Abkommen waren allerdings zähe Verhandlungen vorangegangen, da sich

ehemalige französische Widerstandskämpfer aus Valréas lange Zeit gegen diese Partnerschaft gewehrt hatten. Aufgrund dieser politischen Querelen versucht Heidinger die damaligen Tathergänge objektiv aufzuarbeiten, um noch bestehende Vorbehalte gegen die Städtepartnerschaft aus dem Weg zu räumen. Das dürfte ihm mit dieser ausgewogenen Arbeit hoffentlich gelungen sein. Heidinger vermag die tragischen Vorgänge an jenem 12.6.1944 minutiös zu rekonstruieren und begibt sich auf die schwierige Suche nach den Schuldigen. Denn wie so viele Massaker während der Partisanenbekämpfung, so war auch jenes von Valréas ein arbeitsteiliges Verbrechen, da mehrere Einheiten vor Ort waren: Teile der 9. Panzerdivision des Heeres, Teile des Regiments »Brandenburg«, Luftwaffensoldaten und wohl auch die Geheime Feldpolizei.

Den besonderen Reiz des Buches machen die verschiedenen Zugangsperspektiven aus. So benutzt der Autor alle ihm zur Verfügung stehenden Quellen: Die äußerst spärlich überlieferten deutschen Kriegstagebücher, amtliche Zeugenaussagen kurz nach dem Massaker, französischsprachige regionale Résistance-Literatur sowie Interviews mit Überlebenden von beiden Seiten fast 60 Jahre nach der Tat. Hinzu kommen die Akten aus einem Nachkriegsprozess vor dem französischen Militärgericht Marseille. Heidinger gelingt es, diese diffusen Quellen überzeugend zu einem Gesamtbild zusammenzuführen. Erfreulich sind auch die langen Zitate aus Zeugenaussagen und Briefen, so daß man das Buch gleichzeitig noch als eine Quellensammlung bezeichnen könnte. Dadurch ist es dem Leser möglich, sich selbst ein Bild von der Tragödie zu machen. Dabei wird unter anderem deutlich, wie sehr das deutsche Handeln von inneren Widersprüchen gekennzeichnet war und keineswegs zielstrebig auf eine Racheaktion an der gesamten Bevölkerung herauslief. Heidinger vermeidet somit tunlichst eine pauschale Verurteilung aller an der Tat beteiligten und glaubt letztlich in dem Kommandeur der zur 9. Panzerdivision gehörigen »Kampfgruppe Unger« den Schuldigen auszumachen. Das Resultat war traurig: 53 französische Männer fielen den deutschen Kugeln zum Opfer, wobei es ein weiteres Verdienst Heidingers ist, die Todesumstände jedes Einzelnen aufzuschlüsseln. So waren 27 – also etwa die Hälfte – der Toten Widerstandskämpfer, wobei 10 bereits in den vorangegangenen Kämpfen mit der Wehrmacht gestorben waren. 26 Opfer hingegen waren mehr oder minder wahllos aus der Bevölkerung herausgegriffene Männer vor Ort.

Einige kleinere Sachfehler können den vorbildlichen Eindruck nicht trüben. Es wäre wünschenswert, wenn mehrere derartiger Arbeiten vorliegen würden, bilden sie doch die Mosaiksteine, die ein Gesamtbild über die Schlußphase der deutschen Besatzungsherrschaft in Frankreich erleichtern.

Peter LIEB, Sandhurst

Claudia MOISEL, *Frankreich und die deutschen Kriegsverbrecher. Politik und Praxis der Strafverfolgung nach dem Zweiten Weltkrieg*, Göttingen (Wallstein) 2004, 287 S. (Beiträge zur Geschichte des 20. Jahrhunderts, 2), ISBN 3-89244-749-7, EUR 42,00.

In ihrer Dissertation zur Frage des juristischen Umgangs mit deutschen Kriegsverbrechen in Frankreich greift Moisel einen Themenkomplex der deutsch-französischen Beziehungen auf, der bisher in der Forschung kaum beachtet wurde. Damit schließt sie eine historiographische Lücke. Bisher war der Bereich der juristischen Aufarbeitung der deutschen Kriegsverbrechen in Frankreich und ihr Einfluß auf die deutsch-französischen Beziehungen weder in der Forschung noch im öffentlichen Diskurs ein Thema. Im Mittelpunkt stehen drei Fragen, die folgende Themen betreffen: die Zuständigkeit französischer Gerichte, Militärgerichte, Sondergerichte oder normaler Strafjustiz, ferner nach welchen Rechtsgrundlagen Verurteilungen vorgenommen wurden und inwieweit die Reaktion der Öffentlichkeit und innen- und außenpolitische Gegebenheiten diese Verfahren beeinflussten.

Das Buch umfaßt drei übergeordnete Kapitel, die jeweils thematisch abgegrenzte Unterkapitel enthalten. Das erste bildet einen Abriß über das Vichy-Regime und die deutsche Besatzung; in ihm wird trotz seiner Kürze mit nur 20 Seiten der Komplexität der *Années noires* Rechnung getragen. Das zweite und umfangreichste Kapitel für die Jahre 1944–1964 gibt dem Leser zunächst eine Einführung in die internationale Debatte über den Umgang mit deutschen Kriegsverbrechern, die bereits in den ersten Nachkriegsjahren von der politischen Großwetterlage entscheidend beeinflusst wurde und die die Spannungen zwischen den ehemaligen Verbündeten deutlich sichtbar werden läßt (S. 103). Es folgt die Darstellung der in Frankreich mit dieser Frage befaßten Behörden wie dem *Service de recherche des crimes de guerre ennemis* sowie der französischen Militärjustiz. Im Anschluß wird anhand der französischen Militärgerichtsverfahren gegen Karl Oberg, den Leiter des SD in Paris, und gegen den Chef der Zivilverwaltung im Elsaß, Robert Wagner dokumentiert, mit welchen Schwierigkeiten die zuständigen französischen Stellen zu kämpfen hatten; dies galt vor allem für die Frage der Auslieferung an Frankreich (Kap II/6). Die Darstellung des Oradour-Prozesses ist besonders dadurch gelungen und wird dessen Brisanz gerecht, weil die unterschiedlichen Positionen in Frankreich einerseits und der Bundesrepublik Deutschland andererseits aufgezeigt werden. Von den ca. 200 am Massaker beteiligten Angehörigen der SS saßen in Frankreich nur acht auf der Anklagebank (Kap II/9).

Das letzte Kapitel widmet Moisel der Strafverfolgung in der Bundesrepublik. Dabei stehen die Prozesse gegen Georg Hempen und Kurt Lischka als *pars pro toto* für den diffizilen Umgang mit der strafrechtlichen Verfolgung von Kriegsverbrechern in der deutschen Justiz, Politik und der Öffentlichkeit. Diese Problematik spiegelt sich in den mühseligen Verhandlungen und einer von Deutschland verschleppten Ratifizierung des deutsch-französischen Zusatzabkommens (1964–1975) wider, was von der Verfasserin detailliert nachgezeichnet wird. Im Mittelpunkt der deutsch-französischen Auseinandersetzungen über diese Frage stehen zwei verschiedene Rechtsauffassungen. Während die französische Seite den außergewöhnlichen Charakter der Verbrechen des NS-Regimes in der neuen juristischen Kategorie der »Verbrechen gegen die Menschlichkeit« Rechnung tragen wollte, sollte in Deutschland nach den Bestimmungen des geltenden Strafrechtes verfahren werden (S. 180). So wurden viele deutsche Strafverfahren zerrieben zwischen den Mühlen der Justiz, der auswärtigen Politik und dem Willen der mehrheitlich deutschen Öffentlichkeit, die Vergangenheit ruhen zu lassen. So sei der Prozeß gegen Kurt Lischka das einzige Verfahren geblieben, das mit einer Verurteilung in Deutschland im Jahre 1980 (!) wegen begangener Kriegsverbrechen in Frankreich endete.

Das Buch zeichnet nach, wie problematisch der juristische Umgang beiderseits des Rheins mit deutschen Kriegsverbrechen in Frankreich war. Trotz des 1963 unterzeichneten Elysée-Vertrags über die deutsch-französische Zusammenarbeit stellte dies noch bis weit in die 1970er Jahre hinein eine nicht zu unterschätzende Belastung der deutsch-französischen Beziehungen dar. Die Arbeit stützt sich auf umfangreiche Aktenbestände der deutschen und französischen Justiz, die bisher von der Forschung kaum in Augenschein genommen wurden bzw. werden konnten. Dies gilt insbesondere für Unterlagen der französischen Militärjustiz, die bis zum heutigen Tage nur aufgrund von aufwendigen Sondergenehmigungsverfahren und nur in Teilen zugänglich sind. Das detaillierte Literaturverzeichnis gibt dem Leser die Möglichkeit, eigene Interessenschwerpunkte zu vertiefen.

Die Verfasserin hat für die Gliederung ihrer Arbeit eine chronologische Darstellung gewählt, die den einzelnen Prozessen gegen deutsche Kriegsverbrecher durchgehend folgt. Darin eingewoben sind die verschiedenen internationalen Verträge und binationalen Abkommen zwischen Frankreich und der Bundesrepublik Deutschland. Die DDR erscheint nur am Rande. Die Struktur der Arbeit ist überzeugend, bisweilen ist sie von zu vielen Einzelheiten überfrachtet. Der Ausblick im Schlußkapitel beleuchtet souverän die Verwandlung der Standpunkte sowohl in Frankreich als auch in Deutschland von der Ver-

drängungs- und Kompromißbereitschaft auf dem Höhepunkt des Kalten Krieges bis zu angemessener Aufarbeitung der deutschen Kriegs- und Völkerrechtsverbrechen, nachdem Vergeltungsdrang und Realitätsflucht verebbt waren.

Corinna v. LIST, Berlin

Horst CARL, Hans-Henning KORTÜM, Dieter LANGEWIESCHE, Friedrich LENGER (dir.), *Kriegsniederlagen. Erfahrungen und Erinnerungen*, Berlin (Akademie) 2004, X-471 p., ISBN 3-05-004015-7, EUR 49,80.

Cet ouvrage contient les 26 communications présentées lors des journées organisées conjointement par le groupe de recherches de Regensburg sur d'une part, la guerre au Moyen Âge et d'autre part, par le département de la recherche de Giessen sur le thème culture du souvenir, et le centre de recherche de Tübingen sur les expériences de la guerre. Ces journées se sont déroulées à Ratisbonne en octobre 2002 et en avril 2003 à Tübingen. Divisé en cinq parties, il couvre les domaines suivants: exploitation historiographique et littéraire; processus d'intégration et instrumentalisation; exemples d'interprétation religieuse; discours sur le genre féminin et l'honneur; exploitation médiatique.

Les titres des parties présentées ne signifient rien en eux-mêmes car les auteurs traitent de sujets aussi divers que les exégèses sur la «Chanson de Roland» que de l'attentat du 11 septembre 2001 sur le WTC à New-York. Mais ce n'est pas l'éventail chronologique et la diversité thématique qui peuvent perturber quelque peu (certains utiliseraient le terme «interpeller») l'historien de bonne volonté mais bien la volonté des auteurs à «relabourer» l'histoire et parvenir à leur concept central: démontrer comment une défaite majeure peut être interprétée par les vaincus comme une victoire, du moins politique.

On s'intègre facilement dans la «relecture» de la Chanson de Roland et sa réception dans le Deutscher Orden (Edith FEISTNER et Michael NECKE); il en est de même pour Ronceval et Montauban (Mathias HERWEG) qui permet de pénétrer et d'éclairer les récits nébuleux de défaites et leur fonction évocatrice dans le roman de langue allemande des XV^e et XVI^e siècles. L'exégèse relève – mais dans quelle mesure – de l'étude littéraire plus que de l'historiographie descriptive même si celle-ci en forme aussi le soubassement. Mais à vouloir trop prouver l'on ne débouche pas forcément sur une démonstration claire et dont la rigueur n'est pas synonyme de lourdeur pédante ... Les arcanes et les avatars de cet aspect de l'historiographie allemande que l'auteur (Friedrich LENGER) présente comme la *Volksgeschichte* et ses adeptes («Eine Wurzel fachlicher Innovation») se retrouve dans ce recueil par accident même si l'auteur se réfère à la défaite de l'Allemagne au lendemain de 1918–1919. De fait, on entre vraiment dans le cœur du sujet dans la deuxième partie et les huit communications qu'elle contient qui, chronologiquement vont de 1386 jusqu'à 1944 permettent d'apprécier le développement du concept de base. L'historien «classique», et pas nécessairement enfermé dans sa spécialité, découvre non pas une relecture fondée par exemple sur l'apport d'une documentation inédite mais le résultat d'approches sinon nouvelles, du moins inhabituelles.

Alors qu'au moment où ces lignes sont écrites est mise à mal dans les médias, l'image de Napoléon dont le 200^e anniversaire du sacre a eu lieu le 2 décembre («Le Figaro Magazine» du 27.11.2004 par exemple), il est intéressant de lire (ou de relire) comment la catastrophe de la campagne de Russie de 1812 a été l'objet, en Allemagne, d'une manipulation qui aurait finalement abouti à la dénaturer au point d'en faire une victoire nationale. Mais est-ce bien nouveau? En revanche, c'est avec délectation que l'on suit l'étude sur le chemin différent pris dans l'entre-deux-guerres par les étudiants de Tübingen et de Cambridge, dans leur culte des morts: les uns étaient des vaincus sans l'admettre et ne seront guère insensibles aux slogans des nazis et se considéraient comme de futurs vengeurs, et les autres glorifiaient

leurs aînés morts pour que leur souvenir perdure et qu'ils soient honorés là où ils sont tombés: en 1914 déjà, dans son poème »The Soldier«, Rupert Brooke écrivait: »If I should die think only this of me, That there is some corner of the foreign land that is forever England.« Ces étudiants anglais ne voulurent cultiver ni la haine, ni l'oubli.

Si l'on connaît le sort réservé aux officiers généraux soviétiques – avec en tête le maréchal Toukhatchevsky – lors des grandes purges de 1930–1931 et de 1937–1938, on n'avait que des données incertaines sur le destin des officiers tsaristes qui ont continué à servir dans l'armée rouge. L'étude de Olga NIKONOVA, qui a travaillé également à Tübingen, correspond parfaitement au thème de cette deuxième partie et dans un style clair et précis elle apporte une remarquable contribution à la connaissance de la composition de l'armée rouge. Leur nombre était évalué entre 50 000 et 70–75 000 à la fin de la guerre civile, soit 775 généraux et 1726 officiers d'état-major, que les bolcheviques plaçaient sous le contrôle des commissaires politiques et désignés comme »spécialistes militaires«. L'analyse de leurs Mémoires (souvent tronqués par les Soviétiques) et des travaux qu'ils ont réalisés sur l'expérience de la Grande Guerre concernent aussi bien des réflexions sur l'obsolescence de l'armée tsariste que sur l'armée future, basée sur la technique, répondant à la modernité notamment pour ce qui concerne l'éducation civique de la troupe: ils ont vécu les vices de la composition des troupes tsaristes. En 1918 fut créée une commission pour l'étude historique de la guerre qui, dans ses publications, ne négligea pas le souvenir de la Grande Guerre malgré l'opposition des bolcheviques qui eux, ne voulaient héroïser que leurs combattants de la guerre civile. Ces anciens officiers tsaristes furent les seuls, par leurs travaux et conférences dans les académies militaires, à perpétuer la mémoire de la guerre de 1914–1917, mais bien peu survécurent et, après la Grande Guerre patriotique, le régime fit imposer une amnésie collective. Ne s'agissait-il pas d'une guerre impérialiste, conduite contre le peuple? Cette communication, tout comme celle de Bernhard CHIARI sur l'histoire et le mythe de l'armée de la patrie polonaise (Arma KRAJOWA) témoignent de cette approche qui se veut à la fois objective et axée sur la démythification et son corollaire, la manipulation des esprits. La complexité du thème de la troisième partie (citons un seul titre: »1648« a-t-il été une défaite catholique?) n'est pas d'une lecture aussi aisée et facilitant le repérage du fil conducteur. Néanmoins, la qualité des travaux, les recherches extrêmement poussées qui les étayaient pourraient inciter les non-initiés les plus réticents à s'intéresser de plus près aux sujets traités ... après avoir surmonté l'obstacle de l'allemand ancien.

La quatrième partie ne comprend que trois communications dont je suis tenté de ne retenir que celle de Sabine KIENITZ sur »Le corps blessé comme emblème de la défaite?« ou la symbolique de l'image de l'invalidé de guerre sous la République de Weimar. Si en France il est apparu très tôt que d'une part, mieux valait sinon cacher au public, du moins ne pas trop exposer les grands invalides de guerre (il y en eut environ 65 0000 à la fin du conflit) afin de ne pas ébranler le moral de la population d'autre part, ceux-ci devaient symboliser la violence de la guerre. Ils furent en tête du défilé de la Victoire et Kienitz rappelle que la délégation allemande qui était présente à la ratification des Traités de Versailles a dû défiler devant une haie de gueules cassées, symboles vivants de la responsabilité allemande. Il semble bien que dans la République de Weimar, et déjà à partir de 1915, l'invalidé de guerre, le grand blessé, représentaient des héros gênants, bien qu'ils aient bénéficié de soins et de pensions non négligeables. En 1916/17 apparurent des textes moralisateurs écrits par de nouveaux pédagogues exhortant les invalides à la discipline et surtout, à travailler afin qu'on ne les trouve pas dans les rues à mendier et à jouer de l'orgue. Mais là encore ne peut se dégager un tableau homogène et la gauche allemande avait sur le sujet une vision plus pragmatique, les traitements très pénibles infligés aux blessés dans les hôpitaux militaires (notamment les cas psychiatriques) en révoltaient leurs représentants. Et puis, par inversion, comme preuve indéniable de la supériorité de la technique allemande qui montrait que la défaite n'était pas absolue, les prothésistes (et les mécanistes) se flattaient des progrès réalisés dans la réhabili-

tation: le symbole idéal du grand blessé qui avait su lui-même fabriquer sa prothèse n'était-il pas Götz von Berlichingen? Le texte de Kienitz illustre parfaitement l'approche nouvelle, et pluridisciplinaire, d'une problématique qui peut remettre en question, et conduire à des vues moins assurées sur nombre de sujets.

La cinquième et dernière partie n'est pas homogène aussi bien sur le plan chronologique que thématique: elle commence par la guerre de la Ligue de Smalkade (1547–1552) pour s'achever par l'attentat du 11 septembre 2001 sur le WTC. Pourtant, aussi éloigné puisse-t-on être de ces bornes temporelles, qui incluent la caricature héroïsante française des années 1793–1871, les défaites vues par les peintres militaires allemands du XIX^e siècle et ce qu'on peut dénommer les débris de l'armée allemande reproduits par des peintres tels que Max Beckmann et, bien sûr, Otto Dix, l'on voit apparaître d'autres représentations mentales pouvant dès lors repousser les idées acquises. Ceci ne signifie pas que ces communications se valent et apportent des éclairages tout à fait inédits. Je pense par exemple à la communication de Annegret JÜRGENS-KIRCHHOFF (»Niedergeschlagene Soldaten« ...) dont on trouve les fondements dans son texte »Verbrannte Erde«, publié en 2002 dans l'ouvrage »Erster Weltkrieg, Zweiter Weltkrieg – Ein Vergleich« (et des reproductions en couleur de bien meilleure qualité). Mais on suit avec plaisir (le recueil, doit-on le rappeler, s'adresse à un public de culture allemande) le texte bien documenté de Rolf REICHART »Zwischen Satire und Heroisierung« (1793–1871) qui explicite les formes déjà avancées de la guerre psychologique en se fondant sur l'imagerie d'Épinal et en citant au passage les inoubliables croquis de Daumier (dont la Rue Transnonain). Certes, s'arrêter sur ces exemples est un choix arbitraire qui pourrait négliger d'autres textes tout aussi intéressants. Mais on y retrouve l'essence de ce que souhaitent les éditeurs scientifiques, soit prolonger l'histoire militaire, révéler les conséquences moins évidentes de défaites, vécues différemment selon les époques et les contemporains. L'apport pluridisciplinaire est ici primordial aussi bien dans l'étude de textes religieux que dans celle de la peinture et de la sculpture, alors que l'arrière-plan est la guerre dans tous ses états, y compris dans le cas du 11.9.2001 et ses répercussions aux limites encore inconnues.

Livre de spécialiste destiné à un public restreint de spécialistes, livre difficile à intégrer dans des schémas intellectuels habituels, livre cependant à retenir pour les approches inhabituelles qu'il propose. Doit-on encore le répéter? Il est dommage que ces travaux restent inconnus à un public de langue française notamment.

Marcel SPIVAK (†), Les Lilas

Christophe BAGINSKI, Gnade den Bekehrten! Evangelische Kirche und deutsche Kriegsverurteilte in Frankreich (1944–1962), Speyer (Verein für Pfälzische Kirchengeschichte) 2002, 202 S. (Veröffentlichungen des Vereins für Pfälzische Kirchengeschichte, XXII), ISBN 3-87928-024-X, EUR 18,00.

Der Titel weckt die Erwartung, mehr über Grundsätze und konkrete Handlungen der EKD im Zusammenhang mit der Behandlung der Kriegsverbrecher in Frankreich zu erfahren und diesen Teilaspekt in die Gesamtgeschichte der deutsch-französischen (Kirchen-) Beziehungen und der Aufarbeitung der NS-Verbrechen einordnen zu können. Leider erfüllt dieses Buch genau diese Erwartung nicht und das liegt an mehreren Umständen.

Erstens bleibt die Fragestellung vage und sehr allgemein. Die Forschungslücke, die der Autor zu füllen verspricht, ist »die Tatsache, daß die französischen Behörden bis 1962 deutsche Kriegsverurteilte festhielten und sie möglichst ohne öffentliches Aufsehen entließen«. Als sein Thema nennt er dann: den »Einsatz der evangelischen Kirche« in diesem Zusammenhang (S. 9). Das ist zu eng umgrenzt und letztlich rein ereignisbezogen. Zweitens ist die Quellengrundlage sehr schmal. Als Quellenbasis verwendet der Autor nur zwei Nachlässe

der beiden Pfarrer, die an den Verhandlungen und Besuchen in Frankreich in erster Linie beteiligt waren. Sie gehören zum Bestand des Zentralarchivs der Evangelischen Kirche der Pfalz in Speyer.

Baginskis Begründung (S. 10–12), warum er auf weitere Quellen verzichtet, überzeugt nicht und widerspricht auch methodischen Grundsätzen historischen Arbeitens. Denn daß französische Quellen aus dem Bereich der Militärjustiz wenig zugänglich sind, ist noch einsehbar. Aber das trifft auf weitere französische Archive, wie das der *Fédération protestante de France*, nicht zu, ganz zu schweigen von den Beständen der *Archives nationales*. Und daß der Autor auf alle Aktenbestände des Politischen Archivs des Auswärtigen Amtes und des Bundesarchivs, (d. h. des Bundespräsidialamtes, des Bundeskanzleramtes und des Bundesjustizministeriums) verzichtet, leuchtet noch weniger ein. Seine Entscheidung begründet er mit den Personenschutzauflagen des Bundesarchivgesetzes, was angesichts des Zeitrahmens und des Themas, bei dem es nicht primär um persönliche Angelegenheiten geht, erstaunt. Kirchliche Akten der Kirchenkanzlei oder des Kirchlichen Außenamtes im Evangelischen Zentralarchiv in Berlin nennt der Autor zwar, hält ihre Konsultation jedoch ebenfalls für überflüssig. Deshalb trifft man im Text immer wieder auf Stellen, in denen der Autor eine »nicht klärbare Frage« konstatiert, die sich sicher in anderen Quellenbeständen hätte lösen lassen (Drei Beispiele: die Rolle der deutschen Diplomaten 1950 bei der Betreuung von Kriegsverurteilten (S. 35), ein Gesuch von Pf. Friedrich an Bundeskanzler Adenauer (S. 45, Anm. 173) und Absicht Boegners an Verteidigungsminister Plevin zu schreiben (S. 61)). Auch die Literatur zum Thema wird wenig einbezogen. So nennt zum Beispiel Baginski zwar Norbert Freis »Vergangenheitspolitik« (München 21997), der dem Problem der Behandlung der Kriegsverbrecher ein ausführliches Kapitel widmet und auch auf kirchliche Aktivitäten eingeht, aber nutzt die Informationen nicht zur Klärung des Kontextes (S. 12, 62).

Der Haupteinwand jedoch ist, daß der Kontext weitgehend fehlt. Es bleibt bei einem detaillierten chronologischen Nachvollzug der Handlungen der kirchlichen Repräsentanten entlang der Dokumente ihrer persönlichen Nachlässe. Es waren der Pfälzische Kirchenpräsident Hans Stempel, der von der EKD beauftragt worden war, und der Pfälzer Pfarrer Theodor Friedrich, die in Frankreich die Gefangenen betreuten. Immer wieder stößt Baginski an die engen Grenzen seines Untersuchungsterrains. Die Einzelfakten, deren Fülle in der Aufzählung für den Leser verwirrend wirkt, werden nicht in den größeren Zusammenhang der deutsch-französischen Beziehungen eingebettet. Dem eigentlichen juristischen Problem der Strafverfolgung von NS-Verbrechen und Kriegsverbrechen nach 1945 geht er nicht gründlich nach. Außerdem bezieht er sich dabei auf Literatur von 1948 bzw. 1953, die quellenkritisch untersucht werden müßte. Im Grunde setzt er implizit diesen Zusammenhang als bekannt – und wichtiger – endgültig bewertet voraus, so daß der Text an vielen Stellen etwas apologetisches erhält. Auf nur sieben Seiten wird dieses komplizierte juristische Problem abgehandelt und es wird bestätigt, was bereits von vornherein klar war: die »willkürliche Siegerjustiz« der französischen Regierung (S. 13). Die »Gegenseite« aber, die angeklagten und verurteilten Gefangenen, erscheint pauschal als Opfer, da der Autor den Gründen ihrer Inhaftierung nicht nachgeht. Zur Beurteilung des kirchlichen Engagements wären diese aber sehr wichtig zu kennen. So wird die zentrale Frage, warum und mit welchem Ziel die EKD sich um die Freilassung von Kriegsverurteilten bemühte, letztlich nicht geklärt. Eine ausdrückliche Diskussion, die Maßstäbe, theologische Begründungen oder politische Ziele thematisiert, findet nicht statt.

Der 40seitige Anhang enthält zehn Dokumente des Zentralarchivs der Evangelischen Kirche der Pfalz, zum größten Teil als Faksimile, aus dem Umkreis der Betreuungsarbeit. Dem folgen vier Statistiken, die Daten zu den Gefangenen tabellarisch auflisten und 36 Kurzbiographien von Verurteilten. Diese enthalten ausschließlich Angaben zur Haft, nicht zu den Haftgründen. Man erfährt leider nicht, welches Kriterium die Auswahl dieser

36 Verurteilten bestimmt hat. Den Abschluß bildet eine Zeittafel mit Daten zu allgemeinen und prozeßspezifischen Daten. Die Funktion dieser Materialien scheint in der Anschaulichkeit zu liegen, denn sie werden nicht in die Argumentation einbezogen. Die Sprache ist trocken, voller Substantivierungen und idiomatischer Grenzfälle, die Muttersprachler vielleicht verstehen, aber meist als schiefe Bilder mit vielen Brüchen empfinden.

Christiane TICHY, Hamburg

Sowjetische Militärtribunale, Band 2: Die Verurteilung deutscher Zivilisten 1945–1955, publié par Andreas HILGER, Mike SCHMEITZNER, Ute SCHMIDT, Cologne, Weimar, Vienna (Böhlau) 2003, 899 p., ISBN 3-412-06801-2, EUR 69,90.

Nous avons rendu compte¹ du premier ouvrage de cette imposante et remarquable étude qui portait le titre suivant »Die Verteilung deutscher Kriegsgefangener 1941–1953«. Ces deux aspects souvent liés de la politique menée par les autorités soviétiques dans la partie de l'Allemagne qui deviendra RDA témoignent, certes, d'un esprit de vengeance fondé sur les plaies encore vives de la guerre mais aussi, et par voie de conséquence, d'une crainte omniprésente des Allemands et de leurs éventuelles réactions face à l'occupation soviétique. Cette méfiance constante incita donc les divers et multiples organismes soviétiques de surveillance et partant, d'oppression de la population, secondés par les services spécialisés est-allemands créés progressivement pour mettre en place le nouveau régime, à imposer des règles législatives et idéologiques devant encadrer de manière rigide l'existence d'une population qui passait d'une dictature à une autre.

Comme pour le premier volume, il s'agit d'un travail collectif qui n'aurait pu être réalisé sans l'apport des nouveaux fonds d'archives rendus accessibles depuis le début des années 2000. Pourtant, malgré les excellentes relations existant entre les auteurs de l'étude et leurs homologues russes, des fonds ex-soviétiques, relevant du Service de sécurité (FSB) successeur du KGB, restant encore inaccessibles. L'étendue des motifs – ou leur absence – à rendu également difficile l'appréhension et du nombre de condamnés et de leur catégorisation: les tribunaux militaires soviétiques s'appuyaient sur des lois remontant à 1927, revues en 1934 et en 1938 et aux textes dérivés du décret du 22 juin 1941 découlant de »l'état de guerre«. Ainsi, les tribunaux militaires possédaient des compétences toujours plus larges, très éloignées du droit des peuples et qui s'appliquaient de façon arbitraire, ceci d'autant que l'état de guerre entre l'URSS et l'Allemagne, dite de l'Est, ne cessa qu'en 1955 d'après l'esprit du droit des peuples. (Traité du 20.9.1955 entre l'URSS et la RDA, lui reconnaissant »une complète égalité des droits et souveraineté«). Il serait trop long de reprendre ici la liste des faits tombant sous le coup de la jungle des motifs sur lesquels se fondaient les juges militaires soviétiques sur lesquels on connaît peu de choses. À l'origine, il s'agissait de traquer les criminels de guerre et les membres des organisations nazies, comme les SS, la SA et les responsables politiques, mais à partir de là, la diversification des motifs ne cessa de croître et les peines encourues de s'aggraver. Les tribunaux militaires soviétiques ont utilisé le code pénal de l'URSS, notamment les règlements relatifs aux crimes contre l'État et leurs nombreux paragraphes où figure le »crime contre-révolutionnaire«, multi-extensible.

Les tableaux statistiques dressés par les auteurs à partir d'une banque de données comprenant plus de 25 000 cas donnent une vision relativement complète de ces interprétations juridictionnelles. Ajoutons que la peine de mort fut abolie en mai 1947 et rétablie en janvier 1950 (Oukaze du Presidium du Soviet suprême du 12 janvier 1950) et ces statistiques ne comportent que 70% environ des condamnations car nombre de civils allemands furent fusillés sur place ou sur ordre d'un tribunal spécial lors de la marche des troupes soviétiques en tant que

1 Voir *Francia* 30/3 (2003), p. 300–301.

criminels de guerre. C'est en 1947 que l'on trouve le nombre le plus élevé de condamnations: 4691, dont 363 femmes, et 2094 cas relevant des crimes de guerre, crimes contre la paix et l'humanité. De fait, on relève 18 176 condamnations relevant de »crimes contre-révolutionnaires«, soit 71,9%. Le nombre de condamnations à mort s'élève à 1963 dont 1201 exécutés. 837 cas de condamnations à perpétuité et 8701 condamnations à 25 ans de détention ont pu être retracés. La justice stalinienne fut largement aidée par tout un réseau de délateurs qui rendirent plus facile la »mission« des tribunaux militaires soviétiques: ce phénomène social n'est pas exclusivement allemand mais eut ici des proportions importantes. L'emprise des divers services secrets soviétiques implantés dans la zone d'occupation: future RDA, s'étendit aux zones d'occupation alliées et permit l'arrestation, par exemple, d'Allemands de l'Ouest retournant de l'autre côté, parfois résistants anti-nazis, et immédiatement considérés comme espions. Cette paranoïa de l'époque stalinienne sous-tendait l'activité des services soviétiques, y compris ceux de propagande. Un mémorandum du 29 novembre 1948 par exemple, parle de l'action toujours plus hardie des »impérialistes et fachistes anglo-américains qui expédient et expédieront dans la zone soviétique des agents voulant saboter le travail »constructif« des Soviétiques«. Il semblerait que les Soviétiques aient fondé leur interprétation du 17 juin 1953 sur ces bases originelles, dont on retrouve déjà trace dans le compte-rendu de l'entretien Staline-Pieck et Grotewohl du 26 mars 1948 cité dans la communication de HILGER et PETROW (p. 85, note 139).

Dès le mois de mai 1945 ont été créés les premiers éléments de la police d'État est-allemande, formée de militants communistes de la première heure et qui furent regroupés et centralisés à partir de janvier 1947 dans le service K5. Ce service ne fut jamais totalement indépendant et cette création reçut l'aval de Staline fin 1948, entraînant la formation d'une police secrète allemande. Ces communistes, revenant d'exil en URSS, étaient en harmonie parfaite avec leurs homologues soviétiques dont ils partageaient les vues, et connaissaient les méthodes musclées alors même que beaucoup d'entre eux furent ou seront éliminés par leurs »amis«. D'ailleurs, certains cadres se plaignaient du sentiment de méfiance et de supériorité de leurs homologues soviétiques à leur égard et en 1953 encore, par prudence, les autorités de la police secrète s'en tenaient à ne prendre aucune mesure pouvant déplaire à »leurs amis«.

De fait, toute l'action des autres départements de la police en cette période de construction de la RDA était politisée et considérée comme partie essentielle de l'endoctrinement idéologique. Là aussi, dénonciations et épurations anarchiques furent constatées et tout signe de tiédissement considéré comme atteinte à l'ordre établi: ceci concernait tous les aspects de la vie économique, surveillés par des tribunaux militaires soviétiques spécialisés. Mais si dans les années 90 les hautes instances de la justice militaire russe admirent que la plupart des accusations ne reposèrent sur aucune preuve, Hilger et ses deux co-auteurs n'écartent pas l'existence d'une opposition active de la part de certains éléments de la population contre les Soviétiques, tout comme contre l'emprise de la SED et sa lutte contre les autres partis politiques. L'influence des services américains est indéniable et ils trouvèrent dans la population des sources d'information alors précieuses, au plus fort de la guerre froide, tandis que le bouclage des zones de contact avec l'Ouest devenait toujours plus serré.

Mais il s'agit là de généralités bien qu'étayées par un appareil scientifique remarquable où la connaissance de la langue russe – le langage juridique soviétique et les centaines d'abréviations relatives à l'organisation soviétique d'occupation – s'avère indispensable. Les auteurs de cet ouvrage collectif vont plus loin et par l'exposé de cas particuliers illustrent l'emprise tentaculaire des mesures de répression (de redressement ou rééducation idéologique ce qui n'est pas un mince euphémisme) qui se sont abattues sur des communistes orthodoxes et, surtout sur les sociaux-démocrates ou ceux qui (dans leur naïveté) croyaient qu'ils pouvaient influencer sur la tendance unificatrice de la SED, »parti d'un nouveau type«. Mike SCHMEITZNER a dénombré plus de 2500 membres du SPD, du KPD et du SED ayant été

condamnés par les Soviétiques de 1945 à 1954, avec des pointes en 1948 et 1949; cependant, l'éventail des accusations est trop large pour en déduire qu'il existait à coup sûr une opposition purement politique mais il apparaît bien que les accusés avaient une biographie social-démocrate: certaines des peines encourues s'élevaient à 25 ans de prison. Il n'en reste pas moins que le SED comptait aussi au début de 1954 par exemple, près de 100 000 anciens membres du NSDAP et qu'en Saxe, le SED avait dans ses rangs près de 34 000 anciens de divers grades du NSDAP. Les Soviétiques en condamnèrent 105 dont certains furent auteurs de crimes de guerre. À titre d'exemple extrême, le tribunal militaire soviétique de Berlin condamna deux hautes personnalités du KPD/SED, l'un ayant été ministre de l'Intérieur de Thuringe et le second, ancien président de l'administration allemande de l'Intérieur, tous deux ayant été des »kapos rouges« à Buchenwald: ils furent condamnés au Goulag à perpétuité. De fait, les cadres du KPD émigrés en URSS furent décimés par les purges staliniennes et payèrent un lourd tribut à la terreur bolchevique, quelle qu'ait pu être leur tendance politique: de 1945 à 1953, 14 furent exécutés.

Dans le contexte de l'époque, le SPD de la zone Ouest ne pouvait assister passivement à la mise au pas et à l'étouffement brutal du SPD de la zone Est. Kurt Schmacher attaqua publiquement dès le début de 1947 le côté adverse, le taxant de »totalitarisme communiste« et le bureau de Berlin notait soigneusement les arrestations, suivies de déportations. Deux hommes prirent à leur compte la défense des membres du SPD subitement arrêtés: Willy Brandt et Franz Neumann. Des documents présentés à la presse le 8 septembre 1948 révélèrent que 342 personnes furent arrêtées et que 536 jeunes furent »retirés de la vie publique«. Il fallut attendre la visite de Adenauer à Moscou en 1955 pour que les prisonniers politiques détenus dans les Goulags soient libérés et que ceux enfermés dans les maisons de force de la RDA attendent le dégel du XX^e Congrès du PC de l'URSS, en 1956, pour pouvoir en sortir. 9536 condamnés allemands furent rapatriés, dont 400 femmes au moins. Bien que la Loi du 18 octobre 1991 de la Fédération russe pour la réhabilitation des victimes de répressions politiques ait permis d'effacer la majorité des accusations, tous les cas ne furent pas réglés pour autant. Jusqu'au 30 décembre 2002, 9000 Allemands furent réhabilités. Les auteurs de cette étude imposante – et pas uniquement par son volume – ont pu retracer la biographie de plusieurs personnalités qui, par leurs fonctions, leur importance, furent la cible des services soviétiques et est-allemands, complétant ainsi leur tableau général, lequel traite également de l'Autriche: plus de 2200 civils furent arrêtés par les autorités soviétiques, dont 1000 au moins furent jugés et déportés en URSS. Les prostituées autrichiennes furent particulièrement visées car portant atteinte aux troupes soviétiques, mais on relève aussi un nombre non négligeable de policiers, accusés de crimes de guerre en Galicie et, ce qui est au moins aussi spectaculaire et oublié depuis, l'arrestation de personnes ayant plus ou moins des liens familiaux avec Hitler.

La lecture de cet ouvrage de référence est heureusement facilitée par un index des abréviations sans lequel on serait embarrassé compte tenu du nombre considérable d'organismes soviétiques. Les notes de bas de page représentent à elles seules une mine d'informations qui viennent étayer le corps de l'étude. 26 tableaux statistiques figurent en annexe, et il peut paraître superflu de faire état des quelque 50 pages de bibliographie, où l'on trouve nombre d'ouvrages en langue russe, en particulier des manuels de législation. Enfin, témoignage de la coopération germano-russe, même si elle reste limitée, il faut citer dans les sources les Archives gouvernementales de la Fédération russe à Moscou, celles de la Haute juridiction militaire russe, Les Archives d'État militaires russes.

Le deuxième volume de cette étude restera une référence pour l'historien – et pas seulement – qui souhaite mieux connaître à la fois l'histoire de l'Allemagne d'après 1945 et cette phase cruciale de la guerre froide: elle ne doit pas être oubliée.

Marcel SPIVAK (†), Les Lilas

Michael SCHWARTZ, *Vertriebene und »Umsiedlerpolitik«*. Integrationskonflikte in den deutschen Nachkriegs-Gesellschaften und die Assimilierungsstrategien in der SBZ/DDR 1945–1961, Munich (Oldenbourg) 2004, X–1247 p. (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 61), ISBN 3-486-56845-0, EUR 128,00.

Cette thèse d'habilitation, dirigée à l'université de Münster par Hans-Ulrich Thamer, est consacrée à l'intégration des réfugiés en Allemagne de l'Est. L'ouverture des archives de la RDA a permis une enquête minutieuse et documentée. L'auteur en présente les résultats dans un ouvrage dense et massif, non dépourvu de longueurs et de redites, heureusement articulé par des sous-titres qu'éclairent des citations significatives. Il développe des observations concrètes, en les recadrant dans le modèle du système politique dominant. Il se démarque souvent de ses prédécesseurs, notamment de Philipp Ther. L'étude commence dès la capitulation de mai 1945, sous l'administration militaire soviétique, qui donne les orientations. Celles-ci sont mises en œuvre par les organes allemands qui apparaissent bientôt, pour constituer, sous tutelle, la RDA en 1949.

Il s'agit ici d'un des aspects les plus tragiques de la »catastrophe allemande«. La zone soviétique d'occupation abrite quatre millions de réfugiés, amers d'avoir dû quitter leur domicile familial au delà de l'Oder, privés de tous leurs biens, (24% de la population totale). Schwartz présente tour à tour les autorités compétentes (avec leurs rivalités de clans), les esquisses d'organisation autonome, les mesures adoptées pour les migrants. Cette analyse est longuement développée, avec l'appareil critique de rigueur (on regrette toutefois l'absence de carte). On y cueillera avec intérêt des portraits de dirigeants comme des tranches de vie ordinaires. On s'attachera surtout au »bilan final«, à la riche et ferme conclusion qui rassemble les résultats et les compare au traitement du problème en Allemagne de l'Ouest (où les huit millions de réfugiés constituent 18% de la population). L'opposition même des termes traduit le contraste des situations. Alors qu'à l'Ouest on parle d'»expulsés« (*Vertriebene*), chassés de leur terroir originel (*Heimat*), l'Est ne connaît que des »migrants« (*Umsiedler*): le régime tait les causes de leur arrivée et leur enlève tout espoir de retour par la reconnaissance diplomatique de la frontière Oder-Neisse. À l'Est, les autorités ont pour objectif une »fusion« (*Einschmelzung*) avec les »natifs« (*Einheimische*); à l'Ouest, elles visent à une »incorporation« (*Eingliederung*), plus respectueuse des particularismes originaux. À l'Est, sous le contrôle soviétique, l'hégémonie du parti SED subordonne les »contradictions secondaires« au primat de la lutte de classes. À l'Ouest, le pluralisme démocratique fait place dans la coalition gouvernementale à un parti spécifique, le Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten (BHE).

Ce contraste explique les différences dans le rythme et l'ampleur des politiques. Alors qu'à l'Ouest il existe un ministère fédéral spécialisé pendant vingt ans, l'agence compétente à l'Est (Zentralverwaltung für deutsche Umsiedler) est absorbée dès 1948 par le ministère de l'Intérieur (non des Affaires sociales). Les migrants bénéficient de la redistribution des terres confisquées aux grands domaines, surtout quand ils sont classés »antifascistes«; mais ces »nouveaux paysans« sont happés rapidement par la collectivisation agraire. Si les allocations en mobilier et en équipement dépassent parfois celles de l'Ouest, ce sont des crédits, dont le remboursement est réclamé à l'échéance. Les tensions avec la population native, masquées au public, ont laissé des traces dans les archives. La RDA adopte encore en 1950 une loi de régularisation, sous la pression soviétique, puis elle efface le problème de son agenda.

Des comparaisons viennent à l'esprit. Le lecteur français songe surtout au retour des rapatriés d'Algérie et de Tunisie vers 1962, à leur épreuve matérielle et morale, aux mesures adoptées pour faciliter leur intégration en métropole. Quant aux réfugiés arabes de Palestine, largement assistés par l'ONU, ils revendiquent toujours contre Israël, après un demi-siècle, leur droit au retour.

Pierre BARRAL, Montpellier

Norbert FREI, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, München (C. H. Beck) 1996, 464 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Zeitgeschichte), ISBN 3-406-41310-2, EUR 39,90.

La manière dont la République fédérale, au cours des premières années de son existence, avait traité et maîtrisé le passé national-socialiste, encore récent, est demeurée pendant longtemps un sujet peu étudié, au regard des implications politiques sensibles de cette problématique. Mais au milieu des années 1990, alors que surgissait une nouvelle interrogation sur la maîtrise du passé de la RDA, la publication de ce livre est venue briser un tabou en montrant que l'Allemagne du chancelier Adenauer avait été en mesure de définir une politique du passé, soutenue par un véritable consensus. Cette politique reposa sur des mesures d'amnistie, qui permirent l'intégration progressive des anciens partisans du III^e Reich dans le nouveau régime démocratique, mais qui s'accompagnèrent également, d'une stricte délimitation normative à l'égard du nazisme. Jusqu'au milieu des années 1950, cette politique du passé constitua en fait un aspect central de l'action législative de la démocratie de Bonn.

La première partie est consacrée à l'étude des dispositions législatives. Dès le mois de décembre 1949, à l'initiative du ministre libéral de la justice, Thomas Dehler, le *Bundestag* adopta une première loi d'amnistie concernant tous les délits ayant entraîné une condamnation à une peine d'emprisonnement d'un an au maximum, ou à une amende de moins de 5000 Deutsche Mark. Jusqu'au mois de janvier 1951, près de 800 000 personnes, essentiellement des »suiveurs«, bénéficièrent ainsi de cette première mesure d'amnistie. L'adoption de cette loi correspondait en fait aux attentes de l'opinion publique allemande qui avait critiqué, de manière très précoce, la politique de dénazification imposée par les Alliés, n'y voyant qu'une justice des vainqueurs. Le retrait des Alliés de l'activité gouvernementale et la fondation de la République fédérale favorisèrent donc une »liquidation« de la dénazification. Sur le plan parlementaire se dessina alors une coalition des modérés (SPD-CDU-Zentrum), avant tout désireux d'agir de manière pragmatique pour ne pas mettre en péril le nouvel ordre constitutionnel démocratique, sans négliger pour autant l'intérêt électoral que représentait le potentiel des »suiveurs«, alors que les fractions parlementaires situées à la droite de l'Union (FDP, Deutsche Partei et Bayern Partei) développèrent une critique beaucoup plus agressive et populiste de la dénazification d'origine étrangère, extrêmement impopulaire, dont elles exigèrent une complète liquidation. Puis au mois d'avril 1951 le *Bundestag* adopta une nouvelle loi réglant la situation juridique des personnes qui tombaient sous l'article 131 de la Loi Fondamentale. Cet article garantissait aux travailleurs, employés et anciens soldats de profession un droit à l'existence, engageant politiquement le législateur en faisant état de droits à une aide sociale. La loi fédérale devait en fait s'attacher à régler la situation juridique des personnes en exercice dans la fonction publique à la date du 8 mai 1945: nombre d'entre-elles avaient été démisées de leurs emplois et se retrouvaient alors en grande difficulté matérielle, tout comme les réfugiés et les expulsés. À la suite de longues tractations entre Fritz Schäffer, ministre des finances, et son collègue en charge des personnes expulsées, le gouvernement fédéral mit à la disposition des »131«, chaque année, une enveloppe de 350 millions de Deutsche Mark, financée en partie par une réduction de 3% des revenus des fonctionnaires en activité et des retraités. Les années de service dans les rangs de la Gestapo firent, en particulier, l'objet d'une reconnaissance au titre de la loi. Celle-ci constitua avant tout un élément de la politique sociale assurant la réintégration de la partie déclassée des anciennes élites. Finalement, une deuxième loi d'amnistie pour les crimes commis pendant la période de l'effondrement de l'État nazi (définie de manière très large du 1^{er} octobre 1944 au 31 juillet 1945) fut adoptée le 17 juillet 1954: elle bénéficia à près de 400 000 personnes, en fait à très peu de criminels nazis, essentiellement à des personnes condamnées pour avoir pratiqué le commerce entre les zones d'occupation. L'été 1954 constitua ainsi le terme du développement de la politique du passé. Provisoirement, plus

personne ne devait être inquiété par l'État et la justice pour ses activités passées sous le national-socialisme.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'étude des marchandages autour des personnes décrites comme criminelles de guerre: militaires, au titre de la convention de La Haye, SS, permanents du parti et civils. Les premiers efforts, avant la fondation de la RFA, émanèrent des Églises, catholiques et protestantes, pour obtenir la grâce des condamnés à morts, alors que se cristallisait le ressentiment national à l'égard de la »justice des vainqueurs«. En 1949/50, la question des criminels de guerre fit l'objet d'une politisation, à l'initiative d'un cercle de juristes d'Heidelberg qui travaillait à imposer une relecture du passé le plus récent et à opérer une réhabilitation morale et collective. Le cas Weizsäcker servit de catalyseur à la politisation du problème des criminels de guerre. Puis lorsque la question du réarmement allemand se trouva posée, en 1950/51, le problème de la réhabilitation de »l'honneur soldatesque« joua un rôle central. Adenauer, informé des formulations politiquement peu réfléchies émanant d'anciens officiers de la *Wehrmacht*, adopta alors une position très prudente et réservée, en refusant de lier la question des criminels de guerre à une éventuelle contribution allemande à la défense de l'Occident. Le chancelier allemand jugea inopportun de négocier l'intégration d'une amnistie générale dans le texte des accords de Bonn du 26 mai 1952. Au *Bundestag*, au mois de juillet 1952, il dut compter à nouveau avec la surenchère populiste et électoraliste des députés de la FDP et de la DP, qui exigèrent qu'une solution soit apportée au problème des criminels de guerre avant la ratification des traités. Mais, finalement, les élections générales du mois de septembre 1953 constituèrent une victoire personnelle pour le chancelier, qui s'était ostensiblement engagé en faveur des criminels de guerre au cours de la campagne. À l'automne 1953, trois commissions de grâce bilatérales furent mises en place avec les Occidentaux, puis au mois de septembre 1955 le chancelier obtint à Moscou la libération des Allemands encore retenus comme prisonniers de guerre en contrepartie de la reprise des relations diplomatiques.

La troisième partie montre clairement comment le recours à l'amnistie et à la pratique de l'intégration s'accompagna d'une limitation normative à l'égard de l'idéologie et de la praxis du national-socialisme, à l'origine d'un consensus anti-national-socialiste. Ces mesures furent cependant essentiellement préventives, devant la menace latente d'une intervention des Alliés et face aux inquiétudes de la presse américaine, prompte à dénoncer les dangers d'une »renazification« et d'un »nouveau nationalisme«. Successeur provoquant de la NSDAP, le parti socialiste du Reich, dont le centre de gravité était localisé en Basse-Saxe, fit l'objet, après avoir connu quelques succès électoraux au printemps et à l'automne 1951, d'une interdiction du Tribunal constitutionnel fédéral, en juillet 1952. En janvier 1953, les Britanniques arrêtaient six nazis, dont Werner Naumann, successeur désigné de Goebbels au ministère de la propagande. Le chancelier fédéral, tenu informé, défendit les Britanniques et conseilla à ses ministres la retenue, alors que la droite se déchaîna contre »l'agression britannique«. Au mois de juillet 1953, sur décision des juges de Karlsruhe, Naumann fut libéré, décision qui constitua un échec pour le gouvernement fédéral. Mais quelques semaines plus tard, le résultat des élections générales prouva qu'une remontée électorale de l'extrême droite n'était plus à craindre. L'affaire Naumann marqua en fait la fin de tous les espoirs en la constitution d'un grand parti de rassemblement, à la droite de l'Union.

Au milieu des années 1950, les indices de la réussite de la politique du passé étaient évidents. La grande majorité des suiveurs était matériellement et mentalement intégrée. La défaite des partis extrémistes et la victoire de la coalition gouvernementale soulignaient l'approbation de l'opinion publique. Les Allemands pouvaient avoir le sentiment d'avoir surmonté le passé national-socialiste. Le passé nazi se trouvait réinterprété sous l'angle de la cruauté dans la conduite de la guerre moderne. Les Allemands n'étaient plus représentés comme des criminels. Jusqu'à la fin de la décennie, plus aucune procédure judiciaire ne fut engagée. La responsabilité des crimes se trouvait rejetée sur Hitler seul, ainsi que sur la

petite clique »des principaux criminels de guerre«. La question posée à Nuremberg du caractère criminel de l'agression allemande avait été refoulée, et elle ne devait plus constituer un problème réel avant les années 1960.

Michel FABRÉGUET, Strasbourg

Martin STRICKMANN, *L'Allemagne nouvelle contre l'Allemagne éternelle. Die französischen Intellektuellen und die deutsch-französische Verständigung 1944–1950*, Bern, Berlin, Brüssel u. a. (Peter Lang) 2004, 512 S. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III, 989), ISBN 3-631-52195-2, CHF 86,00.

Der vorliegenden Untersuchung liegt eine Kölner Dissertation zugrunde, die, wie der Autor eingangs ausführt, an die Elitenforschung und die Kulturgeschichte anschließt und sich im Rahmen der Intellektuellen-Geschichtsschreibung und der neueren Geschichtsschreibung der Internationalen Beziehungen bewegt. Was das letztgenannte Ressort anbetrifft, so genießt es zur Zeit besondere Beachtung – nicht verwunderlich angesichts der fünfzigsten Wiederkehr der Pariser Verträge von 1954. Das gesteigerte Interesse an der deutsch-französischen Annäherung dokumentiert auch eine kürzlich im DHI Paris abgehaltene Tagung mit dem Titel: »Mutations et intégrations. Les accords de 1954 dans le processus des rapprochements franco-allemands d'après-guerre«. Entgegen dem dort behandelten Zeitraum stehen im vorliegenden Band die direkten Nachkriegsjahre zur Untersuchung an, wobei aber gelegentlich bis zur Mitte der Fünfziger Jahre hinausgegriffen wird.

Zu Beginn der Untersuchung geht der Autor auf die unterschiedliche Wahrnehmung der Rolle der »Intellektuellen« beidseitig des Rheins ein, wobei er den Ursprung der politischen Bedeutung des französischen Typus an Zolas »J'accuse« festmacht. Es sind, so seine These, die französischen »Intellektuellen«, die die deutsch-französische Annäherung vorbereiteten und zu einem Erfolgsmodell haben werden lassen. Zum Beweis untersucht Strickmann die ersten Initiativen und Anlässe zur deutsch-französischen Verständigung in den ersten Nachkriegsjahren und beschäftigt sich darauf folgend unter dem Titel »Diskurse der Verständigung« mit der Publizistik französischer Autoren, die sich zum Thema Deutschland und seine Rolle nach dem Krieg äußerten. Bei dieser Art des Vorgehens kommt es zu Überschneidungen und Wiederholungen, auch läßt sich eine gewisse Eintönigkeit der Aufzählungen wohl nicht vermeiden; doch werden auch interessante Ergebnisse deutlich. Die Kulturpolitik, die in der französischen Besatzungszone Wirkung entfaltete – wobei sie häufig in Gegensatz zur regulären Besatzungspolitik geriet –, fungierte als Initialzündung der Annäherung. Aus der heutigen Perspektive vermittelt diese Form von Kulturpolitik die Einsicht, nicht nur, auf welche Weise ein besiegtes Volk am Aufkommen von Revanche-Gedanken gehindert werden kann, sondern auch welche Signalwirkung vom Angebot zur Annäherung ausgehen kann, das in Vorträgen, Zeitschriften, Tagungen, Veröffentlichungen und allgemeinen kulturellen Veranstaltungen vorgetragen wurde.

Insgesamt ergibt sich der Blick auf von unterschiedlichen Kräften (Schriftsteller, Vertreter der Kirchen, Akademiker, Journalisten, politische Akteure etc.) getragene, an verschiedene Zielgruppen gerichtete (Studenten, Volksbildungsgesellschaften, Historiker, Schriftsteller, Schüler etc.) und auf diversen Foren und Gelegenheiten vermittelte Ansätze zur Überprüfung des Bildes vom Nachbarn und zur Neubewertung des (west-)deutsch-französischen Verhältnisses. Dieses Angebot bezog sich zunächst auf allgemeine Informationen über beide Nachbarländer und Meinungsaustausch über kulturelle, gesellschaftliche, politische und weltanschauliche Themen. Aus den daraus folgenden individuellen Kontakten erwuchsen in vielen Fällen freundschaftliche Verbindungen, die ein größeres Verständnis für die jeweils andere Gesellschaft nach sich zogen. Gleichwohl darf dies nicht zu dem Schluß führen, daß mit den vielfältigen Bemühungen um Annäherung die grundsätzliche und ver-

bindliche Einstellung der Franzosen jener Nachkriegsjahre gegenüber den jüngst noch als Sieger- und Besatzungsmacht erlebten Deutschen beschrieben ist. Vielmehr ist hier eine Zahl von Persönlichkeiten aktiv geworden, die aus persönlicher Einsicht, humanitärer Gesinnung oder aus politischer Überzeugung motiviert wurden. Dabei traten insbesondere Personen mit links-katholischer Orientierung hervor, wobei die (Fehl-) Einschätzung eine Rolle spielte, daß die katholische Kirche in Deutschland durch ihren Widerstand gegen den Nationalsozialismus in besonderer Weise zu leiden gehabt hätte. Wenig erstaunlich ist hingegen, daß es sich bei den Initiatoren der Verständigung fast durchgängig um Persönlichkeiten handelte, die dem linksorientierten Lager entstammten. Da die linke politische Sphäre in Frankreich die deutsche »Fehlentwicklung« des Nationalsozialismus insbesondere auf das Diktum von Versailles zurückführte, das zu ratifizieren die sozialistische Fraktion in der Nationalversammlung sich seinerzeit geweigert hatte, lag das Engagement für eine Verständigung mit den Nachbarn näher als im Fall von Vertretern konservativer Gruppen, die noch das Feindbild der »Allemagne éternelle« vor Augen hatten. Im Falle von Akademikern, Philosophen und einigen Schriftstellern hingegen war die kulturelle Verbindung zum deutschen Geistesleben, zu Literatur und Philosophie (vor allem die Attraktivität von Heidegger) Beweggrund für ihren Einsatz um die Aussöhnung. Viele bekannte Namen, Rovin, Sartre, Aron, Grosser, Camus, Mounier reihen sich neben vielen weniger bekannten in die Zahl derer ein, die sich um die deutsch-französische Aussöhnung verdient gemacht haben.

Dies zum Inhalt. Was zu wünschen übrig läßt, ist manche Nachlässigkeit in den Übersetzungen der Quellenzitate, z. T. sogar sinnenstehend (S. 308, Anm. 1406), mangelnde thematische Stringenz und stilistische Mängel. Zu letzteren gehört vor allem der stete und undifferenzierte Gebrauch des Präsens, der eine chronologische Staffelung von Abläufen einstampft und Kausalitäten verwischt. Dies führt, zusammen mit dem Bestreben des Autors, jeden nur erdenklichen Aspekt in die Untersuchung einzubeziehen, dazu, daß der Leser sich etwas mühsam durch das Buch kämpft.

Elisabeth BOKELMANN, Essen

Jürgen ELVERT, Friederike KRÜGER (dir.), Deutschland 1949–1989. Von der Zweistaatlichkeit zur Einheit, Stuttgart (Franz Steiner) 2003, 238 p. (Historische Mitteilungen der Ranke-Gesellschaft, 49), ISBN 3-515-08298-0, EUR 44,00.

Les ouvrages sur l'histoire de l'Allemagne depuis 1945 se comptent par centaines. Celui-ci ne se veut ni exhaustif ni définitif. Il s'agit ici des actes d'un colloque qui s'est tenu lors des commémorations conjointes des 50 ans de la création des deux États allemands et des dix ans de la chute du mur. Le 9 novembre 1989 met un terme à la dualité nationale allemande. La »question allemande« qui fut au cœur des relations internationales et européennes de l'après-guerre se redéfinit désormais autrement.

Ce livre comprend une quinzaine de contributions autour de l'existence séparée de deux États allemands pendant quarante ans. Les auteurs, issus des deux anciens États allemands, ont tenté une comparaison entre les relations des deux Allemagne en 1949 avec leurs relations en 1989, au moment de la chute du mur. Certains évoquent leur expérience d'acteurs ou de témoins, d'autres présentent des travaux scientifiques, la confrontation des deux éclairant les débuts constitutionnels, politiques, religieux, économiques, de la politique extérieure et de sécurité des deux États allemands générés par la guerre froide. Dans son introduction, J. ELVERT explique que la date de 1990 signifie la fin des deux États allemands antérieurs. En effet, même si la réunification se fait dans le cadre de la loi fondamentale, la vieille RFA cesse de fait d'exister. Elle devient la »République de Berlin«. L'étude de l'évolution politique et économique de chaque Allemagne ouvre des possibilités comparatives – une des

méthodes de ce colloque – en particulier pour comprendre les chances de développement qui s'offraient en 1949. Ainsi, un regard éclairé sur les aspects économiques des débuts de la RFA semble montrer que la phase de reconstruction ne s'achève vraiment que vers 1970. Le thème général est d'abord mis en perspective par un premier article de Wolf GRUNER sur la question allemande en Europe aux XIX^e et XX^e siècles. Il peut montrer que la question allemande a toujours été – et reste – une question européenne. Il repère six éléments essentiels à la compréhension de cette question allemande: la géographie, les conditions économiques et sociales, les facteurs démographiques et de sécurité, l'organisation politique de l'État, les conceptions fédéralistes et unitaires ainsi que l'image de l'Allemagne à l'étranger. Il souligne aussi la responsabilité particulière de l'Allemagne en terme de paix et de stabilité européenne. Et cette stabilité, jusqu'aux années 1980, ne semblait pas atteignable sans une réunification allemande. Avec la chute du mur de Berlin s'est donc ouverte une chance inattendue pour l'organisation des peuples européens.

Deux contributions très stimulantes se penchent sur la question institutionnelle des années 1949/50, tant du point de vue ouest que est-allemand. BOLDT détaille la préhistoire de la loi fondamentale de la RFA et il examine en particulier l'influence des autorités d'occupation sur ce texte. Les Alliés occidentaux voulaient une constitution irrécusable, qui se situe dans la tradition de Weimar, mais sans en répéter les erreurs. On évita donc un système parlementaire qui passait pour avoir été l'une des raisons de l'échec de la République de Weimar. Pour en écarter ces dangers, la responsabilité du Parlement devait être totale, par exemple à travers l'élection du chancelier. On refusa aussi les articles de pouvoirs spéciaux. Le Conseil fédéral constitutionnel devait jouer de plus un rôle de contrôle. Et la structure fédérale de l'État, qui trouvait ses racines dans la structure du vieux Reich, constituait aussi une limitation du parlementarisme. Mais pour compenser, l'unité juridique de l'Allemagne reposait entre les mains de l'État fédéral (Bund). Le système électoral était modifié et les droits individuels assurés par la protection du pouvoir de l'État. En parallèle, après une courte comparaison avec d'autres démocraties, M. KAISER éclaire la spécificité de la constitution de la RDA, par le contexte de sa mise en place. Elle explore les relations entre le texte de la constitution et sa réalité. Selon elle, cette constitution n'était pas à l'image de la constitution soviétique stalinienne de 1936, mais au contraire plutôt conçue, elle aussi, sur le modèle de celle de la république de Weimar. Cependant, à la différence de son modèle, le principe du partage du pouvoir fut remplacé par une concentration de celui-ci entre les mains de la Chambre du peuple. Il y avait aussi un autre mode de formation du gouvernement et la position des hautes autorités de l'État était incomparablement plus faible, car dans la construction de la RDA, il s'agissait avant tout de fonctions représentatives. Celle-ci développait en outre beaucoup plus les droits sociaux (art. 15–18). Le problème est qu'un certain nombre d'articles (par ex. art. 51, vote selon le droit d'appartenance politique) ne devint jamais réalité. À partir de 1950, il n'y eut plus qu'une liste unitaire sur l'initiative de la SED (parti socialiste unifié). Des lois furent par la suite votées qui étaient non conformes à la constitution. Celle-ci ne fut modifiée que trois fois. Dès 1949/50, la SED était la seule dépositaire de tout le pouvoir de l'État, tandis que la Chambre du peuple fut réduite au rôle d'organe d'exécution. L'écart entre texte et réalité ne fut réduit qu'en 1968, le pouvoir de la SED fut modifié par un changement dans une nouvelle mouture de la constitution qui reflétait le développement socialiste de l'État, même si ce n'était pas toujours basé sur le modèle socialiste soviétique.

S. FRÖHLICH met en évidence les difficultés auxquelles a eu à faire face le gouvernement d'Adenauer dans les premiers temps, en relation avec les problèmes de sécurité extérieure et de politique étrangère. Il se trouvait contraint au grand écart diplomatique entre la loyauté envers les Alliés, d'une part, et les concessions à l'opposition menée par Schumacher, d'autre part. S. Fröhlich renvoie aux problèmes de la RFA sur le chemin de la CECA. La discussion sur la Convention de la Sarre montra à Adenauer que Bonn se trouvait dans une position de faiblesse diplomatique par rapport à Paris. C'est pourquoi il se décida pour l'en-

trée de l'Allemagne dans l'appareil européen. Du côté de la RDA, W. LOTH montre la politique soviétique face à la création de cette nouvelle entité, réalisée contre la volonté originelle de Staline. Cependant, le camp oriental n'a pas une vision unanime ni de la situation, ni de l'avenir. Alors que Staline souhaite faire préparer par le Congrès du Peuple allemand une constitution pour l'ensemble de l'Allemagne, pendant ce temps, Walter Ulbricht (SED) se montre très actif pour soutenir la création d'un État est-allemand fondé sur le modèle soviétique, et il est en cela appuyé par un certain nombre d'officiels soviétiques. Et l'évolution de ses discours montre que ceux-ci font mouche, dès le mois de mai 1948, y compris sur Staline et sur le second du parti, Otto Grotewohl, qui était plutôt opposé à cette solution. Il en faudra encore un peu plus pour convaincre définitivement le chef du Kremlin, mais c'est à cette époque que le premier pas est franchi.

Quatre articles mettent en perspective les aspects économiques de la création des deux Allemagne et ceux de la réunification. Pour bien comprendre les relations et comportements économiques des années 1949-1950, il est nécessaire de replonger dans les évolutions des années de l'immédiat après-guerre, depuis 1945, et de se remémorer les pénuries, les restrictions et les menaces qui subsistent sur la production (F.-W. HENNING). En 1949, l'Allemagne fait encore face à une terrible pénurie de logement et les restrictions de charbon durent jusqu'en 1953. Les conceptions et les mesures prises par les occupants sont une contrainte forte pour la réorganisation économique. Même si le plan Morgenthau est vite abandonné, les limitations de la production se révèlent assez strictes, au moins dans un premier temps, avant que l'on prenne conscience des conséquences économiques que cette politique entraîne. L'article étudie en détail les différentes étapes de ces hésitations entre contrôle total et pragmatisme économique. Si du côté allemand de l'Ouest, les acteurs économiques sont assez largement influencés par l'idée de la planification économique, c'est à l'Est que cette planification est mise en œuvre (A. STEINER). Et celle-ci est largement décidée, dans les esprits, avant la création de la RDA. C'est en particulier un des thèmes principaux des discussions lors du second Congrès de la SED, en septembre 1947. Cette planification économique du type soviétique est bien entendu part entière du processus politique mis en œuvre par la SED. À l'Est également, en 1949 on est encore sous la contrainte des conséquences de la guerre, sans doute plus brutalement encore qu'à l'Ouest, car les Soviétiques n'ont pas fait preuve d'atermoiements dans le domaine des réparations et des démontages, et la remise en route de la production a également en partie pour fonction de servir aux prélèvements. C'est ainsi le premier plan économique est-allemand est soumis à de très fortes contraintes et que la pratique en est très délicate, d'autant que les objectifs sont difficiles à fixer.

Après avoir évoqué l'extrême accélération des événements ayant entraîné la réunification, M. WILLMS rappelle l'importance de la question économique dans ce processus. En analysant en comparaison les deux situations économique, financière et budgétaire, à l'Est et à l'Ouest, il montre les décisions fondamentales qui devaient être prises dans plusieurs domaines, en particulier dans la question monétaire (fixation du taux de change) et dans la mise en œuvre de la privatisation de l'économie de l'Allemagne orientale, selon différents modèles longuement discutés. Le bilan de la réunification laisse apparaître un coût très élevé, mais c'est celui qui devait être payé pour une réorganisation pacifique des relations politiques en Europe. Dans la suite, C. LUFT examine en détail ce défi économique de la réunification, en répondant aux explications mises en avant par la suite pour justifier les difficultés: la RDA était-elle industriellement un immense tas de ferraille, une économie au bord de la faillite? Un examen très soigneux des différentes évolutions économiques depuis les années 1950 lui permet de répondre par la négative à ces clichés, tout en avançant quelques explications assez convaincantes sur les causes réelles des difficultés.

Trois articles assez originaux, d'un point de vue français, examinent l'attitude des Églises face à la création de la RFA, et face à la réunification. H. OELKE commence par le rappel de la déclaration de Martin Niemöller, le célèbre pasteur qui, contestant la nouvelle constitu-

tion, affirmait que l'Allemagne, devant le choix entre une division durable et la perspective d'une réunification, se devait de choisir la seconde alternative et donc de prendre le risque du communisme. Une des problématiques est de savoir pourquoi cette déclaration a eu un si fort écho, ce qui revient à poser la question de la place et du rôle des Églises dans la société allemande de l'immédiat après-guerre. Mais ceci pose aussi les deux questions fondamentales de cette période, à savoir les alternatives offertes à l'Allemagne face à la Guerre froide et la question de l'unité de la nation. On comprend donc l'impression, lors du tournant de 1989/90, de vivre un nouveau départ, avec enfin cette unité au cœur des espoirs (H. HÜR-TEN). Les églises qui s'étaient faites les championnes de cette unité ne pouvaient pas s'abstenir d'y contribuer de façon majeure. Si dans cette action, le poids de l'ouest fut décisif, l'Église évangélique de la RDA joua également un rôle non négligeable, comme le raconte Gottfried Braasch qui en fut un acteur.

Pour finir, si l'on connaît bien en France les craintes françaises vis-à-vis de la réunification allemande et que le récit fait ici, tout en rappelant l'articulation précise des réactions et la « fin des illusions », ne dévoile rien d'inédit (V. GUÉRIN-SENDELBACH), la perspective britannique permet une approche comparative (A. NICHOLLS). Mais cette perspective est en réalité multiple, d'où la difficulté d'en cerner les contours. Le point de vue de Margaret Thatcher, contrairement à celui du président français, évolua peu entre 1989 et 1990, pour des raisons liées à sa conception de la sécurité en Europe, peut-être aussi à cause de motifs personnels de méfiance envers l'Allemagne et enfin en raison de la volonté allemande de poursuivre et de renforcer la construction européenne, à un moment où l'on négocie l'UEM.

Le livre proposé ici présente à la fois les avantages et les inconvénients de ce type d'ouvrage. Il permet la présentation des avancées les plus récentes de la recherche, mais tous les aspects du sujet ne sont pas traités. De plus, on regrette qu'il n'y ait pas de conclusion générale en forme de synthèse. Il n'y a pas non plus de bibliographie générale, mais il faut remarquer que les notes des articles, très complètes, permettent un renouvellement bibliographique très utile. Un effort a cependant été fait puisque l'ouvrage dispose d'un index des noms de personnes et un autre des noms de lieux. Cet ouvrage n'apporte pas de « révélations » sur la question allemande, mais il permet d'en approfondir certains aspects dont quelques-uns sont assez rarement développés. Il prendra donc logiquement une bonne place dans la bibliothèque de tout historien spécialiste de cette période.

Françoise BERGER, Grenoble

Geschichte der Sozialpolitik in Deutschland seit 1945. Bd. 1: Grundlagen der Sozialpolitik, publ. par le Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung und Bundesarchiv, Baden-Baden (Nomos) 2001, XV-1227 p.; ISBN 3-7890-7314-8, EUR, 99,00; Bd. 2/1: 1945-1949. Die Zeit der Besatzungszonen. Sozialpolitik zwischen Kriegsende und der Gründung zweier deutscher Staaten, Bandverantwortlicher Udo WENGST; Band 2/2: Dokumente, Baden-Baden (Nomos) 2001, XII-1189 p. + CD-Rom, ISBN 3-7890-7315-6, EUR 169,00.

Nous rendons compte ici des deux premières livraisons d'une de ces entreprises qui manifestent une fois de plus la vitalité et l'efficacité de la communauté scientifique historique d'outre-Rhin. Il s'agit en effet d'un projet collectif de grande envergure se donnant pour but de brosser un tableau complet de la politique sociale en Allemagne de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à l'unification. Pour embrasser un demi-siècle d'évolutions, ce ne sont pas moins de dix volumes qui sont programmés, dont un pour la période d'occupation, cinq pour la RFA, trois pour la RDA et un volume conclusif pour la période 1989-1994. Encore faut-il ajouter qu'on a affaire en fait à des volumes doubles, puisque chaque période voit le volet analyse flanqué d'un tome de documentation. Pour mener à bien cet ambitieux projet, un comité éditorial réunissant les meilleurs spécialistes du sujet,

notamment les historiens Hans-Günther HOCKERTS et Gerhard A. RITTER, le sociologue Franz-Xaver KAUFMANN et le juriste Hans F. ZACHER peut s'appuyer sur le financement du ministère fédéral du travail et des archives fédérales.

Une architecture de cette ampleur appelant en quelque sorte un péristyle, les (deux fois) dix volumes annoncés sont précédés d'un volume initial, dont le but premier est évidemment de définir les présupposés et le cadre du projet. Bien que conçu comme une entrée en matière, ce volume spécifique se suffit néanmoins à lui-même: en posant les fondements d'une aussi vaste entreprise, les auteurs livrent en effet une sorte d'introduction générale à la politique sociale en Allemagne, qui peut à bon droit faire figure de manuel. De ces cinq parties, les plus remarquables sont sans doute celle de Michael STOLLEIS, chargé du regard rétrospectif, qui présente en 130 pages une synthèse à la fois extrêmement dense et bien charpentée de la politique sociale avant 1945, celle de Franz-Xaver KAUFMANN, qui replace le « modèle allemand » dans le contexte international sous une forme amplifiée, ce chapitre est entre temps paru sous le titre « Varianten des Wohlfahrtsstaates » (Suhrkamp, 2003), enfin, dans le premier chapitre consacré à la conception d'ensemble du projet, la contribution du même Kaufmann, qui, en analysant le concept, allemand par excellence, de *Sozialpolitik*, présente les linéaments d'une *Geistesgeschichte* de la politique sociale.

Les livraisons de Manfred SCHMIDT et H. ZACHER esquissent les fondements de la politique sociale après 1945. Soucieux de ne pas empiéter sur les volumes à venir et peut-être aussi parce qu'il traite d'un terrain déjà passablement connu, Zacher se focalise pour la RFA sur l'évolution globale du droit social, ce qui donne à son propos une tournure parfois bien abstraite. Schmidt reste, quant à lui, plus proche du terrain, en adoptant une perspective politologique replaçant de façon dynamique la politique sociale dans son cadre institutionnel, idéologique et économique. Plus de 130 pages de bibliographie, un index et des annexes telles que la liste des ministres, secrétaires d'État et présidents de l'Agence fédérale du travail achèvent de faire du volume un instrument de travail précieux.

Publié en même temps que le volume 1, le volume 2 nous livre plus de 1000 pages d'analyses sur la période d'occupation alliée de 1945 à 1949, assorties d'un deuxième tome, presque aussi épais, de documents. Le plan correspond à une grille d'analyse qui sera appliquée à tous les volumes suivants. Deux longues contributions renseignant sur le contexte constituent l'introduction. Écrites par Udo WENGST, qui est en outre coordonnateur de l'ouvrage, elles traitent d'une part du cadre politique, économique, juridique et culturel, d'autre part du champ de la politique sociale tel qu'il est perçu à l'époque, ainsi que des conceptions des acteurs (principalement partis, groupes de pression) qui investissent ce champ. Les dix-huit chapitres déclinant ensuite les diverses évolutions de politique sociale illustrent l'acception large du concept qui préside à l'entreprise: il n'y est en effet pas seulement question de santé, de sécurité sociale (sous toutes ses formes), de politique familiale ou de politique du logement, mais aussi de droit du travail, de politique contractuelle (pour la fixation des salaires) et aussi de politique éducative. Pour rendre compte des spécificités de la zone d'occupation soviétique, il est en outre question des entreprises comme agents de politique sociale et de la politique de fixation des prix à l'est de l'Allemagne.

Compte tenu de la fragmentation du paysage politique après la guerre (émiettement territorial, mais aussi imbrication parfois peu claire des responsabilités et des niveaux de décision), les analyses ne peuvent pas toujours être exhaustives. La nécessaire simplification qui oppose globalement les zones occidentales à la zone soviétique conduit parfois à passer sous silence certaines évolutions spécifiques de la Zone française d'occupation¹. Mais, dans le cadre d'un projet qui se doit de faire ressortir les lignes de force à l'œuvre dans les périodes

1 La référence reste à cet égard Rainer HUDEMANN, *Sozialpolitik und Sozialstruktur in der französischen Besatzungszone 1945–1949. Sozialversicherung und Kriegsopferversorgung im Rahmen französischer Besatzungspolitik*, Mayence 1988.

ultérieures, de telles nuances ne sont pas vraiment pertinentes. De fait, les contributions vont à l'essentiel, en tirant essentiellement parti de l'abondante littérature publiée en ce qui concerne les zones occidentales, en exploitant aussi de façon plus novatrice des fonds d'archives pour la Zone d'occupation soviétique. Dans son chapitre conclusif, Wengst souligne l'importance de l'occupation comme période fondatrice. C'est d'une part le cas pour l'histoire de la division, tant il est vrai que, comme dans d'autres domaines, la politique sociale avait pris dès l'immédiat après-guerre des voies profondément divergentes, préfigurant la fracture Est-Ouest, bien avant que celle-ci ne soit sanctionnée par la politique. C'est d'autre part aussi le cas pour comprendre les structures de la protection sociale dans les deux États allemands, largement préformées dans la »préhistoire« d'avant 1949. Mais c'est ici aussi, dans le degré de détermination, que se marque derechef la différence Est-Ouest. Alors qu'en RFA, la discussion sur la politique sociale reste ouverte, et qu'un régime politique pluraliste permet effectivement des réorientations ultérieures, en RDA, la ligne engagée sous l'occupation soviétique prédétermine complètement l'évolution.

Des volumes programmés, le n° 8 sur la RDA de 1949–1961 est paru en 2004. L'éditeur annonce la sortie prochaine de ceux sur la RDA de 1971–1989 (n° 10), ainsi que sur la RFA de 1957–1966 (n° 4) et de 1989–1994 (n° 11). On attend cette moisson avec impatience.

Alain LATTARD, Paris

Barbara PORPACZY, *Frankreich-Österreich 1945–1960. Kulturpolitik und Identität*, Innsbruck (Studienverlag) 2002. 385 p. (Innsbrucker Forschungen zur Zeitgeschichte, 18), ISBN 3-7065-1411-7, EUR 41,90.

Il peut être utile de comparer les politiques françaises vis-à-vis de l'espace germanophone au sortir des guerres mondiales de 1918 et 1945. À chaque fois, Paris tend à s'assurer d'un règlement d'après-guerre empêchant toute nouvelle menace pouvant émaner de l'Allemagne. Comme on le sait, les stratégies sont différentes d'un après-guerre à l'autre. En ce qui concerne le traitement de la question autrichienne, en 1945, on est loin de la devise de Clemenceau selon laquelle »l'Autriche est ce qu'il reste« : Paris manifeste un réel intérêt à la renaissance politique, mais aussi identitaire de ce pays dont l'armée française occupe la partie ouest, c'est-à-dire le Tyrol et le Vorarlberg. Comme le constate l'auteur, »la France a peur de l'Allemagne et souhaite de ce fait l'affaiblir, elle a en revanche peur pour l'Autriche et souhaite de ce fait la renforcer« (p. 11). Se pose alors la question de la signification de la politique culturelle de l'occupant français en Autriche entre 1945 et 1960: s'agit-il d'un simple calcul de politique d'occupation visant notamment à affaiblir l'Allemagne, ou d'une véritable contribution et participation à la genèse d'une identité autrichienne distincte? Cette interrogation sert de base de départ à l'étude que livre l'historienne autrichienne dans son ouvrage, issu de sa thèse de doctorat présentée à l'université d'Innsbruck. Comment occuper un (bout de) pays qui vient de renaître après une parenthèse allemande et nationale-socialiste de sept ans, période de mobilisation propagandiste intense? Comment guider au mieux son retour à la démocratie en contournant les pièges classiques d'un régime d'occupation?

Comme l'avaient démontré les Allemands en France occupée quelques années auparavant, la politique culturelle peut alors être un outil faisant oublier les rapports entre occupés et occupants, à condition toutefois qu'elle soit gérée de manière parfaitement séparée de l'administration militaire. C'est effectivement l'objectif initial du ministère des Affaires étrangères français; objectif qui se heurte cependant d'une part à une certaine incompréhension de la part du général Béthouart, commandant en chef français, et d'autre part aux insuffisances matérielles de la nouvelle implantation dirigée par Eugène Susini, germaniste de l'université de Lille, ancien directeur de l'Institut français de Vienne jusqu'en 1939 (et, par-

tant, représentant après 1945 une certaine continuité de la politique culturelle française à l'étranger), qui, pendant la guerre, a rempli les fonctions de traducteur auprès de la commission d'armistice de Wiesbaden. En tant que directeur de la Division de l'Éducation et des Beaux Arts pour Vienne et la zone Tyrol-Vorarlberg, Susini devient l'un des principaux protagonistes de la politique culturelle française en Autriche après 1945. En l'occurrence, on regrette de n'apprendre finalement que peu de choses sur sa personnalité; ainsi par exemple de son attitude pendant les années de guerre.

L'accord culturel franco-autrichien signé en mars 1947 par les deux gouvernements et fêté par les Autrichiens, las de l'occupation alliée, comme une première étape vers la souveraineté est le couronnement de ces efforts français: »Une fois de plus, ce sont bien les deux pays ont pu en tirer profit« (p. 101). L'accord permet la fondation et la reconnaissance officielle d'Instituts français à Vienne (1947) et à Innsbruck (qui existe dans les faits depuis 1946). Par comparaison, l'Institut français de Berlin ne verra le jour qu'en 1952.

En ce qui concerne les activités des deux instituts, les approches sont très différentes, selon le directeur respectif: à Vienne, Susini aspire davantage à une renaissance de la »haute culture française« (musique classique et grande littérature), alors qu'à Innsbruck, le jeune directeur Maurice Besset, qui n'a alors que 26 ans (il dirigera plus tard l'Institut français de Berlin, puis le Musée d'Art moderne de Paris), privilégie une gestion plus dynamique et »progressive«, mettant l'accent sur la culture des jeunes, visant un public jeune. Certes, l'art très contemporain exposé par ses soins au Tyrol ne trouve guère un écho favorable auprès du grand public, mais il stimule néanmoins la petite minorité d'artistes locaux et »jeunes intéressés«. Pour citer quelques invités à Vienne, on mentionnera André Siegfried, Raymond Aron, le pasteur Marc Boegner, l'avocat Maurice Garçon et Jules Romain, alors que l'Institut de Innsbruck propose la rencontre avec l'architecte Le Corbusier, Emmanuel Mounier, Jean Cocteau, Tristan Tzara, Jérôme Carcopino et André Gide. Selon Porpaczy, ces efforts sont d'autant plus importants que les Français se trouvent, après 1945, affaiblis sur le plan politique et économique. La politique culturelle doit ainsi compenser les insuffisances de ces autres domaines, dans l'objectif d'une prise d'influence intellectuelle et d'un renouvellement de la mentalité autrichienne. Dans ce sens, il aurait été intéressant de connaître plus de détails sur sa réception auprès des Autrichiens, aspect que l'ouvrage omet largement.

Quel est le bilan de cette politique? Porpaczy souligne d'abord l'absence de directives claires venant de Paris, laissant l'initiative à la guise des protagonistes sur place qui agissent selon leurs préférences personnelles. Elle insiste ainsi sur l'importance des initiatives personnelles et des réactions »à de besoins urgents autrichiens« de la part des directeurs, connaisseurs de la situation du pays (p. 273). Alors que leur politique repose sur une tradition franco-autrichienne de transfert culturel datant du siècle précédent (l'ouverture du premier Institut français de Vienne date de 1931). Une véritable politique d'éducation prend cependant une place importante dans le dispositif à créer: ainsi, parmi les premières mesures des »responsables culturels français« en Autriche figure la réouverture de l'université d'Innsbruck dès 1945, l'instauration d'une grande offre de cours de français et des activités d'enseignement des membres de l'Institut au sein des universités de Vienne et d'Innsbruck: »Le messianisme français vit alors une nouvelle floraison« (p. 272). La gloire d'un passé plus lointain offre la possibilité d'ignorer un passé gênant trop récent, ce qui vaut pour les deux pays: »dans la petite »paix séparée« de l'occupation en Autriche, l'image de la »grandeur française« a pu être maintenue plus longtemps qu'en France même« (p. 275). La France se présente alors comme un pays ami et, surtout, comme une nation culturelle (*Kulturnation*) de même niveau que l'Autriche: »la France apporte ce que l'Autriche veut: sa contribution à la trouvaille d'une propre identité réside dans le dépistage, le soutien et la stabilisation habiles des besoins de la population autrichienne après 1945. Y font partie les besoins du refoulement, des traditions, des sentiments de grandeur habsbourgeoise, du conservatisme, catho-

licisme et provincialisme, et, à Vienne, d'élitisme« (p. 276 et suiv.). Pour finir, l'auteur soulève la question du rôle français dans la genèse du »mensonge de vie« (*Lebenslüge*) de la République autrichienne concernant son rôle de victime et son refus de toute confrontation avec une image négative de l'Autriche. La France, qui en 2000 a reproché à l'Autriche sa mauvaise gestion du passé, aurait pu, selon elle, profiter de la possibilité d'y contribuer pendant dix ans, »au lieu de faire le lit du refoulement«.

Barbara LAMBAUER, Paris

Dominik GEPPERT (Hg.), *The Postwar Challenge. Cultural, Social, and Political Change in Western Europe, 1945–1958*, Oxford (Oxford) 2003, IX–402 S. (Studies of the German Historical Institute London), ISBN 0-19-926665-4, USD 155,00.

Eine thematisch breiter angelegte, nationalstaatliche und transnationale Aspekte gleichermaßen verfolgende Erforschung der Nachkriegszeit in Europa steht für die Jahre nach 1945, anders als für die Zeit nach 1918, erst in den Anfängen. Der vorliegende Sammelband, der aus den Vorträgen einer Tagung des Deutschen Historischen Instituts London im Jahr 2001 hervorgegangen ist, liefert nützliche und anregende Beiträge zu diesem Forschungsfeld. In vier großen Abschnitten behandelt er die Auseinandersetzung mit der unmittelbaren Vergangenheit, Entwürfe für die wirtschaftliche und soziale Nachkriegsordnung in den Einzelstaaten, Konzepte für die Zusammenarbeit auf supranationaler Ebene und schließlich den Einfluß der USA. Dabei stehen in jedem Abschnitt die vier großen, nach ihrem politischem Gewicht und ihrer Wirtschaftskraft vergleichbaren, hinsichtlich ihrer Geschichte vor und während des Krieges aber unterschiedlichen Länder Frankreich, Großbritannien, Italien, Westdeutschland im Mittelpunkt. Die Beiträge der ersten drei Abschnitte widmen sich jeweils einem Land, im vierten wird weiter ausgegriffen. Sie folgen in jedem Abschnitt bestimmten Leitfragen und werden dadurch besser vergleichbar. Allerdings konzentriert sich das Interesse weitestgehend auf die politischen und wirtschaftlichen Entscheidungsträger und die intellektuellen Eliten. Fragen etwa nach der psychischen Verarbeitung der Kriegserfahrung, nach dem Wandel der Alltags- und Konsumkultur nach 1945 oder nach der Neudefinition von Identitäten bleiben weitgehend unberücksichtigt; geschlechtergeschichtliche Perspektiven fehlen ganz. Zweifellos ist es schwierig, analytische Stringenz, thematische Breite und konzeptionelle Innovationen in einem Sammelband befriedigend miteinander zu verbinden. Lücken sind unvermeidlich und einige räumt der Herausgeber auch durchaus ein. Doch hätte eine größere konzeptionelle Offenheit dazu beigetragen, die im Titel des Bandes angedeutete Breite des Zugriffs überzeugender einzulösen und präziser zu klären, worin genau jene »challenge« bestand, die es in den untersuchten Ländern zu meistern galt.

Dessen ungeachtet sind die meisten Aufsätze mit Gewinn zu lesen. Nicht alle können hier genannt werden. Im ersten Abschnitt fassen Norbert FREI und Pieter LAGROU die Ergebnisse ihrer einschlägigen Monographien prägnant zusammen. Filippo FOCARDI untersucht die Entstehung und Verfestigung des Mythos von der Resistenza und vom »bravo Italiano«, dem guten einfachen Soldaten, der von faschistischer Ideologie frei und nicht an Kriegsverbrechen beteiligt war. Er geht außerdem dem nicht unbeträchtlichen Einfluß der neofaschistischen Gegenerzählung nach, welche die Kontinuität antikommunistischen Kampfes betonte, angesichts des gemeinsamen Widerstandes von Kommunisten und Christdemokraten gegen eine Abwertung der Resistenza aber nicht dominant werden konnte. Der zweite Abschnitt des Bandes fällt etwas ab. Luciano SEGRETO beschreibt die Zwangslage der postfaschisten politischen Elite Italiens, deren Legitimität nach innen bei radikalen wirtschafts- und sozialpolitischen Reformen gefährdet war, während sie international vor allem auf der Anerkennung durch die USA beruhte, die wiederum auf solche Reformen drängten. Segreto

erklärt damit die vornehmlich reaktive Europapolitik Italiens. Gérard BOSSUAT hebt die große Kontinuität hervor, die das Vichy-Regime und die französischen Nachkriegsregierungen bei der Hochschätzung von Planung und Staatsaktivität zur wirtschaftlichen Modernisierung miteinander verband. Hauptmotiv für die Beteiligung am Marshall-Plan sei die Erkenntnis gewesen, daß Frankreich die für den Erhalt seiner Machtstellung notwendige Modernisierung aus eigener Kraft nicht schaffen konnte; in der Verbindung der eigenen, vor allem mit Jean Monnet verbundenen Entwicklungsplanung mit der Akzeptanz des auf Massenkonsum setzenden US-amerikanischen Wirtschaftskonzepts durch die Manager der Großunternehmen sei ein eigenes »Franco-American modernization model« (S. 175) entstanden. In einem Beitrag, dessen klare und pointierte Gedankenführung sich der Rezensent auch in anderen Aufsätzen gewünscht hätte, weist José HARRIS für Großbritannien nach, wie stark der Einfluß kriegssozialistischer Konzepte umfassender Staatskontrolle der Wirtschaft bis 1950 blieb. Im dritten Abschnitt beschreibt Wilfried LOTH drei Phasen der Europadiskussion in Westdeutschland und betont die nachlassende Europabegeisterung in den Jahren unmittelbar vor den Römischen Verträgen von 1957/58. Leopoldo NUTI relativiert die Bedeutung De Gasperis für die italienische Europapolitik und hebt die Kontinuität nationalstaatlicher Interessenwahrung insbesondere nach dessen Abwahl 1953 hervor. Ähnlich argumentiert Élisabeth DU REAU in ihrem Beitrag, der die französische Skepsis gegenüber der Aufgabe von Souveränitätsrechten bei den sicherheitspolitischen Initiativen vom Vertrag von Dünkirchen 1947 bis zur WEU-Gründung 1954 unterstreicht. Sehr anregend ist auch hier der Beitrag zu Großbritannien, in dem sich N. Piers LUDLOW unter Hinweis auf besondere Traditionen und anders verlaufende Lernprozesse kritisch mit Jean Monnets Argument auseinandersetzt, Großbritanniens Zurückhaltung gegenüber europäischer Kooperation sei der »price of victory« im Zweiten Weltkrieg gewesen. Im vierten Abschnitt ist der Beitrag Carlo SPAGNOLOS hervorzuheben, der den Marshall-Plan als »far-seeing hegemonic act« (S. 276) der USA und als »founding act of the Western world« (S. 281) beschreibt, dabei aber betont, daß sein Haupteffekt psychologischer Natur gewesen sei, und die Annahme einer umfassenden amerikanischen Dominanz zurückweist. Volker BERGHAHN zeigt, wie private Stiftungen, an erster Stelle die Ford-Foundation, einsprangen, als die Sparpolitik des jetzt von den Republikanern dominierten Kongresses und die Aktivitäten McCarthy's der auswärtigen Kulturpolitik der USA schweren Schaden zuzufügen drohten. Michael HOCHGESCHWENDER nimmt den Congress for Cultural Freedom gegen den Vorwurf in Schutz, eine vom CIA gesteuerte Organisation gewesen zu sein, und sieht seinen Erfolg europaweit vor allem in der Beschleunigung des Wandels der Sichtweisen von USA und Sowjetunion.

Das wichtigste Ergebnis des Bandes besteht darin, in Weiterführung der Thesen Alan Milwards und anderer für alle vier Länder zu zeigen, wie langsam sich in den ersten anderthalb Nachkriegsjahrzehnten die in der Zwischenkriegszeit wurzelnden und teils noch älteren nationalstaatlichen Denkmuster veränderten und wie zögerlich die Hinwendung zu supranationalen Institutionen auf europäischer Ebene erfolgte. Dabei ist allerdings zu bedenken, daß in etwa der Hälfte der Beiträge die Darstellung jeweils schon Mitte der 1950er Jahre endet, also mit dem Scheitern des EVG-Vertrages und der Bildung der weniger ambitionierten WEU. Es ist zu hoffen, daß weitere vergleichende Forschungsprojekte einem ähnlich stringenten Ansatz folgen, ihn aber konzeptionell wie geographisch erweitern.

Dirk SCHUMANN, Washington D. C.

Dieter KRÜGER, *Sicherheit durch Integration? Die wirtschaftliche und politische Zusammenarbeit Westeuropas 1947 bis 1957/58*, Munich (Oldenbourg) 2003, VIII–567 p. (Entstehung und Probleme des Atlantischen Bündnisses bis 1956, 6), ISBN 3-486-56759-4, EUR 44,80.

Cet ouvrage fait partie d'un ensemble de six volumes »Entstehung und Probleme des Atlantischen Bündnisses bis 1956«, publié par l'Institut de recherche en histoire militaire de Potsdam. Des auteurs multiples ont ainsi successivement évoqué les différents aspects de l'Alliance atlantique, sa création et son développement, la politique extérieure et atlantique de ses membres, le modèle de la confrontation dans la Guerre froide, l'alliance militaire elle-même et les relations des membres de l'Alliance avec les États-Unis. Le volume présenté ici se situe donc dans cette perspective exhaustive et tente l'exploration des méthodes recherchées pour assurer la sécurité en Europe.

Krüger met l'accent sur les liens indissociables entre les aspects politiques, économiques et militaires de la sécurité dans la première décennie de la Guerre froide, et c'est bien cette approche plurielle qui constitue l'originalité de cet ouvrage extrêmement documenté. Il examine également la collaboration transatlantique, tout aussi complexe entre les éléments politiques, économiques et militaires, dans la question du »sens« de la sécurité pour les États de l'Europe occidentale. Dans cette importante étude sur l'histoire de l'intégration dans ses multiples attentes, c'est la première fois que l'on étudie de manière aussi détaillée le rôle des principaux acteurs nationaux et internationaux dans ce processus. L'auteur met en évidence comment, grâce avant tout à l'Alliance atlantique, ces acteurs purent ne pas se donner de contrainte pour une plus profonde intégration européenne. Car l'Alliance, sous la direction américaine, a satisfait leur besoin de sécurité militaire sans aucune cession de souveraineté, sans laquelle il n'aurait pas été possible de construire une communauté européenne efficace. Cette approche est intéressante. Ainsi, Krüger met en avant cet élément fondamental de la sécurité étendue – et non les aspects économiques – comme motivation première des États, car cette sécurité permet aux États de se concentrer sur leur stabilité nationale et leur cohésion sociale. Mais ceci ne devait en aucun cas entraîner une perte de souveraineté, c'était là aussi un des principes fondamentaux de cette intégration des États européens. Dans ce sens, la volonté de créer une souveraineté européenne n'est à comprendre que comme un instrument pour répondre à leur besoin de sécurité économique, politique et militaire et non comme un but en soi. Un des objectifs déclarés de cet examen détaillé de la première décennie des relations européennes dans le cadre de l'Alliance transatlantique, mais aussi de l'ensemble du projet complet formé par les 6 volumes, est l'observation de l'étrange hésitation entre la formation d'un véritable État fédéral européen et celle d'une confédération.

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties thématiques – de fait chronologiques, qui présentent, comme des temps forts successifs, l'initiative américaine, ou le choix de la sécurité par la diplomatie économique (le Plan Marshall), l'initiative française, ou le choix de la sécurité par la supranationalité (le Plan Schuman), enfin l'initiative du Benelux, ou le choix de la sécurité par l'intégration économique (le Marché commun). L'initiative première est donc venue des États-Unis avec le Plan Marshall, comme mesure préventive pour s'assurer qu'ils ne seraient pas obligés, tôt ou tard, d'intervenir à nouveau en Europe face à une provocation communiste. On connaît bien les motifs politiques de ce Plan, énoncés clairement dès le discours célèbre, mais Krüger estime qu'on les sous-estime encore et que l'on fait la part trop belle aux aspects économiques de cette question. C'est avant tout, selon lui, en tant que puissance mondiale que les Américains agissent. Et il argumente sur le fait que les premiers effets du Plan Marshall furent un apaisement social intérieur, bien avant que se fassent sentir les premiers effets économiques. Par ailleurs, le mode même de fonctionnement du programme European Recovery Program (ERP), avec ses échanges bilatéraux a renforcé la souveraineté nationale d'États encore vacillants après la guerre tels que l'Allemagne ou l'Italie.

L'initiative française – le plan Schuman – survient au moment de la crise de Corée. Avec le déplacement des centres d'intérêts américains vers l'Asie, les démocraties occidentales, et la France en particulier, se retrouve devant un choix difficile. Ils doivent largement renforcer leur propre sécurité et sont obligés, dans cette perspective, d'inclure l'Allemagne en tant que participante à la sécurité collective, mais aussi en tant que protégée, puisque son territoire est frontalier avec celui du bloc communiste. Comme on le savait déjà, c'est la motivation majeure de la proposition Schuman qui remplace une Autorité internationale de la Ruhr moribonde par une Haute Autorité (CECA) qui permet un prolongement du contrôle de l'Allemagne tout en la faisant accéder à la »Gleichberechtigung« qu'elle réclame. Et de ce point de vue, le Plan Pleven (CED) qui suit quelques mois plus tard est fait dans la même perspective. Mais les citoyens français estimèrent que l'on était allé trop loin et rejetèrent cette proposition, malgré les fortes pressions américaines. Krüger y voit là un cas comparable à celui de la Grande-Bretagne, avec la volonté de maintien, coûte que coûte, de son statut de grande puissance, attitude prouvée par le développement d'un armement atomique autonome. C'est l'Allemagne qui a le plus gagné à ce rejet français puisque, quelques mois après, elle entra dans l'Alliance atlantique en ayant recouvré sa souveraineté.

L'initiative suivante vint des États du Benelux qui craignaient d'être submergés par la puissance des grands États européens. On connaît à cet égard le rôle majeur de Spaak dans le processus qui conduisit à la formation de la Communauté économique européenne (CEE). Mais selon Krüger, les États européens n'étaient pas prêts pour une intégration politique et la CEE en servit de substitut, d'autant plus que rien ne pressait en ce domaine grâce à la protection assurée par l'OTAN. Et les États-Unis ont alors accepté la discrimination commerciale engendrée par la CEE parce que la sécurité économique était partie intégrante de leur approche de la sécurité militaire. L'unité politique aurait pu être envisagée dans le cadre de l'OTAN, mais cet espoir fut vite compromis, entre autres par l'attitude américaine lors de la crise de Suez. L'auteur ne fait pas de révélations majeures, mais il propose une nouvelle perspective en mettant l'accent sur la prégnance des intérêts nationaux qui peuvent expliquer, jusqu'à aujourd'hui, les difficultés de la construction européenne et sur le rôle majeur qu'a joué la sécurité apportée par l'OTAN, poussant plus à la sauvegarde de l'État national qu'à la mise en place d'une fédération européenne. À travers cette substantielle étude diplomatique, il met avant tout l'accent sur le rôle des acteurs étatiques.

Cette étude extrêmement précise sur cette courte période pourra servir de référence, au moins dans son étude précise des événements. Pour finir, le cas est assez rare pour être signalé, on notera que de nombreux ouvrages français de relations internationales sont référencés dans la bibliographie et surtout, utilisés dans l'ouvrage.

Françoise BERGER, Grenoble

Michel DUMOULIN, Geneviève DUCHENNE, Arthe VAN LAER (Hg.), La Belgique, les petits États et la construction européenne. Actes du Colloque du clôturé de la VII^e Chaire Glaverbel d'études européennes 2001–2002 (Louvain la Neuve, les 24, 25 et 26 avril 2002), Brüssel, Bern, Berlin u. a. (Peter Lang) 2004, 348 S. (Actes de la Chaire Glaverbel d'études européennes, 3), ISBN 90-5201-217-2, CHF 59,00.

Die Geschichte der europäischen Integration wird oft aus der Perspektive der großen Staaten, der Bundesrepublik Deutschland, Frankreichs und Großbritanniens geschrieben. Das hat eine gewisse Berechtigung, denn ohne oder gegen die Intentionen der Regierungen dieser Staaten hätte dieser Prozeß nicht stattfinden können. Ziel des vorliegenden Bandes ist es dagegen, die Bedeutung Belgiens als Beispiel für einen kleineren Staat in der europäischen Integration zu beleuchten. Das erste der vier Großkapitel behandelt die Geschichte Belgiens im europäischen Integrationsprozeß und wird von

Michel DUMOULIN mit einem nützlichen Forschungsbericht zu diesem Thema eröffnet. Geneviève DUCHENNE beleuchtet das europapolitische Denken in Belgien in der Zwischenkriegszeit. Sie beschreibt das Land – einen Topos von Henri Pirenne aufgreifend – als einen »microcosme de la civilisation européenne«, der keine anderen europäischen Nationen vergleichbare Identität habe ausbilden können. Thierry GROBOIS faßt die Forschungen zur Benelux-Union zusammen und beleuchtet die Rolle der drei Staaten für die »Relance européenne« 1955. Diese sei entstanden durch die Hinwendung der Benelux-Länder vom Universalismus zum (europäischen) Regionalismus. Pascal DELOGE beschäftigt sich mit der Sicherheitspolitik Belgiens in der Nachkriegszeit, die typisch für die eines kleinen Staates sei. Weniger militärische Macht als vielmehr diplomatische Präsenz und das penible Ausnutzen völkerrechtlicher Spielräume, so Deloge, prägte das sicherheitspolitische Denken kleinerer Staaten im Ost-West Konflikt. Die These wird indirekt bestätigt durch den Beitrag von Étienne DESCHAMPS über die Assoziation der ehemaligen belgischen Kolonien an die EWG. Hier habe Belgien seine Interessen durchgesetzt, indem es sich an die französische Regierung gehalten habe, obwohl die Probleme der französischen Territoires d'outre-mer nicht mit denen der früheren belgischen Kolonien zu vergleichen waren. Neue Einsichten vermittelt der Beitrag von Vincent DUJARDIN über den belgischen Außenminister Pierre Harmel auf der Basis neuer Quellen. Dujardin vermag zu zeigen, daß Harmel wesentliche Anstöße für ab 1970 eingeleitete Weiterentwicklung der EG gab.

Ein zweiter Abschnitt nimmt die Perzeption Belgiens durch größere europäische Staaten in den Blick. Antonio VARSORI beschreibt, daß Italien und Belgien viele gemeinsame Interessen im europäischen Integrationsprozeß teilten, diese aber nie zu einer »Allianz« zwischen beiden Ländern geführt hätten. Entscheidender seien aus römischer Sicht die Beziehungen zur Bundesrepublik Deutschland, Frankreich und Großbritannien gewesen. Gleiches gilt für die niederländische Perspektive, die Jan Willem BROUWER schildert. Die Beziehungen zwischen beiden Ländern seien in starkem Maße von individuellen Beziehungen, etwa zwischen Snoy d'Oppuers und Spierenburg, geprägt worden. Éric BRUSSIÈRE greift die Beziehungen zwischen Paul van Zeeland und Jean Monnet in der Gründungsphase der supranationalen Integration als Beispiel für die Schwierigkeiten zwischen Frankreich und Belgien heraus, Wilfried Loth schildert die deutsch-belgischen Beziehungen in bezug auf Europa seit dem Zweiten Weltkrieg.

Der dritte Abschnitt nimmt die Bedeutung Belgiens für den europäischen Integrationsprozeß zwischen dem Tindemans-Bericht (1975) und der Erklärung von Laeken (2001) in den Blick. Christian FRANCK stellt hier die These auf, daß die belgische Europapolitik auch in dieser Phase noch von den Prinzipien geprägt worden sei, die Paul Henri Spaak gesetzt habe. Diese seien geprägt durch das Bemühen um eine Stärkung der supranationalen Elemente der Europäischen Gemeinschaft, insbesondere der Europäischen Kommission und des Parlamentes. Yves LEJEUNE erläutert in einem luziden Beitrag die Bedeutung der föderalistischen Struktur Belgiens für die Europapolitik des Landes. Vor allem im Kontrast zu den ebenfalls föderalistisch strukturierten Staaten Bundesrepublik Deutschland und Österreich zeigt er, warum die belgische Europapolitik immer auf fragilen innenpolitischen Kompromissen beruhe.

Das letzte Kapitel hat die Rolle Belgiens im Kontext der europäischen Währungsunion zum Thema. Auch hier wird deutlich, daß Belgien trotz seiner im Vergleich zur Bundesrepublik und Frankreich geringen Größe erheblichen Einfluß auf europapolitische Entscheidungen geltend machen kann, wenn es die Dominanz der Großen akzeptiert. Im Falle der Währungsunion stützte die belgische Regierung die französischen Wünsche nach einer starken Rolle des ECOFIN-Rates, d. h. des politischen Elementes der Union im Gegensatz zur autonomen Zentralbank, die von der Bundesrepublik und den Niederlanden favorisiert wurde.

Der Band zeigt, daß es durchaus lohnt, sich mit den kleineren Staaten zu beschäftigen, wenn man den europäischen Integrationsprozeß verstehen will. Belgien war und ist ein Sonderfall unter den europäischen Nationalstaaten, das führte zu einer Sonderrolle in diesem Prozeß. Diese hier betonte Sonderrolle würde vielleicht etwas relativiert werden, wenn man wirtschaftliche und gesellschaftliche Aspekte der belgischen Integrationspolitik berücksichtigt hätte. Die Beiträge, vor allem jene von Dumoulin, Duchenne, Dujardin und Franck, sind in starkem Maße auf die politischen Persönlichkeiten fixiert, die die belgische Europapolitik prägten. Ökonomische und gesellschaftliche Strukturen, die Rolle von Interessenverbänden, die öffentliche Meinung werden dagegen gar nicht berücksichtigt. Dies könnte einem weiteren Band der Reihe vorbehalten werden.

Guido THIEMEYER, Kassel/Siegen

Raphaëlle BRANCHE, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954–1962*, Paris (Gallimard) 2001, 474 S., ISBN 2-07-076065-0, EUR 26,68.

Im Algerienkrieg wurde gefoltert. Die Erkenntnis als solche ist nicht neu. Insbesondere Henri Alleg und Pierre Vidal-Naquet brandmarkten entsprechende Verbrechen der französischen Streitkräfte bereits Ende der 1950er Jahre. Die beschuldigten Offiziere schwiegen, leugneten, rechtfertigten, auch wenn einige, wie General Massu, in der Rückschau bedauerten, andere, wie General Aussaresses, selbst vor apologetischen Darstellungen nicht zurückschreckten. Mühselig ans Licht gezerrt wurden vier Jahrzehnte lang nur einzelne Fälle, deren brutale Details gern als Exzesse Einzelner bagatellisiert oder als Propaganda der algerischen Befreiungsfront FLN diffamiert wurden. Das Thema war in Frankreich tabu. Über den Großteil der Ereignisse wurde der Mantel des Schweigens gedeckt, zuerst durch die Verklammerung des Krieges als »Maßnahmen zur Wiederherstellung der inneren Ordnung«, durch Notstandsgesetze und Zensur, dann nahtlos durch Amnestien und schließlich durch eine restriktive Archivpraxis, die erst Ende der 1990er Jahre in Frage gestellt wurde.

Vor diesem Hintergrund ist diese aus einer *Thèse* hervorgegangene Monographie schon wegen ihrer Quellenbasis bemerkenswert. Branche wertete erstmals eine Vielzahl zuvor gesperrter Militärakten aus, ergänzt durch Akten der Zivilbehörden sowie zahlreiche Interviews. Bei der Lektüre beeindruckt nicht nur die Masse der verarbeiteten Berichte von Armeekorps über den Generalstab bis in die zuständigen Ministerien, sondern auch ihr souveräner Umgang mit dem verstörenden Inhalt. Nach einer diffusen Einleitung, die leider weder inhaltlich noch methodisch Orientierung bietet – sicherlich der schwächste Teil des Buches – erwartet den Leser eine stilistisch elegante Analyse, die durch konsequente Systematik besticht. Vorgeführt, dicht belegt und analysiert wird nicht weniger: »[que] c'était bien la manière dont la guerre était pensée et menée qui engendra les conditions de possibilité de la torture, non pas comme dérapage mais comme système« (S. 423).

Branche unterscheidet vier Schritte von jeweils rund zwei Jahren, in denen unterschiedliche Konjunkturen zum Tragen kamen. Bereits in der Anfangsphase (1954–1956) zeigte sich, daß die Modalitäten der Kriegführung und die gewählten Mittel maßgeblich vor Ort in Algerien bestimmt wurden. So sei die Hemmschwelle, gewaltsam vorzugehen, von vornherein durch den Rassismus des Kolonialregimes begünstigt und durch den frischen Indochinakomplex verschärft worden. Im Zuge des Kampfes gegen »Terroristen« und »Rebellen« seien aus algerischen Verdächtigen rasch verdächtige Algerier geworden. Während sich Militär- und Polizeiaufgaben vermischten und Informationsbeschaffung für kriegsentscheidend gehalten wurde, rechtfertigte der diskriminierende Generalverdacht zunehmend Repressalien, Kollektivstrafen und immer brutalere Verhörmethoden. Die Verbreitung der Folter schien banalisiert durch die Minderwertigkeit der Opfer, die Vortäuschung legaler Umstände wie »Erschießung bei Fluchtversuch«, Gruppendynamik und

Gehorsam gegenüber Vorgesetzten, deren Autorität spürbarer war als diejenige abstrakter Direktiven aus Paris. Letztere ließen große Spielräume.

In einer zweiten Phase bis Mitte 1958 führte die »Bataille d'Alger« zu einer »Totalisierung« des Krieges, die sich insbesondere in der Perfektionierung der Folterpraktiken niedergeschlagen habe. Als Möglichkeitsbedingungen der in diesem Teil detailliert in Theorie und Praxis beleuchteten Torturen identifiziert Branche eine euphemisierende, effizienzbetonte »der Zweck heiligt die Mittel«-Konzeption von Generälen wie Massu. Demzufolge bezogen sie ihre ideologische Rechtfertigung aus der Überzeugung, einen konterrevolutionären Krieg gegen die Subversion des internationalen Kommunismus zu führen, einen Krieg neuen Typs, der neuer Methoden bedürfe. Als ausführende Organe prädestinierte die Fallschirmjäger ein Korpsgeist, der mit elitärem, kompetitivem Machbarkeitswahn gepaart war. Die zentrale Rolle der Informationsbeschaffung schlug sich, wie die Autorin rekonstruiert, in organisatorischer Spezialisierung und Rationalisierung des Verfahrens nieder. In neu eingerichteten Centres de triage et de transit (CTT) leiteten Nachrichtenoffiziere Verhöre, in denen Demütigungen, Drohungen, Schläge, Elektroschocks, Badewannen, Trichter etc. immer mehr Wissen über den Feind hervorzwingen sollten. Zum gleichen Zweck verteilten sich *Détachements opérationnels de protection* (DOP) über Algerien.

Nachdem sich die öffentliche Meinung bereits ab 1957 beunruhigt zeigte und die Pariser Regierung eine Untersuchungskommission einsetzte, ging man gemeinhin davon aus, daß mit der Verfassung der Fünften Republik, der Stärkung der Exekutive und der Rückkehr de Gaulles ein eindeutiger Wechsel zu beobachten sei. Branche zeigt indes, daß die Zivilbehörden in einer Übergangsphase (Mitte 1958 bis 1959) sehr zu kämpfen hatten, um wieder Kontrolle über die Militärs zu gewinnen und eine politische Lösung anzubahnen. Viel entscheidender für das effektive Vorgehen in Algerien war der Autorin zufolge der kompromißlose Wille der Offiziere, in der knapp werdenden Zeit noch einen Sieg oder zumindest Vorteile zu erringen. Hauptangriffsziele waren die politischen Strukturen der Befreiungsfront und die mit ihr sympathisierende Bevölkerung. So hätten sich Folter und andere Formen physischer und symbolischer Gewalt wie das Zurschaustellen exekutierter Attentäter und Vergewaltigungen zunächst weiter ausgebreitet. Effektive Kontrolle scheiterte an der Vielzahl verstreuter, spezialisierter, autonom agierender Nachrichten- und Gegenspionageeinheiten einerseits, geheimer oder semiklandestiner Zwischenlager andererseits.

Während der letzten Phase des Algerienkrieges (1960–1962) setzte sich das Primat des Politischen schließlich durch. Die offizielle Rhetorik verurteilte Gewaltexzesse, das doktrinäre fünfte Büro wurde aufgelöst, die Inspektion der Lager CICDA eingerichtet und Militärstaatsanwälte eingeführt. Das Scheitern des Putsches beschleunigte die Versetzung vieler kompromittierter Offiziere oder ihren Rückzug in die OAS (*Organisation armée secrète*). Branche erinnert allerdings daran, daß die Durchsetzung der neuen Politik erneut Spezialkommandos anvertraut wurde, so daß die DOP/UOR de facto weiterbestanden. Folteropfer hätten nur selten erfolgreich den Rechtsweg beschritten. Ansätzen von Strafverfolgung seien Militärkreise regelmäßig mit Obstruktion begegnet. Zur Ahndung exzessiver Gewalt bevorzugten sie anstelle von Strafverfahren diskrete Disziplinarverfahren, die häufig eingestellt wurden, so daß Sanktionen selten waren. »Dans cette guerre«, so Branche, »l'exigence de justice semble intenable car elle conduit nécessairement à poser la question des responsabilités respectives des parties engagées dans la guerre« (S. 410). Durch Amnestien schütze sich insofern nicht zuletzt der Staat selbst, der die Gewalt befohlen habe.

Das Buch ist wohl einer der wissenschaftlich fundiertesten Beiträge im Rahmen der geschichts- und erinnerungspolitischen Konjunktur der Algerienfrage in den letzten Jahren. Der problemorientierte Zugang vermeidet allerdings auch mancherlei Kontextualisierung, die sich ein Leser hätte wünschen können. So bleiben Kriegsverlauf und Entscheidungsprozesse oft reichlich abstrakt. Das mag neben arbeitspraktischen Erwägungen daran liegen, daß sich die Autorin jedweder potentiell rechtfertigenden Würdigung politischer,

strategischer, taktischer und situativer Erfordernisse eines Krieges verweigert, der in der Rückschau als Kolonialkrieg illegitim und durch die Folter zusätzlich diskreditiert scheint.

C. Bettina SCHMIDT, Freiburg i. Br.

Werner FAULSTICH (ed.), *Die Kultur der 50er Jahre*, Paderborn (Wilhelm Fink) 2002, 292 p. (Kulturgeschichte des 20. Jahrhunderts), ISBN 3-7705-3748-3, EUR 39,90.

This collection represents the latest addition to an ever-growing body of literature on the culture and society of the 1950s in the Federal Republic of Germany. Whereas many previous accounts emphasize the tensions between »restoration« and »new beginnings«, Faulstich, editor of this volume, asserts that the National Socialist defeat left instead a vacuum of values. This gaping fissure was filled, at least partially, by the international culture of the victors, and in particular, of the Americans, a cultural shift which went hand-in-hand with generational change. As a result, German culture in the 1950s became increasingly diversified, internationalized, and globalized, a process that has continued until this day.

True to these premises, the seventeen individual contributions in this volume highlight the growing diversity of German culture, particularly by the end of the decade. It discusses forms of culture that until recently would not have been included in larger discussions of culture – comic books, philosophy, sport, vacation styles, cups and mugs, architecture, photography, theater, advertisement amongst many more. To its credit, this volume expands the definitions and spheres of culture without becoming bogged down in the traditional divide between »high« and »mass« culture. Karl Heinz Stockhausen, Paul Hindemith, Kurt Edelhagen, Freddy Valentine and pop singers thus stand side by side in the chapter on music in the 1950s, »Von singenden Seemännern und Musikern vom Sirius«. The express goal of this collection is the »formation of a canon of knowledge« – to present the minimum which any interested reader would need to know about this decade in light of the surfeit of information, articles and books that already exists. Perhaps not surprisingly, this volume emerged out a series of lectures (*Ringvorlesung*) on the 1950s at the University of Lüneburg from the winter semester 2001/02. At this level, this volume succeeds admirably. The individual contributors have presented very readable accounts that are particularly well suited for a general audience, scholars beginning work in these fields, or those presenting lectures on these topics. Some of the chapters will be immediately familiar to scholars working in this field. Axel SCHILDT's, »Modernisierung im Wiederaufbau: Die Westdeutsche Gesellschaft der 50er Jahre«, provides a reprise of and glimpses into his edited volume of the same name.

The volume is rich in photographs and illustrations that make these contributions even more accessible. The chapter, »Im Petticoat am Nierentisch«, for instance, contains photographs of Adenauer playing boules, students in short pants and jeans, a young »Halbstarker« on a *Moped*, girls with pony-tails, a young woman in a skirt on a Vespa as well as designs for chairs, kitchens, and television sets. The chapters lack annotated footnotes, but contain a short and necessarily incomplete bibliography at the close. Unfortunately, the bibliographies are not always the most up-to-date and frequently do not include relevant and even path-breaking literature by scholars publishing outside of Germany on these topics. Uta Poiger's pioneering work on youth culture and the Cold War, Heidi Fehrenbach's book on West German cinema are nowhere to be found in the bibliographies.

What also distinguishes this volume from other accounts of the 1950s is its focus on the media. Five of the seventeen chapters underscore the individual roles of radio, television, newspapers, books and magazines. The media clearly served as a significant engine of cultural and societal change during this decade, accelerating processes of economic modernization that were also taking place. The chapters on radio and film might have pointed out, however, that radio, through the early 1960s, maintained a much larger audience than televi-

sion. In contrast to the United States and Great Britain, radio remained the more important medium for a much longer period of time, as fewer individuals could afford the cost of a television set. These chapters might have explained this paradox.

As this example illustrates, the individual chapters might, in places, have explained the larger significance of their topics more compellingly and shown how the consumption of culture varied according to class and levels of economic prosperity. These caveats notwithstanding, this work will remain indispensable for those seeking an introduction to the West German culture of the 1950s.

Mark Edward RUFF, St. Louis

Esther KRAMER, *Europäisches oder atlantisches Europa? Kontinuität und Wandel in den Verhandlungen über eine politische Union 1958–1970*, Baden-Baden (Nomos) 2002, 331 S., ISBN 3-8329-0366-6, EUR 64,00.

Nach dem Scheitern der EU-Verfassung 2005 ist es sinnvoller denn je, sich mit dem historischen Prozeß auseinanderzusetzen, dessen Ziel die politische Einigung ist. Die 1960er Jahre spielen in der Frage nach der Finalität Europas eine entscheidende Rolle. Um so erstaunlicher ist es, daß die Projekte und Diskussionen dieser Periode noch nicht systematisch untersucht wurden¹. Lediglich die Fouchet-Pläne waren bisher Gegenstand umfassender wissenschaftlicher Untersuchungen². Kramer zeichnet nun auf eindrucksvolle Weise die Verhandlungen zur Politischen Union von 1960 bis 1970 nach, analysiert und ordnet sie historisch ein. Der Arbeit liegt ein breites Quellenstudium in französischen, deutschen und belgischen Archiven zugrunde, das durch Forschungen in den Beständen der europäischen Institutionen abgerundet wurde. Ihre Kernthese ist, daß die 1960er Jahren eine entscheidende Phase für die Lösung des europapolitischen Dilemmas bilden, nämlich der Wahl zwischen einer europäischen und einer atlantischen Orientierung.

Das Buch gliedert sich in acht Großkapitel, wobei die drei ersten primär theoretisch-konzeptionelle Überlegungen zu den internationalen Rahmenbedingungen, zu den Konzepten politischer Union und zu dem Verhältnis zwischen der politischen Einigung Europas und der wirtschaftlichen Integration im Rahmen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) enthalten. Die fünf folgenden Kapitel sind chronologisch unterteilt, was graduelle und entscheidende Entwicklungen in den diesbezüglichen Überlegungen der EWG-Staaten verdeutlicht. Dort untersucht Kramer auch die verschiedenen Initiativen von den Fouchet-Plänen (1961/62) bis zur Haager Gipfelkonferenz im Dezember 1969 und bietet einen Einblick in spätere Entwicklungen bzw. das Zustandekommen der Europäischen Politischen Zusammenarbeit (EPZ) sowie der gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik (GAPS) und der Europäischen Sicherheits- und Verteidigungspolitik (EVSP). Kramer konzentriert sich primär auf die Versuche der EWG-Staaten, ab Anfang der 1960er Jahre außerhalb der Gemeinschaftsverträge im außen- und verteidigungspolitischen Bereich zusammenzuarbeiten. Ihre Analyse der Verhandlungen um eine Europäische Union ist umso interessanter, da

1 Erste Ansätze bietet Carine GERMOND, *Les projets d'Union politique de l'année 1964*, in: Wilfried LOTH, *Crisis and Compromises – The European Project 1963–1969*, Baden-Baden 2001, S. 109–130; DIES., *France et Allemagne face à l'Europe politique dans les années 60*, in: Marie-Thérèse BRITSCH (Hg.), *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes*, Brüssel 2001, S. 205–227.

2 Siehe die ältere Untersuchung von Robert BLOES, *Le plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Brügge 1970; die Beiträge in *Du plan Fouchet au traité de l'Elysée*, in: *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* 29, 2 (1997) und in Alan MILWARD, Anne DEIGHTON (Hg.), *Widening, Deepening and Acceleration – The European Economic Community, 1957–1963*, Baden-Baden 1993.

sie unterschiedliche analytische Ebenen verbindet. Zum einen gelingt es ihr, die dünne Grenzlinie zwischen nationaler und europäischer Ebene herauszuarbeiten. Damit knüpft sie an einen aktuellen und zu begrüßenden Trend der Forschung zur europäischen Integrationsgeschichte an, der immer mehr Integrationsforschung mit der Untersuchung spezifisch nationaler Interessen verbindet. Insbesondere zeigt Kramer die Verflechtung zwischen Innen- und Europapolitik. Im übrigen arbeitet sie überzeugend die zentralen Kernfragen der europäischen politischen Einigung heraus und verdeutlicht, inwieweit verteidigungspolitische Fragen die politische Einigung von Beginn an maßgeblich beeinflusst haben. Eine Zentralfrage der 1960er Jahren war nämlich die Frage nach dem Verhältnis zwischen Europa und den USA.

Eine Gefahr der Studie besteht jedoch darin, die Entwicklungen allzu sehr durch die Brille der europapolitischen Einigung zu sehen³. Beispielweise ist Kramers Erklärungsmuster für die Krise des leeren Stuhls nur zum Teil richtig und vernachlässigt die nationalen Wirtschaftsinteressen der einzelnen EWG-Staaten an einer endgültigen Regelung der Finanzierungsfrage der gemeinsamen Agrarpolitik. Nichtsdestotrotz ist »Europäisches oder atlantisches Europa« eine klare, konsistente und empfehlenswerte Analyse zu einem besonders komplexen Thema, die eine Lücke in der wissenschaftlichen Literatur schließt.

Carine GERMOND, Yale

Franz KNIPPING, Matthias SCHÖNWALD (Hg.), Aufbruch zum Europa der zweiten Generation. Die europäische Einigung 1969–1984, Trier (WVT) 2004, X–502 S. (Europäische und Internationale Studien. Wuppertaler Beiträge zur Geisteswissenschaft, 3), ISBN 3-88476-652-X, EUR 48,50.

Im November 2001 fand an der Bergischen Universität Wuppertal eine wissenschaftliche Tagung zum Thema »Aufbruch und Krise: Die europäische Integration in den Jahren 1970–1984« statt. In der nun vorliegenden Publikation sind stattliche 22 Beiträge versammelt, vornehmlich deutscher Provenienz. Die Liste der Autoren und Teilnehmer umfaßt 44 Namen. Dahingegen fällt das Vorwort mit einer knappen Seite unangemessen kurz aus. Das Kolloquium war der europäischen Einigung in den anderthalb Jahrzehnten nach der Haager Konferenz (Dezember 1969) gewidmet, auf der die Weichen für die Erweiterung, Vertiefung und Vollendung der Europäischen Gemeinschaft gestellt wurden. Warum die Herausgeber das Jahr 1984 als Einschnitt gewählt haben, hätte wohl einer Erläuterung bedurft.

Den Organisatoren war seinerzeit daran gelegen, nicht nur Wissenschaftler, sondern auch Zeitzeugen an der Diskussion zu beteiligen, was bekanntermaßen nicht ganz unproblematisch ist. Bei diesem Kolloquium sei die persönliche Erinnerung der damaligen Akteure jedoch eine wertvolle Ergänzung zu den Forschungsergebnissen gewesen, konnte dadurch doch die »vorerst noch unbefriedigende Archivlage« kompensiert werden. Der Hinweis der Herausgeber, daß »gerade die Einbeziehung der ›oral history‹ in die Diskussionen des Kolloquiums [...] den kontroversen und zum Teil auch noch un abgeschlossenen Charakter mancher Fragen aufgezeigt« habe, weckt wohl das Interesse des Lesers, bleibt in der Kürze aber unbefriedigend.

Übergreifend für alle Vortragenden stellte sich die Frage, ob der untersuchte Zeitraum – die Jahre 1969 bzw. 1970 bis 1984 – eher durch die Krisenhaftigkeit geprägt war oder doch

3 Siehe auch hierzu Henning Türks Rezension zu Esther KRAMER, *Europäisches oder atlantisches Europa? Kontinuität und Wandel in den Verhandlungen über eine politische Union 1958–1970*. Baden-Baden 2003, in: H-Soz-u-Kult, 03.01.2005, <<http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/2005-1-002>>.

in einer positiven Optik als produktive Zeit zu werten ist. In dem Eröffnungsbeitrag von Jürgen MITTAG und Wolfgang WESSELS zur Bedeutung der Gipfelkonferenzen von Den Haag (1969) und Paris (1972) plädieren die beiden Autoren dafür, die westeuropäische Integrationsentwicklung über einen längeren Zeitraum zu verfolgen, nämlich von den frühen 1950er Jahren bis zum Beginn des 21. Jhs. So würden im Gegensatz zu bisherigen Darstellungen, in denen die Zeit von Mitte der 1960er bis in die 1980er Jahre als Phase des integrationspolitischen Stillstands charakterisiert wird, die beiden Gipfelkonferenzen zu wichtigen Meilensteinen der Integrationsgeschichte, sowohl was die Erweiterung der Gemeinschaft betrifft als auch im Hinblick auf die politische Vertiefung. Claudia HIEPEL untersucht in ihrem Beitrag das deutsch-französische Tandem in den Jahren 1969 bis 1974. Auch sie will ein gängiges Urteil revidieren, wonach die deutsch-französische Zusammenarbeit erst nach 1974 begonnen habe, d. h. nach dem Ende der Kanzlerschaft Willy Brandts und der Präsidentschaft Georges Pompidous. Sie zeigt, daß es unter Brandt und Pompidou zu mehr Kompromissen im Interesse der europäischen Integration kam, als in der Öffentlichkeit und von den verschiedenen Fachdisziplinen bisher wahrgenommen wurde. Matthias SCHÖNWALD arbeitet mit einer Fallstudie zum Falkland-Konflikt heraus, daß die gängige These, wonach die frühen 1980er Jahre als Zeit der »Eurosclerose« gesehen werden, nicht haltbar ist. Der Falkland-Konflikt sei für die Europäische Politische Zusammenarbeit (EPZ) eine Belastungsprobe gewesen, war doch erstmals ein Mitglied der Gemeinschaft an einer kriegerischen Auseinandersetzung beteiligt. In dieser Krisensituation habe die Europäische Gemeinschaft jedoch gezeigt, daß sie durchaus zu gemeinsamem und raschem Handeln in der Lage ist. Schönwald sieht darin den »Beginn einer neuen Etappe der Gemeinschaft bei der Suche nach ihrer außenpolitischen Identität«. Daß von außen herangetragene Krisen den Zusammenhalt der Europäischen Gemeinschaft stärken können, zeigt auch Guido MÜLLER in seinem Beitrag über die »Folgen der Ölkrise 1973 für den europäischen Einigungsprozeß«. Der damalige deutsche Außenminister, Hans Dietrich Genscher, sah in diesem Schockerlebnis die eigentliche Geburtsstunde der europäischen Außenpolitik. Und Nixons Kritik, die »westeuropäischen Staaten rotteten sich gegen die USA zusammen«, unterstreicht ein zunehmendes europäisches Selbstbewusstsein.

Warum gerade das Jahr 1984 für die Periodisierung der Geschichte der europäischen Einigung einen sinnvollen Einschnitt darstellt, darauf gibt schließlich Wilfried LOTH eine Antwort. Er nennt das Treffen des Europäischen Rats im Juni 1984 in Fontainebleau, wo die Weichen für die institutionelle Weiterentwicklung der Gemeinschaft gestellt wurden. Und auch dem deutsch-französischen Gipfeltreffen vom 22.9.1984 kommt seiner Meinung nach besondere Bedeutung zu. Wenn die deutsch-französische Zusammenarbeit schon immer eine Schlüsselrolle für die Europapolitik spielte, so wurden hier neue Akzente gesetzt. Das Bild von Kohl und Mitterand Hand in Hand auf den Schlachtfeldern bei Verdun versinnbildlichte die persönliche Annäherung der beiden Politiker und auch ihre neue Rolle in der Europapolitik deutlicher als je zuvor.

Auch Loth setzt sich abschließend noch einmal kritisch mit der Einschätzung auseinander, die Jahre 1969 bis 1984 seien von »Aufbruch und Krise« gekennzeichnet, wie ja das Motto des Kolloquiums lautete. Daß der Tagungsband nun unter dem Titel »Aufbruch zum Europa der zweiten Generation« erschienen ist, macht wohl deutlich, daß es trotz der Fülle der behandelten Themen doch zu einem gemeinsamen Arbeitsergebnis kam.

Ute LEMKE, Chambéry

Gerhard SEIBOLD, Röchling. Kontinuität und Wandel, Stuttgart (Jan Thorbecke) 2001, 523 S., 521 Abb., ISBN 3-7995-0101-0, EUR 39,88.

»Der selbstauferlegten Pflicht, seiner Familie den Erhalt der Hütte zu sichern, unterwarf sich Hermann bis hin zu einer Beschäftigung von Zwangsarbeitern. Die Problematik dieser Frage reduzierte sich für ihn auf die damit verbundenen Sprachschwierigkeiten und die aus verständlichen Gründen manchmal wenig ausgeprägte Leistungsbereitschaft dieser Männer und Frauen« (S. 247) – dieses Zitat ist symptomatisch für die historisch-sprachliche Herangehensweise von Seibold an eines der spannendsten Kapitel der Industriegeschichte im deutsch-französischen Grenzraum im 19. und 20. Jh.: die Geschichte »der Röchlings« an der Saar. Hermann Röchlings Verhalten im »Dritten Reich« wird auf eine »selbstauferlegte Pflicht« reduziert, die Ausbeutung von Zwangsarbeitern, im Text wenig später in NS-zeitgenössischer Terminologie »Fremdarbeiter« genannt, apologetisch-defensiv als »Sicherung des Erhalts« der Völklinger Hütte beschrieben.

Natürlich ist es problematisch, die Rezension eines Buches, das in einer ausgezeichneten Aufmachung in Hochglanzpapier, über 500 Seiten dick und 2kg schwer vorliegt, auf eine Frage zu konzentrieren. Es ist dennoch gerechtfertigt, da es sich um *den* wissenschaftlich-relevanten Aspekt handelt, der in dieser Zeitschrift von Interesse ist: die gemeinsame deutsch-französische Geschichte. Seibold hat eine Familiengeschichte, eine Unternehmensbiographie geschrieben, die der Auftraggeber, der »Familienrat der Röchling'schen Familiengemeinschaft«, als »gelungen« bezeichnet. In lesbarer Form geschrieben, mit über 500 Abbildungen interessant illustriert, durch einen ausführlichen Anhang vorbildlich ergänzt, wird die Geschichte der Röchlings detailliert beschrieben, von den »Wurzeln im Westfälischen« in der Mitte des 16. Jhs. bis zum »Global Player« des 21. Jhs.; aktuell gehören mehr als 300 Unternehmen direkt oder indirekt zur Röchling-Holding. Im Personenregister finden sich 103 Einträge zu verschiedenen Familienmitgliedern der Röchlings, die chronologische Unternehmensgeschichte umfaßt 19 Seiten, acht genealogische Tafeln bieten reichhaltiges Material für manch einen älteren Semester der Ahnenforschung, zumal sich auch weitere illustre Namen der regionalen Industriegeschichte wie Boch-Galhau und Villeroy, Böcking, Gemmingen-Hornberg und Vopelius darin wiederfinden. Die Erfolgsgeschichte des Unternehmens seit der Gründung eines Handelshauses in Saarbrücken im Jahr 1822 wird in detaillierter Form dargelegt, und es finden sich jede Menge weitere Informationen zur Industriegeschichte des Grenzraums, zur engen Verflechtung zwischen saarländischer Kohle-, Eisen- und Stahlindustrie mit dem lothringischen Eisenerz. In diesem Sinne ist das Buch von Seibold eine wahre Fundgrube für jeden wirtschaftshistorisch interessierten Leser.

Die Geschichte der Röchlings ist aber darüberhinaus spätestens seit der Reichslandszeit in der zweiten Hälfte des 19. Jhs. immer auch eine politische Geschichte gewesen; Wirtschaft und Politik ließen sich unter Wilhelm II. im besetzten Lothringen ebensowenig voneinander trennen wie heute das Engagement der Röchlings in der internationalen Rüstungspolitik (Beteiligung bei Rheinmetall). Und hierbei stellt das Buch, erschienen im renommierten Thorbecke Verlag, ein großes Ärgernis, eigentlich einen Skandal, dar. Seibold hat eine Hagiographie der Röchlings geschrieben, die systematisch alle kritischen Blicke auf die Unternehmens- und Familiengeschichte ausblendet. Und Gelegenheiten dazu hätte es viele gegeben, denn die Röchlings engagierten sich immer an vorderster Front in der deutschen (Annexions-)Politik, kulminierend im Verhalten von Ernst Röchling in der Zeit nach dem Ersten Weltkrieg und im »Dritten Reich«. Hier hätte der Autor das seltene Privileg, das private Unternehmensarchiv der Röchlings benutzen zu dürfen, in wissenschaftlicher Art und Weise ausnutzen sollen. Stattdessen werden die politischen Rahmenbedingungen, unter denen während des Zweiten Weltkriegs die Röchlings im wiederum annektierten Lothringen Unternehmenspolitik betrieben, höchstens gestreift, »unangenehme Dinge« wie die nationalsozialistische Judenpolitik als beim Leser bekannt vorausgesetzt – »braucht nicht weiter

ausgeführt zu werden« (S. 239). Die ahistorisch-verquere Sichtweise des Autors führt dann zu einer Kapitelüberschrift wie »Siegerjustiz zum zweiten« (S. 264), unter der es um die französischen Bemühungen nach 1945 geht, die Verbrechen während des Zweiten Weltkriegs juristisch aufzuklären. Auch bei den Illustrationen finden sich entsprechende Beispiele: Dokumente mit NS-Symbolik werden unkommentiert abgedruckt, z. B. das Deckblatt der Betriebsordnung der Völklinger Hütte (S. 232) oder eine Beglückwünschung von Arbeitsjubilaren vor der Hakenkreuzfahne (S. 345). Der Autor zeigt auch keine Distanz zu »seinen Röchlings«, wenn es um die Beschreibung der Rückübertragung der Vermögenswerte nach dem gescheiterten Europastatut-Referendum von 1955 geht. Der Unternehmensfamilie, die sich »als Opfer der Zeitumstände« fühlte, gelang es, den deutschen Steuerzahler für die Rückgewinnung und Vermehrung ihres Besitzes an der Saar einzuspannen: Der von der Bundesregierung dem Unternehmen gewährte Kredit von 36 Millionen Mark wurde über die gesamte Laufzeit von nahezu 17 Jahren letztlich zinsfrei gesetzt! Zufrieden stellt der Autor fest, daß trotz der anfangs bestehenden finanziellen Belastungen »aus der Sicht der Röchlings hier von einem Erfolg gesprochen werden kann« (S. 296).

Handwerkliche Fehler – so wird das allgemeine Männer-Wahlrecht bereits 1849 in Deutschland (sic!) eingeführt (S. 155) –, das Übersehen des wichtigsten neueren wissenschaftlichen Werkes zur saarländischen Wirtschaftsgeschichte nach 1945 von Armin Heinen (Saarjahre. Politik und Wirtschaft im Saarland 1945–1955, 1996) runden dieses negative Bild ab. Festzuhalten bleibt, daß mit dem Buch von Seibold eine große Chance vertan wurde, endlich auch aus den Unternehmens- und Familienakten heraus eine wissenschaftliche Geschichte dieser wichtigen Familie zu schreiben. Darüberhinaus wäre es wahrscheinlich auch für einige der direkten Adressaten des Buches, die Mitglieder der Röchling'schen Familiengemeinschaft, nicht verkehrt gewesen, Genaueres zu den politischen Rahmenbedingungen zu erfahren, unter denen das Unternehmen seinen Profit bislang erwirtschaftete.

Rainer MÖHLER, Saarbrücken

La Chute du Mur de Berlin, sous la dir. de Nicole PELLETIER et Jean MONDOT, Pessac (Presses universitaires de Bordeaux) 2004, 192 p. (Crises du XX^e siècle), ISBN 2-86781-345-X, EUR 30,00.

Voici les actes d'un colloque qui s'est tenu à l'université Michel Montaigne de Bordeaux en 1999 pour le dixième anniversaire de la chute du Mur de Berlin. Nous y trouvons rassemblées des contributions qui n'ont pas perdu de leur intérêt en six ans.

Horst MÖLLER évoque la partition de l'Allemagne de la division à l'unité dans le cadre de la Guerre froide. Il constate que les Alliés furent jadis guidés par la volonté de rétablir un certain équilibre en Europe en éliminant le danger politique représenté par l'Allemagne et en appliquant le principe de »containment« de Kennan. Möller insiste aussi sur la politique à l'Est de Brandt et ses acquis incontestables qui facilitèrent le règlement rapide de l'unification allemande en 1990. Mais il ne néglige pas non plus la faiblesse de la RDA et sa crise fondamentale comme autre facteur favorable à la chute du Mur. Alain RUIZ s'attache à définir toute une terminologie: le terme d'unification – par opposition à celui de réunification – qui met l'accent sur la nouveauté du phénomène; celui de *Wende*, le tournant, privilégié par Bärbel Bohley, par rapport aux bouleversements (*Umbruch*) entraînant une forte contestation. Il y aurait eu un second tournant après la chute du Mur pour appeler à l'unification allemande et, effectivement, rien de comparable à la création du Reich allemand de 1871, puisque sa réalisation se serait effectuée en accord avec les puissances étrangères et non contre elles. Quant à ce nouvel État allemand, il ne serait limité ni par les frontières du Saint Empire germanique, ni par celles du Reich allemand d'avant 1945. Et pourtant, il continuerait à s'inscrire dans une certaine tradition, ne serait-ce que celle du fédéralisme. Hanns Jür-

gen KÜSTERS étudie les relations entre Kohl et Mitterrand à partir de 1982, tout en les situant bien dans le contexte international (l'évolution démocratique de la Pologne, la politique américaine de «partner in leadership» de Bush père, la volonté d'auto-détermination des Allemands, le désir de Mitterrand de voir perpétuer le statu quo, l'ouverture de la frontière hongroise). Küsters met en lumière l'habileté de Kohl face aux puissances étrangères, en particulier l'Union soviétique de Gorbatchev. C'est ainsi que Mitterrand va peu à peu infléchir son attitude face à la promesse d'une intégration européenne de la nouvelle Allemagne et de son acceptation de la monnaie unique. Vue sous cet angle, l'unification allemande serait le produit de compromis, en particulier celui de l'abandon du deutschemark. Sylvie GUILLAUME se penche sur la politique étrangère du parti socialiste français pendant l'époque de relations conflictuelles entre Mitterrand et son ministre Rocard. Elle utilise essentiellement les débats du Parlement et leur relais dans la presse par des canaux médiatiques indirects tels que «Le Monde» et «Le Nouvel Observateur». La chute du Mur est accueillie avec surprise. Bientôt, c'est le plan en dix points de Kohl qui suscite l'attention: pour Mitterrand, il vaudrait mieux parler de «confédération européenne»; le groupe socialiste s'oppose aux communistes, favorables à une Allemagne neutralisée et démilitarisée; les débats tournent vite sur les conséquences économiques d'un tel bouleversement. Mais ce qui frappe surtout, c'est l'unanimité d'une gauche qui se veut l'héritière des idéaux de la Révolution française. Édouard HUSSON retrace les aléas des relations franco-allemandes dans les années 1980 et les multiples différends qui conduisent inévitablement à un rétrécissement de la perspective. Quant au renforcement de l'OTAN après 1990, il serait paralysant et sclérosant pour le rapport franco-allemand. Même les institutions de coopération franco-allemande seraient un frein au renouveau de l'action commune pour laquelle il n'existerait pas de véritable volonté politique. Husson est donc assez pessimiste face à une économie mondiale à la merci des cycles économiques américains, de la période de transition que doit traverser la nouvelle Allemagne et d'instruments de concertation qui seraient devenus une fin en soi. Stephan MARTENS juge que la chute du Mur fait éclater la stabilité européenne, fondée sur un système bipolaire et qu'elle met la question allemande au centre de toutes les préoccupations. Mais, les relations franco-allemandes reposeraient, en fait, sur une ambiguïté fondamentale depuis 1950, même si la France et l'Allemagne furent les moteurs de la construction européenne. Au moment de l'unification, c'est la symbiose entre les États-Unis et l'Allemagne qui frappe et change la donne du bilatéralisme franco-allemand. Il s'agit dorénavant d'un processus volontariste et, surtout avec le changement de génération au pouvoir, d'une alliance incertaine pour l'avenir. Jérôme VAILLANT considère l'évolution rapide de Mitterrand, d'abord farouchement opposé à l'unification allemande, puis l'admettant sous conditions – si elle se fait pacifiquement et démocratiquement. Le problème de la délimitation des frontières est déjà réglé depuis les traités de Moscou et de Varsovie en 1970. Et si l'unification se réalise conformément à l'article 23 de la Loi fondamentale, il n'est pas de remise en cause possible. La politique allemande de la France serait une politique du raisonnable, qui ne voudrait pas d'emblée s'aligner sur celle des États-Unis.

L'ouvrage se clôt sur un certain nombre de témoignages, parmi lesquels est classé également l'article de Günther HEYDEMANN, sans doute parce qu'il est professeur d'histoire allemande à l'université de Leipzig. Il donne des exemples de la complexité de la *Wende* à Arnstadt, Plauen et Wurzen et montre qu'elle a débuté dans les grandes villes, les centres plus petits reprenant ensuite le flambeau. Les autres interventions sont celles de deux pasteurs protestants: Bernd Albani qui défend la thèse de l'*Anschluss* de la RDA; Friedrich Schorlemmer plus modéré, qui insiste sur le nouveau visage de villes rénovées à l'Est. Quant à Joachim Gauck, Commissaire fédéral chargé des archives de la *Stasi*, il évoque le difficile travail de retour sur le passé que doivent effectuer les Allemands. Nous trouvons, enfin, une étude sur l'évolution du système des partis allemands dans l'Allemagne unifiée.

Anne-Marie CORBIN, Rouen

Tilo SCHABERT, *Wie Weltgeschichte gemacht wird. Frankreich und die deutsche Einheit*, Stuttgart (Klett-Cotta) 2002, 592 p., ISBN 3-608-94257-2, EUR 35,00.

Ce livre a suscité lors de sa parution des controverses passionnées et il est toujours perçu par certains historiens comme une présentation complaisante de la politique menée par François Mitterrand à l'époque où l'effondrement du régime est-allemand et les changements intervenus en Union soviétique laissaient entrevoir un changement radical du système hérité de la guerre froide et créaient les conditions favorables à l'unification de l'Allemagne. Au rebours d'une opinion dominante dans les milieux intellectuels et politiques, l'auteur proclamait en effet haut et fort que le Président de la République était conscient depuis son accession au pouvoir de l'importance et de l'actualité de la question allemande et que loin de s'opposer aux aspirations nationales des Allemands qui s'exprimaient avec vigueur à l'automne 1989 dans les rues de Berlin, de Leipzig et de Dresde (*Wir sind ein Volk*), il avait reconnu leur légitimité et participé activement aux tractations diplomatiques qui ont fixé le cadre permettant l'accession de l'Allemagne unie à la pleine souveraineté. En tenant ce langage, il s'inscrivait en faux contre l'avis de ceux qui affirmaient que Mitterrand avait été pris de court par les événements qui se sont succédés à un rythme accéléré après le discours du chancelier Kohl devant le Bundestag, le 28 novembre 1989, et qu'il avait tenté de freiner le mouvement vers l'unification afin de préserver le statut international dont bénéficiait la France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. On conçoit donc que son livre ait été mal accueilli aussi bien par les détracteurs de la politique de Mitterrand qui lui reprochaient d'avoir manqué la « sortie de la guerre froide »¹ que par des historiens et des publicistes irrités par le ton apologétique de l'auteur et son penchant à éluder les questions que l'on pouvait légitimement se poser à propos du voyage du Président à Kiev et en RDA en décembre 1989².

Les privilèges dont a bénéficié Schabert pour composer son livre et les libertés qu'il a prises avec les méthodes de la science historique expliquent dans une certaine mesure l'accueil mitigé réservé à son livre dans les milieux universitaires. En effet, de 1992 à 1995 il a été l'hôte de l'Élysée où toutes facilités lui ont été offertes pour mener à bien une recherche sur « le mode de gouvernement » de Mitterrand et la part prise par la France à « l'histoire mondiale ». Il a pu accéder ainsi à des archives présidentielles dont il cite de larges extraits et s'entretenir fréquemment avec des collaborateurs du Président qui l'ont éclairé sur la conduite de la diplomatie française pendant la période cruciale qui se situe entre la chute du mur de Berlin et la signature du traité de Moscou « portant règlement définitif concernant l'Allemagne ». C'est donc en se fondant sur des informations de première main et en exploitant des documents dont l'authenticité n'a guère été mise en doute que Schabert propose sa lecture de la politique allemande de la France. Toutefois, certains mettent en cause l'impartialité de ses jugements en raison de sa connivence avec l'entourage du Président et de la révérence particulière que lui inspirait la personnalité de Mitterrand. En outre, des membres de la corporation des historiens estiment qu'il n'a pas soumis ses sources à un examen critique rigoureux et font observer à juste titre qu'on ne peut établir la vérité en prenant pour argent comptant les déclarations des acteurs, surtout dans des circonstances où ils sont à la fois juges et parties.

Le fait est que le portrait de Mitterrand brossé par Schabert n'est pas exempt d'une certaine complaisance et qu'il lui prête des vertus politiques et des talents intellectuels hors du commun. Ainsi, il n'hésite pas, en se référant à Aristote et à Platon, à le présenter comme le

1 Voir le livre publié sous la direction de Samy COHEN, *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, Paris 1998.

2 Voir notamment les compte rendus du livre de Schabert par Daniel Vernet dans « Le Monde » du 20.9.2002, de Martin Mantzke dans « Internationale Politik » d'avril 2003 et de Jacques Bariéty dans « Politique étrangère », n°2, 2004.

«Président philosophe» et affirme que dès son accession au pouvoir en 1981 il aurait fait preuve d'une prescience remarquable dans l'analyse des relations Est-Ouest et de l'évolution de la question allemande. Convaincu que l'empire soviétique était voué au dépérissement et que la réunification de l'Allemagne était inévitable, il aurait mené avec continuité une politique tendant au dépassement de «l'ordre de Yalta» et se serait prononcé clairement pour l'unité allemande à condition que ce but soit poursuivi «pacifiquement et démocratiquement». À cet égard, le «scénario» (*Drehbuch*) français prévoyait une liaison étroite entre l'unification de l'Allemagne et la construction de l'Europe et grâce aux relations confiantes qu'entretenaient Mitterrand et Kohl, les obstacles qui se dressaient sur cette voie ont pu être écartés et l'encadrement européen de l'Allemagne unie se réaliser conformément aux vœux français. Quant aux tensions qui s'étaient produites entre Paris et Bonn au sujet de la création d'une union économique et monétaire et de la reconnaissance du caractère définitif de la frontière occidentale de la Pologne le long de l'Oder et de la Neisse elles se sont rapidement dissipées, les deux parties ayant acquis la conviction que seule une Europe forte et la garantie du statu quo territorial permettraient à l'Allemagne de surmonter sa division et de jouer un rôle positif dans l'édification d'un nouveau système de sécurité sur le continent.

Schabert concède toutefois que la France n'était pas le seul pays concerné par le processus de l'unification allemande et que le règlement définitif de cette question fut l'objet de négociations où les deux États allemands et les quatre États responsables de l'Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont fait valoir leurs propres conceptions. Les États-Unis avaient notamment indiqué d'entrée de jeu que la condition *sine qua non* de l'accession de l'Allemagne unie à la pleine souveraineté était son maintien dans l'OTAN et que cette organisation de défense collective du monde occidental avait vocation à devenir la pierre angulaire du nouvel ordre européen. Cette requête ayant été agréée et la France n'ayant joué qu'un rôle effacé dans le grand marchandage de l'été 1990 qui a permis la conclusion du traité de Moscou, on peut se demander si la diplomatie française peut se prévaloir en l'occurrence du succès éclatant dont la crédite l'auteur. Schabert n'entre pas dans ce débat et se borne à citer en conclusion de son livre de larges extraits d'un télégramme où le directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, exprime sa satisfaction sur l'aboutissement de la négociation à six tout en s'interrogeant sur l'avenir de la construction européenne. On sait aujourd'hui que l'Union européenne ne sera pas nécessairement un «môle de stabilité et de prospérité au sein du vieux continent» et que sa fonction d'encadrement de la «puissance centrale en Europe» au sens où l'entendait l'historien allemand, Hans Peter Schwarz, reste problématique.

En dépit des parti-pris de l'auteur, on ne saurait lui dénier le mérite d'avoir introduit le lecteur dans «l'atelier» (*Die Werkstatt der Weltpolitik*) où s'est élaboré à titre principal la politique étrangère de la France et de mettre à sa disposition des informations qui lui permettront de se faire sa propre opinion sur la conduite de la diplomatie française sous les deux septennats de Mitterrand. Schabert cite longuement les documents auxquels il a eu accès et l'on peut ainsi suivre les méandres de la pensée présidentielle sur les grands problèmes politiques contemporains. L'accent est mis sur sa vision de la place de l'Allemagne dans le système de sécurité hérité de la guerre froide et sur son attachement au maintien de l'équilibre des forces aussi longtemps que ne seront pas réunies les conditions d'une «sortie ordonnée de Yalta». Celle-ci implique un bon usage de la dissuasion nucléaire, un dialogue permanent avec l'adversaire idéologique, des progrès sur la voie du désarmement et la construction d'une Europe politique capable de s'affirmer comme un acteur stratégique face aux deux Grands. Sur tous ces points, l'auteur souligne les similarités entre les conceptions de Mitterrand et du général de Gaulle. La même observation vaut à propos de leurs visions respectives de l'Allemagne, celui-ci ayant affirmé dès 1959 que la réunification était le «destin normal du peuple allemand» et celui-là s'efforçant de persuader ses interlocuteurs d'outre-Rhin, plutôt sceptiques, que la nation allemande retrouverait un jour son unité. Il

serait resté fidèle à cette conviction lorsque les changements qui se sont produits en Europe centrale et orientale à la fin des années 1980 ont créé les conditions favorables à la réalisation de ce rêve et se serait avant tout soucieux de canaliser le mouvement vers l'unification en l'inscrivant dans le cadre d'une Europe unie. Sur les variations et les ambiguïtés des démarches du Président de la République française pendant la période où tout était en flux, Schabert aurait pu adopter une attitude plus distanciée. Certes, il fait état des réserves que le voyage en RDA a inspiré à certains membres de son entourage et il reconnaît que bien des malentendus auraient pu être dissipés si Mitterrand avait clairement exposé les orientations de sa politique vis-à-vis de l'Allemagne au début de l'année 1990, comme le lui conseillaient ses collaborateurs les plus proches. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il a sans doute jugé qu'il valait mieux entretenir le doute sur ses intentions mais ses détracteurs sont prompts à voir dans ce refus de s'engager nettement le signe d'un désarroi face à des réalités qui échappaient à son emprise. En l'occurrence, Mitterrand aurait réagi en »Florentin« et aurait ainsi terni l'image du »Président philosophe« dont Schabert se fait le thuriféraire.

Quoi qu'il en soit, on ne pourra pas négliger son livre si on se préoccupe de la politique étrangère de la France sous la présidence de Mitterrand et plus particulièrement des relations franco-allemandes. Celles-ci font l'objet de développements substantiels et l'auteur ne dissimule aucune des difficultés qui ont surgi entre Paris et Bonn aussi bien au plan des politiques économiques et monétaires qu'à celui des politiques de sécurité. Il met notamment l'accent sur les divergences qui ont hypothéqué les relations franco-allemandes dans le domaine nucléaire et souligne la répugnance des Allemands à sacrifier la *D-Mark* sur l'autel de la construction européenne. De ce fait les tensions étaient très vives à la veille de la chute du mur de Berlin et Schabert retrace dans le détail les tractations qui ont permis de les réduire et d'amorcer le processus de l'unification allemande selon un modèle qui donnait satisfaction aux deux parties. À cet égard, les conclusions de son livre rejoignent celles de Frédéric Bozo qui au terme d'une étude menée avec une rigueur exemplaire³ fait justice de la thèse véhiculée par l'historiographie allemande et anglo-saxonne sur le double jeu de la France qui aurait tenté de ralentir, sinon d'empêcher »l'ensemble du peuple allemand de recouvrer son unité par la voie d'une libre autodétermination«.

Jean KLEIN, Paris

Günter GAUS, *Widersprüche. Erinnerungen eines linken Konservativen*, Berlin (Propyläen) 2004, 379 p., ISBN 3-549-07181-7, EUR 25,00.

Günter Gaus (1929–2004) fut un journaliste en vue de la presse et de la télévision. Se sachant gravement malade, il se décida à rédiger ses mémoires. Le livre est écrit d'une plume sûre et élégante, avec une maîtrise parfois recherchée des termes et un don d'évocation qui fait revivre le passé. Assumant ses »contradictions« (annoncées par le titre), l'auteur se met en scène sans orgueil ni fausse modestie, en portant sur les gens un œil lucide. On suit avec intérêt le parcours qu'il revit.

Sa jeunesse se situe à Braunschweig. Son père, commerçant de souche rurale, observe envers le national-socialisme »une distance méfiante« (p. 112): le 22 juin 1941, il confie en famille »Nous sommes entrés en Russie. Maintenant nous perdons la guerre«. À quinze ans, Günter Gaus est requis pour des travaux de fortification, puis incorporé à la dernière minute dans une unité militaire en débandade. Quand il revient dans sa ville, souvent bombardée, les Américains sont là et sa mère lui dit: »Désormais tu peux te déshabiller pour dormir«; »les avions qui nous survolent sont de notre côté«.

3 Frédéric BOZO, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris 2005.

Sa carrière se déroule favorablement, de ses débuts à la »Süddeutsche Zeitung« à la rédaction en chef du »Spiegel«. De plus, un article remarqué lui vaut dès 1963 une offre de la télévision débutante: présenter une série d'interviews en questions et réponses. Au long des années, il interroge ainsi plus de deux cent personnalités de tendances diverses (essentiellement des compatriotes, plus François-Poncet et Henry Kissinger). Il devient le familier de son patron Rudolf Augstein, conquérant et capricieux, du jeune Helmut Kohl, dont il présente l'ambition, puis de Herbert Wehner, le Nestor du SPD, dont il perçoit la nature riche et complexe. Se définissant comme »sans parti, à la gauche du centre« (p. 288), il soutient l'*Ostpolitik* du gouvernement Brandt. Et, après le »Traité fondamental« de 1972, il accepte la mission délicate de »représentant permanent« de la République fédérale en RDA. On a songé à lui parce que, dans son programme, il a donné la parole à un de ceux de l'autre côté (*die da drüben*), au secrétaire d'État Joachim Hermann, à l'indignation des intransigeants (p. 240). Il occupe son poste huit ans avec une souplesse efficace. Passé de la position d'observateur à celle de diplomate, il ne refuse pas de saluer le drapeau d'un régime qu'il croit solide et négocie avec lui dix-sept traités. On regrette vivement que la mort l'ait saisi avant la rédaction de ce dernier chapitre de ses mémoires.

Du moins, dans un article de 1983, transmettait-il une sensation vécue sur place: »D'abord je ne compris pas, quand je traversais un village du Mecklembourg, une petite ville de Thuringe, ce qui me rappelait un souvenir: au bord de cet endroit, là où la rue du village débouchait sur la route, avec des arbres fruitiers des deux côtés. Mais ensuite je pris conscience que, n'étant jamais venu ici enfant, j'avais transformé une autre impression dans la réminiscence d'une promenade en auto avec mes parents à travers un autre village et une autre petite ville, mais assurément dans la même nature des lieux – que je dois qualifier ici d'*allemande*« (p. 339). S'il avait, commente sa fille, »l'amour de son propre pays«, »le pas vers l'orgueil national, ou vers le nationalisme, il ne l'a jamais fait«.

Pierre BARRAL, Montpellier

Denis MARÉCHAL, Geneviève Tabouis. Les dernières nouvelles de demain (1892–1985), Paris (Nouveau Monde Éditions) 2003, 289 S., ISBN 2-84736-029-8, EUR 26,00.

Mit ihrer Sendung »Les dernières nouvelles de demain«, die in der Nachkriegszeit von »Radio Luxemburg« ausgestrahlt wurde, hat es Geneviève Tabouis in Frankreich zu legendärem Ruhm gebracht. Unter demselben Titel hat Maréchal nun eine längst überfällige Biographie dieser großen alten Dame des Journalismus – »un monument journalistique« – vorgelegt, die nach ihrem Tod im Jahre 1985 schnell in Vergessenheit geraten sei. Letzteres trifft jedoch nur bedingt zu. Es ist vielmehr geradezu überraschend, wie viele Franzosen, die ihre Radiobeiträge in den fünfziger und sechziger Jahren gehört haben, sich noch heute an sie erinnern. Daß sich hingegen Forscher und Berufskollegen mit ihr schwer tun, zeigt nicht zuletzt die Tatsache, daß eine Biographie erst zwanzig Jahre nach ihrem Tod erschienen ist.

Es war eine ungewöhnlich lange Journalisten-Karriere. Die ersten Artikel publizierte sie zu Beginn der zwanziger Jahre und erst 1980, also im Alter von 88 Jahren, verabschiedete sie sich endgültig von ihren Zuhörern. Den Höhepunkt bildeten jedoch die Jahre 1933 bis 1967. Nachdem sie zunächst für die französische Regionalpresse, Maréchal nennt »La Petite Gironde« und »Le Petit Marseillais«, als Korrespondentin über den Völkerbund aus Genf berichtete, gelang ihr 1933 der Sprung zur Pariser Tageszeitung »L'Œuvre«, wo sie als Sonderkorrespondentin für internationale Politik zuständig war. In den folgenden Jahren bekämpfte sie mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln das nationalsozialistische Regime, weshalb sie u. a. im »Völkischen Beobachter« und sogar von Hitler persönlich in einer Rede zum 1. Mai angegriffen wurde. Im Juni 1940 mußte sie vor den anrückenden

Deutschen flüchten. Im New Yorker Exil gründete sie mit ihrem Berufskollegen Henri de Kerillis und finanzieller Unterstützung der Amerikaner die französische Wochenzeitung »Pour la Victoire«. Die Rückkehr nach Paris im Sommer 1945 bedeutete für sie, wie für andere Remigranten auch, einen beruflichen Neuanfang. Mit über fünfzig Jahren gelang ihr eine zweite Karriere bei »Radio Luxemburg«, dem damals in Frankreich meist gehörten Sender. Daß sie das Publikum auch als Rednerin fesseln konnte, hatte sie schon vor dem Krieg durch ihre Vortragstätigkeit bewiesen. Nach den Berichten der Pariser Préfecture de Police sollen bis zu 1200 Zuhörer gekommen sein, wenn sie sprach.

Als Korrespondentin für außenpolitische Fragen brachte Tabouis die besten Voraussetzungen mit. Als Nichte von zwei Diplomaten, Jules und Paul Cambon, die in Berlin, Konstantinopel, London, Madrid und Washington als Botschafter tätig waren, wurde ihr Interesse an internationalen Fragen schon sehr früh geweckt. Besonderen Einfluß auf ihre berufliche Karriere hatte Jules Cambon, der von 1907 bis zum Ausbruch des Ersten Weltkriegs in Berlin Botschafter war, wo sie ihn regelmäßig in den Sommerferien besuchte. Durch ihn wurde sie schon sehr früh in diplomatische Kreise eingeführt und lernte, sich auf internationalem Parkett zu bewegen. Sie arbeitete für ihn als Privatsekretärin, nachdem er 1917 Staatssekretär am Quai d'Orsay geworden war. So verfügte sie zu Beginn ihrer Karriere bereits über ungewöhnlich gute Kontakte zu Diplomaten, Politikern und anderen Persönlichkeiten, sowohl in Frankreich als auch im Ausland.

Neben dieser Erfolgsbilanz einer ungewöhnlich erfolgreichen Journalistin, die über die wichtigsten politischen Themen ihrer Zeit schrieb, zeichnet Maréchal das Bild einer überaus ehrgeizigen Frau, deren zugegebenermaßen unverwechselbarer Stil und deren höchst eigenwillige Arbeitsmethoden man jedoch eher der Skandalpresse zuordnen würde. Ihr höchstes Ziel sei es gewesen, »scoops« zu liefern. Im Wettlauf mit der Zeit und den anderen Kollegen habe sie Informationen ungeprüft übernommen und auch nicht davor zurückgeschaut, Gerüchte als solche zu publizieren. Es sei ihr als Journalistin vornehmlich darum gegangen, die Neugierde der Leser zu befriedigen. Geradezu besessen muß sie von der Idee gewesen sein, die Ereignisse vorherzusehen – worauf der Titel ihrer 1942 im New Yorker Exil erschienenen Memoiren, »Ils l'ont appelée Cassandre«, sowie ihre Sendung »Die neuesten Nachrichten von morgen« anspielen. Maréchal kommt zu dem Schluß, daß sie mehr Wert auf Prophezeiungen und Spekulationen legte, denn auf Beobachtungen und Analysen. Dabei sei sie bei der Beschaffung ihrer Informationen nicht wählerisch gewesen. Welche Quellen Tabouis ausgewertet hat und welche Informanten ihr zur Verfügung gestanden haben, dies zu recherchieren war Maréchals erklärtes Ziel. Gerade hier liegt jedoch eine Schwäche dieser Biographie, die die angekündigte »gründliche Recherche« bzw. die entsprechenden Ergebnisse vermissen läßt. Auch hätte man sich etwas mehr kritische Distanz gewünscht.

Tabouis soll im allgemeinen sehr gute Kontakte zu den Geheimdiensten gehabt haben. Sie selbst habe dies indirekt für den französischen Geheimdienst zugegeben. Wie Maréchal einräumt, konnte er in den Archiven jedoch keine Belege dafür finden. Seit langem wußte man, daß sie enge Verbindungen zur sowjetischen Botschaft in Paris hatte und man vermutete, daß sie auch finanzielle Zuwendungen bekam. In den Moskauer Archiven fand sich nun der Nachweis, daß sie monatlich 5000 Francs bekam, eine für die damalige Zeit ganz erhebliche Summe. Maréchal hat dies der Sekundärliteratur entnommen, er selbst habe keinen Zugang zu den Moskauer Archiven bekommen. Auch in der Wilhelmstraße will Tabouis bis Mitte der dreißiger Jahre ihre Informanten gehabt haben, die nach ihren Aussagen dafür mit dem Leben bezahlen mußten. Diese Darstellung übernimmt ihr Biograph unbesehen und ohne zu recherchieren, wer denn diese namentlich nicht genannten Informanten waren. Maréchal hat im wesentlichen Quellen aus zweiter Hand ausgewertet, selbst wenn er neben Memoiren, Tagebüchern und Aussagen von Zeitzeugen in seiner Bibliographie Archive und Dokumentationszentren in Frankreich, Amerika, Großbritannien und Deutschland aufführt. Bei den

Archiven bleibt der Leser oft im unklaren, welche Akten denn eingesehen wurden. So erwähnt er weder in der Bibliographie noch im Text selbst, welche Dokumente er im »Deutschen Rundfunkarchiv« konsultiert hat. Ärgerlich, sind auch die falschen Quellenangaben in den Anmerkungen, was besonders bei den deutschsprachigen Artikeln auffällt.

Bei aller Kritik ist dennoch anzuerkennen, daß Maréchal diese einst so bedeutende und umstrittene Journalistin vor dem Vergessen bewahrt hat. Seiner Meinung nach sind ihre Arbeiten eine wertvolle Quelle zur Erforschung der öffentlichen Meinung Frankreichs im 20. Jh., wurden ihre Artikel und Sendungen doch täglich von Millionen von Franzosen aufmerksam verfolgt. Die Frage ist noch nicht ausreichend beantwortet, warum gerade sie zu einer der bedeutendsten und einflußreichsten Journalistinnen der Zwischenkriegszeit werden konnte. Im ersten Zugriff konnte ihr Lebenswerk nicht erschöpfend behandelt werden und bietet noch viel Material für weitere Recherchen.

Ute LEMKE, Chambéry

Zeitgeschichte als Problem. Nationale Traditionen und Perspektiven der Forschung in Europa, publié par Alexander NÜTZENADEL et Wolfgang SCHIEDER, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2004, 336 p. (Geschichte und Gesellschaft, Sonderheft 20). ISBN 3-5253-6420-2, EUR 39,90.

Thème d'un colloque réuni en juillet 2000 à l'université de Cologne, cet ouvrage traite du problème de l'histoire du temps présent dans une perspective européenne. L'introduction et les treize contributions montrent qu'en dépit d'une importante évolution, la discipline n'est pas encore parvenue à un consensus général sur ses limites chronologiques, ses thèmes et les bases méthodologiques. Sans prétendre à l'exhaustivité, les auteurs se proposent d'intégrer le débat allemand dans un cadre européen et de promouvoir ainsi la base d'une recherche historiographique transnationale. Entreprise difficile puisqu'à partir de démocraties »postfascistes« (Allemagne, Italie et, dans une certaine mesure, Autriche et Espagne) les contributeurs abordent des pays d'Europe occidentale (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et la Suisse) qui n'auraient pas subi de profondes césures avant d'examiner le groupe d'Europe orientale dont la culture historique porte l'empreinte du système soviétique.

À suivre Martin GEYER l'histoire du temps présent de la RFA aurait ouvert la brèche aux innovations théoriques, qui auraient largement influencé la discipline des autres pays en même temps que se développait une culture historique républicaine en RFA. Culture dépassant largement le temps présent avec le débat sur le national-socialisme. Évolution analogue en Italie sur l'héritage du fascisme (Lutz KLINKHAMMER). Même si le consensus fondateur de la République s'appuyait essentiellement sur le combat de la Résistance des années 1943–1945 avant l'introduction du révisionnisme portant sur la période fasciste par Renzo de Felice dans les années soixante. On ne s'étonnera pas du retard de l'Autriche, évoqué par Ernst HANISCH à aborder l'histoire du nazisme, longtemps présentée comme extérieure par celle qui se considérait comme »première victime« de sa politique d'agression. Le changement de génération dans les années 70 et l'introduction de l'histoire sociale et culturelle ouvrirent la voie à l'intégration de l'histoire du nazisme dans l'histoire autrichienne.

L'Espagne, constatent Walter BERNECKER et Sören BRINKMANN n'a pas connu de recherche d'histoire du temps présent jusqu'à la fin du franquisme en 1975. Dans les années suivantes de transition, les recherches sur la guerre civile et le franquisme restèrent taboues afin de faciliter la réconciliation des anciennes élites avec l'État démocratique. Quoique bien enracinée dans les universités, la discipline resta hétérogène et dominée par l'histoire régionale.

Dans les vieilles démocraties d'Europe occidentale, son institutionnalisation resta longtemps tributaire de la perception de la continuité de l'histoire nationale. De ce fait, l'histoire du temps présent se constitua essentiellement à partir des débats venus de l'extérieur. Les

historiens britanniques, note Detlev MARES s'intéressent particulièrement aux totalitarismes européens comme à leur répercussion sur le royaume et l'empire. Discipline également longtemps marginale en France, selon Rainer HUDEMANN en raison du rôle dominant de l'école des Annales, privilégiant la longue durée. Comme en Grande-Bretagne, les problèmes extérieurs figurent au premier plan: controverse sur les liens entre collaboration française et régime d'occupation; perte d'influence depuis la décolonisation et la guerre d'Algérie. Même phénomène au Pays-Bas selon Christoph STRUPP où l'historiographie après 1945 se concentra sur les effets de la guerre et de l'occupation nazie de leur pays sans réflexion critique sur le comportement autochtone. L'absence d'une telle réflexion de la Suisse sur son passé tient, selon Christof DIPPER, au mythe national d'une heureuse exception dans l'histoire européenne. La stabilité fondée sur un ordre fédéral libéral, la neutralité à l'extérieur et les succès économiques auraient assuré une légitimité d'État seulement contestée par des outsiders. Ce n'est, là aussi, qu'avec le changement de génération qu'émerge la critique de l'idéalisation; mise à mal par la révélation des implications de la Suisse dans la politique du III^e Reich allant de la collaboration économique à la politique drastique à l'encontre de ses victimes particulièrement juives.

Selon la conception marxiste léniniste longtemps dominante en URSS et dans les «pays frères», l'histoire du socialisme apparaissait comme partie d'un processus perpétuel orienté vers un état final utopique. D'où l'absence jusque dans les années 1980 de tout débat sur l'histoire du temps présent. Il y eut certes des travaux sur l'histoire de l'URSS. Mais ce n'est qu'en 1991, avec la *perestroïka*, qu'apparaît une réorientation ainsi qu'une ouverture scientifique. Mais, en reprenant la théorie du totalitarisme, cette historiographie, note Stefan PLAGGENBORG, ne tient pas assez compte des variations entre les différentes périodes du système soviétique.

La question se pose différemment pour les autres pays d'Europe orientale. La Tchécoslovaquie (Martin SCHULZE-WESSEL) a connu/dès les années 20 une historiographie du temps présent avec des concentrations successives après 1945 sur «la lutte de libération nationale», un réformisme pluraliste lors du printemps de Prague, puis l'exil et les *samizdat* jusqu'à la révolution de velours en 1989. Avec cependant une tendance à privilégier l'histoire nationale. La Pologne a également connu une histoire non officielle du temps présent à côté de l'historiographie marxiste officielle. Mais, là aussi, observe Rafal STOBIECKI, il fallut attendre 1989 pour une recherche dégagée d'une perception manichéenne du «système socialiste» et de la dichotomie de l'occupation nazie. Notamment concernant la persécution des juifs. La Hongrie, affirme Arpad v. KLIMO, a déjà connu l'histoire contemporaine au XIX^e siècle. Avec, il est vrai, une forte fonction de légitimation. Quant à la RDA, présentée par Martin SABROW, elle constitue un cas particulier puisque confrontée plus fortement à la recherche occidentale. La distinction, introduite en 1969 par Erich Honecker entre une identité spécifique de la RDA et la RFA intégrée dans l'histoire générale, permit à une nouvelle génération d'historiens d'affaiblir l'instrumentalisation du SED avec la professionnalisation et l'ouverture méthodologique de l'histoire sociale et culturelle.

Au total, cet ouvrage, à défaut d'une image uniforme, révèle un certain nombre de convergences. À ce stade, la comparaison des discours nationaux, ne permet pas encore, reconnaissent leurs initiateurs, de parler d'une histoire européenne. Peut-être faudra-t-il aussi pratiquer davantage la confrontation avec les historiens des pays concernés. Ce qui, dans le cas présent, ne semble être le cas que pour certains pays d'Europe orientale.

Rita THALMANN, Paris

Clemens WISCHERMANN (dir.), Vom kollektiven Gedächtnis zur Individualisierung der Erinnerung, Stuttgart (Franz Steiner) 2002, 203 p. (Studien zur Geschichte des Alltags, 18), ISBN 3-515-08065-1, EUR 44,00.

C'est le dix-huitième volume de la collection d'Études d'histoire du quotidien dirigée par Hans Jürgen TEUTEBERG et Peter BORSCHIED. Clemens Wischermann a dirigé la publication de ce recueil qui se compose d'un avant-propos rédigé par lui-même, de huit textes, d'une orientation bibliographique et de notices biographiques rédigées par les auteurs. Le volume est entièrement rédigé en allemand.

À l'exception de C. WISCHERMANN, tous les auteurs appartiennent à la même génération (ils sont nés entre 1962 et 1971). Ils ont tous participé aux travaux d'un groupe de recherche de l'université de Constance fondé par celui-ci et, pour certains d'entre eux, à la première publication qui en avait résulté en 1996, constituant le quinzième volume de la série, paru sous le titre »La Légitimité du souvenir et la science historique« (1996). Il s'agissait alors de poser le »souvenir« comme catégorie historique, en face, ou en tout cas aux côtés de la notion de »mémoire«, étudiée en Allemagne par Aleida et Jan Assmann et, parallèlement, en France, par les auteurs des »Lieux de mémoire« publiés sous la direction de Pierre Nora. La démarche, ici poursuivie, reposait sur le constat que, depuis le début du XX^e siècle, le rapport au passé des individus se construit selon Wischermann (p. 7) de plus en plus en fonction d'une compétence mnémonique personnelle et non plus par rapport à une communauté mémorielle globale. Dans son propre texte, »Collectif, générations ou individus comme fondement de construction de sens à travers l'histoire: réflexions préliminaires«, Wischermann examine la »transmission intergénérationnelle« de la mémoire de la Deuxième Guerre dans la société allemande depuis la réunification (p. 13). Il en déduit que le XX^e siècle a été entièrement marqué par »une concurrence entre des écritures collectives et des écritures personnalisées du passé« (p. 22). Il affirme en conclusion que »La science historique accompagnera le changement de paradigme dans le lien entre présent et passé, décrit sous le nom d'individualisation du souvenir, si elle veut, à l'avenir, atteindre les individus et contribuer à la construction des conceptions individuelles et sociales« (p. 23). Le second texte d'Uta RASCHE, porte sur »L'iconographie historique dans le milieu catholique sous l'Empire: concurrence et parallèle à la mémoire nationale«. Elle montre bien de quelle manière une mémoire catholique se construit dans la deuxième moitié du XIX^e siècle en réaction à l'exclusion des références catholiques au sein de la mémoire nationale à dominante protestante. Elle s'attache en particulier à la figure de saint Boniface, évangéliste de l'Allemagne, opposé par les catholiques au héros national Hermann le Chérusque, vainqueur des Romains (et donc précurseur de la Réforme dans une vision nationale plutôt protestante qui assimile la Rome de l'Antiquité et celle des Papes). Rasche conclut prudemment: »Il existe donc des frontières mémorielles, qui courent parallèlement aux frontières des milieux sociaux. Reste à déterminer si les milieux se constituent *en raison* d'une conception collective du passé efficacement transmise ou si la construction d'une mémoire collective *présuppose* de son côté l'existence d'une société plus ou moins stable clairement définie« (p. 52). Miriam GEBHARDT a fait porter ses efforts »Sur la psychologie de l'oubli: l'antisémitisme dans les autobiographies juives avant et après 1933«. Elle insiste sur le fait qu'avant 1933 la plupart des Juifs allemands nient dans leurs mémoires l'antisémitisme ou en limitent les manifestations à des périodes reculées ou à des Juifs moins bien assimilés qu'eux-mêmes (p. 55). Après 1933 et surtout après 1945, deux attitudes se font jour: certains Juifs allemands persistent dans leurs autobiographies à affirmer l'harmonie des relations entre Juifs et Allemands jusqu'à la prise du pouvoir par les Nazis, 1933 marquant dans cette perspective un tournant décisif; d'autres auteurs réinterprètent au contraire la phase antérieure à 1933 à la lumière de l'antisémitisme nazi, qui ne serait que l'exacerbation de l'antisémitisme allemand ayant existé de tout temps. Gebhardt remarque que »les historiens ne sont pas les seules victimes des mécanismes de réinterprétation de la mémoire collective«, avant de

conclure que »la tentative de la part des historiens d'atteindre les conceptions des Juifs allemands antérieures à 1933 à partir des mémoires qu'ils ont écrits après 1945 semble vouée à l'échec« (p. 63). Au sein de la production de la firme d'État est-allemande DEFA, dont il donne en annexe la filmographie, Stefan ZAHLMANN a choisi d'étudier trois films (Les meilleures années? La culture mémorielle de la République démocratique allemande dans les films de la DEFA). »Les Aventures de Werner Holt« (1965) raconte l'itinéraire d'un Allemand vers l'antifascisme pendant la Deuxième Guerre mondiale, »Les Meilleures années« (1965) décrit l'ascension d'un jeune homme au sein du SED dans les années d'après-guerre, alors que »Les Architectes« (1990) est l'histoire, contemporaine, d'un jeune architecte berlinois qui refuse de s'engager politiquement. Zahlmann insiste sur l'importance du thème de l'antifascisme, central dans les deux premiers exemples qu'il étudie, plus accessoire dans »Les Architectes«. En tenant compte du fait que les films produits traitent d'événements récents, il considère qu'ils constituent des »segments d'une culture mémorielle, où chaque génération construit sa propre mémoire filmique« (p. 79). Helke STADTLAND (La politique mémorielle en question. Exclusion, amnistie et intégration dans la phase de fondation des syndicats est-allemands) traite des procédures disciplinaires et des mesures de promotion décidées par le régime est-allemand dans les milieux syndicaux après la Guerre. Elle montre bien comment la politique mémorielle du régime est-allemand est définie en fonction de critères très pragmatiques tout en s'appuyant sur une réécriture du passé récent de l'Allemagne: des personnalités dociles, même compromises avec les nazis, ont souvent été privilégiées par rapport à d'anciens syndicalistes socialistes qui étaient renvoyés à leurs prétendues erreurs d'avant-guerre.

Les trois contributions qui terminent le volume se distinguent des quatre précédentes en ce qu'elles prennent la forme d'essais théoriques. Dans »Au-delà de la connaissance. La science historique entre souvenir et expérience«, Katja PATZEL-MATTERN présente les théories de différents savants du tournant des XIX^e et XX^e siècles au sujet de la mémoire: Henri Bergson, Sigmund Freud, Wilhelm Dilthey, Georg Steinhausen, William James et Georg Simmel. Son essai tend à confirmer que le XX^e siècle est marqué par une évolution du rapport au passé qui tend à s'individualiser. Elle décrit le souvenir comme un trait d'union »entre d'une part le passé, le présent et le futur, d'autre part l'individu et la société« (notice biographique, 201). Les deux autres textes ont aussi une portée théorique, et même parfois un peu polémique. L'essai de Sandra MARKUS complète judicieusement l'étude de Gebhardt, il porte pour titre une phrase extraite du journal de Max Frisch »Ecrire signifie: se lire soi-même«, sous-titré »L'écriture de l'histoire comme construction de sens mémorielle«. Elle y examine la possibilité et les modalités de recours aux mémoires, au sens de genre littéraire, dans le cadre de la science historique. Alors que Gebhardt relève les difficultés d'interprétation inhérentes aux sources autobiographiques, Markus souligne l'intérêt de telles sources, d'autant plus grand que »la science historique, comme la science en général, n'a plus à voir, à la fin du XX^e siècle, avec la production de vérités objectives ni même avec l'approche de telles vérités« (p. 182). Matthias DÜMPELMANN va encore plus loin en affirmant, dans sa notice biographique, que »l'histoire – encore une fois – n'est pas intéressante du point de vue de la facticité événementielle d'une période donnée, bien que de nombreux historiens professionnels persistent à se donner du mal à l'atteindre« (p. 201). Selon Dümpelmann, qui adopte une perspective proche de celle de Patzel-Mattern, la tâche de l'historien consiste plutôt à envisager la façon dont l'individu se définit par rapport à la communauté en fonction du décalage existant entre ses souvenirs personnels et la mémoire collective.

On peut évaluer la portée de l'ensemble de ces textes de trois manières différentes, selon le sens que l'on veut bien donner au titre du recueil. D'une part, »De la mémoire collective à l'individualisation du souvenir« peut décrire un processus qui conduit, à travers diverses formes d'appropriation, d'interprétation, de transmission, à la différenciation de la mémoire collective, jusqu'au point où elle devient souvenir individuel. De ce processus,

plusieurs des textes ici réunis fournissent des exemples très probants (c'est le cas de celui de Rasche par exemple). Le titre comporte aussi une connotation programmatique, comme le revendique d'ailleurs Wischermann: il s'agit, après les travaux portant sur les aspects plutôt collectifs des processus mémoriels menés par les Assmann ou Nora, de focaliser l'attention sur des formes différenciées de la mémoire, jusqu'à s'intéresser, par exemple, à la valeur historique du souvenir autobiographique. L'objectif est en grande partie atteint de ce point de vue. On peut, enfin, considérer le titre de cet ouvrage comme la description d'un tournant mémoriel, survenu au XX^e siècle, qui justifierait une réorientation de la science historique. Les fondements théoriques du tournant en question apparaissent ténus, en regard notamment des affirmations péremptoires de certains auteurs: considérer l'établissement de faits comme une démarche obsolète et dépourvue d'intérêt à laquelle pourrait se substituer l'étude des sources autobiographiques ne paraît pas de bonne méthode, surtout si l'on tient compte des conclusions circonspectes de ceux des contributeurs du recueil qui se sont attachés à l'étude de cas précis.

Malgré ces quelques réserves, on ne peut que recommander la lecture de ce volume: à défaut de constituer la « nouvelle orientation de la science historique » sans laquelle il serait impossible de comprendre le rapport au passé de l'homme contemporain, ce deuxième volume montre amplement le profit que l'historien peut tirer d'un plus grand intérêt porté aux formes individuelles du souvenir.

Nicolas PADIOU, Froide conche

Jean-Paul WILLAIME, *Europe et religions. Les enjeux du XXI^e siècle*, Paris (Fayard) 2004, 376 p. (Les dieux dans la Cité), ISBN 2-213-61928-X, EUR 20,00.

Voici un beau livre. De son écriture tranquille, l'historien et sociologue des religions Willaime y aborde la question de la place des religions (et à contrario de la laïcité) dans l'Europe d'aujourd'hui et de leur rôle dans l'Europe de demain. Dans une Europe qui, après s'être affirmée du point de vue économique et politique, est aujourd'hui à la recherche de son identité culturelle et de valeurs par lesquelles elle veut vivre. Selon l'auteur, l'Europe actuelle, « désenchantée » par le politique comme par le passé elle le fut par la religion, se trouve à un tournant. À un âge de profondes mutations du politique et du religieux, la religion, à présent laïcisée et déinstitutionnalisée, peut apparaître comme une ressource symbolique, spirituelle, éthique et culturelle, voire même comme une ressource politique au sens large, puisque pouvant intervenir dans la formation et dans l'exercice de la citoyenneté ainsi que dans la délibération collective. Sur de nombreuses pages, l'auteur fait un état des lieux de cette reconfiguration du religieux dans les pays sécularisés et pluralistes de l'Europe qui ont bien compris ce que le religieux peut apporter à la recherche du vivre-ensemble. Son but est de confronter la relation religion – état – société de ces pays avec l'attitude française par rapport au fait religieux. L'expérience historique française, le long combat anti-clérical et anti-religieux de la société française a en effet façonné une représentation sociale de la religion, percevant celle-ci comme à l'opposé du progrès et de la liberté. Or, selon Willaime, si les autres pays européens ont beaucoup à apprendre de l'expérience française, la France a aussi beaucoup à apprendre des autres pays, en cessant de juger les autres pays d'Europe à travers les lunettes de la laïcité française et en apprenant à prendre en compte l'expérience des autres pays d'Europe. Et l'auteur de montrer, en prenant l'exemple de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Belgique, du Danemark ou de la Grande-Bretagne, que l'on peut fort bien admettre que la religion, loin d'être un frein à la modernité, peut être au contraire un élément dynamique de la vitalité démocratique d'un pays effectivement sécularisé. Il est des pays, constate l'auteur, qui ont su reconnaître une mission d'intérêt public à la religion, et intégrer le religieux dans un cadre plus général portant sur les valeurs et la citoyenneté, qui

ont su associer des groupes religieux à la gestion du bien commun, et créer des partenariats Églises – État en vue d'une mobilisation citoyenne effective. L'auteur s'attarde sur quelques cas exemplaires de partenariat, au niveau de l'école notamment. Willaime consacre plus de 50 pages à la question scolaire en Europe, un sujet dans lequel il se sent à l'aise. Il nous présente ainsi le cas allemand, où le partenariat des pouvoirs publics avec les Églises repose sur une longue tradition. Au niveau de l'école, le partenariat se traduit par la reconnaissance constitutionnelle d'un enseignement religieux dans le cadre des programmes scolaires officiels. Ici, ce n'est pas tant l'État qui se met au service de l'Église que l'Église qui se met au service de l'État, puisque ce dernier considère que la culture religieuse fait partie du patrimoine culturel allemand, et que l'enseignement de la religion est un élément nécessaire de l'éducation et de la formation à la citoyenneté. Cet enseignement est souvent un enseignement d'éthique général où il est question de problèmes sociaux ou propres à l'adolescence (conflits de génération, pilule, drogue). L'auteur prône ce modèle pour la France qui, comme la plupart des pays européens, est confrontée à des défis, tels que l'inculture religieuse, les demandes de sens, »l'éducation à la tolérance et à la citoyenneté dans les sociétés culturellement diversifiées« (p. 175), qu'elle ne peut plus résoudre par une laïcité militante. Si Willaime plaide pour l'enseignement de la religion en France, ce n'est non pas contre la laïcité, mais au contraire pour l'affirmation et la pleine réussite de cette dernière. Exclure la religion, c'est selon lui courir le risque de renvoyer la question aux diverses communautés religieuses, et aussi de mettre en jeu l'intelligibilité du monde et de son histoire. Pour lui, la France doit enfin laïciser la laïcité, c'est-à-dire pratiquer une laïcité »cessant de se concevoir comme une idéologie contre les religions« (p. 328).

On peut ne pas être d'accord avec l'argumentation de Willaime, au demeurant parfois redondante. Mais il est difficile de ne pas se laisser séduire par le calme et la sérénité de ces arguments. Aucune panique ne se dégage de ce livre. Il n'a pas été écrit en réaction affolée à ce que l'on nomme »la montée de l'islamisme«. L'auteur a d'ailleurs eu la sagesse de ne presque pas mentionner l'islam et l'islamisme dans son ouvrage. Car son plaidoyer pour le religieux n'est pas celui des réactionnaires qui veulent défendre les valeurs du christianisme contre la religion musulmane. Le discours de Willaime n'est pas contre quelque chose, mais une apologie pour quelque chose: pour l'apport social, culturel et éthique »des religions dans des sociétés d'individus en quête de repères et de motivations« (p. 344).

Par ailleurs, le livre nous apprend beaucoup sur les pratiques religieuses en Europe, sur les diverses attitudes face à la religion sur notre vieux continent. Willaime fait une analyse fouillée et intéressante (appuyée sur une bibliographie solide et brillante) des disparités nationales, voire régionales de ces comportements. Savions-nous qu'en 1999–2000, 77,4% des Européens déclaraient croire en Dieu (p. 57)? Que l'augmentation de la proportion des sans religion ne signifie pas que l'athéisme progresse? Que la croyance religieuse n'est pas l'apanage des groupes sociaux les moins cultivés? Voici des informations qui renversent bon nombre de clichés. Le livre de Willaime est vraiment intéressant. Un beau livre.

Christiane KOHSER-SPOHN, Braunschweig

Siegfried BÜTTNER, Robert KRETSCHMAR, Rainer STAHLSCHEIDT, Der archivische Umgang mit großen Fallaktenserien. Bericht der Arbeitsgruppe »Archivierung großer Fallaktenserien« der Archivreferentenkonferenz des Bundes und der Länder, Marburg 2001, 89 S. (Veröffentlichungen der Archivschule Marburg, Institut für Archivwissenschaft, 34), ISBN 3-923833-67-9, EUR 8,20.

Jahr für Jahr bieten die deutschen Behörden den für sie zuständigen Archiven Regalkilometer von Einzelfallakten (Steuerakten, Grundakten, Sozialhilfeakten etc.) an. Alles zu übernehmen, ist schon aus Platzgründen unmöglich. Andererseits enthalten sie

nicht selten eine Fülle wertvoller historischer Informationen. Übernahme und Bewertung solcher Fallaktenserien stellen daher für jeden Archivar eine besondere berufliche Herausforderung dar. Daher initiierte die Archivreferentenkonferenz des Bundes und der Länder 1994 die Gründung einer Arbeitsgruppe, die 2001 die vorliegenden Empfehlungen publizierte. Zu konkreten Entscheidungen konnten sich die Verfasser freilich nicht durchringen. Der ratsuchende Archivar findet keine vorgefertigten Lösungsmuster, etwa dergestalt, Grundakten komplett zu kassieren, bei Steuerakten nur die oberhalb eines bestimmten Einkommens zu übernehmen, oder Entnazifizierungsakten vollständig zu erhalten. Statt dessen wird die Entscheidungsfindung problematisiert und eine Vielzahl von Bewertungskriterien an Hand diverser Beispiele erläutert. Angesichts der Heterogenität der Überlieferung und der föderalistischen Struktur des deutschen Archivwesens war dies gewiß eine kluge Entscheidung. Gleichwohl bleibt so vieles eher vage und unverbindlich. Daß sich der gewissenhafte Archivar vor der Bewertung ernsthaft und gründlich mit dem Entstehungszusammenhang und dem historischen Aussagewert der Akten auseinandersetzen soll, ist eine ebenso selbstverständliche wie banale Forderung.

Der Leser legt das Buch am Ende eher ratlos zur Seite. Besonders problematisch erscheint, daß die Autoren trotz gewisser Skepsis nicht von der Auswahlarchivierung (einzelne Buchstaben, Personalakten ab A 16, Stichproben u. a.) lassen wollten. Aus historischer Sicht ist dies unbefriedigend. Zu viele künftige, jetzt noch nicht abzusehende Fragestellungen werden dadurch unmöglich gemacht. Wer für das 20. Jh. die Personalakten der Stenotypistinnen, Sekretärinnen und Sachbearbeiterinnen vernichtet hat, nur weil sie nicht so viel verdient haben wie die Behördenleiter, beraubt sich wichtiger Quellen zur Ausbreitung der weiblichen Berufstätigkeit. Da in der Tat nicht jeder alles aufheben kann, wären wie auch die Autoren zugeben, »arbeitsteilige Überlieferungsmodelle« (p. 65) die wünschenswerteste Lösung. Danach würde eine Fallaktenserie in einem Archiv komplett vernichtet und in einem anderem komplett erhalten. Der Historiker würde – vielleicht nicht in seiner Nähe, aber doch immerhin irgendwo in Deutschland – mit zuverlässiger Sicherheit eine vollständige Aktenüberlieferung vorfinden. Daß diese Idee zwar auf dem Papier bestehend, in der Realität infolge des immensen Abstimmungsaufwandes zwischen den Archiven freilich kaum realistisch ist, sehen auch die Autoren. Erfahrungsgemäß ist die Kooperationsbereitschaft meist gering. Wie berechtigt diese Annahme ist, bestätigen die Verfasser ungewollt selbst, indem sie sich nahezu ausschließlich auf staatliche Akten beschränken. Obwohl in den Kommunen eine Vielzahl von Fallaktenserien (Sozialhilfe, Baugenehmigungen etc.) anfallen, waren Kommunalarchivare an der Arbeitsgruppe nicht beteiligt. So ist kaum zu erwarten, daß dieser kleine Ratgeber die bisherige Archivierungspraxis gravierend ändern wird. Immerhin repräsentiert er sicherlich ein nützliches Handbuch, das Referendare, Anwärter und Berufsanfänger mit den Problemen der Bewertung großer Fallaktenserien vertraut macht.

Bernd KASTEN, Schwerin